

TABLE DES MATIÈRES

CÉGÉPS	4
LA TRIBUNE : Rupture entre le Cégep et la Bibliarie GGC – Mercredi 28 décembre 2011	4
RADIO-CANADA = ESTRIE : La Bibliarie GGC du Cégep de Sherbrooke se fait montrer la porte de l'institution – Mise à jour le mardi 27 décembre 2011 à 17 h 13 HNE	4
Les commentaires (3)	4
LE DEVOIR : La survie du cégep Gérald-Godin menacée : Croulant sous le poids de son déficit, l'établissement affirme qu'il ne survivra pas aux coupes de 19,5 millions exigées par le ministère de l'Éducation – Samedi 24 décembre 2011	4
Vos réactions	5
RADIO-CANADA / ESTRIE : Des élèves de Drummondville apprennent à développer des applications pour téléphones intelligents – Mise à jour le jeudi 24 novembre 2011 à 18 h 04 HNE	7
RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue recherche des enseignants pour travailler à l'étranger – Mise à jour le vendredi 18 novembre 2011 à 16 h 09 HNE.....	7
JOURNAL : DE MONTRÉAL : LOIN D'ÊTRE UNE CATASTROPHE - Les enfants de la réforme réussissent mieux que prévu au cégep – Lundi 14 novembre 2011	7
JOURNAL DE MONTRÉAL : De plus en plus de troubles d'apprentissage – Lundi 14 novembre 2011	8
LE SOLEIL : Téléportez-vous au Cégep de La Pocatière! - Mis à jour le Samedi 05 novembre 2011 à 05h00.....	8
LA TRIBUNE : Une enseignante du Cégep dans l'eau chaude – Samedi 05 novembre 2011.....	8
LA VOIX DE L'EST : Le cégep de Grandy-Haute-Yamaska dévoile son plan stratégique – Jeudi 03 novembre 2011	9
LE SOLEIL : Éditorial : Au-delà du baccalauréat, par Brigitte Breton – Mardi 1er novembre 2011	9
RADIO-CANADA : Gaspésie-Les Îles : Matane au coeur de la recherche en imagerie numérique – Mise à jour le vendredi 28 octobre 2011 à 16 h 19 HAE	9
RADIO-CANADA : SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Jonquière : 2,3 M\$ au département d'Arts et technologie desmédias – Mise à jour le vendredi 28 octobre 2011 à 13 h 55 HAE.....	10
RADIO-CANADA : Côte-Nord : de nouvelles résidences pour étudiants à Sept-Îles – Mise à jour le vendredi 28 octobre 2011 à 11 h 36 HAE	10
LE DEVOIR : Cégep Marie-Victorin-Impact: un partenariat contesté – Jeudi 27 octobre 2011.....	10
LE DROIT : Éditorial : À la défense des cégeps, par Pierre Jury, Mardi 18 octobre 2011	10
24HMONTREAL.CANOE.CA : Politique : Le ministère de l'Éducation abolit le prêt pour l'achat d'un ordinateur – Mardi 18 octobre 2011, à 14h48.....	11
LE DEVOIR : Legault ne prévoit pas s'attaquer aux cégeps – Jeudi 06 octobre 2011.....	11
Vos réactions	11
LE SOLEIL : Cégeps: François Legault perpétue un préjugé – Jeudi 06 octobre 2011	13
24HEURES.CANOE.CA / JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : Legault abolirait les cégeps, par Jean-Luc Lavallée – Mercredi 05 octobre 2011, à 05h00	13
LE SOLEIL : Compression dans les cégeps : La hache dans les services aux étudiants – Mardi 04 octobre 2011.....	14
LE QUOTIDIEN : Michel Gravel quittera le Cégep de Jonquière – Vendredi 30 septembre 2011.....	14
JOURNALMÉTRO.COM / MÉTRO: Les cégeps de Montréal inquiets des effets des compressions – Jeudi 29 septembre 2011, 11h29 – Vendredi 30 septembre 2011.....	14
RADIO-CANADA : Abitibi-Témiscamingue : Hausse du taux de placement au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue - Mise à jour le jeudi 29 septembre 2011 à 17 h 46 HAE.....	15
LA PRESSE : Centre de développement de joueurs de soccer au Cégep Marie-Victorin : Un projet de l'Impact suscite la controverse – Jeudi 22 septembre 2011.....	15
LE SOLEIL : Compressions en éducation: le rapport Duscheneau anticollusion nourrit la grogne – Mardi 20 septembre 2011.....	15
RADIO-CANADA : Bas-Saint-Laurent : des compressions en éducation qui font peur pour l'avenir - Mise à jour le lundi 19 septembre 2011 à 9 h 31 HAE	16
Les commentaires (2)	16
RADIO-CANADA : Québec confirme des compressions de 200 millions de \$ en éducation - Mise à jour le vendredi 16 septembre 2011 à 15 h 11 HAE.....	16
Les commentaires (19)	16
LE DEVOIR : Près de 200 millions de coupes en éducation : Les directions des cégeps sont en réunion d'urgence – Vendredi 16 septembre 2011.....	17
Vos réactions	18
CYBERPRESSE : Accessibilité au cégep : un plan national est nécessaire, par Mario Beauchemin, Président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ) et professeur d'histoire au cégep de Sainte-Foy – Mardi 13 septembre 2011 - Mis à jour le mardi 13 septembre 2011 à 14h51	18
LA PRESSE / LE SOLEIL : L'engagement des cégépiens récompensé – Jeudi 08 septembre 2011	19
LA TRIBUNE : Le Cégep de Sherbrooke interdit la vente de bouteilles d'eau - Mis à jour le mercredi 07 septembre 2011 à 13h40	19
THE GAZETTE : Lesson No. 1: An end to culture shock : First nations cegep is the first of its kind in Quebec, with curriculum geared toward aboriginal youth – Monday, September 05, 2011	19
THE GAZETTE : Students from the North ... to CEGEP – Saturday, September 03, 2011	20
LE DEVOIR : En bref - Hausse du nombre d'étudiants avec des besoins particuliers – Jeudi 1er septembre 2011	21
JOURNALMETRO.COM : Hausse importante des cégépiens en difficulté - Mis à jour: 31 août 2011 16:20.....	21
COGECO NOUVELLES : Cégep: de plus en plus d'élèves en difficulté - mercredi 31 août 2011 à 05h47.....	22
LA PRESSE : Éléves en difficulté au cégep : Dix fois plus de cas en cinq ans – Mercredi 31 août 2011	22
RADIO-CANADA / Mauricie : De nouveaux laboratoires au Cégep de Trois-Rivières - Mise à jour le vendredi 26 août 2011 à 13 h 51 HAE	22
JOURNAL DE MONTRÉAL : Brèves : Hausse d'inscriptions dans les cégeps – Vendredi 26 août 2011	23
RADIO-CANADA : Abitibi-Témiscamingue : Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue s'inquiète des compressions budgétaires - Mise à jour le jeudi 25 août 2011 à 16 h 51 HAE	23
LE DEVOIR : Éditorial : Rentrée scolaire - Défis chiffrés, par Marie-Andrée Chouinard – Jeudi 25 août 2011.....	23
LE DEVOIR : 1ère page : Jean Beauchesne au Devoir - Le réseau collégial en a assez de l'instabilité financière : «On ne peut pas développer une offre de formation de qualité en jouant au yo-yo», affirme le nouveau p.-d.g. de la Fédération des cégeps – Jeudi 25 août 2011..	23

LA PRESSE : Les coupes font mal aux cégeps : la formation des adultes et la lutte contre le décrochage sont en péril, plaide la Fédération – Jeudi 25 août 2011	24
LE SOLEIL : Étonnante hausse d'inscriptions dans les cégeps du Québec – Jeudi 25 août 2011	24
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : La clientèle se maintient au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue - Mise à jour le mercredi 24 août 2011 à 9 h 17 HAE.....	25
JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : Cégep : Hausse fulgurante des étudiants en difficulté – Mercredi 24 août 2011	25
LA PRESSE : Rentrée collégiale sur fond de grogne : Manifestations contre la hausse des droits de scolarité devant plusieurs cégeps – Mardi 23 août 2011	25
LA TRIBUNE : 200 étudiants de moins pour la rentrée du Cégep – Mardi 23 août 2011	26
LE NOUVELLISTE : La rentrée des classes a sonné – Mardi 23 août 2011.....	26
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue participe à l'élaboration d'un institut pour les Premières Nations - Mise à jour le lundi 22 août 2011 à 16 h 54 HAE	27
RADIO-CANADA / MAURICIE : Jour de rentrée dans les cégeps de la Mauricie et du Centre-du-Québec - Mise à jour le lundi 22 août 2011 à 12 h 06 HAE	27
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : La Société des transports de Rimouski veut convaincre les étudiants - Mise à jour le lundi 22 août 2011 à 11 h 48 HAE	27
MÉTRO : Collégial : rentrée scolaire lundi – Lundi 22 août 2011	27
LE SOLEIL : 1ère page : Une réforme sans éclat au cégep – Lundi 22 août 2011	28
THE GAZETTE : An education in special needs : Cegeps are finding ways to accommodate an increasing number of students who have learning disabilities and mental health issues – Monday, August 22, 2011	29
RADIO-CANADA / Mauricie : Un cégep consacré à la culture autochtone à Odanak - Mise à jour le dimanche 21 août 2011 à 13 h 09 HAE	29
LA TRIBUNE : Gros travaux au Cégep de Sherbrooke – Samedi 20 août 2011	29
RADIO-CANADA : Saguenay-Lac-Saint-Jean : Cégeps : l'achalandage se maintient dans la région - Mise à jour le vendredi 19 août 2011 à 14 h 33 HAE	30
LE SOLEIL : Rimouski, ville étudiante : Le comité mise sur le recrutement – Mercredi 17 août 2011	30
RADIO-CANADA : Côte-Nord : multiples nouveautés au Cégep de Sept-Îles - Mise à jour le mardi 16 août 2011 à 13 h 30 HAE.....	30
LE DEVOIR : Les cégeps en pleine adaptation - « Montréal déborde ! » : Des « exclusivités nationales » pour les régions – Samedi 13 et 14 août 2011.....	31
LE SOLEIL : Sept cégeps avec leurs hauts et leurs bas d'achalandage – Samedi 13 août 2011	31
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Pour répondre à la demande, de nouvelles places seront offertes dans les cégeps à la rentrée - Mise à jour le mercredi 10 août 2011 à 16 h 08 HAE	32
Les commentaires (10)	32
RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC : Bas-Saint-Laurent : bientôt l'heure de la rentrée - Mise à jour le mardi 9 août 2011 à 17 h 12 HAE..	33
JOURNAL DE MONTRÉAL : Une giffe de 500\$: Le cégépien réclamait 7000 \$ pour une claque de son professeur Lundi 1er août 2011	33
LA TRIBUNE : Les cégépiens réclament une librairie coopérative - Mis à jour le mardi 19 juillet 2011 à 10h05.....	33
MÉTRO : Montréal : Manque de place dans les cégeps: les enseignants réclament des mesures d'urgence – Mardi 05 juillet 2011	34
24 HEURES : Engorgement des cégeps de Montréal : les enseignants voient les régions comme une solution ou Étudier en région pour désengorger les cégeps – Mardi 05 juillet 2011	34
LE DEVOIR : Les cégeps de Montréal débordent : 900 étudiants ont vu leur demande d'admission refusée – Lundi 04 juillet 2011	34
UNIVERSITÉS	34
CYBERPRESSE-LENOUVELLISTE : Étape décisive vers le futur campus de l'UQTR - Mis à jour vendredi 09 décembre 2011, à 14h19	35
RADIO-CANADA / ESTRIE : Un grand pas franchi dans le dossier du campus de l'UQTR à Drummondville – Mise à jour Vendredi 09 décembre, 15h00.....	35
CYBERPRESSE-LATRIEBUNE : UQTR: la Ville de Drummond et les Montfortains s'entendent - Mis à jour vendredi 0-9 décembre 2011, à 15h13.....	35
THE GAZETTE : HEC students' blackface act 'based on ignorance' : 30 freshmen complete training in racial sensitivity – Wednesday, December 7, 2011	35
LE SOLEIL : La mise en marché collective des produits agricoles à l'université – Jeudi 24 novembre 2011	36
LA PRESSE : Éducation : À peine installée, l'Université de Montréal fait parler d'elle – Mardi 22 novembre 2011	36
24HMONTREAL.CANOE.CA : Université de Montréal : des télévisions qui coûtent cher, Jeudi 17 novembre, à 11h48	36
RADIO-CANADA / ESTRIE : L'Université de Sherbrooke possède l'ordinateur le plus puissant au Canada – Mise à jour le lundi 14 novembre 2011 à 11 h 37 HNE.....	37
THE GAZETTE : Concordia adopts academic plan : Students vote against approval, saying they need more time to study it - Monday, November 14, 2011	37
LA VOIX DE L'EST : Une formation universitaire à Granby – Vendredi 11 novembre 2011	37
RADIO-CANADA : Télébec renouvelle son partenariat avec l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue – Mise à jour le mercredi 09 novembre, à 10h45.....	38
LE SOLEIL : Des étudiants en croisade contre les bouteilles d'eau – Lundi 07 novembre 2011	38
RADIO-CANADA : Bas-Saint-Laurent : l'UQAR se distingue par sa recherche – Mise à jour le mardi 1 ^{er} novembre 2011 à 14 h 3 HAE	39
LE DEVOIR - LE SOLEIL.COM : Point de vue : L'université n'est pas une entreprise, par Eric Martin, doctorant en science politique, Université d'Ottawa et Maxime Ouellet, PhD, enseignant au Collège Lionel-Groulx, Auteurs de Université Inc. paru chez LUX éditeur – Mercredi 26 octobre 2011 - Dimanche 30 octobre 2011	39
LE DEVOIR : Libre opinion : Nouvelle recherche sur la probité intellectuelle - Peut-on éradiquer la tricherie chez les étudiants ?, par Catherine Bolton, Mebs Kanji et Soheyla Salari – Lundi 24 octobre 2011	39
LE DEVOIR : Une nouvelle allocation pour l'achat de matériel préoccupe les étudiants – Mardi 18 octobre 2011	40
LE DEVOIR : En bref - Le nombre d'universitaires est en hausse – Jeudi 13 octobre 2011	40
LE DEVOIR : Conseil canadien sur l'apprentissage - Le Canada fait figure de cancre en éducation – Mercredi 12 octobre 2011.....	40
MÉTRO : Les inscriptions dans les universités en hausse – Mercredi 12 octobre 2011	41
LE DEVOIR : Appel à l'union des milieux universitaire et d'affaires – Vendredi 07 octobre 2011.....	41
24HMONTREAL.CANOE.COM : Times Higher Education : Palmarès des universités: McGill à la 28e place – Jeudi 06 octobre 2011, 14h43..	41
LE NOUVELLISTE : La Ville de Trois-Rivières offre 1,5 million \$ à la Fondation de l'UQTR – Mercredi 05 octobre 2011.....	42
THE GAZETTE : Concordia Student Union rejects Faubourg project – Thursday, September 29, 2011.....	42
RADIO-CANADA : Mauricie : Les étudiants travailleurs de l'UQTR se syndiquent - Mise à jour le mercredi 28 septembre 2011 à 14 h 27 HAE	42

LE DEVOIR : Parisella dirigera la campagne de financement de l'UdeM – Mercredi 28 septembre 2011	43
LE DEVOIR : La poursuite contre l'Université de Moncton a été abandonnée – Mercredi 28 septembre 2011.....	43
LE SOLEIL : Pas de déficit pour l'université Laval – Mercredi 28 septembre 2011	43
RADIO-CANADA / Atlantique : Réjouissance et amertume à l'Université de Moncton - Mise à jour le mardi 27 septembre 2011 à 8 h 31 HAE	43
Les commentaires (1)	44
RADIO-CANADA : Atlantique : Une poursuite contre l'Université de Moncton est abandonnée - Mise à jour le lundi 26 septembre 2011 à 14 h 49 HAE	44
LE DEVOIR : Université de Moncton: le recteur est dans l'embarras – Vendredi 23 septembre 2011	44
LE NOUVELLISTE : Des étudiants de l'UQTR se syndiquent – Mercredi 21 septembre 2011	44
LA PRESSE : 1 ^{ère} page : Exclusif : Insalubrité à l'Université de Montréal – Mardi 20 septembre 2011	45
LA PRESSE : Vétusté des établissements scolaires : Insalubrité à l'Université de Montréal – Mardi 20 septembre 2011.....	45
LA PRESSE : Des hausses d'un océan à l'autre – Samedi 17 septembre 2011	46
THE GAZETTE : Concordia lends out people for a day : University's first Human Library will be in full force Saturday – Staurday, September 17, 2011	46
THE GAZETTE : Students, profs rally behind strikers : Wage parity; Send message to McGill as school's services suffer – Saturday, September 17, 2011	46
RADIO-CANADA : Atlantique : Contestation judiciaire à l'Université de Moncton - Mise à jour le vendredi 16 septembre 2011 à 7 h 59 HAE	47
Les commentaires (1)	47
LA TRIBUNE : UQTR à Drummondville: les élus apportent leur appui – Vendredi 16 septembre 2011	47
THE GAZETTE : Concordia board's 'tweaks' irk senate : Defeats teamwork; Governing bodies lack 'spirit of bicameralism – Friday, September 16, 2011	47
THE GAZETTE : Université de Montréal frosh week's use of blackface 'deeply disturbing' : U de M event; McGill student considers filing complaint with Quebec Human Rights Commission – Friday, September 16, 2011	48
RADIO-CANADA / Abitibi-Témiscamingue : Une dizaine d'étudiants en art-thérapie à l'UQAT - Mise à jour le mercredi 14 septembre 2011 à 11 h 16 HAE	49
LA PRESSE : Un exploit, par DANIEL JUTRAS L'auteur est doyen de la faculté de droit de l'université McGill. Il réagit à l'éditorial de François Cardinal, intitulé « J'cours les concours » , publié le 8 septembre 2011 – Mardi 13 septembre 2011	49
RADIO-CANADA / Saguenay-Lac-Saint-Jean : Plus d'étudiants étrangers à l'UQAC - Mise à jour le lundi 12 septembre 2011 à 14 h 17 HAE	49
LA PRESSE : Éditorial : J'cours les concours, FRANÇOIS CARDINAL – Jeudi 08 septembre 2011	49
RADIO-CANADA / Mauricie : L'Université de Sherbrooke s'implante à Victoriaville - Mise à jour le mercredi 7 septembre 2011 à 11 h 32 HAE	50
LE DEVOIR : Les médecins inquiets de la popularité des stimulants chez les étudiants universitaires – Mercredi 07 septembre 2011	50
LA PRESSE : Les universités doivent être plus sévères, croient des chercheurs : Consommation de Ritalin et d'autres stimulants chez les étudiants – Mercredi 07 septembre 2011.....	50
LA TRIBUNE : L'Université de Sherbrooke et Victoriaville s'associent – Mercredi 07 septembre 2011.....	51
LE NOUVELLISTE : Toujours plus d'étudiants à l'UQTR - Mis à jour le mercredi 07 septembre 2011 à 05h00	51
LA PRESSE : Les universités québécoises accueillent davantage d'étudiants étrangers – Mardi 06 septembre 2011	51
LE DEVOIR : Palmarès Quacquarelli Symonds - McGill se classe au 17e rang mondial – Mardi 06 septembre 2011	52
Vos réactions	52
LA PRESSE : McGill encore parmi les meilleures – Mardi 06 septembre 2011	52
LE SOLEIL : L'université Laval exclue – Mardi 06 septembre 2011	53
LE NOUVELLISTE : UQTR: les étudiants veulent gérer le secteur alimentaire - Mis à jour le mardi 06 septembre 2011 à 07h37	53
RADIO-CANADA / Montréal : McGill classée dans les 20 meilleures universités au monde - Mise à jour le lundi 5 septembre 2011 à 22 h 50 HAE.....	54
LE SOLEIL : Étudiants atypiques : L'université Laval veut diversifier le profil de ses futurs médecins – Samedi 03 septembre 2011	54
LE SOLEIL : New Carlisle: nouveau baccalauréat en sciences infirmières – Jeudi 1er septembre 2011	55
RADIO-CANADA / Abitibi-Témiscamingue : UQAT : Les 20 ans du projet Eurostage - Mise à jour le mercredi 31 août 2011 à 15 h 50 HAE	55
LE SOLEIL : Forte hausse des étudiants étrangers inscrits à L'UQAR – Mardi 30 août 2011.....	56
THE GAZETTE : McGill first-year students unite at single event – Tuesday, August30, 2011.....	56
THE GAZETTE : McGill workers threaten strike action – Tuesday, August 30, 2011.....	56
RADIO-CANADA/Abitibi-Témiscamingue : Rentrée à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue - Mise à jour le lundi 29 août 2011 à 16 h 01 HAE	57
Les commentaires (2)	57
LE DEVOIR : En bref - Études universitaires: l'écart diminue – Jeudi 25 août 2011.....	57
STATISTIQUES CANADA : LE QUOTIDIEN : Étude : Achèvement d'études universitaires selon le niveau de scolarité des parents – Mercredi 24 août 2011	57
LE DEVOIR : Éditorial : MBA à McGill - Guili-guili!, par Marie-Andrée Chouinard – Lundi 22 août 2011.....	57
LE DEVOIR : Droits de scolarité - McGill pourra continuer à exiger 29 500\$ pour un MBA – Samedi 20 août 2011	58
Vos réactions	58
LA PRESSE : Le MBA à 30 000\$ de McGill reçoit l'aval du Ministère – Samedi 20 août 2011.....	58
THE GAZETTE : McGill fixes MBA after being fined \$2M 1 : General program can't be privatized - Saturday, August 20, 2011	59
LE DEVOIR : McGill trouve une façon de continuer à exiger des frais de 29 500 \$ pour un MBA – Vendredi 19 août 2011.....	59

LA TRIBUNE : Rupture entre le Cégep et la Librairie GGC – Mercredi 28 décembre 2011



Isabelle Pion, La Tribune (SHERBROOKE) Librairie GGC a reçu une mauvaise nouvelle pour son 35e anniversaire: le Cégep de Sherbrooke a récemment décidé de ne pas renouveler le contrat de librairie avec l'entreprise sherbrookoise. L'institution a préféré octroyer le contrat à la coopérative de solidarité, comme le souhaitait l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS). Le président et directeur général de Librairie GGC, Gérald Guy Caza, s'explique mal cette décision et s'interroge sur le fait que le Cégep ait attribué le contrat sans appel d'offres.

«Ça fait 34 ans qu'on est là et ça a toujours fonctionné en appel d'offres. Pendant 34 ans, on les a remportés, chose que les coopératives n'avaient jamais réussie. (...) On trouve ça un peu curieux, avec tous les problèmes de collusion qu'il y a eu dans certains domaines au Québec.»
Le Cégep de Sherbrooke soutient qu'il n'était pas tenu d'aller en appels d'offres dans ce cas-ci, en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics.

RADIO-CANADA = ESTRIE : La Librairie GGC du Cégep de Sherbrooke se fait montrer la porte de l'institution – Mise à jour le mardi 27 décembre 2011 à 17 h 13 HNE



Bibrairie GGC ferme ses livres au Cégep de Sherbrooke. L'entreprise familiale a perdu le contrat qu'elle détenait avec l'institution depuis 34 ans. En juin 2012, la librairie cédera sa place à une coopérative formée d'étudiants et d'employés. « Ça aurait fait 35 ans, en 2012, que la Biblairie GGC s'occupe de fournir tous les manuels pour la rentrée aux étudiants », souligne le propriétaire, Gérald Caza.
« Je suis un ancien enseignant de philosophie du Cégep. À l'époque, il n'y avait pas de service de librairie au collège alors, avec des membres de ma famille et des employés du Cégep, on a fondé une compagnie », rappelle celui qui est maintenant à la tête de trois librairies, dont une à Montréal.
Avec un chiffre d'affaires annuel de près de 25 millions de dollars, la perte du contrat au Cégep de Sherbrooke représente une baisse de revenus de 7 % pour le groupe.
Gérald Caza ne cache pas sa déception. « Il y a un certain deuil à faire, c'est sûr. Par contre, on a été là pendant toutes ces années. On a monté

une expertise. On dessert autant des entités comme le Collège Champlain à Lennoxville ou d'autres institutions à travers la province », nuance-t-il.
C'est la seconde fois que Biblairie GGC se fait montrer la porte d'un établissement scolaire. Il n'y a pas si longtemps, elle a dû libérer le plancher de l'Université de Sherbrooke au profit d'une coopérative.
« À l'époque, c'était dans un contexte où on ne pouvait pas intervenir. Aujourd'hui, on a décidé de s'affirmer comme un citoyen corporatif qui dit tout simplement des faits. On était là pendant 35 ans. On n'y est plus par une décision sans appel d'offres », déplore M. Caza.
Après avoir soumissionné au cours des 34 dernières années, toujours avec succès, difficile de comprendre le choix de l'administration, selon lui.
Les commentaires (3)
Envoyé par [Nicolas Bessette](#) de Sherbrooke, 28 décembre 2011 à 01 h 59 HNE
Aux lecteurs : Notez que cet article a été publié dans la période de vacances de Noël au Cégep. C'est évident que la direction ne répondra pas durant cette période. Tout est fermé au moins jusqu'au 9 janvier...
Je suggère au journaliste de faire aussi un article sur l'ouverture de la Coop au cégep, c'est plus positif que de laisser l'histoire se terminer ainsi. Je ne commencerai pas vanter les mérites d'une Coop affiliée à Coopsco, j'attendrai l'article suivant sur le sujet avec impatience.

Envoyé par [Gabriel Martin](#) de Sherbrooke, 27 décembre 2011 à 18 h 40 HNE
Il s'agit d'une excellente nouvelle. Lorsque mes collègues et moi avons remis sur pied la Banque de livres usagés de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke, nous avions besoin de connaître les livres utilisés en classe et ceux qui ne l'étaient plus, en vue de mieux gérer nos stocks.
Il va sans dire que GGC ne voulait pas partager ses listes de livres avec nous, car nous étions perçus comme des concurrents. Ce comportement était justifiable : il s'agit d'une entreprise privée qui a pour but premier de faire des profits. Avec la coopérative, qui a pour mission de participer au développement de la communauté étudiante, il est à parier que la dynamique ne sera pas la même. On remplace la compétition par la coopération.
À mon sens, la décision prise par le cégep est tout à fait légitime. Elle sera profitable pour les étudiants, qui au final, profiteront directement des profits générés par la coopérative, sous une forme ou une autre.
Envoyé par [Grégory Brasseur](#) de Montréal, 27 décembre 2011 à 18 h 02 HNE
Si c'est pour le remplacer par une coopérative, je suis totalement en accord avec la décision du cégep.
Avoir une entreprise détenue par les membres étudiants dans leur intérêt vaut mieux qu'une entreprise qui songe à faire des profits sur les fournitures scolaires.

LE DEVOIR : La survie du cégep Gérald-Godin menacée : Croulant sous le poids de son déficit, l'établissement affirme qu'il ne survivra pas aux coupes de 19,5 millions exigées par le ministère de l'Éducation – Samedi 24 décembre 2011



Photo : Source: Marc Crammer
Le cégep Gérald-Godin est le seul établissement collégial francophone de l'ouest de l'île de Montréal.
Lisa-Marie Gervais

Déficitaire, le cégep Gérald-Godin, seul cégep francophone de l'ouest de l'île de Montréal, pourrait être contraint de fermer ses portes. Selon son directeur général, Christian Roy, ce petit collège de 1100 étudiants ne survivra pas aux coupes de 30 millions (réduites à 19,5 millions par la suite) qu'a imposées le ministère de l'Éducation, en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire au gouvernement.
«Est-ce que vous voulez qu'on disparaisse? C'est ce qu'on dit au ministère. Je viens de réécrire à la ministre pour lui demander c'est quoi ses attentes et son plan. S'ils pensent qu'on est mieux de fermer, qu'ils le disent», a dit M. Roy, visiblement exaspéré.
Déjà aux prises avec un déficit de 770 000 \$, la part de compressions que devra absorber le cégep Gérald-Godin, si l'exercice est mené de façon paramétrique (au prorata du nombre d'étudiants), soit 166 000 \$, creuserait un déficit

impossible à rattraper à court terme. «Pour la plupart des 48 cégeps, ce montant n'est pas grand-chose, mais pour les petits collèges en déficit comme nous, c'est pas possible. Ça nous prendrait dix ans à retourner à l'équilibre budgétaire», a-t-il indiqué en disant craindre pour la qualité de la formation.
Le casse-tête paramétrique
Deux autres cégeps, de Maisonneuve et de Gaspé, sont dans le rouge, mais pour diverses raisons, ne craignent pas autant pour leur survie, croit M. Roy. «Le cégep de Gaspé ne peut pas fermer, il n'y en a pas d'autres dans la région. Ça deviendrait politique. Mais moi, je ne peux pas dire à la ministre de me mettre sous tutelle. Il y a plein d'autres cégeps sur l'île de Montréal. Certains vont dire "pourquoi on le maintient en vie s'il n'est pas rentable?"»
Tout a commencé lorsque, sommée par sa collègue au Conseil du trésor de réaliser des éco-



nomies dans son réseau, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a demandé aux cégeps de couper à même leurs fonds de réserve, d'autant que la loi leur interdit de faire des profits ou des déficits. Ces surplus étaient des sommes, entre autres versées par le fédéral pour l'éducation supérieure et la rénovation des bâtisses, que certains cégeps avaient décidé de ne pas utiliser immédiatement.

Mais la Fédération des cégeps, qui représentent 48 collèges, a bataillé ferme et a alors proposé que les montants de la compression soient retranchés à même les prochains budgets de fonctionnement de tous les établissements, y compris ceux en déficit. En désaccord, le directeur général du cégep Gerald-Godin a interpellé la ministre Beauchamp. Sensible aux arguments de ce dernier, elle a exigé une entente à l'unanimité des conseils d'administration des cégeps pour donner le feu vert à des coupes paramétriques. Et voilà que point d'unanimité il n'y a, puisque le cégep Gerald-Godin, devenu le «bum de Montréal» comme le dit lui-même Christian Roy, est le seul à s'opposer. «Certains m'ont dit qu'en refusant les compressions paramétriques, je mettais en péril le réseau collégial!, s'est-il étonné. Je comprends que certains cégeps, qui ont réussi à accumuler des surplus, veulent pouvoir continuer à bien faire profiter leur institution, mais de là à dire qu'on brise la solidarité...»

Seul cégep francophone

Rien pour rassurer M. Roy, la Fédération des cégeps aurait été informée que le ministère de l'Éducation va quand même procéder à des ponctions de façon paramétrique, et ce, dès janvier. «Ce qu'on ne comprend pas, c'est pourquoi, tout d'un coup, le ministère va contre ce que dit la ministre. Pourquoi on nous a demandé d'aller demander l'avis de nos C.A. si finalement on se fait couper quand même», a-t-il déploré. Cet ancien consultant spécialisé en développement stratégique chez SECOR trouve dommage qu'un tel établissement, aussi petit soit-il, disparaisse du paysage à prédominance anglophone et allophone de l'Ouest-de-l'Île. «Une institution qui préserve la culture francophone comme Godin, c'est fondamental dans l'Ouest-de-l'Île. Je ne comprends pas qu'on ne veuille pas préserver cet équilibre-là, a soutenu M. Roy. On ne pourra pas gagner cette bataille-là si personne ne nous aide.»

Vos réactions

- François Ricard, Abonné, samedi 24 décembre 2011 06h00
Sur-financement et sous-financement
Le monde de l'enseignement anglophone est, depuis toujours, considérablement sur-financé. Et par Québec et par Ottawa.
Et le réseau francophone, lui, souffre d'un sous-financement chronique.
Pourtant, l'économie repose de plus en plus sur le savoir. Plus que jamais, pour tirer son épingle du jeu, le Québec doit compter sur une main d'oeuvre hautement qualifiée.
A la lumière de ce déséquilibre financier existant entre les deux réseaux, le francophone est pratiquement forcé de joindre le réseau anglophone pour s'assurer d'une formation de pointe.
Quel désastre que ce gouvernement PLQ-Charest.
Il est plus que temps que nous fassions notre LIT.
LOIS : Donnons-nous les lois qui correspondent à nos besoins et qui respectent nos valeurs
IMPÔTS : Récoltons tous nos impôts et taxes et décidons nous-mêmes de leur utilisation en fonction de nos besoins et priorités.

IMMIGRATION: Choisissons nous-mêmes les personnes que nous voulons, aux conditions qui seront nôtres.

TRAITÉS : Négociations ententes et traités qui nous permettront d'occuper notre place en ce monde.
Devenons maîtres chez nous.

nb165, Inscrit, samedi 24 décembre 2011 07h14

Ben voyons donc

Croyez-vous que ce gouvernement va faire un effort pour sauver ce CEGEP? Le nom, l'endroit où il est situé dans les châteaux forts du Parti Libéral du Québec et surtout, c'est un CEGEP français pas un CEGEP anglais...Ouf tout joue contre lui...Oubliez cela fermeture certaine et Vive le Québec des mafieux!

Rodrigue Tremblay, Inscrit, samedi 24 décembre 2011 08h07

Et la fréquentation?

Quelle était la fréquentation du CEGEP il y a 5 ans?

La dénatalité des années 80 et surtout 90 entraîne évidemment une baisse de fréquentation au CEGEP. Or, au lieu de couper et de transférer les sommes pour les soins de santé de nos aînés, qui eux sont en explosion démographique, les directeurs de CEGEP ont protégé leurs jobs en allant chercher des étudiants à l'étranger, jusqu'à Madagascar! En région, comme à Gaspé ou en Beauce, plus de 10% des étudiants sont maintenant des étrangers! Ils viennent étudier sur notre bras pour la plupart grâce à des ententes gouvernementales, des ententes-bidons

Bref, on paie pour sauver les jobs des nomenkaturistes. Mais personne n'en parle.

Jean Alfred Renaud, Inscrit, samedi 24 décembre 2011 08h25

Investire en nous-mêmes ou se laisser déconstruire encore un peu plus?

Il faudra voir qui sera pour la disparition du cégep Gerald Godin dans l'ouest de l'Île de Montréal, et pour quelles raisons? Parions que ce sera la base électorale du Parti libéral collusionnel... pour des raisons d'économie à courts termes.

Et qui sera contre et pour quelles raisons?

Ici, ce devrait être la majorité francophone québécoise... certainement pas pour des raisons d'économie à courts termes. Ce ne peut être que pour des raisons d'affirmation nationale.

"La" question, d'autres avant moi l'ont posée, c'est "être ou ne pas être"!

dense simard, Abonné, samedi 24 décembre 2011 08h55

cégep

politique, politique, politique! Tout est politique. Comment se fait-il que par harsard l'on ferme un établissement francophone. Le seul qu'il y ait dans l'ouest de Montréal. J'peux-tu dire que je suis contre, malgré le fait que je n'habite pas cette ville?

Q1234, Inscrit, samedi 24 décembre 2011 08h55

Libérons-nous des libéraux!

Couper dans l'éducation et donner à la construction! Voilà bien la façon dont on coupe les dépenses! Et voyez, les ponts s'écroulent aussi! Éduquer les citoyens par un système d'éducation public fort, voilà où investir quand on a une vue à moyen terme et non juste à court terme, et c'est pas Legault qui l'a non plus!

Il est temps qu'on se donne un pays éduqué!
Johanne Lavallée Bernard Dupuis, Abonné, samedi 24 décembre 2011 09h17

Et John Abbott?

Après une lutte acharnée de parents de langue française de l'ouest de l'île de Montréal, dont Bruno Roy faisait partie, le cégep Gerald-Godin fut créé dans les années 90 afin de permettre aux étudiantes et étudiants de langue française de l'ouest de l'île de Montréal d'avoir accès à des cours en français. Toutefois, ce cégep est en compétition avec un immense cégep de langue anglaise, John-Abbott. Il est symptomatique de constater que ce cégep de langue anglaise fait le plein d'étudiantes et d'étudiants de langue française provenant non seulement de l'ouest de l'île, mais aussi de toute la région de Vaudreuil-Soulange.

Dans un contexte où, à Montréal, la langue française est exclue de plusieurs milieux de travail et de la haute direction des entreprises et des commerces, des cégeps de langue française comme Valleyfield et Gerald-Godin souffrent des pressions compétitives provenant de John-Abbott. Dans ce contexte, la disparition potentielle de Gerald-Godin n'est-elle pas le présage de la disparition progressive des institutions de langue française à Montréal? L'ouest de l'Île redéviendra-t-il une sorte de Rhodésie de laquelle la langue française sera exclue des institutions d'enseignement et des milieux de travail?

Bernard Dupuis, Berthierville

lise béllanger, Abonnée, samedi 24 décembre 2011 09h18

Deux poids, deux mesures

Je vais vous parler du mega centre hospitalier anglophone payé par les taxes de tous, soit 50% du budget pour les deux mega hôpitaux pour 7% de la population.

Changeons de ministère:

Le gouvernement québécois, n'a aucunement les moyens de maintenir le seul CEGEP de la langue officielle dans le West Island?

Conclusion: si vous êtes un québécois vous êtes un citoyen de second ordre de toute évidence. Si vous voulez avoir une méga aide, instruction, santé etc... piétinez le français, détestez-vous, joignez les rangs de ceux qui vous méprisent et...votez du bon côté.

Bernard Gervais, Abonné, samedi 24 décembre 2011 11h51

Dehors, les libéraux !

Avant de toucher à ce cégep essentiel - le seul francophone dans la partie ouest de l'île de Montréal - et qui compte plus de 1 000 étudiants, le ministère de l'Éducation devrait plutôt réduire le nombre effarant d'employés qu'il a.

Par ailleurs, pensez-vous que Charest oserait fermer un cégep anglophone, ou même couper certains services que celui-ci offre ? Jamais notre cher PM n'oserait faire cela de peur, bien entendu, de heurter la seule clientèle électorale qui lui reste !

Une bonne raison - et il y en a bien d'autres ! - pour foutre à la porte les libéraux lors des prochaines élections !

Yanick B., Inscrit, samedi 24 décembre 2011 11h51

Français, seule langue officielle du Québec
Puisque le français est la seule langue officielle du Québec, je ne comprends pas pourquoi on s'obstine à financer un système anglophone. Que ce soit en santé ou en éducation, le bien public devrait être fondamentalement francophone.

Retirons notre argent des écoles publiques anglophones, et arrêtons d'encourager la concurrence de l'anglais face au français dans notre propre système.



Si des anglophones désirent garder leurs écoles, ils le feront.... par le privé.

Yanick Bois

- Alexandra Gagnon, Inscrite, samedi 24 décembre 2011 12h03
Maudit PLQ...

Ce que je ne comprends pas, c'est qu'un certain pourcentage de Québécois (je ne me souviens malheureusement plus du chiffre exact) trouve que Jean Charest serait encore le mieux placé pour être le premier ministre de notre belle province!! Ces gens-là parlent-ils français?? Ou sont-ils des anglophones de Westmount??

Le Québec est à majorité québécoise, il est temps que nous reprenons ce qui nous appartient avant que notre fierté soit qu'un lointain souvenir.

Nous avons passer de "maîtres chez nous" à "traîtres chez nous".

Lorsqu'un gouvernement préfère favoriser les 'big corporations' plutôt que ces citoyens, je pense qu'il est temps de lui mettre un pied au c..

Et non, François Legault et sa CAQ ne sont pas mieux!!!

- Florian Fortin, Inscrit, samedi 24 décembre 2011 12h08

Francophone et "péquistes" ?

Il faut se souvenir que le CEGEP Gérard-Godin a été créé dans la confusion politique. Les libéraux avaient décidé qu'il fallait ouvrir une institution collégiale pour desservir les francophones de " l'West Island"; suite aux pressions des autres cégeps de l'île de Montréal, ils avaient décidé d'en faire une simple succursale du CÉCEP Saint-Laurent.

Quand le PQ a repris le pouvoir, il a plutôt décidé d'en faire un collège autonome et de lui donner le nom d'un célèbre ancien ministre péquiste,

Serait-ce une vengeance (douce au coeur...) de la part des libéraux de vouloir provoquer la fermeture du collège?

Ce collège a pourtant développé des spécialités qui lui sont propres, comme la production pharmaceutique ou la sécurité dans les aéroports, en coopération avec l'industrie pharmaceutique et l'aéroport de Montréal.

Ayant participé à la mise en marche de cette institution, je trouve déplorable l'attitude du Ministère de l'Éducation d'abandonner ce collège qui a sa place dans la mer anglophone où il doit évoluer. Il est à peine naissant qu'on veut le faire mourir...

- Celine A. Massicotte, Abonnée, dimanche 25 décembre 2011 10h52

La lâcheté proverbiale du P. Q.

On se réfère ici au sur-financement du réseau d'enseignement anglophone au Québec. Cette communauté, il faut le souligner, ne cesse de décroître. Il ne faut pas oublier qu'il en va de même dans le système de santé, et que malgré la dénatalité, elle aussi évoquée sur ce forum, nous formons 82% de la population du Québec. Et s'il y a deux sphères particulièrement mal en point chez nous, ce sont l'éducation et la santé...

On s'en prend au parti libéral dont le départ serait une bénédiction, mettant fin à l'hégémonie abusive des intérêts de la communauté anglophone, sans même qu'elle ait à l'imposer. C'est avoir la mémoire courte! Un seul exemple: la levée de bouclier généralisée du monde politique, ce qui inclut le premier ministre péquiste de l'époque, sinon le chef du P. Q., lorsque l'ex ministre de la santé, Denis Lazure, a affirmé que la construction d'un CHUM anglophone était inutile. Pourtant, n'importe qui connaît Montréal et sait comp-

ter jusqu'à 4, comprend qu'il avait raison. Le problème c'est que le P. Q. n'a pas évolué d'un poil: il a hérité des craintes ataviques de René Lévesque (à qui Camille Laurin a dû tordre un bras pour proposer la loi 101) et ce n'est pas Mme Marois qui se fout de l'indépendance dont elle se sert plutôt que de la servir, qui y changera quoi ce soit. À mon avis, presque 44 ans plus tard il est temps de regarder ailleurs.

En 1968 René Lévesque fondait le Parti québécois; quelques jours plus tard Pierre Bour-gault, lors du congrès extraordinaire du RIN, en octobre, en proposait la dissolution. J'ai voté contre, même sachant que j'avais tort: ça me crevait le coeur. Je ne croyais pas que Lévesque était indépendantiste: j'avais raison. J'ai pris ma carte d'option nationale après avoir écouté une conférence d'Aussant et lu le programme du parti, qui tient en peu de chose: un coup de barre économique vers l'indépendance. Parlons argent, il est temps.

Raymond Turgeon, Abonné, lundi 26 décembre 2011 11h36

Le scandale de la déconstruction

Le seul fait que les Libéraux ne considèrent pas le contexte socio géographique dans lequel évolue le cegep Gérard-Godin témoigne de leur vision limitée et méprisante de l'avenir de la nation québécoise, vision qui se décline au diapason de son électorat du West Highland, une giflle qui traduit bien son arrogance et confirme sa nature profondément nocive pour le Québec.

Bourassa, que j'ai rarement apprécié parce qu'il fuyait la contreverse par crainte de l'affrontement, a démontré beaucoup plus de respect pour notre nation. On ne confie pas un volant à quelqu'un qui tient absolument à vous précipiter dans un gouffre.

Mais à qui confierons nous ce volant si nous souhaitons contrôler notre destinée? Les caquistes vont nous maintenir dans les limbes, le PQ ne fera rien avancer et il avalerait d'éventuels alliés "naturels". Une alliance Aussant et David/Khadir réunirait une vision sociale respectable et un pragmatisme ouvert, des bases solides sur lesquelles on peut bâtir un pays.

Évidemment, les consommateurs qui sont devenus les québécois préféreront peut-être le feu de bengale caquiste plutôt que d'assumer une démarche engagée dans la construction de leur maison où on ne permettrait jamais un scandale comme celui qui se trame autour de la survie du cegep Gérard-Godin, un symbole de notre identité.

Raymond Turgeon

Roland Berger, Abonné, lundi 26 décembre 2011 17h29

À Raymond Turgeon

vous avez raison : le cégep Gérard-Godin est un symbole de notre identité. Charest fera en sorte d'assurer sa disparition en le menant à la famine.

Roland Berger

France Marcotte, Abonnée, mardi 27 décembre 2011 09h39

On ne peut pas savoir ce qu'on ne sait pas

...et ce qu'on sait, c'est ce qu'on nous dit.

Pourtant, il ne faudrait pas.

Il semble y avoir ici plus à savoir que ce qu'on nous dit.

On parle de problèmes administratifs, de coupures décrétées par ce gouvernement à la vocation publique douteuse.

On ne dit pas que ce cégep manque d'élèves, il y en a 1100.

On parle de la Fédération des cégeps qui large ou ignore le cégep francophone,

sourde à son statut particulier, comme si pour la Fédération même, tout se résumait à une question d'argent.

Voilà le drame on fond, tout se résume à une question d'argent, rien ne vaut un budget bien argenté.

On n'y échappera pas; pour bien comprendre ce qui nous arrive, il faudra y aller au fond des choses.

poisson marie-michelle, Inscrite, mardi 27 décembre 2011 09h56

la loi 101 pour les Cégeps

La solution qui s'impose d'elle-même; appliquer la loi 101 au niveau collégial. Pourquoi personne ici n'a évoqué cette solution? Est-ce un tabou?

Il n'est pas normal que les collèges anglophones recrutent à pleines portes alors que les collèges francophones situés dans les secteurs où les bassins démographiques de jeunes adultes sont les plus denses au Québec, peinent à recruter.

Le pire scénario, et je crains que ce ne soit précisément cela qui se produise si rien n'est fait, c'est qu'une fois Gérard-Godin fermé, il ne soit tout simplement acquis par un collège anglophone pour servir de campus satellite afin de pouvoir loger le surplus de clientèle anglophone. Vanier, John Abbott ont certainement déjà un oeil sur Gérard-Godin au moment où j'écris ces lignes...

France Marcotte, Abonnée, mardi 27 décembre 2011 10h57

Veille la sentinelle

Votre commentaire est précieux madame Poisson.

C'est vrai, personne n'a commenté la nouvelle dans le sens que vous l'avez fait; la nouvelle elle-même est silencieuse sur ce point.

Mais ne soyez pas trop dure.

Tout se passe si sournoisement.

Lorraine Dubé, Abonnée, mardi 27 décembre 2011 12h22

@ monsieur François Ricard- En ajout à votre commentaire

Université

Surfinancement anglophone VS sous-financement francophone...

"...Les ressources consacrées au financement des universités au Québec ne manquent pas. C'est leur répartition qui est injuste. En haussant de façon sans précédent les frais de scolarité des étudiants, le ministre Bachand se livre à un véritable taxage des étudiants au profit de la minorité anglophone d'allégeance libérale...."

[http://www.capsurlindependance.org/wp-](http://www.capsurlindependance.org/wp-content/uplo)

[content/uplo](http://www.capsurlindependance.org/wp-content/uplo)

Emmanuel Denis, Inscrit, mardi 27 décembre 2011 12h41

Vivement la Loi 101 au cégep !!!

La très faible fréquentation du seul cégep francophone de l'ouest de Montréal est la conséquence de 2 décisions politiques :

1. Le refus d'instaurer la Loi 101 dans les cégeps;
2. l'adoption de la Loi sur les écoles passereles...

En comptabilisant tous les étudiants collégiaux allophones, immigrants et francophones de l'ouest de Montréal qui fréquentent les cégeps anglophones, on se rend compte qu'il y a près de 10 000 de ces étudiants qui étudient actuellement au cégep anglophone !

Est-ce normal et respectueux de la langue officielle du Québec que de voir près de 10 000 étudiants allophones et francophones de l'ouest de Montréal s'angliciser au collégial.

Pourtant, jusqu'ici, le Parti québécois est le seul parti politique du Québec qui a eu le courage de promouvoir la Loi 101 au cégep. À l'Assemblée nationale, les partis d'opposition devraient faire front commun pour dénoncer l'anglicisation marquée des étudiants allophones et francophones du collégial vivant dans l'ouest de Montréal. L'opposition parlementaire doit faire entendre son point de vue sur la forte fréquentation des cégeps anglophones de la part des allophones et francophones de l'ouest de Montréal !

L'anglicisation dans l'ouest de Montréal est importante, car des études linguistiques ont même révélé que l'absence d'universités et d'hôpitaux francophones jumelés à la rareté des écoles secondaires et primaires francophones étaient responsables de l'assimilation annuelle de plusieurs dizaines de francophones de souche dans l'ouest de Montréal. Malheureusement, cette assimilation de francophones dans l'ouest de Montréal reste souvent méconnue, car les francophones ne s'intéressent pas et ne fréquentent pas cette partie de Montréal...

Même les organismes de francisation en savent peu sur la situation linguistique qui prévaut à l'ouest. Et rares sont les journalistes qui s'intéressent à la situation linguistique de cette section d

• Celine A. Massicotte, Abonnée, mardi 27 décembre 2011 13h42

La loi 101... une panacée ou un gouffre qui ne cesse de ses creuser?

Peut-on rafistoler une passoire? POSER LA QUESTION C'EST Y RÉPONDRE...

La loi 101 ne cesse d'être grignotée par la cour suprême CANADIENNE depuis des décennies. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés avec, comme l'avait si bien écrit Michel David dans le dossier des écoles passelles, une loi suintant "L'hypocrisie authentique", faites pour les bien nantis. La presque défunte loi 101, qu'on fasse semblant de la rafistoler, ou qu'on en écrive une nouvelle comme Mme Marois, qui ne sait plus à quelle loi se vouer, l'a sorti de son chapeau comme une magicienne, rien ne changera tant que nous ne deviendrons pas une vraie nation dans un vrai pays. Il n'y a pas d'autres solutions pour faire du français au Québec une langue vraiment nationale.

Le reste n'est que demi-mesure, cataplasme pour... une langue de bois. De quoi avon-nous peur?

• Nigel G. Spencer, Inscrit, mardi 27 décembre 2011 14h54

Q1234<<Libérons-nous des libéraux!>> F. Ricard:<<Vive le Néo-duplessisme!>>

Mais oui, parfaitement d'accord. Encore mieux, <<Libérons-nous de Québec>>. Le Village-en-aval nous étouffe à tout point de vue: éducation, santé, voirie, voirie et voirie. La corruption et le bureaucratisme poussent beaucoup mieux en vase close. Comme ça nul besoin de se demander pourquoi la mafia québécoise de la construction nous facture 30% de plus que la mafia en Ontario et ail-

leurs dans le monde. Nul besoin non plus de se demander pourquoi la rare unanimité de tous les partis à Montréal sur le remplacement du Turcot est balayée du revers de la main par les <<sauveurs>> dans le bunker.

• Nigel G. Spencer, Inscrit, mardi 27 décembre 2011 18h59

De régime péquiste en régime <<libéral>>, la doctrine Legault est toujours le mot d'ordre du MEQ depuis 2 décennies, donc <<productivité avant tout>> (c.a.d. que personne ne <<poche>> pour que tout paraisse beau dans les écoles, les collèges et les universités). Entre cela et la doctrine Bouchard fidèlement suivi par le PQ et les Libéraux depuis 1982, on peut tout régler sans le Canada en faisant voter nous-mêmes des lois-matraque rétroactives telles la loi 111, ou bien la 142, etc., etc., etc. Ici on sait tout faire en ménage...ou est-ce en manège? Quoi qu'il en soit, toutes sauf les disciplines <<utiles>> sont sous une pression intolérable depuis fort longtemps dans les CEGEP.

• Nigel G. Spencer, Inscrit, mercredi 28 décembre 2011 10h25

Ceci dit...

même dans les disciplines favorisées (relativement) les étudiant(e)s ne trouvent pas de emploi valable de toute façon, les cadeaux aux compagnies n'ayant inspiré aucun retour de l'ascenseur.

RADIO-CANADA / ESTRIE : Des élèves de Drummondville apprennent à développer des applications pour téléphones intelligents – Mise à jour le jeudi 24 novembre 2011 à 18 h 04 HNE



iStockphoto.com/Izabela Habur

Le Cégep de Drummondville offre maintenant une formation à ses futurs techniciens en infor-

matique pour développer des applications mobiles.

C'est un véritable virage vers la mobilité qu'amorcent les finissants en technique de l'informatique du Cégep de Drummondville; un virage obligé estime Diane Gamache, enseignante en technique de l'informatique.

« On regarde à travers les réseaux sociaux et les utilisations journalières et tout un chacun a son appareil mobile. Il y a une évidence qu'il faut développer ces services », dit-elle.

Comme premier projet, un élève a mis au point une application pour téléphone intelligent qui pourrait s'avérer pratique pour bien des étu-

dants. « J'ai refait Microsoft Word pour être capable d'écrire des textes et de les enregistrer sur notre cellulaire », explique Michael Monière.

Pour créer ces applications, il faudra beaucoup de cerveaux, croit l'enseignante pour qui la démarche entreprise par le Cégep prend tout son sens face à la prolifération de ces appareils.

« On parle à certains endroits où il y a de 125 à 200 propositions de mandats et que, malheureusement, il n'y a que seulement quatre ou cinq finissants de disponibles. Il y a une grande pénurie de main-d'oeuvre », affirme Mme Gamache.

RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue recherche des enseignants pour travailler à l'étranger – Mise à jour le vendredi 18 novembre 2011 à 16 h 09 HNE



Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue. Campus de Rouyn-Noranda

Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue recherche actuellement des enseignants pour travailler à l'étranger. L'institution d'enseignement met en

place des centres de formation reliés à l'industrie minière en Afrique de l'Ouest et en Amérique du Sud notamment.

La Mauritanie, le Pérou, la Nouvelle-Calédonie sont quelques-unes des possibilités offertes aux enseignants qui veulent relever un nouveau défi. Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue veut aller de l'avant avec de nouveaux projets internationaux.

Selon le directeur du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, le processus de sélection est rigoureux. Les candidats doivent détenir une expertise en enseignement, connaître les réalités de l'industrie minière et avoir une grande capacité d'adaptation.

Il ajoute que l'expertise du Cégep dans le secteur minier est maintenant reconnue à travers le monde. Le cégep travaille d'ailleurs avec le ministère de l'Éducation du Mozambique sur un projet financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Le Cégep discute actuellement avec des établissements du Brésil et du Mozambique pour offrir de la formation dans d'autres disciplines que le secteur minier.

JOURNAL : DE MONTRÉAL : LOIN D'ÊTRE UNE CATASTROPHE - Les enfants de la réforme réussissent mieux que prévu au cégep – Lundi 14 novembre 2011

Sarah-maude Lefebvre

Contrairement aux sombres prédictions de syndicats d'enseignement et de plusieurs observateurs du monde de l'éducation, les enfants de la réforme auraient passé haut la main leur première

année de cégep, et peut-être mieux que leurs prédécesseurs, affirme le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, que le Journal a interviewé plus tôt cette semaine.

Q : UN an après leur entrée au cégep, quel bilan académique peut-on faire des enfants de la réforme ?

R. : Nous n'avons pas encore de données exactes, mais tout semble indiquer que ça s'est déroulé mieux que ce que plusieurs pensaient. Selon nos directeurs d'établissement, c'est loin d'être la catastrophe et la débandade annoncées.

Q. : quelles étaient les appréhensions du monde de l'éducation face aux élèves issus du nouveau pédagogique ?

R : Il y avait des groupes d'enseignants qui craignaient de voir arriver des enfants rois gâtés et mal préparés pour l'enseignement collégial.

Il y avait beaucoup de craintes et je peux comprendre pourquoi. On n'avait pas très bien préparé le personnel enseignant à cette réalité.

Cela a donc occasionné des peurs, à mon avis justifiées, mais, heureusement, tout s'est bien passé.

Il faudra attendre les résultats officiels, au début de 2012, mais les premiers commentaires qui me viennent jusqu'à maintenant sont très positifs.

Q : vous avez dit par le passé que les enfants de la réforme n'étaient pas « moins bons » que leurs prédécesseurs, mais juste « différents ». En quoi se distinguent-ils ?

R : On parle souvent d'eux comme de la génération C pour computer (ordinateur), mais je dirais aussi C pour critique. Avec leurs iPhone et leur iPad en classe, ils ont un accès direct à une foule d'informations et ils ont développé un fort esprit critique. Ils posent des questions et s'informent.

Aussi, ces jeunes ont développé une méthode de travail qui, à bien des niveaux, les rend beaucoup plus autonomes. On remarque aussi qu'on a affaire à une clientèle avec des besoins particuliers, sans cesse grandissante (voir autre texte). Ça nécessite une adaptation. Mais je suis heureux de dire qu'il me semble que ces jeunes réussissent bien et encore mieux qu'on ne pensait.

✓ Créée en 1997 par Pauline Marois, alors ministre de l'éducation, la réforme du régime pédagogique se voulait à la fois un moyen de stimuler la diplomatie et de lutter contre le décrochage scolaire. Cela a notamment marqué l'apparition de l'évaluation des compétences transversales.

JOURNAL DE MONTRÉAL : De plus en plus de troubles d'apprentissage – Lundi 14 novembre 2011

SARAH- MAUDE LEFEBVRE

Si les enfants de la réforme performant mieux que prévu, ils représentent tout de même un casse-tête pour les cégeps, qui ont vu leur clientèle « à besoins particuliers » bondir au cours des dernières années.

Entre 2000 et 2010, le nombre d'étudiants présentant des difficultés d'apprentissage a connu une augmentation de 2 066,9 % dans les cégeps québécois.

« C'est tout un défi, admet le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne. On voit arriver une clientèle avec des besoins particuliers qui n'existait pratique-

ment pas auparavant dans nos institutions. On doit élargir notre palette de services. »

Des travailleurs de corridor

Logiciels spécialisés, soutien aux examens, ajouts de techniciens en éducation spécialisée, les cégeps multiplient les initiatives pour répondre aux besoins des jeunes qui ont des besoins particuliers.

Au cégep de Rouyn-noranda, on a même engagé une travailleuse sociale de « corridors » pour repérer les élèves en difficultés.

« C'est quand même une bonne nouvelle de voir que ces jeunes persévèrent dans leurs études au lieu d'abandonner. C'est encourageant pour l'avenir », affirme M. Beauchesne.

UNE CLIENTÈLE GRANDISSANTE

2947: Le nombre d'étudiants présentant des troubles d'apprentissage ou des troubles de santé mentale est passé de 136 à l'automne 2000 à 2947 à l'automne 2010 dans les cégeps du Québec. Cela constitue une augmentation fulgurante de 2 066,9 % en 10 ans.

1210: Le nombre d'étudiants présentant un handicap «traditionnel» (déficience auditive, visuelle, motrice, etc.) est passé de 303 à l'automne 2000 à 1 210 en 2010. Cela représente une augmentation de 299,3 %.

SOURCE: FÉDÉRATION DES CÉGEPS

LE SOLEIL : Téléportez-vous au Cégep de La Pocatière! - Mis à jour le Samedi 05 novembre 2011 à 05h00



Collaboration spéciale Marc Larouche Martin Pelletier (assis) et ses associés concepteurs Alain Dubé et Christian D'Amours de la firme 4DZones ont réalisé la matrice en trois dimensions du cégep.

Marc Larouche, collaboration spéciale, Le Soleil (La Pocatière) Depuis quelques semaines, les internautes de partout sur la planète peuvent visiter le Cégep de La Pocatière dans un environnement virtuel, en trois dimensions, comme s'ils y étaient. La firme 4DZones de Rivière-du-Loup a développé un concept si captivant que depuis sa mise en ligne, le nombre de visites sur le site Internet du cégep a doublé.

«C'est vraiment impressionnant, interactif, audacieux, innovateur et très complet, au détail près. Le cégep a été modélisé de l'intérieur et de

l'extérieur. Il est même possible de lire les affiches et les notes de service sur les babillards», note le directeur général, Claude Harvey. «Depuis sa mise en ligne au www.cegeplapocatiere.qc.ca, le nombre de visiteurs est passé de 6000 à 12000.»

«La matrice en trois dimensions a été réalisée à partir d'une simple série de lignes et de points. Les textures, éclairages et ombres ont ensuite été ajoutés à partir de dizaines de photos», explique Martin Pelletier de 4DZones. «Il est possible d'ajouter de la musique, de la vidéo, etc.» «Le contenu du chevalet à l'entrée peut être changé en quelques secondes à partir d'une tablette électronique ou d'un téléphone intelligent», note son confrère concepteur Christian D'Amours. Alain Dubé, professeur en informatique au Cégep, a aussi participé.

L'innovation surprend sous plusieurs aspects. Contrairement aux visites virtuelles conventionnelles, souvent faites de photographies panoramiques pivotantes ou de courtes séquences vidéo, celle créée par 4DZones est interactive et entièrement faite d'images de synthèse.

«C'est comme si le visiteur se retrouvait dans un environnement de jeu vidéo», poursuit M. Harvey, jurant du caractère unique du concept. «Ça n'existait nulle part au monde. Aucune visite virtuelle ne ressemble à ça.» Accompagné d'une guide, le visiteur virtuel ne fait pas que sillonner

les couloirs et visiter les locaux et leur contenu. Diverses expériences, jeu et concours s'offrent à lui. Par exemple, jusqu'au 31 octobre, un concours permet de gagner un iPad 2.

Accessible

La visite virtuelle 3D est accessible à partir d'un ordinateur doté d'une configuration minimale. «Il fallait penser aux gens qui se trouvent ailleurs dans le monde, ou les connexions Internet et la force des ordinateurs ne sont pas les mêmes qu'ici», note le directeur général, ajoutant que cet outil aidera certainement au recrutement.

«Notre cégep, qui compte près de 1000 étudiants, est celui qui a enregistré le plus grand nombre d'inscriptions cette année dans l'Est-du-Québec, avec 80. Et je crois que c'est en grande partie à cause des efforts que nous mettons au niveau du recrutement, de notre présence sur les réseaux sociaux, là où sont les jeunes et de notre propension à adopter les nouvelles technologies», conclut M. Harvey, pour qui le prochain défi sera de créer des applications pour les téléphones intelligents.

Éventuellement, le Cégep de La Pocatière sera modélisé en totalité. La firme 4DZones travaille déjà sur d'autres projets de modélisation 3D. «Les possibilités sont infinies», conclut M. Pelletier.

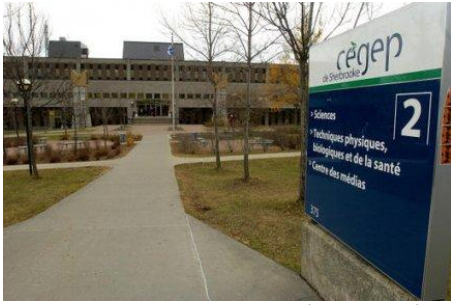
LA TRIBUNE : Une enseignante du Cégep dans l'eau chaude – Samedi 05 novembre 2011

Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Une enseignante du Cégep de Sherbrooke se retrouve dans l'eau chaude après avoir offert des cours privés à ses étudiants plutôt que de se montrer disponible pour répondre à leurs questions. Choqués, des enseignants ont dénoncé la situation à La Tribune. L'institution indique pour sa part qu'un seul étudiant est concerné par cette affaire et qu'il a été remboursé.

C'est en parlant avec des étudiants que des professeurs auraient réalisé qu'une collègue demandait un certain tarif (entre 40 \$ et 50 \$ de l'heure) pour aider ses étudiants. Or, déplorent-ils, la convention collective prévoit du temps d'encadrement auprès des étudiants. Les enseignants interrogés ont préféré garder l'anonymat, soulignant que la situation s'avère très délicate. Une professeure interrogée par La Tribune a indiqué qu'il s'agit d'un cas isolé, mais qui a

touché plusieurs collègues. Après tout, souligne-t-elle, bon nombre de professeurs se montrent très disponibles et n'hésitent pas à offrir beaucoup d'heures de disponibilités.



Archives La Tribune

À la suite de cette histoire, plusieurs professeurs auraient prévenu leurs étudiants de leurs droits. «Encadrer les étudiants, ça fait partie de notre travail. Je n'ai jamais vu ça», a déploré un des enseignants interrogés. Sanctions Le directeur des ressources humaines du Cégep de Sherbrooke, Yves Demers, n'a pas voulu dire à quelles sanctions s'expose l'enseignante visée par cette affaire, prétextant qu'il s'agit de renseignements de nature confidentielle, et que les conséquences possibles sont encadrées par la convention collective. «C'est sûr qu'une intervention du Cégep a été faite», commente M. Demers. Il explique qu'un enseignant

ne peut offrir de cours privés à ses propres étudiants. Deux collègues estiment que la direction a tenté d'étouffer l'affaire en effectuant le remboursement en argent comptant. En agissant ainsi, font-ils valoir, c'est comme si l'institution voulait agir en catimini. «Comme professeur, j'ai un certain malaise», a fait valoir l'un d'eux. Selon M. Demers, d'après les informations recueillies par l'institution, un seul étudiant a été touché par cette affaire. «Cette personne a été remboursée. Mais si c'est de l'argent comptant, je ne pourrais pas vous dire.»

LA VOIX DE L'EST : Le cégep de Grandy-Haute-Yamaska dévoile son plan stratégique – Jeudi 03 novembre 2011



photo Alain Dion

La direction du collège a présenté hier son «plan stratégique» à plusieurs représentants municipaux, commerciaux et du milieu de l'éducation. Pascal Faucher, La Voix de l'Est (Grandy) Les temps changent, le cégep de Grandy Haute-Yamaska aussi. Il y a plus d'adultes, plus d'immigrants. Et les élèves y traînent plus

longtemps... sans toujours savoir où ils s'en vont. Face à cette situation et pour offrir un meilleur service, la direction du collège a présenté son «plan stratégique», hier matin, devant plusieurs représentants municipaux, commerciaux et du milieu de l'éducation. «Avant, on n'avait pas de cible claire, c'était flou, indique le directeur général, Sylvain Lambert. Maintenant, notre discours est cohérent. C'est axé sur des résultats.» L'établissement d'enseignement supérieur veut notamment augmenter son taux d'obtention de diplôme. En clair, que 70 % des élèves obtiennent leur diplôme après deux ans d'études. Mais le collège de la rue Saint-Jacques souhaite surtout se rapprocher des employeurs pour permettre aux élèves de mieux connaître les besoins en main-d'oeuvre dans l'est de la Monté-

regie, notamment pour les métiers méconnus, surtout dans le secteur technique. «Vous avez besoin de main-d'oeuvre, pensez au cégep», dit M. Lambert. À ce sujet, le cégep a déjà commencé à établir des partenariats «et la réponse de l'industrie est impressionnante», affirme le directeur général. Des représentants du collège feront aussi le tour des écoles secondaires afin de renseigner les élèves sur les différents programmes offerts. Le défi de l'orientation Car le plus grand défi, dit M. Lambert, c'est l'orientation. Statistiquement, les jeunes passent de plus en plus de temps sur les bancs des cégeps, tout en étant peu informés des programmes offerts et des débouchés possibles.

LE SOLEIL : Éditorial : Au-delà du baccalauréat, par Brigitte Breton – Mardi 1er novembre 2011

Diplôme d'études collégiales ou baccalauréat? Le débat sur la formation nécessaire aux futures infirmières du Québec est bien mal engagé. Le rôle stratégique mené par ces professionnelles, la pénurie qui menace les établissements publics et la croissance des coûts de santé exigent pour tant concertation et action. Pour l'ordre des infirmières et infirmiers du Québec, il ne fait aucun doute que la formation universitaire doit devenir obligatoire pour détenir le titre de Florence Nightingale des temps modernes. Il estime que les besoins de la population et les pratiques changent, et que le bagage des infirmières doit être modifié en conséquence. L'ordre voit mal comment le Québec pourrait se satisfaire de quelque 3000 heures de cours et de stage en moins pour ses infirmières, alors que les autres provinces canadiennes, la France et la Suisse ont bonifié leurs qualifications au cours de la dernière décennie. Sa position est loin cependant de faire l'unanimité dans les cégeps et dans les syndicats d'enseignants et d'infirmières. Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, s'est montré pour sa part ouvert à l'idée, mais demeure circonspect pour éviter une crise dans le réseau. La prudence est en effet de mise. Il faut s'épargner les effets collatéraux d'un change-

ment mal ficelé. La province ne gagnerait rien en décourageant les jeunes de choisir la profession d'infirmière, en créant des tiraillements quotidiens entre techniciennes et bachelières sur les lieux de travail et en ne reconnaissant pas l'expérience accumulée par les infirmières diplômées par les cégeps lors d'un affichage de poste. Mais le débat s'impose. Il faut faire des évaluations et s'ajuster afin de fournir aux patients et aux établissements le personnel infirmier dont ils auront besoin à moyen et à long termes. Le Québec aime se qualifier d'avant-gardiste. Or, force est de constater qu'en matière de santé et de redistribution des tâches entre les divers acteurs du réseau, il progresse à pas de tortue. Qu'on pense aux cas des pharmaciens, des sages-femmes ou des infirmières praticiennes spécialisées, les super-infirmières. L'expérience des autres provinces a beau révéler les gains tirés de changements de pratiques, les transformations sont ici lentes. Il faut donc tenir compte de cette singularité avant de conclure avec certitude que l'exigence d'un baccalauréat ne découragera pas l'entrée dans la profession. La résistance apparaît sur plus d'un front. Les cégeps ne veulent pas se faire damer le pion par les universités. Des syndicats d'infirmières estiment de leur côté qu'il est plus pressant de

s'occuper des difficiles conditions de travail des infirmières que de formation. Ils se demandent également si le Québec est prêt à payer pour des infirmières plus qualifiées. Sans rehaussement significatif, des jeunes pourraient en effet opter pour une autre discipline au cégep plutôt que de payer des droits de scolarité pour un bac qui ne rapporte pas. Le rôle que doit jouer le ministre de la Santé pour la suite des choses est primordial. Quelle est sa vision de la place de l'infirmière dans le continuum de soins? Entre l'infirmière auxiliaire et le médecin, quelles tâches est-il prêt à confier aux infirmières? Peut-il alléger la facture des soins de santé, tout en gagnant en productivité, en confiant certaines interventions à des auxiliaires et en déchargeant les médecins de tâches que pourraient accomplir des infirmières bachelières? Est-il prêt à convenir de mesures de transition avec le ministère de l'éducation et les syndicats? Sans l'éclairage et la volonté du ministre, l'ordre déplorera encore dans 10 ans que le Québec est en retard comparativement au reste du Canada.

RADIO-CANADA : Gaspésie-Les Îles : Matane au coeur de la recherche en imagerie numérique – Mise à jour le vendredi 28 octobre 2011 à 16 h 19 HAE

Après plusieurs années d'effort, le cégep de Matane inaugure vendredi son centre de développement et de recherche en imagerie numérique (CDRIN). La petite comme la grande entreprise pourra profiter de cette nouvelle expertise dans un secteur en constante évolution et aux multiples applications industrielles. Le centre se spécialisera notamment dans la réalité virtuelle et la capture de mouvements. Il mettra à la disposition des chercheurs un des

plus importants studios de capture de mouvements au Québec. Cinq systèmes différents de capture de mouvements seront disponibles. L'entreprise Quatttrium a de plus développé un système, le Motion Tracking, qui combine la capture de mouvement et la robotique. Les installations comprennent aussi un pont de cascade et divers équipements pour la réalisation de cascade, une salle de présentation. Le CDRIN a déjà établi des partenariats de recherche avec des entreprises comme le Cirque

du Soleil, Quatz Communications, Autodesk ou Ubisoft. Le Cirque du Soleil qui utilise des technologies de pointe a été séduit, admet un des vice-présidents du cirque, Bernard Petiot. « Pour la première fois on a pu capturer du mouvement au tremplin et dans les divers environnements qu'on utilise au Cirque du soleil, et dans une démarche qui est spécifique aux arts du cirque », explique M. Petiot.



Centre de développement et de recherche en imagerie numérique



Le Centre de développement et de recherche en imagerie numérique est notamment spécialisé dans la capture du mouvement et la réalité virtuelle.

Projet de 6 millions

Le cégep a amassé 6 millions de dollars pour construire le nouvel édifice et le doter des équipements à la fine pointe du domaine. Plusieurs partenaires privés se sont associés au projet. En fait, plus de 2 millions ont été investis dans le centre de recherche dont 1,3 million par Autodesk et un peu moins de 700 000 \$ par Vicon Motion Systems.

Le cégep, qui offre plusieurs formations dans le domaine de l'image comme intégration multimédia, jeux et photographie, engage 2,7 millions de fonds dans le projet. Le directeur du cégep de Matane, Emery Béland, estime que cet investissement sera rentable de diverses manières soit en rehaussant la qualité de l'enseignement, soit en générant la création d'emplois de qualité.

Les gouvernements du Québec et du Canada investissent ensemble 1,1 million de dollars.

Le Centre dispose d'un budget annuel de 250 000 \$.

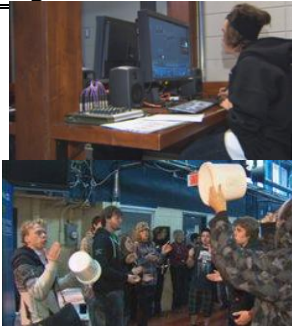
Une dizaine de chercheurs et une centaine d'étudiants du cégep de Matane pourront profiter des installations.

En complément



Vidéo - Le reportage de Nicole Blackburn

RADIO-CANADA : SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Jonquière : 2,3 M\$ au département d'Arts et technologie des médias – Mise à jour le vendredi 28 octobre 2011 à 13 h 55 HAE



La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, accorde une aide financière de 2,3 millions de dollars pour remplacer des équipements spécialisés au département d'Arts et technologie des médias du Cégep de Jonquière.

Le montant permettra d'ajouter neuf postes de travail informatiques et deux serveurs de données vidéo dotés de la plus récente technologie pour les étudiants en Techniques de production et de postproduction télévisuelles.

Ils vont remplacer les équipements qui ne datent que de 2005, mais qui ne répondent déjà

plus aux besoins à l'ère de la haute définition et du numérique.

Manifestation

La conférence de presse de la ministre Beauchamp a été légèrement perturbée par une vingtaine d'étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) qui ont manifesté bruyamment à l'entrée du Centre Georges Vézina.

Les manifestants ont dénoncé la hausse des droits de scolarité. La présidente du Mouvement des associations générales des étudiants (MAGE) de l'UQAC souhaitait rencontrer la ministre.

RADIO-CANADA : Côte-Nord : de nouvelles résidences pour étudiants à Sept-Îles – Mise à jour le vendredi 28 octobre 2011 à 11 h 36 HAE



Donald Bhéner

Des promoteurs ont donné, jeudi, le coup d'envoi à la construction de 108 résidences pour étudiants à Sept-Îles.

Six immeubles de six logements de cinq pièces et demi se dresseront à proximité du cégep au

printemps 2012. Les étudiants payeront autour de 400 \$ par mois pour s'y loger. Les deux premiers immeubles, qui devaient être prêts pour la rentrée, seront livrés au début de la session d'hiver.

Le démarrage du projet de 5 millions de dollars a été retardé par des démarches concernant les terrains et le financement.

Le directeur du cégep, Donald Bhéner, souligne que ces nouveaux logements viendront aider le cégep à recruter de nouveaux étudiants. « On était limités au niveau de notre attraction à l'extérieur de la région, parce qu'on attire quand même de plus en plus d'étudiants hors de la région. [...] Il nous faut fournir une solution adéquate à ces étudiants qui viennent d'autres régions, secteurs de la Côte-Nord, ou qui vien-

nent carrément de l'extérieur de la Côte-Nord », explique M. Bhéner.

En plus des étudiants de la Minganie, de la Basse-Côte-Nord et des villes du Nord, le Cégep de Sept-Îles accueille des étudiants de la Nouvelle-Calédonie, de l'Île-de-la-Réunion et de la Roumanie.

Le projet viendra aussi atténuer la pénurie de logements à Sept-Îles.

Le promoteur du projet, Marco Laforge, recevra un soutien financier de la Ville de Sept-Îles dans le cadre de son programme d'habitation. Le cégep versera 400 000 \$ pour la construction de chemins d'accès et de conduites d'aqueduc et d'égoût.

LE DEVOIR : Cégep Marie-Victorin-Impact: un partenariat contesté – Jeudi 27 octobre 2011

Lisa-Marie Gervais

Des enseignants du cégep Marie-Victorin ont manifesté hier midi à Montréal-Nord devant le bureau de la députée de Bourassa et ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, pour protester contre un projet de partenariat entre le collège et le club-école de l'équipe de soccer l'Impact.

Au coût de 8 millions, le projet de cette Académie de l'excellence visant à former la relève prévoit que l'Impact aurait l'usage exclusif ou privilégié sur presque tous les terrains de soccer du cégep pour une période de 25 ans, privant ainsi la communauté de Montréal-Nord de l'accès

à des terrains qu'elle utilise depuis plus d'un quart de siècle.

Se défendant d'adopter une position idéologique, le syndicat des enseignants a dénoncé le caractère « inquiétant » de cette association avec un club, qui passera d'organisme sans but lucratif à entreprise privée en 2012. Il craint que l'Impact finisse par bénéficier d'une subvention de 4 millions de dollars à travers le Programme de soutien aux installations sportives et récréatives qui, selon le président du syndicat des professeurs du cégep, François Parent, a pour objectif de « permettre la rénovation et la construction

d'infrastructures sportives qui doivent profiter à toute la population, ce qui sera tout le contraire si ce projet va de l'avant ».

Quant au cégep Marie-Victorin, il se montre favorable à cette initiative parce que, selon lui, elle permettrait notamment de faire face à une baisse anticipée de l'effectif étudiant et favoriserait la diplomation des garçons au collégial. C'est la deuxième fois depuis un mois que les enseignants descendent dans la rue pour manifester leur mécontentement. Ils prévoient d'autres actions prochainement.

LE DROIT : Éditorial : À la défense des cégeps, par Pierre Jury, Mardi 18 octobre 2011

Celui qui incarne de plus en plus le changement au Québec, François Legault, n'est pas à l'abri des gaffes et des attaques. Il en a subi toute une salve, récemment, avec ses commentaires sur

les cégeps, « de belles places pour fumer de la drogue et décrocher ! »

Rapidement, il s'est défendu en précisant que c'était « une boutade » et qu'il n'avait pas l'intention de les abolir si jamais sa Coalition

pour l'avenir du Québec devait prendre le pouvoir. Du moins, pas tout de suite, parce qu'il y a des problèmes plus pressants auxquels s'attaquer au Québec. Mais il y pense quand même parce qu'à son avis, les cégeps sont marqués par



trois problèmes : taux de réussite trop bas, diplomations retardées et le fléau de la drogue. Les répliques sont venues de toutes parts : « préjugés », « lieux communs », « improvisé ». Il n'empêche que les cégeps sont une cible de choix pour les politiciens et autres qui aspirent à changer les choses. Périodiquement, ils tentent de remettre leur existence en question. La dernière fois, c'était à l'époque des premiers pas du gouvernement de Jean Charest, et le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, avait espéré une série de réformes. Finalement, rien n'en a trop transpiré.

Les cégeps, ou « collèges d'enseignement général et professionnel » ont été imaginés dans le Rapport Parent, au début des années 1960. Les autorités d'alors espéraient soulager deux grands problèmes à l'époque : le bas niveau de scolarité au Québec et les grandes inégalités régionales en éducation supérieure, où Montréal et Québec étaient nettement favorisées. Ils ont été créés en 1967 et 48 cégeps ont progressivement vu le jour. Cinq de langue anglaise, 43 français, dont un en Outaouais.

Aujourd'hui, 165 000 personnes fréquentent les cégeps - également distribués entre les profils professionnels et pré-universitaires. Ajoutez à cela 25 000 personnes en formation permanente. Pour une facture de 1,5 milliard \$, ce qui inclut 20 000 enseignants et 18 000 autres employés (direction, soutien, professionnels).

Par sa situation frontalière, l'Outaouais est mieux placée que d'autres pour apprécier les bons et moins bons côtés de ce réseau. Parce que l'exemple de l'Ontario est sous nos yeux. Et aussi parce que l'offre limitée de programmes au Collège de l'Outaouais a stimulé encore davantage un transfert d'étudiants vers les collèges ontariens comme La Cité collégiale.

La proposition mi-figue, mi-raisin de François Legault ne concerne pas vraiment les élèves du parcours professionnel, qui auront toujours besoin d'institutions qui dispensent une formation plus technique. Il visait bien plus ceux qui se destinent vers l'université.

Le Québec a pris le pari d'une formation universitaire de base de trois ans plutôt que quatre, ce qui est la norme ailleurs. Les étudiants québécois arrivent à l'université une année plus tard ; ils

sont d'autant plus matures, mieux outillés à faire face aux pressions des études universitaires. On le voit en Ontario : ils sont sortis d'écoles secondaires comme Louis-Riel, Samuel-Genest ou De La Salle. Leur première année universitaire équivaut à une hécatombe. Les étudiants en rament un coup ; ils doivent rapidement prendre le rythme de leurs aînés et cela leur est difficile.

Au Québec, le cégep agit en quelque sorte comme un tampon, un passeport vers les pressions universitaires, mais avalé à petites doses. Cela leur fait le plus grand bien.

Oui, il y a encore trop d'« étudiants professionnels » au cégep qui prennent trois ou quatre années pour compléter un programme prévu pour durer deux ans. Mais le portrait statistique s'avère aussi parfois trompeur ; le jeune qui change de programme - et ils sont légion - débalance les statistiques de fréquentation collégiale et fait mal paraître les cégeps. Il faut donc se garder de conclusions hâtives comme le fait François Legault. Mais ce dernier n'a que faire des cégeps et des statistiques mal interprétées : il se positionne pour le pouvoir et ne s'arrête pas à faire de la vérité une victime sur son chemin.

24HMONTREAL.CANOE.CA : Politique : Le ministère de l'Éducation abolit le prêt pour l'achat d'un ordinateur - Mardi 18 octobre 2011, à 14h48



© Joël Lemay / Agence QMI
La Ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

MONTRÉAL - Le ministère de l'Éducation a mis fin au prêt accordé aux étudiants pour l'achat d'un ordinateur, selon la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

« Pendant que la ministre [Line Beauchamp] augmente le coût des [frais de scolarité à l'université], elle coupe en douce dans l'aide aux étudiants. Cette bévue obligera plusieurs étudiants à se tourner vers l'endettement privé », a déclaré mardi Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, dans un communiqué.

L'organisation s'inquiète pour l'endettement des jeunes qui devront désormais avoir recours à des prêts bancaires soumis à intérêt, alors qu'ils bénéficiaient auparavant d'un prêt sans intérêt.

« Que répond la ministre aux étudiants qui doivent se procurer un ordinateur ou une tablette

graphique en début de programme? s'interroge M. Bureau-Blouin Elle leur avait promis de bonifier leurs prêts et bourses, pas de les endetter davantage. »

D'après la Fédération, les bénéficiaires de prêts et bourses du gouvernement du Québec peuvent demander un prêt supplémentaire de 2000 \$ à 3000 \$ pour l'achat d'un ordinateur, mais la FECQ a obtenu la confirmation du ministère que ce prêt allait être remplacé par une allocation pour l'achat de matériel d'un montant de 150 \$ par session à compter de la rentrée 2012.

LE DEVOIR : Legault ne prévoit pas s'attaquer aux cégeps - Jeudi 06 octobre 2011



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
François Legault

Lisa-Marie Gervais François Legault n'aurait certes pas été d'accord, à l'époque, avec la création des cégeps, mais il assure que leur abolition ne sera pas sa priorité si jamais il se lance en politique. « Si je reviens en politique, c'est pour une période de dix ans et je n'ai pas l'intention d'y travailler », a-t-il dit hier pour apaiser le tollé soulevé par ses déclarations, faites lors d'une conférence à Longueuil la semaine dernière, et qui ont été rapportées hier par des journaux de Québec. Le titre « Legault abolirait les cégeps » ne reflétait toutefois pas sa pensée, a reconnu l'instigateur de la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ). « Le texte aurait eu davantage à être précisé », a-t-il convenu.

M. Legault assume toutefois les propos qu'il a tenus au sujet du fait que les cégeps, « c'est une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et à décrocher ». « C'est une caricature. C'est évident qu'il y a des taux de décrochage trop élevés au cégep. J'ai dit que c'était un bon

endroit pour apprendre à fumer de la drogue, mais il y a un fond de vérité là-dedans. Il y a un problème au secondaire et au cégep. Je ne veux pas qu'on le banalise. »

Improvisé

Le p.-d.g. de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, s'est dit « surpris » par les déclarations du politicien, qui répondait en fait à la question d'un citoyen. « C'est un peu improvisé. Nous, on pense que le réseau collégial est dans une position stable », a-t-il noté. Pour M. Beauchesne, la priorité est d'adapter l'enseignement aux jeunes d'aujourd'hui tels qu'ils sont et non de se concentrer uniquement sur la quantité de drogue qu'ils fument. « Ça nous a fait sourire. Le problème de drogue dans le réseau collégial n'est pas pire que dans celui des commissions scolaires », a-t-il souligné.

De nombreux syndicats et groupes d'étudiants ont réitéré l'importance du réseau collégial, qui constitue un cheminement pré-universitaire de deux ans ou technique, en trois ans. Si c'était à refaire, M. Legault privilégierait la formule répandue en Europe et au Canada anglais, soit six ans d'études secondaires et quatre ans d'université.

En visite à Paris, le premier ministre Jean Charest a ironisé sur les nombreux changements de structures proposés par M. Legault. « À force de mettre la hache dans tout ce qui existe au Québec, il faudra bien qu'à un moment il propose autre chose pour construire le Québec », a-t-il lancé. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a déploré l'utilisation des clichés. « Je trouve qu'on est dans des lieux communs, dans des préjugés », a-t-elle déclaré.

Vos réactions

Fabien Nadeau, Inscrit, jeudi 6 octobre 2011 06h53

Vite, un parti!
Si M. Legault peut enfin fonder son parti, il pourra donner des responsabilités à des candidats qui deviendront les porte-parole du parti dans tel ou tel domaine. On ne peut demander à un homme d'être un expert dans tout. M. Legault n'en connaît sans doute pas beaucoup plus sur notre système d'éducation que la majorité des gens de la rue, même s'il a été lui-même au gouvernement.

Pour ce qui est du problème de la drogue au cégep, ça me fait penser à cette boutade d'un directeur adjoint qui faisait visiter sa polyvalente à ma fille: "La polyvalente, c'est comme un centre d'achat: si tu veux faire du sport, y a des gymnases pour ça. Pour la spiritualité, tu vas à l'Agora. Si tu veux chanter ou jouer au théâtre, la salle de concert est là. Si tu veux lire ou surfer sur Internet, la salle multi-média est à ta disposition. Et si tu veux fumer du pot, c'est à la porte no 3!"

Le cégep, comme la polyvalente, est une micro-société et chacun y trouve ce qu'il cherche. Et des gens aptes à le guider dans sa recherche. Pot ou Platon?

Normand Carrier, Abonné, jeudi 6 octobre 2011 07h31

Inexcusable pour un ancien ministre de l'éducation, monsieur Nadeau ...
Monsieur Nadeau dit que monsieur Legault ne peut être un expert en tout et qu'il n'en connaît pas beaucoup sur le système d'éducation Monsieur Nadeau a s'en doute oublié un détail et



c'est que François Legault fut ministre de l'éducation
Si on n'est pas un expert en tout, c'est une raison supplémentaire pour ne pas déclarer n'importe quoi pour tomber dans le populisme

☐ **François Dugal, Abonné, jeudi 6 octobre 2011 07h51**

N'importe quoi

En disant qu'il abolirait les cégeps, M. Legault dit n'importe quoi. Les cégepiens ne sont-ils que des «fumeux de pot»?

Faisons donc une petite enquête sur l'usage de la cocaïne; quel est l'ordre professionnel qui en consomme le plus?

☐ **André Michaud, Inscrit, jeudi 6 octobre 2011 08h47**

CEGEP utile?

Je crois aussi que le CEGEP tel qu'on connaît fut une grosse erreur.

La "société distincte" a créé une créature que l'Amérique du nord et l'Europe ont évité...On aurait du avoir tout simplement un an de plus au secondaire et un de plus à l'université.

Le CEGEP devrait être réservé aux techniques.

☐ **Jean Lapointe, Abonné, jeudi 6 octobre 2011 09h12**

Que du mépris de la part de Legault

N'avez-vous pas remarqué que François Legault semble n'avoir que du mépris pour ses compatriotes, et en particulier pour les enseignants ?

Du mépris pour les enseignants surtout parce que, au lieu de se proposer de les aider, ce qu'il ferait surtout ce serait de mettre à la porte ceux qu'il jugerait comme incompetents, comme s'il savait, lui, ce que ça veut dire qu'enseigner.

C'est à se demander s'il n' a jamais passé ne serait-ce qu'une seule journée dans une classe du primaire ou du secondaire.

Les enseignants qui sont en difficulté, ce dont ils ont besoin c'est d'être encadrés pour travailler à améliorer leur enseignement.

On a déjà assez de mal à trouver des gens disposés à faire de l'enseignement, je ne vois pas ce que remercier de leurs services ceux qu'on jugerait, peut-être à tort, comme incompetents apporterait de positif.

Et l'évaluation du travail des enseignants devrait leur servir surtout à eux pour qu'ils améliorent constamment leur enseignement et non pas pour pouvoir les mettre à la porte suite à une forme d'évaluation d'ailleurs très contestable.

S'il avait le moindre respect de considération pour ses compatriotes, François Legault serait franc avec eux, ce qu'il n'est pas pour le moment.

Au contraire il s'appuie sur les préjugés les plus courants et les plus tenaces au sein de la société québécoise pour tenter de nous séduire en laissant croire que lui il aurait toutes les solutions pour régler tous les problèmes.

Et on peut aussi se demander comment François Legault a pu déjà se dire souverainiste quand il prétend maintenant ne plus l'être.

A mon avis, un souverainiste sincère, c'est-à-dire un souverainiste qui a pris conscience que la liberté vaut mieux que la servitude pour le peuple auquel il appartient, ne peut pas changer d'idée.

S'il le fait, c'est qu'il n'était pas vraiment souverainiste. Il ne faisait que suivre un certain courant à une certaine époque dans un certain milieu

☐ **Patrick M. Gouin, Inscrit, jeudi 6 octobre 2011 09h57**

L'ère de la médiocrité...

À titre de ministre, François Legault était médiocre au plus. Y a-t-il quelque chose de mémorable suite à son passage au pouvoir? Pourquoi serait-il autrement comme aspirant PM?

☐ **toujoursopt, Inscrit, jeudi 6 octobre 2011 09h59**

Ça bouge

Parfait M. Legault, avec vos déclarations vous réveille les endormis. Mais surveillez bien les Bonhommes - Sept - Heures prêt à changer les poings pour des virgules. Vous êtes fort même si vous n'avez pas de parti, j'ai réellement hâte de vous voir chef d'un nouveau parti pour changer l'inertie et le statu quo. À mon avis les libéraux avec leur chef ne sont plus dignes de gouverner et le Parti Québécois se sont tirée une balle dans le pied. Alors un nouveau parti s'impose avec des personnes à l'écoute des Québécois et non pas de leur parti.

☐ **Roland Berger, Abonné, jeudi 6 octobre 2011 10h46**

À Monsieur Michaud

Vous écrivez : « La "société distincte" a créé une créature que l'Amérique du nord et l'Europe ont évité...On aurait du avoir tout simplement un an de plus au secondaire et un de plus à l'université. » Je ne m'étonne en rien de vous trouver avec Charest parmi les artisans de la démolition de toutes les innovations de la Révolution tranquille. Les cégeps ont été et sont encore enviés en Europe et en Amérique du Nord.

Roland Berger

☐ **Leclerc Éric, Inscrit, jeudi 6 octobre 2011 11h16**

Les cégeps sont utiles, pas les commissions scolaires!

Ils sont un tremplin dans le monde des adultes pour beaucoup de jeunes. La formation dispensée, les activités de groupe et les services offerts permettent aux étudiants d'en ressortir matures et responsables avec un diplôme qui garanti leur compétence. Quand aux commissions scolaires, elles pourraient être abolies; on pourrait carrément amener les jeunes vers une formation professionnelle après un secondaire 2 ou 3, si ses résultats sont trop faibles pour être admis au cégep et/ou si l'élève démontre plus d'intérêt pour un métier spécialisé qui n'exige pas de formation scolaire supérieure.

☐ **Côté Marcel, Inscrit, jeudi 6 octobre 2011 11h16**

CONSTITUTION QUÉBÉCOISE LE POUVOIR AU PEUPLE.

Bonjour.

Oui il faut changer les choses mais il y a un mais comment?

Un vote sur le même bulletin de vote un pour voter sur la constitution québécoise d'État et l'autre pour les représentants pour gouverner et faire respecter cette constitution.

OÙ EST VOTRE CONSTITUTION QUÉBÉCOISE D'ÉTAT M.Legault?

Moi comme électeur maintenant est un vote sur la constitution québécoise d'État et un vote sur les représentants pour la gouvernance et la faire respecter et il ne changera pas les lois pendant le mandat de 4-ans les amendements à la constitution québécoise d'État, bien va se faire lors de la prochaine élection et la population va voter sur ses amendements et sur les représentants encore sur le même bulletin de vote et encore pour 4-ans.

Pourquoi?

Bien parce que présentement il y a un gouvernement au pouvoir qui change les lois pour corriger leur erreur et corriger leur erreur mais il y a un mais les erreurs ses la population qui a payé.

Les déboires de la caisse de dépôt qui a payé?

La commission Bastarache qui a payé?

Les garderies qui a payé?

Les dépassements coût dans les contrats dans la construction qui a payé?

Les crédits d'impôts accordés au parti lors d'un don qui a payé?

Le système pyramidal ou la population en pleine assemblée nationale à pris connaissance après plusieurs années que M.Charest avait une rémunération parallèle à sa rémunération de premier ministre.

Le système pyramidal ou en pleine assemblée nationale un député mentionne que il faut que comme ministre il ramasse pour 100,000\$\$\$\$\$ mais qui a payé?

Un système ou il se défend avec les procureurs du gouvernement contre ceux qui les menaces Ex:COMMISSION BASTARACHE qui a payé?(alors que la problématique a été crée de toute pièce par le premier ministre et le ministre de la justice dans le temps deux libéraux)

Mne Normandeau qui mentionne à un journaliste que les souper cocktails les gens y venaient parce qu'ils avaient a

☐ **Tao, Inscrit, jeudi 6 octobre 2011 14h25**

Go-Lego-Go !

Legault a raté une belle occasion de fermer sa gueule, a montré une partie de son vrai visage... et perdu bien des votes hier ! Une sixième secondaire ? Faudrait plutôt retrancher une année au secondaire et en ajouter une au cégep quand on voit dans quel état les étudiants arrivent au cégep. Une année de plus à l'université ? Ils sont déjà assez immatures au cégep, imaginez-les à l'université! La drogue au cégep n'est pas la faute des cégeps, c'est celle de la société et de l'âge des ados. Toutes les enquêtes sérieuses démontrent d'ailleurs qu'il se consomme plus de drogue au secondaire qu'au cégep. Alors... on ferme le secondaire ? Un autre opportuniste qui essaie de se faufiler alors que les autres partis sont en dégringolade. Lui, c'est de la rigolade !

☐ **P. T.Simard, Inscrit, jeudi 6 octobre 2011 15h39**

À l'école, à l'école,...

... on mange nos crottes de nez... c'est assez connu !

Le problème dans l'éducation, il est de fond. C'était le pourquoi de la réforme à ses débuts. Les institutions misent sur pieds pourraient être optimisées. Par contre, tant que l'étudiant sera une marchandise, la "production" des diplômés ne sera jamais rentable. Si seulement les cerveaux étaient "immobilisés", en terme comptable, j'entends. Parce qu'il est bien question d'un C.A. qui se prononce sur le système qu'il l'a formé ? M'abuse-je ?

On veut des citoyens qui connaissent leur histoire et comprennent le monde dans lequel ils vivent. Le problème c'est pas les profs qui font leur job, c'est les étudiants qui sont mal encadrés. De la garderie à n piastres au postdoctorat, mi-anglophone et mi-industriel. C'est quoi le projet de société ? Un autre taxe à l'échec (lire l'échec d'une taxe) ?

Le débat n'est pas là. La personne qui en parle au micro mélange cannabis et gestion financière. Il est pas là le problème. C'est beaucoup plus vaste et ça cherche la porte du fond où les poteux font la loi dans les cours d'école. Parlez-moi du citoyen Québécois et de son passage obligé aux institutions scolaires. Ne me parlez pas de sauvette à la décade en pensant régler seulement les enjeux comptables "pleins de gros bon sens" mais vide d'essence.

Oui le système coûte cher ! Très cher même ! D'autant plus cher que les enfants savent plus où s'mettre entre papa-maman-métro-boulot-dodopas-de-vie, souffrent de plus en plus jeunes de troubles comportementaux (point de presse d'aujourd'hui à l'ANQ), ont la possibilité de se vautrer les pieds dans dope b'en plus jeunes qu'ados, sont dépossédés de leur savoir pour des crédits achetables, quittent l'école avant de comprendre pourquoi y rester et partent trop souvent sur les marchés internationaux quand ils

ont le privilège de comprendre qu'il ne pourront peut être jamais rembourser leur prêts avec 50 % d'imposition sur l

☐ **Lesfaits, Inscrit, jeudi 6 octobre 2011 21h54**

M. F. Legault et la disparition des CEGEP
M. Legault dit qu'il privilégierait la formule répandue en Europe et au Canada anglais, soit six ans d'études secondaires et quatre ans d'université.

Ce serait un beau retour en arrière en plus d'être une excellente de limiter l'accès à l'université aux jeunes moins fortunés.

Bravo M. Legault, vos élucubrations sont très sécurisantes.

Vous feriez mieux de profiter de votre "vieillesse" et vous taire.

Vous manquez vraiment de sérieux. Votre attitude ressemble à un changement pour un changement.

☐ **Poirier Sylvie, Inscrite, dimanche 16 octobre 2011 21h28**

Legault change d'idées comme il change de chemise... vous le réalisez

Mais qu'est-ce qu'on va faire. C'est démoralisant d'écouter ou de lire un homme qui ne sait pas ou il s'en va et qui n'a pas encore écrit sa plateforme.

Ou sont ceux et celles qui ont du charisme ? du coeur ? de la volonté ?

Je ne sais pas dans quel terreau il a grandi, mais j'aime mieux le petit oiseau de Yvon Deschamps pris dans une bouse de vache.

COMMENT FAIRE MIEUX ?

La peur de nous-même
Danick Trottier 18.5.00

"La vérité, c'est que la volonté d'agir seul, unilatéralement, d'imposer sa volonté d'en haut, fait partie de la culture politique du gouvernement canadien. Elle s'inscrit en continuité avec le caractère monarchique, colonial, dont le Canada ne s'est jamais complètement départi. Au contraire, la volonté démocratique, la volonté d'agir sur la base de l'adhésion majoritaire, fait partie de l'histoire du Québec. Ce n'est pas un hasard, et nous n'avons pas le mérite d'avoir fait ainsi un choix moral supérieur. C'est simplement que, face à la puissance constituée à Londres, puis à Ottawa, nous, Québécoises et Québécois, n'avions que cette arme, le droit de vote, pour manifester notre force, pour nous faire entendre".

- Lucien Bouchard février 98 (Cité par Pierre Grandchamp, AGQ)

LE SOLEIL : Cégeps: François Legault perpétue un préjugé – Jeudi 06 octobre 2011



Photothèque Le Soleil, Jocelyn Bernier
Les cégeps de Québec ont une politique de «tolérante zéro» envers la consommation de drogue, dit Louis Grou, dg du Cégep Limoilou.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) En déclarant que les cégeps sont «une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue», François Legault perpétue un préjugé qui n'a rien à voir avec la réalité, estime le directeur général du Cégep Limoilou, Louis Grou.

Selon M. Grou, la consommation de drogue est loin d'être un fléau dans les collèges de Québec et de Lévis, qui ont mis en place des règlements très sévères à cet égard. Le problème, soutient-il, est lié à une tranche d'âge et non à un niveau scolaire particulier.

Cette idée que les jeunes vont «apprendre à consommer de la drogue au cégep», a dit au *Soleil* Louis Grou, en se prononçant aussi au nom du Regroupement des cégeps de Québec métropolitain, «ça tient carrément du préjugé».

La semaine dernière, lors d'une tournée pour la Coalition pour l'avenir du Québec, à Longueuil, François Legault a affirmé qu'il aimerait abolir les cégeps si on pouvait rebâtir le système d'éducation québécois.

Le *Journal de Québec* a rapporté hier matin que Legault a notamment justifié sa position en affirmant que, «comme le disent parfois certains parents, c'est une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et puis à décrocher».

Joint hier au téléphone, M. Legault a nuancé sa déclaration sur la drogue. Au secondaire ou au cégep, «le problème est aussi grave aux deux endroits», a-t-il dit, précisant que l'abolition des cégeps n'y changerait rien.

«Il doit y avoir un meilleur encadrement, il faut beaucoup plus de suivis et être beaucoup plus vigilant avec les policiers dans nos écoles secondaires et dans nos cégeps», a-t-il ajouté.

Campagne de prévention

Le directeur du Cégep Limoilou souligne que la consommation de drogue commence souvent bien avant le cégep et que les campagnes de prévention visent d'abord le secondaire et le primaire, ce que confirme Catherine Viel, porte-parole de la police de Québec.

«S'il y a des habitudes de consommation qui se développent, dit Louis Grou, elles se développent [lorsque les étudiants sont] plus jeunes. C'est rare que les jeunes qui ont des problèmes de consommation franchissent le seuil du secondaire cinq et poursuivent des études collégiales.»

Depuis au moins une dizaine d'années, souligne le directeur du Cégep Limoilou, les collèges de

Québec et de Lévis ont adopté une politique de «tolérance zéro» envers la consommation de drogue.

Les étudiants qui se font intercepter avec un joint de marijuana, des comprimés de méthamphétamine ou quelque autre drogue peuvent être suspendus pour une semaine et être expulsés s'ils recommencent. «Les policiers sont mis dans le coup si jamais il y avait une question de trafic ou de récurrence», précise M. Grou.

Louis Grou rappelle que les cégeps offrent aussi de l'aide aux jeunes qui ont des problèmes de consommation de drogue, notamment par l'entremise des psychologues, des techniciens en travail social et des «passerelles» créées avec les centres de santé et de services sociaux.

La déclaration de François Legault sur la drogue dans les cégeps est «regrettable», selon M. Grou, puisqu'elle vient dénigrer le travail des collèges pour encourager les jeunes à faire des études postsecondaires.

«Ce n'est pas en ayant des préjugés comme ceux-là qu'on incite les jeunes à fréquenter [le cégep] ou qu'on incite des parents à dire à leurs jeunes : il faudrait que tu fasses des études collégiales.»

Selon le dernier sondage *CROP-La Presse-Le Soleil*, bien qu'il n'ait pas encore de parti, François Legault peut rêver de former un gouvernement majoritaire. L'ancien ministre péquiste de l'Éducation affirme toutefois que s'il forme un parti et est élu, l'abolition des cégeps ne sera pas dans ses priorités.

24HEURES.CANOE.CA / JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : Legault abolirait les cégeps, par Jean-Luc Lavallée – Mercredi 05 octobre 2011, à 05h00



© Stevens LeBlanc/Agence QMI
François Legault

QUÉBEC - S'il n'en tenait qu'à lui, le cofondateur de la Coalition pour l'avenir du Québec, François Legault, ne se contenterait pas d'abolir les com-

missions scolaires. Il mettrait aussi la hache dans les cégeps.

Dans le monde idéal de François Legault, les cégeps, dans leur forme actuelle, n'existeraient tout simplement pas.

« Si on avait à rebâtir le système d'éducation, je pense qu'on ne devrait pas avoir de cégeps. On devrait avoir une sixième année au secondaire puis une quatrième année au bac à l'université », a-t-il répondu à un étudiant universitaire qui l'a interrogé sur la «pertinence des cégeps».

La déclaration, qui est passée sous le radar la semaine dernière, a été faite devant 300 personnes dans le cadre de la tournée de la Coalition pour l'avenir du Québec, qui faisait un arrêt à Longueuil. La station de radio 103,3 FM a été l'une des rares à diffuser l'extrait qui a piqué au vif la Fédération des cégeps. M. Legault a notamment évoqué un « problème avec nos cégeps » et un problème « avec le taux de diplomation ».

Fumer de la drogue

« Je pense que c'est quelque chose qu'il ne faut pas éventuellement exclure (l'abolition des cégeps) parce que, comme le disent parfois certains parents, c'est une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et puis à décrocher », a-t-il ajouté sur le ton de la boutade.

L'ex-ministre de l'Éducation avait cependant émis de nombreux bémols quant à la faisabilité d'un tel chantier, rappelant qu'il y a 48 cégeps et qu'il ne peut s'attaquer à tout.

« Il faut faire des choix », avait-il dit.

Appelé à s'expliquer, François Legault a clarifié sa position en entrevue. Il a annoncé qu'il n'a pas l'intention de s'attaquer à la structure des cégeps. Pour le moment du moins.

« Je parlais plus du long terme. Mais dans un avenir prévisible, moi, je n'ai pas l'intention de toucher à ça si je reviens en politique. Il y a des priorités beaucoup plus importantes comme ».

l'évaluation des enseignants au primaire et au secondaire. »

Consentent que son message ait pu être mal interprété, M. Legault a également précisé qu'il ne visait pas la formation collégiale technique (trois ans).

« C'était le secteur général; tous ceux qui s'en vont à l'université font deux années de pré-universitaire dans les cégeps. C'est cette partie-là, si c'était à refaire, qu'on n'aurait pas dû mettre dans les cégeps. »

« Et la phrase que j'ai dite (sur la drogue) c'est un peu une caricature... Je voulais souligner aussi, parce qu'il y a un fond de vérité, qu'il y a un problème de drogue très important actuellement dans nos cégeps et j'ajouterais même dans nos écoles secondaires, et c'est une des causes importantes, à mon avis, du décrochage. »

«Un vieux débat qui est réglé»

La Fédération des cégeps dénonce le discours de François Legault qui remet en question le système actuel et ramène un débat qu'elle croyait mort et enterré.

Le PDG de la Fédération des cégeps, Jean Beuchesne, a sursauté lorsqu'il a pris connaissance de la déclaration de M. Legault.

« C'est déplorable, parce que ce n'est pas assis sur aucune analyse. Ça ne fait pas partie de ses documents d'orientation et c'est un vieux débat qui a été réglé depuis longtemps à notre avis. »

M. Beuchesne a rappelé la réforme du réseau collégial en 1993, les états généraux sur l'éducation de 1996 et le Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial en 2004.

« Dans tous les cas, on a maintenu l'orientation des collèges au Québec, parce que ce n'est pas une structure qui est lourde. »

« Son commentaire laisse entendre que la structure est plus ou moins adaptée aux réalités d'aujourd'hui, ce qu'on conteste vigoureusement. Ça répond aux attentes de la société québécoise. Au pré-universitaire, le taux de diplomation au Québec est de 71 %, l'un des plus hauts au Canada. Alors pour nous, c'est un gage de réussite », a-t-il martelé.

Quant au problème de drogue « très important » qui toucherait les cégeps, la Fédération estime que M. Legault ne fait qu'alimenter des préjugés.

« Ce sont de vieilles histoires. Et ce n'est pas quelque chose qui est exclusif à notre réseau. »

M. Beuchesne s'est tout de même dit rassuré d'apprendre que M. Legault avait exprimé ces idées « à l'improviste », sans avoir l'intention de passer de la parole aux actes s'il devait un jour diriger le Québec.

Ce François Legault a dit:

« Si on avait à rebâtir le système d'éducation au Québec, je pense qu'on ne devrait pas avoir de cégeps. On devrait avoir une sixième année au secondaire, puis une quatrième année au bac à l'université. Là, la question qui se pose, c'est toujours la même chose; dans notre liste de priorités, on ne peut pas s'attaquer à tout. Il faut faire des choix. Est-ce que c'est en haut de la liste ou en bas de la liste ? N'oublions pas qu'au Québec, il y a 48 cégeps avec 48 conventions collectives avec des bâtiments qui sont pour l'instant à peu près pleins. Si demain matin, on les ferme, puis qu'on envoie une année aux écoles secondaires, bien là, elles ne sont pas assez grosses, il faut les agrandir. »

« Même chose avec les universités. Vous voyez, il y a beaucoup de brassage de structures. Par contre, je pense que c'est quelque chose qu'il ne faut pas éventuellement exclure, parce que, comme le disent parfois certains parents, c'est une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et puis à décrocher. Il y a un problème avec nos cégeps, il y a un problème avec le taux de diplomation et il va falloir faire quelque chose avec nos cégeps, ça c'est certain. »

LE SOLEIL : Compression dans les cégeps : La hache dans les services aux étudiants – Mardi 04 octobre 2011

Marc Allard

Craignant de devoir couper dans les services aux élèves, les quatre cégeps francophones de la région métropolitaine de Québec se sont unis, hier, pour dénoncer les compressions de 20 millions \$ que le gouvernement s'apprête à imposer dans les collèges québécois.

Même si cette somme n'a pas encore été retranchée, les cégeps de Sainte-Foy, Limoilou, de Lévis/Lauzon et le Collège François-Xavier-Garneau se préparent déjà à devoir réduire les budgets qu'ils avaient fixés pour l'année.

Selon la présidente du regroupement des cégeps du Québec métropolitain, Carole Lavoie, les quatre collèges n'auront guère le choix de se diriger vers une «attrition des services» aux étudiants.

«Sur le plan de la tâche des profs et des ressources enseignantes, il n'y a aucune coupure à cet égard», assure Mme Lavoie, qui est aussi directrice générale du Cégep de Sainte-Foy. Mais les profs — et les étudiants — vont «s'en ressentir par l'ensemble du soutien qu'on offre autour d'eux», ajoute-t-elle.

Déjà, dit-elle, certains des quatre cégeps ont commencé à réduire les heures des psychologues et des conseillers en orientation et à diminuer les ateliers de langues.

Les compressions pourraient affecter une panoplie d'autres services : les activités parascolaires, l'aide aux étudiants qui ont des troubles d'apprentissage, l'élaboration et l'évaluation des programmes et les services aux étudiants étrangers. Carole Lavoie souligne que ces services sont aussi très importants pour les étudiants des quatre cégeps, qui comptent près de 22 000 étudiants, dont la moitié sont inscrits dans un programme technique.

«Le cégep, c'est une période extrêmement déterminante où les étudiants fixent leurs choix professionnels, dit-elle. Ce n'est pas seulement avec l'enseignement qu'on fait ça, c'est avec toutes sortes d'activités qui deviennent le coeur de la mission tout autant que l'enseignement.»

Les cégeps pourraient aussi être obligés de ne pas remplacer les départs à la retraite et les employés qui quittent leur emploi pour une raison ou une autre.

La ministre Line Beauchamp, a promis que les compressions dans les cégeps n'affecteront pas les services aux étudiants, puisque l'argent sera puisé dans les surplus des collèges, estimés à 90 millions \$.

La Fédération des cégeps estime que ces surplus s'élèvent plutôt à 70 millions \$. Selon elle, plus de la moitié de cette somme est déjà engagée dans des dépenses futures, notamment pour des projets qui touchent les infrastructures, et que le reste sert de coussin pour les imprévus, puisque les cégeps n'ont pas le droit de faire de déficits.

La compression de 20 millions \$ dans les cégeps s'inscrit dans la cible de réduction des dépenses d'environ 200 millions \$ en éducation que le gouvernement a fixée pour atteindre le déficit zéro. Elle s'ajoute aux coupes de 31,3 millions \$ que le ministère de l'Éducation a imposées aux cégeps en mai.

LE QUOTIDIEN : Michel Gravel quittera le Cégep de Jonquière – Vendredi 30 septembre 2011



Le Quotidien, Archives
Michel Gravel

Patricia Rainville, Le Quotidien

(JONQUIÈRE) Le directeur général du Cégep de Jonquière, Michel Gravel, quittera ses fonctions dans huit mois. Fier de son travail accompli, il quittera son poste la tête haute.

Michel Gravel se dit maintenant prêt à faire autre chose. Lorsqu'il a été nommé directeur général, il y a quatre ans, il avait laissé entendre qu'il accomplirait un seul mandat. «C'était une décision difficile à prendre, mais j'y pensais depuis le printemps dernier. Le Cégep de Jonquière va très bien, mais j'ai maintenant d'autres idées en tête», a indiqué Michel Gravel. Même s'il ne s'avance pas sur ses projets futurs, M. Gravel compte bien demeurer dans le secteur de l'éducation. «J'ai déjà été professeur à l'université et j'avoue que ça me tente. Mais je vais m'accorder un peu de temps de réflexion», a affirmé Michel Gravel.

Ce dernier terminera son mandat et agira comme directeur général encore huit mois. Il confie avoir su surmonter plusieurs défis, notamment au niveau des finances de l'établissement et du recrutement international, qui est passé d'aucun étudiant étranger à une centaine.

«Je suis très fier de ce que nous avons accompli au cours des dernières années. Mais un directeur général ne travaille pas seul, j'ai eu droit à une très bonne équipe derrière moi», a indiqué Michel Gravel.

JOURNALMÉTRO.COM / MÉTRO: Les cégeps de Montréal inquiets des effets des compressions – Jeudi 29 septembre 2011, 11h29 – Vendredi 30 septembre 2011



En bref

Les cégeps s'inquiètent

COMPRESSIONS. Le Regroupement des collèges du Montréal Métropolitain (RCMM) s'est dit inquiet des effets des compressions budgétaires exigées par le ministère de l'Éducation. Pour les établissements de Montréal, elles sont évaluées à 30 M\$. Selon le président du RCMM, les compressions nuisent à la mission des cégeps qui est, entre autres, de former de la main-d'œuvre qualifiée et de lutter contre le décrochage. @MÉTRAO

Le Regroupement des collèges du Montréal Métropolitain (RCMM) s'est dit inquiet des effets des compressions budgétaires exigées par le ministère de l'Éducation. Pour les établissements de Montréal, elles sont évaluées à 30M\$.

«Pour les collèges, de procéder à ces coupures ne pourra se faire sans affecter de quelque manière les services à la population étudiante», a indiqué jeudi le président du RCMM et directeur général du collège Dawson, Richard Filion. Il a expliqué que les cégeps ne seront ainsi pas en mesure de répondre à l'exigence du ministère qui est de ne pas toucher aux services aux étudiants.

Ces compressions compromettent leur mission qui est entre autres de former de la main d'œuvre qualifiée, de lutter contre le décrochage scolaire et d'intégrer des immigrants au marché du travail, a ajouté M. Filion. «Les vagues de compressions handicapent sérieusement notre capacité d'action et contrecarrent les efforts collectifs qu'il nous faut faire pour affronter la situation économique chancelante et jeter les bases d'une relance durable», a-t-il fait valoir.

Le RCMM estime que l'objectif du gouvernement d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2013-2014 met trop de pression sur le financement des services publics.

RADIO-CANADA : Abitibi-Témiscamingue : Hausse du taux de placement au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue - Mise à jour le jeudi 29 septembre 2011 à 17 h 46 HAE

Les 140 finissants des programmes techniques du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue de 2010 ont réussi à se trouver un emploi dans une proportion de 95 %.

Il s'agit du plus haut taux de placement depuis 2006. En 2009, il se situait à 82 %.

Le directeur général du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Daniel Marcotte, précise que 87 % des finissants ont trouvé un emploi

dans la région. « Et ce n'est pas juste dans les techniques qui répondent à des besoins immédiats régionaux comme la technique minière et le génie civil », ajoute-t-il.

M. Marcotte croit que l'économie régionale, en progression constante depuis quelques années, serait le principal facteur expliquant ces résultats positifs.

Cet automne, plus de 1600 étudiants ont choisi un des 15 programmes techniques offerts par le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue.

L'établissement remarque cependant une légère baisse des demandes d'admission dans ses programmes préuniversitaires depuis les cinq dernières années.

LA PRESSE : Centre de développement de joueurs de soccer au Cégep Marie-Victorin : Un projet de l'Impact suscite la controverse – Jeudi 22 septembre 2011



Photo: Robert Skinner, La Presse

Des professeurs et des élèves du cégep Marie-Victorin ont manifesté hier devant les bureaux de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, contre le centre de développement pour futurs joueurs que l'Impact veut construire en partenariat avec le collège.

Pascale Breton, La Presse

Un projet de partenariat entre le cégep Marie-Victorin et l'Impact de Montréal, qui souhaite construire un centre de développement pour ses futurs joueurs, suscite la controverse.

Des professeurs et des élèves y voient en effet une intrusion inquiétante du privé. Ils craignent de perdre l'accès à leurs infrastructures.

«On craint l'ingérence des intérêts privés», explique le président du Syndicat des professeurs du collège Marie-Victorin, François Parent.

Les opposants ont d'ailleurs tenu une manifestation hier midi, devant les bureaux de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, pour sensibiliser l'opinion publique.

L'Impact de Montréal a sollicité la direction du cégep en décembre dernier pour un projet estimé à huit millions. Aucune entente n'est encore signée.

Les dirigeants de l'équipe de soccer montréalaise souhaitent utiliser les infrastructures du cégep pour leur Académie de l'excellence destinée à former la relève.

Ils ont l'intention de rénover les terrains extérieurs existants et de construire un pavillon de services qui accueillera le centre de développement des joueurs.

Le cégep pourrait y aménager un nouveau département pour la technique de réadaptation physique qui manque cruellement d'espace actuellement.

Le syndicat des profs est en colère

Mais pour les professeurs, c'est la goutte qui fait déborder le vase. Le collège a en effet été racheté par Québec en 1994 pour être intégré au réseau des cégeps publics. Depuis, l'administration cède petit à petit des parties de ses terrains et immeubles au privé, accuse le Syndicat des professeurs du collège Marie-Victorin.

«On a été sauvés par l'argent du public, l'argent des contribuables et là, le collège vend ce joyau au privé», affirme M. Parent. Il ajoute en outre que l'établissement «est à pleine capacité» et qu'il va bientôt manquer d'espace pour faire du développement.

Le projet a beaucoup évolué au fil des mois et il s'est ajusté aux demandes des professeurs et des élèves, rétorque la directrice générale du cégep Marie-Victorin, Nicole Rouillier, pour rassurer les opposants.

Initialement, le projet de partenariat prévoyait une cession de bail emphytéotique, c'est-à-dire que le collège cédait ses droits sur les terrains et les installations. Ce n'est plus le cas.

Subvention du ministère de l'Éducation

L'Impact s'engage aussi à payer la moitié des coûts liés au projet tandis que l'administration du collège compte sur une subvention du ministère de l'Éducation, dans le cadre d'un programme sur les infrastructures sportives, pour l'autre moitié.

«Nous comprenons que les enseignants préféreraient qu'on aille chercher les fonds du côté du public, mais malheureusement, les fonds publics se font rares. C'est une occasion qui se présente et nous y voyons beaucoup d'avantages», explique Mme Rouillier qui doit présenter la nouvelle mouture du projet au personnel du cégep aujourd'hui.

Du côté de l'Impact de Montréal, on estime que ce projet de partenariat est profitable aux deux parties. «Le projet a évolué au cours des derniers mois et dans une direction qui va plaire à tout le monde», croit le vice-président directeur de l'exploitation du club de soccer, Richard Legendre.

Les installations seront disponibles à la fois pour le cégep, la communauté et les joueurs, rappelle M. Legendre en soulignant qu'il s'agit «d'une belle complémentarité» puisque tous les utilisateurs n'en auront pas besoin aux mêmes heures.

«C'est assez unique qu'une équipe professionnelle sportive fasse ce genre d'investissement dans le développement des jeunes», ajoute-t-il.

LE SOLEIL : Compressions en éducation: le rapport Duchesneau anticollusion nourrit la grogne – Mardi 20 septembre 2011

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Alors que le Québec perd des dizaines de millions de dollars à cause de la collusion dans les travaux publics, le gouvernement impose une fois de plus des compressions aux cégeps, a dénoncé lundi la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Pour atteindre le déficit zéro, le gouvernement de Jean Charest a fixé une cible de réduction des dépenses d'environ 200 millions \$ en éducation pour l'année financière en cours. Sur cette somme, environ 30 millions \$ seraient retranchés dans les coffres des cégeps.

La FECQ déplore que le gouvernement demande aux cégeps de se serrer la ceinture davantage

alors que le rapport Duchesneau vient de révéler que la collusion et la corruption dans les travaux publics sont «un fléau qui nous prive de dizaines de millions de dollars par année».



Photothèque Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve
 Au cours des cinq derniers mois, les cégeps ont fait l'objet de deux vagues de compressions totalisant quelque 61 millions \$.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, rappelle que les coupes dictées par la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, seraient notamment causées par une augmentation des coûts aux Transports.

«Avec le rapport Duchesneau qui a été déposé, on se pose des questions, dit M. Bureau-Blouin. Plutôt que de s'attaquer au vrai problème, de combattre la collusion, on refile la facture aux

citoyens en diminuant la qualité de leurs services.»

Services pas affectés

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, promet que les compressions dans les cégeps n'affecteront pas les services aux étudiants, puisque l'argent sera puisé dans les surplus des collèges, estimés à 90 millions \$, précise son attaché de presse, Dave Leclerc.

En cinq mois, c'est la deuxième vague de compressions que les cégeps subissent. En mai, le ministère de l'Éducation a imposé des coupes de 31,3 millions \$ aux collèges.

Selon la FECQ, les conséquences de la première compression se font déjà sentir. «Ce qu'on a vu dans certains cégeps, c'est qu'on coupait, par exemple, une technicienne en bibliothèque, un psychologue ou un agent de sécurité de moins qu'on embauche, indique Léo Bureau-Blouin. À force de compresser, comme ça, c'est l'expérience de vie au collégial qui s'en trouve diminuée.»

La nouvelle compression d'environ 30 millions \$ arrive en pleine année scolaire, alors que les budgets des collèges sont déjà adoptés et les plans d'effectifs finalisés, déplore la Fédération des cégeps, qui ne voit pas comment les collèges

pourront couper à court terme sans affecter les services aux étudiants.

Iniquités

La Fédération des cégeps estime par ailleurs que les compressions demandées par le ministère de l'Éducation sont inéquitables dans le réseau. Seuls les collèges et les commissions scolaires sont affectés, déplore-t-elle.

L'attaché de presse de la ministre Beauchamp, Dave Leclerc, affirme que, jusqu'à maintenant, les commissions scolaires ont «très bien collaboré» avec le Ministère en ce qui a trait aux compressions, mais qu'il y a eu quelques «réticences au niveau des cégeps».

Les pourparlers se poursuivent cette semaine entre la Fédération des cégeps et le ministère de l'Éducation. Le président de la Fédération, Jean Beauchesne, indique qu'un comité de travail pourrait être mis sur pied afin que les deux parties s'entendent sur une manière d'assurer à moyen terme la stabilité du financement des cégeps, qui alternent entre des périodes de compression et de réinvestissement depuis près de 20 ans.

«Avec des bas et des hauts comme ça, dit M. Beauchesne, on ne peut pas planifier adéquatement.»

RADIO-CANADA : Bas-Saint-Laurent : des compressions en éducation qui font peur pour l'avenir - Mise à jour le lundi 19 septembre 2011 à 9 h 31 HAE

Le monde de l'éducation n'en a pas fini avec les compressions imposées par le gouvernement Charest.

Après les mesures de ce printemps, c'est 200 millions de dollars qui devront être retranchés à nouveau dans tout le réseau, le ministère de l'Éducation sera aussi touché.

Le ministère de l'éducation lui-même absorberait plus du tiers de cette somme, soit 38 %. Les cégeps et commissions scolaires se partageront le reste.

La ministre Line Beauchamp croit que le service aux étudiants sera épargné. Elle compte plutôt puiser dans les surplus accumulés par les établissements.

Réactions

À la Fédération des cégeps du Québec, il est trop tôt pour dire à combien se montera la facture,

mais la marge de manoeuvre est mince. 28 collèges sur les 48 ont adopté un budget déficitaire.

Dans les petits collèges comme celui de Matane, on appréhende les mesures.

Ça peut mettre la survie et le développement du cégep en question et c'est ça qui est dangereux, mais il faut vraiment savoir où seront les réductions budgétaires. — France Dionne, présidente du Syndicat du Cégep de Matane

Certains craignent que ce soit le service aux étudiants qui soit touché. Les discussions avec la ministre se poursuivent.

Les commentaires (2)

Envoyé par [Louise Bertrand](#) de Sept-Îles
 18 septembre 2011 à 09 h 21 HAE

Peut-on récupérer les dollars enfouis dans la collusion construction et les investir dans l'avenir de nos enfants? Mettons les coupables aux amendes. C'est pas plus imbécile que lorsqu'un honnête citoyen paie une contravention. J'ai deux ados au Cégep, cette menace me pèse autant que la corruption me choque.

Envoyé par [Serge Marchand](#) de Sept-Îles
 18 septembre 2011 à 07 h 00 HAE

Ce n'est pas la première fois que je vois cette photo de la ministre Beauchamp. À chaque fois que je vois cette photo, je me dis que c'est vrai que les gens ont ont jusque là de se faire remplir par ce gouvernement.

Le vent semble souffler pour un automne québécois.

RADIO-CANADA : Québec confirme des compressions de 200 millions de \$ en éducation - Mise à jour le vendredi 16 septembre 2011 à 15 h 11 HAE

Le système d'éducation sera confronté à de nouvelles compressions budgétaires de 200 millions de dollars.

Le ministère de l'Éducation épongera une partie de cette somme, tandis que le reste sera réparti entre les établissements d'enseignement.

Ces compressions s'ajoutent à celles de 145 millions annoncées en mai dernier, qui avait déjà affaibli les commissions scolaires et les cégeps de la province.

C'est inquiétant. Si on ajoute des coupures par dessus des coupures, ça va devenir difficile. — Le directeur général du cégep de La Pocatière, Claude Harvey

Une réunion extraordinaire des directeurs généraux des cégeps a eu lieu vendredi à Québec pour discuter du financement de leurs établissements. Selon le directeur général du cégep de La Pocatière, Claude Harvey, cette réunion avait été convoquée à la dernière minute, ce qui laissait présager de mauvaises nouvelles.

Les commentaires (19)

Envoyé par [Claude Boudreau](#) de Québec
 18 septembre 2011 à 15 h 05 HAE

Hey, lachez-nous les baskets avec l'amphithéâtre!!! Les coupures sont le fait d'une direction de l'État à courte vue et l'obsession de Charest a tout vouloir envoyer au privé. Il coupe

partout et dans tout les ministères. On cherche l'incompétence à bas prix partout comme en font foi les processus d'embauche. Alors vos histoire de 200 millions la, vous me faites pitié car vous montrez une aussi courte vue que celle de Charest et sa bande. Ce sont toute les coupures budgétaires et les coupures de poste qu'il faut remettre en question et qui doivent nous révolter car elles vont finir par nous couter largement plus que l'amphithéâtre et ce n'est pas avec des arguments comme cela que l'on arrivera à faire changer les choses. L'objet ici n'est pas votre petite rancune au sujet de l'amphithéâtre, une goutte d'eau par rapport aux coupures successives de budget et services de l'État québécois!

Envoyé par [Emmanuel Bois](#) de Québec
 18 septembre 2011 à 14 h 43 HAE

Ce 200 Millions de dollars de coupure en éducation n'es pas pour payer l'amphithéâtre de Québec. Ce serait de prévoir quelque chose et tous le monde sait que le gouvernement provincial ne planifie pas mais réagit. Il coupe ce 200 millions parce qu'ils l'ont dépenser pour la construction de la salle de l'OSM.

Envoyé par [Marie Gagnon](#) de Québec
 18 septembre 2011 à 13 h 30 HAE

200M de coupe en éducation...200M de subvention provinciale pour la construction du controversé amphithéâtre...bien sûr, c'est un simple

hasard que cette nouvelle (pour le moins tronquée dans son contenu) se retrouve uniquement au volet régional "Québec" avec le "chiffre magique" qui fait palpiter le coeur de tous les détracteurs depuis des semaines...

Envoyé par [Serge Marchand](#) de Sept-Îles
 18 septembre 2011 à 11 h 09 HAE

Ce n'est pas la première fois que je vois cette photo de la ministre Beauchamp. À chaque fois que je vois cette photo, je me dis que c'est vrai que les gens en ont jusque là de se faire remplir par ce gouvernement.

Le vent semble souffler pour un automne québécois.

Envoyé par [T Brown](#) de Montreal
 18 septembre 2011 à 09 h 06 HAE

Cher Radio-Canada.ca,
 « Québec confirme des compressions de 200 millions de \$ en éducation »

Pourquoi n'était-il pas justifier de positionner cette nouvelle dans vos Grands titres?

Un autre 200 millions de dollars coupés dans l'éducation des jeunes aux Québec pour atteindre 345 millions de \$ coupés en éducation juste dans les 9 derniers mois. Mais en 24 heures ce gouvernement n'a eu aucun problème à trouver 200 millions pour un amphithéâtre pour une seule ville pour une équipe de hockey non existante. C'est toute qu'une société qu'on se bâtit là hein.



<p>Envoyé par Erick Gagnon de Quebec 17 septembre 2011 à 14 h 05 HAE ...et en passant, engagez-donc les gens qui travaillent à la perception des programmes de Prêts et Bourses étudiants pour faire le boulot d'enquête sur la construction. D'après mon expérience personnelle, peu importe où ils sont et peu importe leur situation : non seulement ils vont retrouver rapidement les personnes qui ont reçues trop d'argent mais les factures vont se rendre, je vous en passe un papier.</p>	<p>c'est le premier contact avec l'école des enfants - -, mois d'élevés par classes, efforts accru dans les quartiers pauvres, etc), plutôt que de subventionner autant les étudiants au bac (via frais de scolarité très bas). Idéalement, tout serait bien huilé, mais si la vie était comme ça...</p>	<p>200 millions de dollars + un autre 145 millions de dollars coupés dans l'éducation!!! Il me semble que s'il y a une place ou il ne faut pas couper, c'est dans les dépenses pour éduquer les enfants du Québec. Quel dégât dégoûtant. Compromettre l'avenir des jeunes Québécois et Québécoises c'est 100 fois pire que voler l'argent des poches des contribuables.</p>
<p>Envoyé par Erick Gagnon de Quebec 17 septembre 2011 à 13 h 38 HAE Je comprend parfaitement les problème de notre système québécois actuel : faut bien couper quelque-part pour financer le ministère des Transports qui s'enlignait vers des frais juridiques à la hauteur de leur propre degré d'hypocrisie.</p>	<p>Envoyé par A Lebrun de Rive Sud 16 septembre 2011 à 18 h 36 HAE Sept commentaires sur cet article, pourtant une nouvelle tout aussi dévastatrice pour la population, sinon plus encore que les nouvelles dans l'article Rapport de l'Unité anticollusion, ou l'on retrouve plus de 500 commentaires. Triste et désolant. Dans une société civilisée, l'éducation n'est pas un privilège, mais un droit. Mais voilà, ça fait des décennies que la corruption s'infiltrait partout dans la « démocratie » et on est rendu très loin de la société civilisée, puis ce sont les jeunes qui vont payer la note.</p>	<p>Envoyé par Jean François de Montreal 16 septembre 2011 à 14 h 39 HAE La vraie richesse d'une nation pourrait se calculer avec son système d'éducation. Pendant que donnons nos ressources pétrolière, minière, eau, brevet d'invention d'énergie libre, finance une arène à spectacle à coup de centaines de millions ... a des entités qui ce foutent de nous et de nos problèmes, nous choisissons de couper dans le meilleur investissement possible pour une société l'Éducation. (Je dis ici nous car je crois que notre inaction est la seule raison de ces actions). Une population bien éduquée a tendance à moins utiliser la violence pour solutionner ses problèmes, donc moins de juges, avocat, policier ... à payer. Une population bien éduquée a tendance à faire plus attention à sa santé, donc moins de frais liés à la santé.</p>
<p>Envoyé par Marie Giroux de Québec 17 septembre 2011 à 13 h 09 HAE "Un moyen d'économiser.... que le gouvernement cesse de subventionner les écoles privés..." ----- Oui, et des bâtiments à des fins privées, comme l'Amphithéâtre de Québec.....</p>	<p>Envoyé par Guillaume Fortin de Québec 16 septembre 2011 à 17 h 40 HAE Faut Croire que Les priorités Parlementaires du gouvernement Charest et de ses ministres coûtent cher...</p>	<p>Envoyé par Jean François de Montreal 16 septembre 2011 à 14 h 39 HAE Une population bien éduquée a tendance à être plus courtoise, amène des meilleures solutions aux problèmes de société, développe des infrastructures de meilleurs qualités, a moins peur de la différence Mais une population non éduquée votera probablement pour un agglomère de milliardaire qui leurs a dit qu'ils sont mieux pour amener des changements. On pourrait tu d'arrêter de voir l'éducation comme une dépense mais de la voir comme un investissement.</p>
<p>Envoyé par Michel-Antoine Mercure de Québec 17 septembre 2011 à 06 h 46 HAE « Québec confirme des compressions de 200 millions de \$ en éducation Mise à jour le vendredi 16 septembre 2011 à 15 h 11 HAE » C'est la moitié d'un amphithéâtre à Québec ça ! et les dépassements de coûts, on les prendra dans la santé ?</p>	<p>Envoyé par Alain Dumas de Sherbrooke 16 septembre 2011 à 16 h 36 HAE C'est vraiment le "vendredi noir" à laquelle nous assistons, imaginez tous les millions de dollars qu'on sauverait avec une saine gestion des gros travaux de construction, imaginez un Québec sans corruption et la présente nouvelle n'existerait probablement pas, voici un exemple patent, concret, du prix à payer collectivement au royaume de la corruption, pensez-vous réellement que le gouvernement fait cette annonce de gaieté de cœur, Ho que nom il sait très bien qu'il va s'attirer des critiques, j'ai donc l'impression que nos finances vont plus mal que je pensais, Ironiquement, Charest nous dit aujourd'hui ne pas avoir encore lu le rapport sur la corruption toute azimut, lequel rapport met en garde le danger envers la démocratie, il y a danger pour notre démocratie et Charest ne dit ne pas l'avoir lu ce rapport, wake-up ti-jean. Était-il trop occupé à coacher sa ministre Beauchamps dans la façon d'annoncer les coupures en éducation. Tu est chanceux mon ti-jean, bien chanceux qu'il n'y a pas de procédure de destitution au Québec. (mon dégoût explique pourquoi je n'ai pas mis de majuscule au nom des personnages mentionnés dans mon texte).</p>	<p>Envoyé par Gino Leblanc de Sayabec 16 septembre 2011 à 13 h 15 HAE Pauvre Pays que nous faisons !!! La force et le développement d'un pays passe par l'éducation de son peuple. Cuba a un meilleur taux de scolarité que le Canada. Il est ou le tiers monde ??? Mais le Canada manque de main-d'œuvre sous-payé... Si ont les éduquent il va falloir les payer + cher... Non a l'éducation et oui au cheap labor !!!! Ca c'est Conservateur !!!! 200 millions c'est quoi ??? L'entretien annuel de 3-4 avion de combat !!! La sécurité du G20 a coûté combien déjà ??? Juste pour mettre la face de la Reine partout ça va coûter combien ??? Vos firmes de sondages qui nous harcèlent au téléphone tout les mois pour savoir pour qui on va voté ça coûte combien ça ??? Quel gouvernement minable !!! Comme si il n'y avait pas d'autres place à couper !!! Nos écoles sont désuètes avec du matériel et un programme passé date et un personnel à bout desoufflé. Allez un amphithéâtre !!!! Ca c'est important et au diable l'éducation !!! J'ai honte d'être canadien. Et lorsque nous n'aurons plus assez de gens formés pour travailler on ira les chercher à Cuba ... Pauvre pays que nous avons... J'ai honte ... quel peuple minable nous faisons...</p>
<p>Envoyé par Martin Lamoureux de Québec 17 septembre 2011 à 00 h 24 HAE Je comprends mieux maintenant ce que voulait dire Charest quand il disait qu'on se dirigeait vers l'économie du savoir. Ce qu'il voulait dire, c'est qu'on allait économiser sur le savoir, en investissant moins. C'est beau de voir que le ministre annonce des coupures, mais sans nous dire ce qui peut les justifier. J'imagine qu'elle a dû dire une phrase du genre "je tiens à rassurer la population que ces coupures n'affecteront pas la qualité de l'éducation à nos jeunes, qui représentent le futur, et bla bla". Comme si c'était possible! On dirait qu'elle s'adresse à des enfants de maternelle, les seuls assez naïfs pour peut-être la croire...en échange de bonbons!</p>	<p>Envoyé par Sylvain Gagné de Sherbrooke 16 septembre 2011 à 16 h 21 HAE Un moyen d'économiser.... que le gouvernement cesse de subventionner les écoles privées...</p>	<p>Envoyé par Gino Leblanc de Sayabec 16 septembre 2011 à 13 h 15 HAE Pauvre Pays que nous faisons !!! La force et le développement d'un pays passe par l'éducation de son peuple. Cuba a un meilleur taux de scolarité que le Canada. Il est ou le tiers monde ??? Mais le Canada manque de main-d'œuvre sous-payé... Si ont les éduquent il va falloir les payer + cher... Non a l'éducation et oui au cheap labor !!!! Ca c'est Conservateur !!!! 200 millions c'est quoi ??? L'entretien annuel de 3-4 avion de combat !!! La sécurité du G20 a coûté combien déjà ??? Juste pour mettre la face de la Reine partout ça va coûter combien ??? Vos firmes de sondages qui nous harcèlent au téléphone tout les mois pour savoir pour qui on va voté ça coûte combien ça ??? Quel gouvernement minable !!! Comme si il n'y avait pas d'autres place à couper !!! Nos écoles sont désuètes avec du matériel et un programme passé date et un personnel à bout desoufflé. Allez un amphithéâtre !!!! Ca c'est important et au diable l'éducation !!! J'ai honte d'être canadien. Et lorsque nous n'aurons plus assez de gens formés pour travailler on ira les chercher à Cuba ... Pauvre pays que nous avons... J'ai honte ... quel peuple minable nous faisons...</p>
<p>Envoyé par Jean-Michel Tremblay de Montreal 16 septembre 2011 à 19 h 36 HAE Premièrement, je dois dire que je suis d'accord avec les autres intervenants sur le fait que l'investissement en éducation devrait être relativement inébranlable, un peu comme le budget de l'armée aux USA (ils ne couperont jamais dedans) Mais je trouve qu'on a peu inverse les institutions dans lesquelles on investit. Pour moi le plus important de tous c'est l'école primaire, plus secondaire, plus cégep. Si on compare la part du budget de chaque niveau, je trouve qu'on investit beaucoup trop dans l'éducation supérieure. Pas que je sois contre l'université, mais j'aimerais mieux qu'on assiste davantage les écoles primaires (plus de rigueur dans le recrutement --</p>	<p>Envoyé par Sylvain Gagné de Sherbrooke 16 septembre 2011 à 16 h 19 HAE Fallait s'attendre à quoi pauvre petits québécois.... le 200 millions pour l'amphithéâtre il fallait bien que Charest le prenne à quelque part!!!! Un gouvernement qui préfère enrichir un multimillionnaire plutôt qu'investir dans son avenir!!! Vive le Québec et sa société distincte.</p>	<p>Envoyé par A Sirois de LesCedres 16 septembre 2011 à 15 h 49 HAE</p>

LE DEVOIR : Près de 200 millions de coupes en éducation : Les directions des cégeps sont en réunion d'urgence - Vendredi 16 septembre 2011

<p>Lisa-Marie Gervais Des compressions de près de 200 millions de dollars auraient été exigées par le Conseil du Trésor au ministère de l'Éducation, a appris Le Devoir. Selon nos informations, ce dernier économiserait le plus grand effort à faire (77 millions), suivi des commissions scolaires (environ 66 millions) et des cégeps (30 millions). Ces coupes exigées par la présidente du Conseil du Trésor,</p>	<p>Michelle Courchesne, seraient en partie dues aux débordements des coûts liés aux inondations en Montérégie et dans le domaine transport (routes et ponts). «Ce sont des efforts budgétaires demandés par le Conseil du Trésor. C'est fait assez régulièrement», a dit Dave Leclerc, l'attaché de presse de la ministre de l'Éducation. «Ça n'aura aucun</p>	<p>impact puisque c'est des coupes à même les surplus», a-t-il ajouté. M. Leclerc s'est félicité de la collaboration des commissions scolaires francophones et anglophones. «Elles sont prêtes à faire leur part», a-t-il assuré. «Le seul endroit où ça achoppe, c'est les cégeps. Mais on est confiant que M. Beauchesne [président-directeur général de la Fédération des cégeps] va comprendre.»</p>
---	--	--



Photo : Jacques Grenier – Le Devoir
Des étudiants de cégep. Les directeurs des cégeps de la province ont convoqué aujourd'hui une réunion d'urgence.

C'est pourtant un second revers que subissent les commissions scolaires avec ces nouvelles coupes. En mai dernier, la Fédération des commissions scolaires du Québec était montée aux barricades pour s'opposer à des coupes de 110 millions imposées par le ministère de l'Éducation. La Fédération a indiqué qu'elle ne ferait pas de commentaires avant d'avoir plus de précisions sur ces coupes. «On a été informé des compressions, mais on n'a pas de précisions sur les modalités d'application de ces compressions-là.» Les directeurs des cégeps de la province ont convoqué aujourd'hui une réunion d'urgence au cours de laquelle ils vont discuter de la position à adopter face à une telle situation. Rappelons que le p.-d. g. de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, soutenait au Devoir à la fin août qu'il digérait mal les coupes de 31 millions qu'on avait infligé au réseau. L'an prochain le réseau collégial verra encore son budget s'amoinrir, selon ce qu'a prévu le ministère de l'Éducation.

Vos réactions

- P M, Inscrit, vendredi 16 septembre 2011 12h44
du béton contre des cerveaux
Charest peut bien imposer des tableaux électroniques aux enseignants à 5500\$ pièce (alors qu'un projecteur coûte 300\$).
Quand c'est le temps d'acheter des votes et de faire des retours d'ascenseurs avec la mafia de la construction, l'éducation n'a pas de valeur pour Charest.
- Camelot, Inscrit, vendredi 16 septembre 2011 12h48
Pendant ce temps,
On offre des routes pavées d'or à des entreprises étrangères payées avec notre argent.
- Maco, Abonné, vendredi 16 septembre 2011 13h10
Mais
De l'argent pour des gadgets (tableaux blancs) ... ça oui parexemple!

- Jean Francois, Inscrit, vendredi 16 septembre 2011 13h45
La vraie richesse d'une nation pourrait se calculer avec son système d'éducation.
Pendant que donnons nos ressources pétrolière, minière, eau, brevet d'invention d'énergie libre, finance une arène à spectacle à coup de centaines de millions ... a des entités qui ce foutent de nous et de nos problèmes, nous choisissons de couper dans le meilleur investissement possible pour une société l'Éducation.
(Je dis ici nous car je crois que notre inaction est la seule raison de ces actions).
Une population bien éduquée a tendance à moins utiliser la violence pour solutionner ses problèmes, donc moins de juges, avocat, policier ... à payer.
Une population bien éduquée a tendance à faire plus attention à sa santé, donc moins de frais liés à la santé.
Une population bien éduquée a tendance à être plus courtoise, amène des meilleurs solutions aux problèmes de société, développe des infrastructures de meilleures qualités, à moins peur de la différence
Mais une population non éduquée votera probablement pour un agglomère de milliardaires qui leur a dit qu'ils sont mieux pour amener des changements.
On pourrait tu d'arrêter de voir l'éducation comme une dépense mais de la voir comme un investissement.
- François Dugal, Abonné, vendredi 16 septembre 2011 14h15
200 millions, n'est-ce pas le montant promis pour le stade à Québec?
- Albert Descôteaux, Abonné, vendredi 16 septembre 2011 14h22
et les écoles privées?
Bien sûr, on coupe dans les budgets des commissions scolaires, ce qui aura certainement un impact sur la qualité des services que reçoivent les enfants qui fréquentent l'école publique. Pendant ce temps, les écoles privées continueront à recevoir leurs grasses subventions du gouvernement et leurs élèves ne subiront aucune baisse de service. Pourquoi ne pas demander d'effort budgétaire aux petits privilégiés qui fréquentent l'école privée?
- Denis Miron, Inscrit, vendredi 16 septembre 2011 14h54
Débile
C'est exactement le montant que Charest veut mettre pour la construction de l'amphithéâtre de Québec
- Marty Lego, Abonné, vendredi 16 septembre 2011 16h40

Absurdité libérale

Alors que le gouvernement Charest se bute à refuser toute forme d'enquête publique dans le secteur de la construction et que le rapport Duchesneau expose de sérieux soupçons de collusion et de corruption entre des entreprises privées et le Ministère des Transports, le Conseil du Trésor annonce, un vendredi en après-midi, qu'il serait nécessaire de couper 200 millions en éducation. Pourquoi avoir choisi d'annoncer cette nouvelle maintenant? Pourquoi ne pas l'avoir annoncée plus tôt comme mercredi dernier ou plus tard comme lundi prochain? Cette nouvelle devait-elle passer inaperçue?

Nous atteignons le summum de l'absurdité. Certes, il y a des économies à faire au MELS et dans les CS. Mais, mon expérience m'a appris que tôt ou tard ces coupures redescendront jusque dans les écoles.

Doit-on conclure que l'on coupera dans l'éducation pour financer des partis politiques?

Bien qu'on allèguera d'abord le besoin légitime de soutenir financièrement les victimes des inondations en Montérégie, il n'en demeure pas moins que le second motif reste le coût des chantiers en cours dans la province. Devons-nous vraiment amputer les budgets en éducation, voire les services aux élèves dans les établissements scolaires, à cause de la possible cupidité d'anciens et de présents fonctionnaires au Ministère des Transports?

Les commissions scolaires peuvent-elles vraiment absorber des coupures de 66 millions de dollars alors qu'il a été rapporté cette semaine par La Presse que nos écoles publiques étaient, elles aussi comme notre réseau routier, en décrépidité?

Les citoyens toléreront-ils encore une telle décision gouvernementale?

Enfin, le parti Libéral tente-t-il «déjà» de s'acheter des votes avec un stade à Québec en sabrant dans les investissements en Éducation? Vivement des élections! Malheureusement, il a les deux mains sur le volant . . . patience.

Martin Legault, Parent, président du conseil

- Assez merci, Inscrit, vendredi 16 septembre 2011 20h21

C'est le temps!!!

C'est le temps d'exiger de Charest la fin des financements des écoles religieuses, culturelles et privées.

L'argent de mes taxes et impôts doit aller pour le public même si j'ai pas d'enfants

Je suis tanné de payer pour des écoles religieuses juives ou musulmanes et pour le privé.

Assez charette...

CYBERPRESSE : Accessibilité au cégep : un plan national est nécessaire, par Mario Beauchemin, Président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ) et professeur d'histoire au cégep de Sainte-Foy – Mardi 13 septembre 2011 - Mis à jour le mardi 13 septembre 2011 à 14h51

Nous avons appris, à la fin du mois de juin dernier, que près de 900 élèves, qui étaient admissibles au cégep au mois d'août, n'ont pu être admis en raison d'un manque de places dans les collèges de la région de Montréal, un phénomène qui se répète depuis plusieurs années déjà. Il y avait en effet 850 élèves dans cette situation en 2010 et 2000 en 2009.

En dépit des problèmes réels posés par les fluctuations démographiques entre les régions du Québec, nous croyons que la réponse du ministère de l'Éducation à ce problème est trop simpliste et qu'elle souffre d'un manque de vision d'ensemble du réseau collégial. En accordant un

financement supplémentaire aux cégeps de la région de Montréal, alors que plusieurs cégeps en région éprouvent des difficultés à maintenir leur offre de formation, le ministère de l'Éducation démontre, d'une part, son incapacité à mettre en place un véritable plan d'action prenant en considération l'ensemble du réseau collégial et occulte, d'autre part, toute la question de l'occupation du territoire et de l'accessibilité à un enseignement supérieur de qualité partout au Québec.

Ainsi, le contexte actuel dans lequel évoluent les cégeps de la grande région de Montréal et la situation précaire des cégeps en région nécessi-

ent des solutions innovatrices et structurantes dont certaines sont connues et promues par les différents acteurs du milieu collégial.

Une brève analyse du cas particulier du campus du cégep de la Gaspésie et des Îles à Gaspé témoigne du peu d'intérêt que porte le ministère au réseau collégial. La baisse démographique, l'exode des jeunes et la baisse des effectifs étudiants à la fin du secondaire ont des conséquences néfastes sur la situation socioéconomique de la ville de Gaspé et sur la fréquentation du campus de Gaspé. En effet, au cours des 20 dernières années, le nombre d'étudiants qui ont fréquenté chaque année le campus de Gaspé est



passé de 1200 à 585, soit une diminution de plus de 50 % entre 1991 et 2011. Selon la direction générale de la recherche, des statistiques et de l'information du ministère, ce nombre atteindra le seuil critique de 398 étudiants au cours de l'année scolaire 2015-2016.

Évidemment, cette chute dramatique des effectifs étudiants a aussi un impact majeur sur l'économie de la région et sur celle, plus particulière, de la ville de Gaspé. La suppression des emplois consécutive à cette baisse des effectifs étudiants a entraîné un manque à gagner de plus de 37 millions de dollars pour la ville de Gaspé depuis l'année scolaire 2002-2003! Malgré une industrie éolienne naissante, si nous ajoutons à ces pertes celles engendrées par le ralentissement de l'activité économique dans les secteurs des pêches, des mines et de la foresterie, force est de constater que nous parlons ici de l'avenir de toute une région.

Seul un plan d'action national, dont le ministère de l'Éducation serait le maître d'oeuvre, peut assurer, selon nous, la pérennité du réseau collégial. La situation particulière du campus de Gaspé ne représente que la pointe de l'iceberg.

Toujours selon la direction générale de la recherche, des statistiques et de l'information du ministère, en 2014, les 17 régions du Québec auront un effectif étudiant inférieur à celui observé en 2009. Au pire de la décroissance, en 2019, les régions se situeront entre 57% et 90% de leur effectif de 2009.

Des régions se retrouveront-elles privées d'institutions d'enseignement supérieur au moment où elles en auraient le plus besoin? Les jeunes Québécois des régions devront-ils s'expatrier pour obtenir le diplôme nécessaire à leur insertion dans le monde du travail? Quand on sait que le frein le plus important à la fréquentation des études supérieures est l'éloignement de l'institution scolaire, on est en droit de s'inquiéter de l'avenir des jeunes de nos régions.

Certaines mesures, comme l'implantation de programmes exclusifs, la gestion intégrée de la formation professionnelle et de la formation technique dans certains secteurs de formation, l'augmentation du budget d'Emploi-Québec à la formation de la main-d'oeuvre, la valorisation de la formation technique au collégial ou simplement une meilleure diffusion de l'information sur

la diversité des programmes d'études offerts dans le réseau, sont autant de solutions qui pourraient assurer l'avenir des cégeps en régions et celui plus particulier du cégep de la Gaspésie et des Îles à Gaspé.

En outre, jumelée à la mise en place d'incitatifs financiers pour les étudiants qui désirent poursuivre leurs études en région - nous pensons, entre autres, à une bonification du programme des prêts et bourses -, une gestion plus cohérente de l'offre et de la demande de formation dans tout le réseau collégial permettrait de régler en bonne partie le manque de places dans les cégeps de la région de Montréal, en redirigeant ces élèves vers les collèges en région qui offrent les mêmes programmes.

Il faut donc que le ministère de l'Éducation cesse de réagir à la pièce à ces problèmes qui affectent le réseau collégial. Seule la mise en place d'un plan d'action national, qui s'appuie sur une vision globale et cohérente de ce réseau d'éducation, permettra de palier au manque de places dans les cégeps de la région de Montréal et de garantir le développement des cégeps en région.

LA PRESSE / LE SOLEIL : L'engagement des cégépiens récompensé – Jeudi 08 septembre 2011

MARC ALLARD, LE SOLEIL

Arielle Elkrief était furieuse qu'il y ait si peu de contenants à recyclage dans le métro de Montréal, et elle a décidé que ça ne pouvait plus durer.

Plusieurs semaines, deux lettres à la direction de la Société de transport de Montréal et quelques apparitions dans les médias plus tard, l'élève du Collège Dawson a réussi à faire doubler le nombre de bacs à recyclage dans le métro.

Hier soir, lors du premier Gala Forces AVENIR pour les cégépiens, Arielle Elkrief a remporté le prix de l'étudiant engagé par excellence, la distinction la plus convoitée de cette soirée animée par Stéphan Bureau. Elle a été choisie dans cette catégorie parmi neuf finalistes d'un peu partout dans la province.

« Nous sommes vraiment la force du futur et les leaders de demain, a-t-elle dit en acceptant son prix au Théâtre Capitole à Québec. Je suis vraiment honorée d'être ici parmi vous. »

Arielle Elkrief coordonne aussi un projet humanitaire auprès d'enfants orphelins, en Ouganda, et

est tutrice en sciences et en mathématiques. Depuis trois ans, elle est aussi conseillère pour Fusion jeunesse, un organisme à but non lucratif qui a pour mission de contrer le décrochage scolaire.

En plus de la catégorie Étudiant engagé, le Gala Forces AVENIR récompensait des lauréats dans sept autres catégories : entrepreneuriat, affaires et vie économique ; entraide, paix et justice ; arts, lettres et culture ; environnement ; santé et sport ; sciences et applications technologiques ; société, communication, éducation et politique.

Deux finalistes du Collège François-Xavier-Garneau, à Québec, ont remporté les honneurs respectivement dans les deux premières catégories. Il s'agit de la Coop Roue-Libre, qui répare les vieux vélos — et évite aux étudiants de devoir s'en acheter des neufs — et du Comité parents aux études, qui aide les cégépiens qui ont des enfants à conjuguer études et vie familiale.

La liste de tous les lauréats est disponible sur le site du Soleil : www.cyberpresse.ca/le-soleil. Au

total, 48 000 \$ en bourses ont été offerts aux lauréats du cégep.

En janvier 2011, Forces AVENIR a déployé pour la première fois son programme dans tous les cégeps publics de la province. Tout comme les programmes universitaire et secondaire, le programme collégial « vise à reconnaître, à honorer et à promouvoir les étudiants qui font preuve d'excellence et d'engagement de façon remarquable tout en poursuivant avec rigueur leurs études ».

Le président-directeur général de Forces AVENIR, François Grégoire, souligne que l'engagement au cégep a une grande valeur éducative. « Les activités parascolaires et citoyennes aident à la rétention dans l'école, dit-il. Le rôle du système d'éducation, c'est aussi de voir au développement du plein potentiel de la personne. »

LA TRIBUNE : Le Cégep de Sherbrooke interdit la vente de bouteilles d'eau - Mis à jour le mercredi 07 septembre 2011 à 13h40

Isabelle Pion, La Tribune

(SHERBROOKE) C'est maintenant au tour du Cégep de Sherbrooke de mettre un point final à la vente des bouteilles d'eau individuelles sur son campus. L'institution emboîte ainsi le pas à l'Université Bishop's, la Commission scolaire de

la Région-de-Sherbrooke (CSRS) et l'Université de Sherbrooke.

Dans un document interne, le Cégep de Sherbrooke cite un rapport du World Watch Institute, qui indique que la vente de bouteilles d'eau peut représenter un coût de 240 à 10 000 fois supérieur à celui de l'eau du robinet.

Selon une estimation de l'établissement, environ 6300 bouteilles se retrouvaient dans les déchets par année scolaire. Il s'agit de données basées sur la caractérisation des matières résiduelles réalisées au cégep.

THE GAZETTE : Lesson No. 1: An end to culture shock : First nations cegep is the first of its kind in Quebec, with curriculum geared toward aboriginal youth – Monday, September 05, 2011



Photograph by: JOHN KENNEY
THE GAZETTE

Kate Chilton (right) is one of 30 students enrolled at the Kiuna Institution, a modern-looking,

state-of-the-art facility located about 100 km east of Montreal, in the small Abenakis reserve of Odanak.

By CHRISTOPHER CURTIS, The Gazette September 5, 2011

Standing in front of a classroom full of new students, French teacher Jean François Létourneau is still in the early stages of back-to-school mode. He struggles to work the overhead projector, calls on students with unfamiliar names to assist him with the touch-screen white board and is uncertain how many people are supposed to be enrolled in his class.

But despite these hiccups, Létourneau clearly has a gift for engaging teenagers with his subject matter. They laugh at his jokes, answer his questions and sit attentively as he reads an

excerpt from the Occupation of Alcatraz, which serves as the introduction to his First Nations literature class.

By the time he reaches the end of the text, the room is completely silent.

"That was beautiful," one student chimes in. "Where can we get that book?"

Létourneau's interactive, First Nations-centered approach to teaching is the hallmark of the Kiuna Institution, Quebec's only First Nations CEGEP.

While Kiuna adheres to the same educational standards any other CEGEP would, its textbooks, curriculum and mission statement were all authored by First Nations people.

Kiuna opened its doors on Aug. 22 in the small Abenakis reserve of Odanak, about 100 km east of Montreal. Although the launch of this ground-

breaking CEGEP was only announced in November 2010, the project has been in the works for 10 years.

"When we first opened, it gave me goosebumps. It seems so obvious, so logical to have a CEGEP with curriculum geared toward First Nations youth but it's been a struggle to get the project off the ground," said Prudence Hannis, the school's associate director. "Now we're not looking at this is the end game, we want to keep expanding the school and its scope."

Tucked into a gravel lot by Highway 132, the tiny CEGEP looks more like a strip mall than a post secondary institution. But behind its freshly plastered walls, Kiuna is a modern-looking, state-of-the-art facility. Each classroom has a touch-screen chalk board, overhead projectors and new computers. Every class is recorded and posted online.

"We want to be at the forefront not only of aboriginal education, but of education in general," Hannis said. "We want the students to be happy, to participate in their own learning and we want them to get back to their communities and be vehicles of social and economic change."

Hannis and her team of educators have created an environment where students can earn a provincially recognized higher education without the fear of having to shed their cultural roots - an age-old problem when it comes to First Nations children and education.

Few statistics on aboriginal dropout rates exist but First Nations children studying off-reserve are at a distinct disadvantage. First Nations students are nearly three times more likely to drop out of high school than their non-aboriginal

counterparts when studying off-reserve, according to a 2010 Statistics Canada report.

"Leaving a reserve to attend CEGEP, there is a complete culture shock," said Pierre Lainé, the school's head of student affairs and recruitment. "You're living on the fringe of a completely different society, you're a tiny minority and you find yourself constantly having to justify why you're different. You don't have to justify yourself here, you don't have to constantly explain your situation."

Greg Flamanb, one of Kiuna's 30 students, experienced his share of loneliness and alienation when he left his community in northern Quebec to attend CEGEP de Trois Rivières in 2008.

"You just feel tense all time, you feel pushed aside and like you have to hide the fact that you're native," he said. "Here you can be open, you can be proud of yourself and your heritage. It's a lot more comfortable."

Although Flamanb still misses his family and his 16-month-old daughter, who is living in Manawan-an Atikamekw reserve about five hours north of Montreal, he is determined to see his education through. "When I think about my daughter, it motivates me to work hard and go home with an education," he said.

Like most of the CEGEP's students, Flamanb lives in a dormitory in Odanak, a community that has welcomed students from reserves across Quebec.

"It's great because you have all these different people from different reserves and I had never heard of Odanak before coming here," said Samantha Pepin, a former Dawson College student from Kanasatake.

"I didn't know much about native history before coming here either. We would learn history from

the European perspective and you think, 'Okay, that's history.' Now we're learning both perspectives."

For the next four years, Kiuna will work alongside Dawson College and CEGEP de L'Abitibi-Témiscamingue to grow into a larger, more comprehensive school and to continue recruiting students from the far reaches of Quebec. Before the beginning of the school year, Kiuna was expected to reach its maximum capacity of 120 students in five years.

But the sheer enthusiasm First Nations communities have for the institution may be pushing Kiuna's development forward much quicker than expected.

"Now that people have seen it in action, interest is peaking. Right now we offer a social sciences degree in both French and English but we want to expand the amount of programs we offer to include applied sciences," Lainé said.

"The ultimate goal is to create a First Nations university," Hannis said. "But my dream is to have some of these students come back here in 10 years from now and teach classes."

One of the only criticisms that has been raised about Kiuna is the fear that it might create further isolation between its students and non-aboriginal society. Responding to this argument, Lainé said non-aboriginal students are welcome to enrol in the CEGEP.

"More importantly, we want to give First Nations kids a chance to get educated and go out there to meet the outside world as equals," he continued. "To do that you have to be proud of who you are, you have to know who you are and you can't be shy about who you are. It won't ghettoize us, it will open us to the world."

THE GAZETTE : Students from the North ... to CEGEP – Saturday, September 03, 2011



Photograph by: Phil Carpenter
The Gazette

Stacey Kasudluak (left), Sammy Adams, Johnny Padlayat and Louisa Etok are among 13 Inuit students starting their first semester at John Abbott College.

By MONIQUE POLAK

MONTREAL - Sammy Adams, 20, dozed off during his first class at John Abbott College last week. Luckily, his professor didn't catch him. "I was wearing my sunglasses," Adams said, grinning.

With his baseball cap turned backwards and his mirrored Oakley sunglasses, Adams could just be one more cool young guy starting CEGEP at the Ste. Anne de Bellevue college.

But Adams is special. He is one of 13 Inuit students beginning his studies at John Abbott this semester. Back home in Nunavik, Quebec's Far North, most young people drop out of school.

According to a 2009 report issued by the Canadian Council on Learning, 60 per cent of young Inuit adults age 20 to 24 have not completed high school - in contrast to 13 per cent of non-aboriginal young adults. This means that only the brightest, most motivated Inuit students graduate high school. Fewer still go on to CEGEP.

Those who do will require even more courage and determination than other incoming CEGEP students.

The transition to life in the big city is not easy. "The summer heat is way different here. I hate it. I sweat so much. When they see me sweating, everyone knows I'm from the North," said Adams.

He also hates crowds. The population of Kuujuuaq, the largest village in Nunavik, where Adams has lived all his life, is about 2,500 - less than half the number of students enrolled this year at John Abbott.

"I miss being in a place with less people and fewer cars. When I go somewhere here and everyone is always talk, talk, talk - it makes me want to explode," he said.

And yet, despite the academic and personal challenges ahead, Adams is determined to make it at John Abbott. "If I stay, I'll be better off," he said.

After graduating from high school, Adams spent a year working in construction back home. It was his bosses who, recognizing his intelligence, urged him to return to school. "They told me to continue my education - or they won't hire me back," Adams joked.

Inuit students from the North have been studying at John Abbott since 1989. Their education, travel and living expenses are funded by the Kativik School Board. At John Abbott, they get support from the college's Aboriginal Resource Centre, whose mandate is to provide academic and personal counselling to the college's Inuit and First Nations students.

Despite the support, most of the Inuit students who come to study at the CEGEP do not graduate. Of the 160 Inuit students enrolled at John Abbott since 2003, only 20 graduated. But Louise Legault, coordinator of the Aboriginal Resource Centre, says those numbers do not tell the whole

story. "These are not your typical West Island teenagers who come in and do their two years. Some don't graduate, but they change in positive ways. Even after a year away, some go back and get very good jobs," Legault said.

Seventeen Inuit students arrived at John Abbott in the first week of August. They live together in a red brick residence on Maple St., just off campus. The residence is supervised and students must abide by rules, which include an 11 p.m. weeknight curfew, 1 a.m. on weekends.

The students came early in order to take a compulsory 11-day intensive preparation-for-CEGEP course. Taught by Sheri Burke, an academic counsellor with KSB, the course covers essay writing and oral presentations. Three students failed and were sent back to Nunavik; another left after only a few days for personal reasons.

Burke will be keeping a careful eye on the 13 remaining students - and rooting for them. "The majority of them have bought their books and say it's going okay. There are quite a few who'll be fine academically; some will need additional support here or at the learning centre or from their professors," she said.

For most of the Inuit students, English is their second language. At home and with friends, they speak Inuktitut. In addition, high school graduates in Nunavik have not written the same final English exams administered elsewhere in Quebec - making them less well prepared for CEGEP studies.

"I'm nervous about all the work ahead. I'm not used to having so much work all at the same time," said Stacey Kasudluak, 18.

Kasudluak comes from Inukjuak, a village of 1,500 on Hudson Bay.

So far, all Kasudluak says she misses about Nunavik is country food - especially boiled seal and caribou. Kasudluak has set clear goals for herself. "I want to get an education. I want to be

a doctor," she said. She also knows she doesn't want to return permanently to the North. "There are too many problems up there – alcohol and drug-related. I'm not surrounded by those problems as much here. Knowing I want to stay out of the North is keeping me motivated to stay here," she said.

Mike O'Connor, the centre's pedagogical counselor, says dealing with the culture shock will be half the battle for students like Kasudluak. "It's like sending us to Kyrgyzstan," he said. "These young people are coming from a community-oriented traditional society to an individualistic, competitive world, where they have a hard time feeling a sense of belonging. They don't always have the same goals or the same cultural perspective as the other students. One of them told me, 'I'm more alone in a city of three million than I was in my village of 300,'" O'Connor said.

Not all the Inuit students who come to John Abbott are ready to make the transition. Johnny Padlayat, 20, can testify to that. Unusually tall for an Inuk – Padlayat is nearly six feet tall – the first time he came to John Abbott was in 2009, but he left before the semester began.

"I failed the intensive preparation course. So I took a year off and worked in a dead-end job as a stock boy at the Northern Store in Kuujuaq," he said.

Padlayat, who wants to be a stage musician and producer, admits that when he was living in Kuujuaq, he sometimes did too much drinking with friends. "Kids at home cause lots of trouble because there's really nothing to do. There's a lot of vandalism and they steal ATVs," he said. But Padlayat says his drinking days are over.

"The temptation for me now is heavy metal CDs," he said.

Machine Head is one of Padlayat's favourite bands. He especially relates to their song Days

Turn Blue to Grey: "That's the main thing of back home – what a troubled family is going through. Kids are being abused. That's why they're not listening to their parents," he said.

Louisa Etok, 20, spent a year working at the daycare centre in Kangiqsualujjuaq, before coming to John Abbott. Because Kangiqsualujjuaq, which is located on Ungava Bay, has a population of only about 700, people know each other by name. But Etok says many of the kids and teens in her village are out of control: "They don't listen to their parents. They're out all night and they steal vehicles," she said.

Even so, Etok has been feeling a little homesick. Her homesickness struck two weekends ago when she was in the living room of the Maple St. residence, watching a movie with her new friends.

"I usually watch movies with my family," she said. After the movie, Etok phoned her mom in Kangiqsualujjuaq. Etok says she got weepy during the call, but her mother managed not to cry. "She told me, 'Continue your schoolwork and your education,'" Etok said.

Tina Tupper who works days at the residence is the unofficial den mother. She cooks for the students and lends an ear when they need it. "I don't ask questions. If they want to talk to me, I'm there for them. I've heard a lot of stories over the years," said Tupper.

And of course, the students have each other. Though most have only known each other for about a month, there are signs they have already formed a tight-knit circle. They walk to class together, hang out in their shared living room, and take the bus and métro to downtown Montreal together.

Last week, some of the students came downtown to meet up with Sapina Snowball. About to start her first year at Concordia University, Snowball,

20, is a graduate of John Abbott. She and Etok share the same birthday and went to school together in Kangiqsualujjuaq. Snowball offered her old friend some advice for dealing with homesickness and for succeeding at Abbott. "Home will stay there forever and you won't be here forever. Do your work, hand it in on time and make friends with your teachers," Snowball said.

The students are all looking out for McCombie Annanack, who at 15 (he skipped Grades 1 and 4), is the youngest of the Inuit students. This is already the longest Annanack has been away from his family in Kangiqsualujjuaq.

There were 12 students in Annanack's kindergarten class. Five have dropped out of school.

Annanack plans to return to live in the North. "I'm going to law school after this. I want to work up North and protect the people there," he said.

Annanack misses country food, too. Luckily for him, he went to the airport two weekends ago to collect a care package. "My mom's friend brought me bannock, frozen Arctic char, and arpiq," he said.

On the outside of the bag of frozen arpiq – or cloudberry – his mom has written: "Thaw some and keep some frozen for later." She is also the one, Annanack says, who must have caught the Arctic char.

Annanack plans to fry up the char himself in the kitchen of the residence. Then he'll do something typically Inuit. "I'm going to share it with my friends here," he said.

Writer Monique Polak will check in with these new students toward the end of their first semester at John Abbott College.

LE DEVOIR : En bref - Hausse du nombre d'étudiants avec des besoins particuliers – Jeudi 1er septembre 2011

Le Devoir

Une étude commandée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a révélé que le nombre d'étudiants avec des besoins particuliers (souffrant de divers troubles et handicaps) au collégial connaît une hausse fulgurante. Entre 2005 et 2009, ce nombre serait passé de 1260 à 4709, soit une augmentation de près de 280 %. Rien que dans la catégorie des «populations émergentes», soit les élèves ayant des troubles

d'apprentissage, des problèmes de dyslexie, etc., cette hausse est de 1150 % pour la même période de temps.

La FECQ émet ainsi huit recommandations destinées au ministère de l'Éducation et aux cégeps. Elle invite ces derniers à notamment se doter de plans d'intervention pour ces élèves, à s'assurer du suivi de leurs dossiers du secondaire, à clarifier le rôle des enseignants et à assurer des services de qualité dans tous les cégeps. Le

président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, reconnaît que certaines mesures sont coûteuses. «Mais il y a des mesures qui ne nécessitent pas de ressources, comme demander le transfert du dossier d'un étudiant. Ce n'est qu'un envoi postal, a-t-il dit. Mais c'est sûr qu'à long terme il va falloir bonifier les services.» Un autre volet de cette étude, qui portera cette fois sur le financement et l'accès aux services de diagnostic, sera rendu public au début de l'hiver.

JOURNALMETRO.COM : Hausse importante des cégepiens en difficulté - Mis à jour: 31 août 2011 16:20

La Fédération étudiante collégiale du Québec a rendu publics mercredi les résultats d'une étude sur les cégepiens ayant des besoins particuliers

Les services qui leur sont offerts varient d'un établissement à l'autre



Métro

MARIE-EVE SHAFER

Dans la foulée du nouveau pédagogique, au primaire et au secondaire, on s'est mis à diagnostiquer plus et mieux les élèves qui avaient des difficultés d'apprentissage. En en diagnostiquant plus, on constate donc une augmentation

de ces élèves au collégial. -Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ

La ministre à l'écoute

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, entend analyser les recommandations qu'a formulées la FECQ. «On n'est jamais fermé aux nouvelles propositions», a dit son attaché de presse, Dave Leclerc. Ce dernier a précisé que ces cégepiens ayant des besoins particuliers font partie des préoccupations du ministère. Des discussions à ce sujet ont d'ailleurs été engagées au printemps 2010 avec la Fédération des cégeps. Ils ont déjà convenu que la prise en charge de ces étudiants devrait relever des établissements et non du ministère. Pour ce qui est du financement des services, la fédération réclame un budget récurrent de 13 M\$ par année. Québec lui a octroyé 3 M\$ lors du dernier budget.

De 2005 à 2009, le nombre de cégepiens ayant des besoins particuliers a explosé, passant de 1260 à 4709, indique une étude réalisée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Or, seulement un dixième de ces étudiants atteints d'un handicap physique, d'un trouble d'apprentissage ou d'un problème de

santé mentale demandent de l'aide, a fait savoir le président de l'organisation, Léo Bureau-Blouin.

Comment expliquez-vous cette hausse des étudiants en difficulté au cégep?

Dans la foulée du nouveau pédagogique, au primaire et au secondaire, on s'est mis à diagnostiquer plus et mieux les élèves qui avaient des difficultés d'apprentissage. En en diagnostiquant plus, on constate donc une augmentation de ces élèves au collégial. Aussi, les écoles primaires et secondaires ont l'obligation de faire des plans individuels d'intervention pour accompagner les jeunes et assurer leur réussite. On peut penser que cela a eu un effet positif sur la persévérance scolaire de ces jeunes.

Présentement, est-ce que les cégeps offrent des services à ces étudiants?

C'est très disparate d'un cégep à l'autre. Certains cégeps ont obtenu des ressources particulières du ministère de l'Éducation pour développer des programmes ambitieux d'intégration des élèves en difficulté. Il y a le Cégep du Vieux-Montréal, le Cégep de Sainte-Foy et le Collège Dawson. Cependant, dans les autres cégeps, on se rend compte que les gens ne connaissent pas le phé-

nomène et qu'ils n'ont pas les ressources pour offrir des ressources aux étudiants.

La FECQ propose notamment de faciliter le transfert du dossier des jeunes de l'école secondaire au collégial, de produire de nouveaux plans d'intervention et de donner les moyens aux cégeps d'offrir davantage de services. Vos recommandations visent en fait à reconduire les mesures qui sont prises dans les écoles secondaires dans les cégeps...

Il y a beaucoup d'initiatives qui sont présentes dans les écoles primaires et secondaires qu'on pourrait mettre en place au cégep. On propose d'intégrer à 100% les étudiants à besoins particuliers dans les classes ordinaires. Pour les

étudiants ayant des troubles auditifs par exemple, on suggère de les regrouper ensemble dans les cours de communication (anglais, français, littérature et philosophie). On pense qu'on pourrait peut-être assumer un peu mieux leurs besoins. Mais ce n'est pas une mesure obligatoire ou coercitive, c'est une suggestion.

Avez-vous chiffré vos recommandations?

Au début de l'hiver, on dévoilera une deuxième partie de notre étude dans laquelle on sera plus à même d'évaluer les nécessités au niveau financier. Mais il ne faut pas faire de cachette, quand on veut offrir davantage de services, ça prend des ressources adéquates.

La FECQ veut encourager ces étudiants en difficulté à étudier et à obtenir un diplôme,

mais avez-vous réfléchi à leur entrée sur le marché du travail?

Les étudiants ayant des besoins particuliers se placent en emploi de manière équivalente aux étudiants qui sont sans besoin particulier. Au niveau collégial, on veut leur fournir des outils pour mieux réussir. À l'étudiant dyslexique, on pourrait par exemple lui offrir plus de temps pour terminer un examen ou un support informatique pour son épreuve uniforme de français. Ce genre d'outil pourra aussi lui être utile sur le marché du travail. Les étudiants développent aussi au fil du temps de nouvelles aptitudes et plus d'autonomie. Les troubles d'apprentissage et d'attention s'estompent dans la vie adulte.

COGECO NOUVELLES : Cégep: de plus en plus d'élèves en difficulté - mercredi 31 août 2011 à 05h47.

Publié par Alexandre Lebrun

(Cogeco Nouvelles) - Le nombre d'élèves en difficulté et aux prises avec des problèmes psychologiques a bondi de 1150 % en cinq ans dans les cégeps du Québec selon un document dont La Presse a obtenu copie.

Une étude réalisée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et intitulée *Éthique pour une égalité des chances*, révèle que 2143 élèves en difficulté fréquentaient les cégeps en 2009 comparativement à 183 en 2005.

Entre 2005 et 2009, les élèves avec des besoins particuliers sont passés de 1260 à 5000 dans le réseau collégial, soit un bond de 281 %.

En raison du manque de formation, plusieurs enseignants se sentent impuissants lorsqu'ils ont affaire à un étudiant dépressif, bipolaire ou souffrant d'un quelconque problème de santé mentale.

En ce qui concerne les services offerts aux étudiants, ils sont souvent méconnus, inappropriés et ils souffrent d'un manque d'uniformité au sein de la province.

La note de service de la FECQ propose huit recommandations destinées au ministère de l'Éducation et à la Fédération des cégeps afin de corriger la situation.

La FECQ suggère notamment aux commissions scolaires de demander l'autorisation aux élèves de faire suivre leur dossier au niveau collégial, ce qui permettra de mieux dresser la liste des besoins particuliers dans les cégeps.

De plus, un plan d'intervention adapté à chacun doit être fait, comme c'est le cas au primaire et au secondaire, estime la FECQ.

LA PRESSE : Élèves en difficulté au cégep : Dix fois plus de cas en cinq ans - Mercredi 31 août 2011

«Plusieurs enseignants se sentent démunis devant des situations difficiles, comme lorsqu'ils sont en présence d'étudiants souffrant d'un trouble de santé mentale», révèle une étude réalisée par la FECQ.



PHOTOFRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE
Selon la FECQ, seulement un étudiant en difficulté sur dix aurait recours aux services dont il a besoin.

PASCAL BRETON

Schizophrènes, autistes, dyslexiques ou hyperactifs, le nombre d'élèves en difficulté explose dans les cégeps.

Les cas de troubles d'apprentissage, de déficits de l'attention ou de problèmes de santé mentale ont bondi de 1150%. On recensait 183 cégépiens en 2005, il y en avait 2143 en 2009.

C'est ce que révèle le document *Éthique pour une égalité des chances*, une recherche sur les

élèves qui ont des besoins particuliers, réalisée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et que La Presse a obtenue.

Les enseignants se sentent particulièrement impuissants quand ils ont affaire à un étudiant dépressif, bipolaire ou souffrant d'un quelconque problème de santé mentale. Ils manquent de formation pour réagir adéquatement.

« Plusieurs enseignants se sentent démunis devant des situations difficiles, comme lorsqu'ils sont en présence d'étudiants souffrant d'un trouble de santé mentale. Il est important que les enseignants, répondants de première ligne, soient mieux outillés », peut-on lire dans la recherche d'une centaine de pages.

Étant donné l'arrivée massive d'élèves en difficulté dans les cégeps, la FECQ a voulu avoir un portrait de la situation. C'est la raison pour laquelle elle a commandé cette étude.

De 2005 à 2009, les élèves avec des besoins particuliers sont passés de 1260 à près de 5000 dans le réseau collégial. C'est un bond de 281%. La clientèle de cégépiens présentant un déficit visuel, auditif ou moteur est demeurée relativement stable au fil des ans. L'augmentation est plutôt due à la présence des élèves avec des troubles d'apprentissage, des problèmes de santé mentale ou un déficit d'attention qui, elle, a décuplé pendant la même période.

Des services inadéquats

Le problème, note la FECQ, c'est que les services sont souvent inadéquats ou méconnus et ils sont également loin d'être uniformes au Québec.

Seulement un élève sur dix aurait recours aux services dont il a besoin. Pourtant, un élève en difficulté, qui a accès aux services adéquats,

réussit aussi bien, sinon davantage que la moyenne des collégiens, souligne la recherche.

Certains établissements d'enseignement qui ont été les premiers à travailler auprès d'élèves avec des besoins particuliers s'en sortent mieux. C'est le cas du cégep du Vieux Montréal et du collège Dawson, ainsi que du cégep de Sainte-Foy, à Québec.

« Dans le reste du réseau, c'est très disparate. Une de nos préoccupations est de nous assurer qu'il y ait des services de qualité sur l'ensemble du territoire », explique le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Huit recommandations

Pour corriger le tir, la Fédération soumet huit recommandations destinées au ministère de l'Éducation et à la Fédération des cégeps.

Il faut faciliter le passage du secondaire vers le collégial. La FECQ suggère aux commissions scolaires de demander l'autorisation aux élèves de faire suivre leur dossier au collégial. De cette façon, l'élève qui a des besoins particuliers sera connu et aura accès à des services dès son entrée au cégep.

De même, un plan d'intervention adapté à chacun doit être fait, comme c'est le cas au primaire ou au secondaire, croit la FECQ.

Permettre par exemple à un élève dyslexique d'utiliser un ordinateur ou certains logiciels suffit parfois à améliorer ses chances de réussite.

Une deuxième phase de la recherche paraîtra l'hiver prochain. Elle abordera la question du financement et de l'accès aux services de diagnostic.

RADIO-CANADA / Mauricie : De nouveaux laboratoires au Cégep de Trois-Rivières - Mise à jour le vendredi 26 août 2011 à 13 h 51 HAE

Les nouveaux laboratoires du Cégep de Trois-Rivières ont été inaugurés vendredi matin en présence du ministre de l'Industrie, Christian Paradis et de la députée de Trois-Rivières, Danielle St-Amand.

En plus de servir à la restauration de laboratoires de sciences, l'aide financière des gouvernements fédéral et provincial, qui totalise 4,5 millions de

dollars, a également permis d'améliorer la ventilation et la climatisation de l'institution d'enseignement.

La subvention a permis l'aménagement de locaux à la fine pointe de la technologie, ce qui améliorera l'environnement d'apprentissage, tant pour les étudiants que pour le personnel enseignant.

« Je me réjouis que les étudiants aient maintenant à leur disposition des installations modernes et sécuritaires leur permettant de recevoir une formation de qualité dans un environnement sain », a mentionné la députée de Trois-Rivières, Danielle St-Amand.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Brèves : Hausse d'inscriptions dans les cégeps – Vendredi 26 août 2011

(Agence QMI) La Fédération des cégeps enregistre une hausse de 1,4 % du nombre d'inscriptions par rapport à la même époque l'an dernier. Les données sont préliminaires, mais elles signifient néanmoins un peu plus de 78 000 inscriptions dans les 48 établissements de la

province. Caroline Tessier, porte-parole de la Fédération, a précisé qu'il s'agit d'un taux d'augmentation marginal, mais que la tendance s'observe depuis de nombreuses années. « C'est intéressant de constater que cette croissance défie les prédictions du ministère qui prévoient

une diminution du nombre d'inscriptions ces dernières années », a-t-elle indiqué. Les régions du Centre-du-Québec, de Lanaudière et des Laurentides ont enregistré les hausses d'inscription les plus importantes.

RADIO-CANADA : Abitibi-Témiscamingue : Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue s'inquiète des compressions budgétaires - Mise à jour le jeudi 25 août 2011 à 16 h 51 HAE

La direction du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue craint que les compressions budgétaires prévues en 2012-2013 touchent les services aux étudiants.

Jusqu'à maintenant, l'établissement régional a vu son budget amputé de près de 330 000 \$ après la réduction budgétaire de 31 millions de dollars imposée dans le réseau collégial en avril dernier par le ministère de l'Éducation.

Le directeur général du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Daniel Marcotte, affirme qu'une nouvelle coupe pouvant atteindre 600 000 \$ laissera peu de marge de manoeuvre à l'organisation.

« On sait que la plus grande partie de notre budget est incompressible, c'est de la masse enseignante », ajoute-t-il.

Le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beausnesne, croit que les institutions ne sont pas en mesure d'encaisser une seconde vague de compression.

« La première année des coupures a permis d'équilibrer les budgets parce que plusieurs collèges avaient des surplus accumulés, dit M. Beausnesne. Mais on ne pourra pas faire ça deux années d'affilée sans toucher les services aux étudiants. »

De son côté, le président du Syndicat du personnel enseignant au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Philippe Naud, souligne que la clientèle étudiante ayant des besoins particuliers, en augmentation dans les cégeps, sera la plus touchée.

« Pour un enseignant, travailler avec une classe de 30 élèves, c'est possible. Par contre, on n'a pas le temps ou les ressources supplémentaires pour aider ces élèves-là qui en auraient besoin », ajoute M. Naud.

La fédération des cégeps croit qu'à plus long terme, les compressions budgétaires risquent de nuire à la rétention de la clientèle étudiante.

LE DEVOIR : Éditorial : Rentrée scolaire - Défis chiffrés, par Marie-Andrée Chouinard – Jeudi 25 août 2011

C'est dans un contexte d'austerité qu'on ne peut nier que se joue la rentrée scolaire 2011-2012. Le cap sur le déficit zéro frappe les réseaux primaire, secondaire et collégial de compressions qui ne peuvent rester sans effets. Les universités goûteront au réinvestissement promis, dont une portion imposante est toutefois exigée des étudiants. La grogne s'installe...

Le joyeux chaos qui accompagne généralement la rentrée scolaire est étouffé cette année par des protestations venues de plusieurs fronts. Toutes relèvent d'un apparent paradoxe: celui de devoir tout mettre en branle pour favoriser la réussite tout en comprimant les budgets afin de répondre aux exigences du gouvernement.

Cette année, tout le monde y passera. L'éducation demeure — ô mystère — une priorité bonne à trôner dans les premières strophes des discours officiels, mais cela ne la protège aucunement des coups de rouleau compresseur. Les cégeps et les commissions scolaires ont reçu au printemps la mauvaise nouvelle de coupes qu'ils tentent maintenant d'intégrer au budget des établissements, sans sombrer dans les déficits — interdits par la loi. Il est tout à fait impossible que ce régime soit sans incidence sur la vie scolaire.

Le nouveau président de la Fédération des cégeps, Jean Beausnesne, a raison de dénoncer ce qu'il appelle la gestion «yo-yo» des budgets destinés aux réseaux scolaires, tout particulièrement le sien. Un recul de quelques années dévoile les montagnes russes que doit subir la comptabilité collégiale: des millions investis une année s'envolent en fumée l'année suivante, à la faveur de retraites non prévus. L'année d'après, une manne tombe.

Mais ces surplus destinés à faire du développement ne sont jamais protégés très longtemps. Cette année, 31 millions en compressions tombent comme un poids dans le budget des cégeps, qui avaient pourtant associé à un nouveau souffle la marge de manoeuvre de 90 millions liée au réinvestissement fédéral de 2008. Résultat: des projets tout juste mis en branle doivent être stoppés. Au mieux, on les mettra sur pause, dans l'attente d'une nouvelle promesse d'argent frais. Un déplorable jeu de yo-yo, en effet.

Pas très loin de ces gestionnaires de collègues qui s'arrachent des pans de chevelure, les étudiants entament une rentrée qui n'aura rien de tranquille. L'augmentation imposante des droits de scolarité à l'université donne lieu à une contestation étudiante qui s'organise de mieux en mieux.

Même si certains y voient un bougonnement attendu et que d'autres vont jusqu'à y décoder les élans d'une «jeunesse bornée et immature» — l'étudiant Bruno Falardeau, publié hier dans Le Devoir et dont la lettre «Qu'ils cessent de nous faire honte!» a engendré un flot de réactions outrées —, l'expression de ce désaccord est tout à fait justifiée. Souhaitons que les étudiants aient droit à de courageux appuis.

Nous réitérons notre désaccord avec la nature de cette hausse imposée aux étudiants, et tout spécialement la désinvolture avec laquelle on a présenté une augmentation fulgurante dont on ne connaît pas du tout les effets sur l'accessibilité. À côté d'une seule certitude — la hausse décrétée — demeurent des parcelles de flou artistique en ce qui a trait par exemple au programme d'aide financière bonifié qui doit accompagner cette augmentation ou à la participation des entreprises à l'effort.

Étudiants mécontents. Gestionnaires préoccupés. Ils n'aiment pas la facture qu'on vient de leur refiler. C'est peut-être qu'ils craignent l'effet secondaire de cette déferlante de chiffres: que sur la route de la réussite, on multiplie les faux pas.

LE DEVOIR : 1ère page : Jean Beausnesne au Devoir - Le réseau collégial en a assez de l'instabilité financière : «On ne peut pas développer une offre de formation de qualité en jouant au yo-yo», affirme le nouveau p.-d.g. de la Fédération des cégeps – Jeudi 25 août 2011



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Jean Beausnesne

Lisa-Marie Gervais

La Fédération des cégeps en a assez d'avoir à jouer au «yo-yo» et de gérer un réseau instable, qui oscille au gré des compressions et des réinvestissements. Cela met en péril la qualité de l'enseignement dans le réseau, a confié au Devoir le nouveau président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beausnesne, lors d'une rencontre éditoriale.

Au cours des 20 dernières années, la Fédération a calculé qu'il y avait eu, en alternance, des compressions de 307 millions et des réinvestissements de 167 millions. Et en plus de gérer avec 31 millions en moins cette année, le réseau collégial subira encore des coupes budgétaires l'an prochain. Il y avait pourtant eu des réinvestissements du provincial et du fédéral totalisant 90 millions au cours des cinq dernières années. «C'était l'oxygène qui permettait à nos cégeps de mettre en place des projets particuliers et innovateurs sur le plan pédagogique. On se fait maintenant couper le tiers de cette marge de manoeuvre, a-t-il déploré. Sur le terrain, on ne

peut pas développer une offre de formation de qualité en jouant au yo-yo. [...] C'est une attaque directe à la qualité de l'enseignement.»

Certains cégeps commencent à peine à pouvoir mettre en branle les projets pour lesquels ils avaient reçu des fonds provenant notamment des transferts fédéraux, régis par des ententes. Dans certains cas, les nouvelles compressions budgétaires viendront anéantir tous ces efforts. «Bien qu'on n'ait pas pu complètement éviter certaines coupes dans les services aux étudiants, on a mitigé les dégâts. Mais on ne pourra pas le faire deux années d'affilée», a indiqué M. Beausnesne, qui dit envier les universités qui ont obtenu, grâce à un réinvestissement échelonné sur cinq ans, la stabilité de leurs finances.

Aux coupes dans le réseau collégial s'ajoutent celles de la loi 100, qui se traduisent par le non-remplacement d'un employé administratif sur deux et des réductions de 25 % en frais de publicité, de déplacements et de formation. Croulant sous cette pression budgétaire, 28

cégeps sur 48 ont même déjà annoncé leur intention d'adopter des budgets déficitaires et d'autres pourraient encore se prononcer. Techniquement, cela est interdit par la loi, mais c'est permis si les cégeps ont un solde de fonds dans lequel puiser.

De l'aide!

La Fédération des cégeps exige davantage d'aide du gouvernement pour former la main-d'oeuvre qui devra pourvoir les quelque 700 000 emplois d'ici 2014. M. Beauchesne s'est montré plutôt déçu des 13 pistes de solution auxquelles sont arrivés les ministres de l'Éducation et de l'Emploi et de la Solidarité sociale, lors de la rencontre nationale sur l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail en juin dernier. «Je crains que les résultats annoncés ne soient pas à la hauteur des attentes, a-t-il dit en demandant plus d'aide financière du gouvernement. On dirait que le gouvernement reconnaît que pourvoir ces postes est une priorité nationale, mais les moyens ne suivent pas.»

Certaines «formations sur mesure» sont actuellement données dans certains cégeps en parte-

nariat avec une entreprise, comme le cégep de Granby et IBM. La formation est payée par l'entreprise qui elle, en échange, recevra en son sein les travailleurs qui en seront issus. Malgré ce nouvel argent qui entre, ce n'est pas suffisant pour éponger le déficit, soutient M. Beauchesne. «Nous, on est déjà en train de développer une stratégie pour ne pas avoir de compressions dans notre année 2012-2013, et la principale clé, c'est le gouvernement», a-t-il avancé.

Des étudiants pas plus cancrs

Contrairement aux prédictions du ministère de l'Éducation, les étudiants seraient cette année légèrement plus nombreux. Selon des données préliminaires, 174 861 étudiants sont inscrits cet automne dans l'un ou l'autre des 48 cégeps, soit 1,4 % de plus que l'an dernier. La hausse la plus marquée se trouve dans le Centre-du-Québec, soit 8,7 % (297 étudiants).

Au dire de M. Beauchesne, ces étudiants, qui constituent la deuxième cohorte de la réforme, ne sont pas des cancrs, comme plusieurs l'avaient craint. Au contraire, ils seraient même beaucoup plus critiques et plus ouverts sur le

monde. «Ils sont de plus en plus branchés, de plus en plus sceptiques, mais dans le sens positif du terme», a dit le p.-d.g. en parlant de la génération C (pour computer). «Ils ne sont pas moins dynamiques qu'avant et on ne peut pas conclure qu'ils sont moins préparés. Ils sont différents, tout simplement.» Les craintes exprimées précédemment par le réseau n'avaient donc pas lieu d'être? «Pour la Fédération, c'était très préoccupant, car on n'avait pas d'écho du ministère à ce moment-là, a-t-il expliqué. Ce l'est encore, mais ce n'est pas la catastrophe annoncée.»

Préoccupé par les moyens de pression que les étudiants, mécontents de la hausse des droits de scolarité, menacent de mettre à exécution, M. Beauchesne rappelle la position de la Fédération. «Notre angle, c'est de leur permettre de se manifester, mais nous, c'est de maintenir les cours et de ne pas porter atteinte à la qualité de l'enseignement. Le reste ne nous concerne pas, on n'embarque pas dans ce débat-là», a-t-il soutenu.

LA PRESSE : Les coupes font mal aux cégeps : la formation des adultes et la lutte contre le décrochage sont en péril, plaide la Fédération – Jeudi 25 août 2011



Photo: François Roy, archives La Presse
La Fédération des cégeps se démène pour maintenir les services malgré les compressions de 31,3 millions imposées par le gouvernement cette année.

Pascale Breton, La Presse

Les compressions-surprises que Québec impose aux cégeps pour les deux prochaines années mettent en péril l'atteinte d'objectifs fondamentaux comme la rétention de la clientèle et la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée, affirme la Fédération des cégeps.

Le ministère de l'Éducation a imposé aux cégeps des compressions de 31,3 millions cette année. Ce sera la même chose en 2012-2013, après quoi on annonce un réinvestissement.

Il est urgent de consolider et de stabiliser le financement du réseau des 48 cégeps, presse le

président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, en tournée médiatique cette semaine à l'occasion de la rentrée. «Il faut continuer de travailler pour trouver des moyens imaginatifs d'assurer la stabilité. On ne peut pas investir et désinvestir», dit-il.

Déjà, 28 cégeps prévoient un déficit cette année et devront puiser dans leurs surplus accumulés. Les cégeps feront face à des défis de taille dans les prochaines années. D'abord, les prévisions laissent entrevoir une baisse importante de la clientèle.

Cette année, avec 174 861 élèves inscrits, l'ensemble du réseau enregistre une hausse de 1,4%, mais leur répartition est inégale. Les 12 cégeps de Montréal sont pratiquement complets. La croissance se fait aussi sentir en Montérégie, dans Lanaudière, dans les Laurentides et dans le Centre-du-Québec, où la clientèle a fait un bond de 8,7% cette année, notamment grâce à l'implantation de programmes régionaux spécialisés. Mais ailleurs, le nombre d'élèves inscrits diminue, comme au Saguenay-Lac-Saint-Jean, où la baisse est de 2,4%.

«Des régions sont plus à risque. Ce qu'on voit dans la lorgnette n'est pas rassurant», déclare M. Beauchesne.

Pour contrer la baisse de clientèle dans les régions, la Fédération mise notamment sur les programmes exclusifs, offerts par certains cégeps seulement, et sur le recrutement d'élèves étrangers. Les élèves étrangers permettent à

certaines cégeps d'ouvrir des cohortes, ce qui ne serait pas possible autrement. On compte 1600 élèves étrangers dans le réseau. La Fédération aimerait en voir quelques milliers de plus.

Formation continue pour les adultes

L'autre défi majeur est la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée. Les besoins seront importants dans les prochaines années, rappelle M. Beauchesne. Pourtant, la formation continue des adultes est négligée.

«C'est une préoccupation plus pointue cette année parce que les données d'Emploi-Québec prévoient qu'il y aura 700 000 emplois à pourvoir dans les six ou sept prochaines années», explique M. Beauchesne.

Quelque 25 000 adultes qui sont déjà sur le marché du travail suivent une formation collégiale pour se perfectionner, mais environ 5000 sont laissés en plan chaque année, faute de budget.

«On ne veut plus avoir une limite financière faisant en sorte qu'on laisse des adultes sur les listes d'attente, indique M. Beauchesne, qui souhaite discuter de la question avec le Ministère. C'est un verrou important à notre capacité de répondre à la demande.»

Les cégeps doivent également travailler à long terme pour améliorer leur taux d'obtention de diplôme. Un élève sur trois abandonne le cégep avant d'avoir obtenu son diplôme.

LE SOLEIL : Étonnante hausse d'inscriptions dans les cégeps du Québec – Jeudi 25 août 2011



Le Soleil, Erick Labbé
Dans les quatre cégeps de Québec, 330 étudiants de plus que l'an dernier se sont inscrits, une hausse 1,7 %.

Marc Allard

Malgré la baisse démographique appréhendée, les cégeps de la province accueillent un peu plus

d'étudiants cette année que l'an passé, même en Gaspésie, où la survie du seul cégep était en jeu. Selon les données préliminaires de la Fédération des cégeps, 174 861 étudiants se sont inscrits cet automne dans les 48 cégeps du Québec, une légère hausse de 1,4 % par rapport à l'an dernier.

Cette augmentation étonne la Fédération des cégeps, qui s'attendait à une chute des inscriptions dans les cégeps, comme l'avait prévu le ministère de l'Éducation.

«On devait effectivement — et ça, depuis au moins l'année passée ou l'année précédente — être en baisse dans notre réseau», indique Caroline Tessier, directrice des communications de la Fédération. «Mais ce n'est pas ce qui se produit.» Le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, se réjouit de la hausse des inscriptions, soulignant que le Qué-

bec a besoin de 700 000 travailleurs d'ici 2014. «Il y a 70 % de ces nouveaux emplois-là qui sont de niveau postsecondaire, technique ou universitaire, précise-t-il. Donc, on est interpellé au premier chef.»

Dans les quatre cégeps de Québec, 330 étudiants de plus que l'an dernier se sont inscrits, une hausse 1,7 %. Du côté de la Chaudière-Appalaches, du Bas-Saint-Laurent et de la Côte-Nord, les inscriptions sont stables. Quant à la Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, elles attirent 16 étudiants de plus, une augmentation de 1,5 %.

UNE VICTOIRE À GASPÉ

Cette stabilité des inscriptions est un baume pour les cégeps en région, où la baisse démographique frappe fort. Avec ses 16 étudiants de plus, le Cégep de la Gaspésie et des Îles — le seul de la région, avec ses quatre campus à

Gaspé, à Carleton-sur-Mer, à Grande-Rivière et aux Îles-de-la-Madeleine — a de quoi célébrer. En mars, les enseignants et les étudiants du Cégep de Gaspé (le campus principal, à Gaspé) avaient lancé un mouvement pour sauver leur institution. La décroissance continue de la clientèle menaçait la survie du collège, qui est passé d'environ 1200 étudiants, il y a 10 ans, à environ 650 aujourd'hui. Bien qu'elle soit très légère, la hausse enregistrée cette année prouve que le cégep n'a pas baissé les bras, soutient Louis Bujold, directeur des études du Cégep de la Gaspésie et des Îles. «On est bien contents, dit-il. Ça prouve que nos efforts ont porté fruit.» Plusieurs mesures prises au cours des dernières années ont contribué à contrer la baisse des

étudiants à la sortie du secondaire en Gaspésie, fait valoir M. Bujold. Par exemple, la création d'un groupe en soins infirmiers à Baïedes-Chaleurs a permis à des étudiants de suivre leurs cours par vidéoconférence avec le Cégep de Gaspé, tout en étant bien assis dans un local du centre hospitalier de la Baie-des-Chaleurs à Maria. Des bourses ont aussi permis d'attirer 18 étudiants pour relancer le programme de foresterie, qui était interrompu depuis trois ans. L'accueil d'étudiants étrangers a également permis d'augmenter la clientèle de certains programmes. Comme plusieurs cégeps en région, le Cégep de la Gaspésie et des Îles mise aussi sur les programmes exclusifs pour se maintenir à flot. Avec

sa technique en tourisme d'aventure — unique dans la province —, par exemple, le campus de Gaspé attire environ une soixantaine d'étudiants d'un peu partout au Québec. Une centaine d'étudiants étrangers, dont la majorité de l'île de la Réunion, viennent également combler une partie de la baisse démographique à laquelle le cégep doit faire face. Le Cégep de la Gaspésie et des Îles est toutefois loin d'être au bout de ses peines. D'ici 2015, la région sera confrontée à une diminution d'environ 30 % des finissants du secondaire, indique Louis Bujold. En attendant, le cégep doit continuer d'innover s'il veut survivre, souligne-t-il. «Il faut juste être concrets qu'on n'est pas assis sur nos lauriers.»

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : La clientèle se maintient au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue - Mise à jour le mercredi 24 août 2011 à 9 h 17 HAE

Près de 2800 élèves sont inscrits au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue pour la prochaine année scolaire. Le nombre d'inscriptions se maintient, même si les commissions scolaires de la région constatent une baisse de clientèle depuis plusieurs années. Le directeur du cégep, Daniel Marcotte, explique cette situation par une augmentation des inscriptions de jeunes de l'extérieur de la région dans les programmes de formation offerts par le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue.

« On retient dans la région plus de jeunes, précise M. Marcotte. On a un niveau d'attraction qui est supérieur et possiblement qu'on profite de problématiques à Montréal et Québec au niveau des manques de place dans les collèges. » Le directeur du cégep ajoute que l'organisme Valorisation Abitibi-Témiscamingue joue aussi un rôle important dans l'attraction des étudiants. Chaque année, l'organisme fait une tournée du Québec pour faire connaître les programmes de formation au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

et à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. L'agent de développement, Simon Gaivin, mentionne que certains ignorent que des formations postsecondaires sont offertes dans la région. « Juste le fait de leur dire qu'il y a un cégep et une université avec des programmes extrêmement intéressants, parfois qui sont contingentés ailleurs et que chez nous il y a de la place, ç'a un impact », indique M. Gaivin.

[audio-vidéo](#)
[Le reportage de Sandra Ataman](#)

JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : Cégep : Hausse fulgurante des étudiants en difficulté – Mercredi 24 août 2011



© Agence QMI / Étienne Laberge

Régys Caron
QUÉBEC - Au moment où quelque 172 000 étudiants y font leur entrée, les 48 cégeps du Québec sont en pleine mutation. La clientèle en difficulté explose et les étudiants se montrent plus exigeants. La clientèle dite « en émergence » augmente de façon fulgurante dans les cégeps. « Ce sont des étudiants en trouble d'apprentissage, troubles de santé mentale et troubles de déficit d'attention », a expliqué Caroline Tessier, porte-parole de la Fédération québécoise des cégeps (FQC). À l'automne 2000, les cégeps accueillaient 136 de ces étudiants présentant des besoins particuliers. Dix ans plus tard, ils étaient 2947, une augmentation de plus de 2000 %, « c'est fulgurant », a confirmé Mme Tessier. Cette clientèle inclut les étudiants handicapés visuels, auditifs ou autres, a précisé Carole Lavoie, directrice générale du Cégep de Sainte-Foy. Son augmentation s'explique de deux façons, selon elle. Ils sont mieux « diagnostiqués » aujourd'hui et ils sont plus nombreux à s'inscrire au cégep. Le Cégep de Sainte-Foy a ouvert une aile pour y concentrer les services réservés à sa

clientèle émergente qui compte pour 2 % des 6500 étudiants.
S'adapter en vitesse
Les cégeps ont une obligation légale d'accueillir ces étudiants aux prises avec ces difficultés. Ils ont dû développer en vitesse des services adaptés aux besoins de cette clientèle, désignée sous le vocable EHDAA au secondaire (élèves handicapés en difficulté d'apprentissage et d'adaptation). Le Cégep Limoilou s'est constitué une équipe de 10 employés pour y répondre : conseillère en adaptation scolaire, éducatrice spécialisée, psychologue, technicienne en travail social, éducatrice spécialisée, accompagnateurs, secrétaires, etc.
« C'est une clientèle qu'on doit desservir. Toutes les directions des cégeps s'adaptent », a affirmé François Godbout, coordonnateur des affaires étudiantes et communautaires au Cégep Limoilou. Pas question de former des classes spéciales avec ces étudiants, comme cela existe au primaire et au secondaire.
« Ce sont des étudiants qui ont atteint les compétences du secondaire et qui ont le potentiel intellectuel pour être au collégial », a expliqué Olga Thibault, conseillère en adaptation scolaire au Cégep Limoilou.
Financement déficient
La présence de ces étudiants en difficulté a considérablement alourdi la tâche des enseignants, a confirmé Jean Trudel, président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ, associée à la CSN).
« Le réseau des cégeps n'était pas prêt à ça, les professeurs ne sont pas qualifiés pour être orthopédagogues », a-t-il dit. La Fédération des cégeps n'a obtenu que 4,2 millions \$, cette année, sur les 13 millions demandés pour mieux répondre aux « clientèles émergentes ». C'est peu, reconnaît Caroline Tessier, mais il s'agit d'une reconnaissance officielle de l'existence de cette clientèle spécifique.

Étudiants ou clients ?
Les étudiants des cégeps se voient de plus en plus comme des consommateurs de services éducatifs et se montrent plus exigeants envers les professeurs. C'est du moins l'opinion exprimée par Mario Beauchemin, président de la Fédération des syndicats des enseignants des cégeps (FSEEC, affiliée à la CSQ). On assiste à un changement d'ordre générationnel, a soutenu M. Beauchemin, qui cite une enquête menée conjointement par les syndicats et les directions de cégeps. « Une nouvelle génération qui est plus à l'aise avec le téléphone cellulaire et avec les médias sociaux », a-t-il observé. La réussite a toujours reposé surtout sur les épaules des étudiants, a poursuivi Mario Beauchemin. Bien qu'une majorité d'étudiants font les efforts pour réussir, « on constate de plus en plus une attitude clientéliste. Les étudiants se perçoivent davantage comme des consommateurs de services éducatifs pour lesquels ils paient (frais afférents). Ils font reposer de moins en moins leur réussite sur leurs propres efforts ».
« Typique »
« Ça peut aller jusqu'au refus d'un étudiant de faire un exercice parce qu'il ne l'aime pas. Il va demander à l'enseignant d'en faire un autre. Ça arrive de plus en plus souvent. C'est typique de cette nouvelle génération d'étudiants. Les parents se mettent souvent de la partie », a-t-il ajouté. Les cégeps contribuent à cette attitude, a poursuivi M. Beauchemin, par la concurrence qu'ils se livrent pour la clientèle étudiante. Les professeurs se sentent de plus en plus débordés. Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération des étudiants des cégeps, reconnaît que la clientèle des cégeps est en mutation et que les étudiants sont plus exigeants envers les profs.

LA PRESSE : Rentrée collégiale sur fond de grogne : Manifestations contre la hausse des droits de scolarité devant plusieurs cégeps – Mardi 23 août 2011





Photo: Ivanoh Demers, La Presse

La rentrée a été mouvementée et festive au collège Ahuntsic. Pendant que des étudiants manifestaient contre la hausse des droits de scolarité, Mustapha Colak (à gauche) et Deepak Gill ont fait un combat en équilibre précaire devant l'établissement de la rue Saint-Hubert à Montréal.

Pascale Breton, La Presse

Les quelque 172 000 cégépiens de la province sont rentrés en classe hier sur fond de grogne en raison de la hausse annoncée des droits de scolarité.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) était à pied d'oeuvre pour accueillir les nouveaux élèves, qu'elle s'est promis de sensibiliser et d'informer activement.

À l'heure du midi, les terrains du collège Ahuntsic bourdonnaient d'activité. Dans une ambiance festive, musique, jeux et animation ont accueilli

les nouveaux venus, à qui l'on offrait de la barbe à papa et... des dépliant d'information. «On travaille pour s'assurer que les finances ne soient pas un obstacle aux aspirations des étudiants», a expliqué le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Le dernier budget provincial prévoit une hausse des droits de scolarité de 325\$ par année pendant cinq ans, ce qui les fera passer de 2168\$ à 3793\$.

Les étudiants devront non seulement absorber une hausse importante, mais ils ne reçoivent pas suffisamment d'aide de l'État, souligne, Léo Bureau-Blouin.

Selon les données des fédérations étudiantes, 60% des étudiants n'aurait pas accès aux prêts et bourses, et les trois quarts ne seraient pas admissibles aux bourses en raison du revenu familial de leurs parents, jugé trop élevé.

«Cela entraîne des conséquences graves. Les étudiants travaillent de plus en plus. Il n'est pas rare de voir un étudiant travailler de 20 à 25 heures par semaine ou étudier à temps partiel. C'est un phénomène inquiétant», affirme M. Bureau-Blouin.

De son côté, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a symboliquement installé des pancartes «à vendre» devant le collège Saint-Laurent, à Montréal, le cégep Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse, le cégep François-Xavier-Garneau, à Québec, et le cégep de Sherbrooke de même que devant des pavillons

de l'Université McGill et de l'Université du Québec à Montréal.

L'idée était de démontrer que «l'éducation n'est pas une marchandise ou un investissement économique, mais un droit fondamental», a expliqué l'ASSÉ.

Plusieurs dossiers prioritaires

Par ailleurs, si la hausse des droits de scolarité est le principal cheval de bataille des étudiants cette année, elle n'est pas le seul: l'intégration des élèves handicapés et en difficulté d'apprentissage et d'adaptation ainsi que la persévérance et le taux d'obtention de diplôme sont également des dossiers prioritaires pour la FECQ.

Seulement un étudiant sur trois obtient son diplôme collégial dans le temps prescrit. Le tiers des étudiants ne l'obtiennent jamais.

«Il existe beaucoup de défis pour le réseau des cégeps. On s'est beaucoup amélioré au fil du temps, mais ce n'est pas tout d'accéder au cégep, il faut un diplôme aussi», lance M. Bureau-Blouin.

La surpopulation dans les cégeps de la région métropolitaine, conséquence de la dévitalisation des régions, est une autre source de préoccupation pour la FECQ. La Fédération souhaite que le ministère de l'Éducation accentue les mesures pour retenir la clientèle dans les cégeps des régions éloignées, notamment au moyen d'encouragements financiers et de programmes exclusifs.

LA TRIBUNE : 200 étudiants de moins pour la rentrée du Cégep – Mardi 23 août 2011



Archives La Tribune, Jessica Garne Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) C'est la rentrée, ce lundi, au Cégep de Sherbrooke. Quelque 6300 étudiants sont de retour en classe, soit quelque 200 étudiants de moins que l'an passé.

L'institution s'attendait à cette baisse de clientèle cette année. Lors du dépôt de son budget, le Cégep s'attendait à une diminution d'une centaine d'étudiants cette année, mais celle-ci s'est avérée un peu plus importante que prévue.

Il s'agit d'une fluctuation causée par la baisse démographique, explique Marie-Claude Dupoy, conseillère en communication au Cégep de Sherbrooke.

Et puis, la clientèle du Cégep avait atteint des sommets, ces dernières années.

LE NOUVELLISTE : La rentrée des classes a sonné – Mardi 23 août 2011



Photo: Ève Guillemette Marie-Pierre Milot, au centre, prend possession de son agenda scolaire comme plusieurs autres étudiants du Collège Shawinigan.



Photo: Olivier Croteau Les étudiants étaient nombreux à se rendre à la coop du Cégep de Trois-Rivières pour acheter leurs livres et articles scolaires.

Geneviève Beaulieu Veilleux, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) Après trois mois de vacances, c'est 7227 étudiants qui sont retournés sur les

bancs d'école dans les trois établissements collégiaux de la Mauricie lundi matin. Le retour des étudiants a également remis à l'ordre du jour la question de la lutte contre la hausse des frais de scolarité.

Alors que certains sont toujours en vacances, les étudiants de niveau collégial ont pris d'assaut le Cégep de Trois-Rivières, le Collège Lafleche et le Collège Shawinigan lundi matin lors de la rentrée des classes. Selon Isabelle Bourque, du Service des communications du Cégep de Trois-Rivières, 4694 étudiants sont inscrits à la session d'automne, dont 1988 nouveaux étudiants.

«Nous sommes à l'accueil présentement. Nous avons un dîner hot-dog organisé jeudi avec de l'animation, ainsi que des tournois de volley-ball et de ballon-chasseur le 30 août et 1er septembre. Laissez-moi vous dire que ça fait du bien de voir les étudiants grouiller dans les corridors. Ça met de la vie». Mme Bourque souligne que l'habituelle croisière à bord du M/S Jacques-Cartier à la fin août est également du nombre des activités prévues pour l'intégration des étudiants.

Du côté du Collège Lafleche, on a accueilli quelque 1385 étudiants, dont 640 nouveaux venus. «On propose aux inscrits une activité de bienvenue mercredi midi avec un dîner pizza et des animations», explique Isabelle Rouette, responsable du Service des communications du Collège Lafleche. Elle constate que les étudiants sont d'un nombre semblable à l'an dernier avec une légère hausse de la clientèle de 0,8 %.

Les formations en archives médicales et santé animale seraient en hausse dans l'établissement. À noter que près des trois quarts de la clientèle du collège étudié dans un programme technique contre un quart étudiant dans un domaine préuniversitaire.

Au Collège Shawinigan, on enregistre une clientèle semblable aux années passées, soit 1148 étudiants inscrits. «On continue d'augmenter notre nombre d'étudiants. On est près de nos jeunes et ceux-ci semblent réaliser l'excellence du collège. On se démarque notamment concernant les résultats de l'épreuve uniforme de français», indique André Gingras, directeur général.

M. Gingras mentionne que les domaines touchant à la santé comme l'analyse biomédicale, l'analyse de laboratoire, la biotechnologie et les soins infirmiers sont en gain de popularité auprès des étudiants.

Pour ce qui est des étudiants étrangers, on retrouve une majorité d'étudiants de l'Île-de-la-Réunion et de la France, selon les responsables des établissements collégiaux.

«La gestion de commerce et la technique administrative sont des domaines d'études très prisés par les étudiants étrangers», affirme Mme Bourque. «La Côte d'Ivoire, le Maroc, la Tunisie, le Gabon et le Sénégal» sont également représentés au sein des établissements scolaires, mais en moindre proportion.

La rentrée des classes annonce également la poursuite de la lutte contre la hausse des frais de scolarité pour plusieurs étudiants.

William Charbonneau, secrétaire général de l'Association étudiante du Cégep de Trois-Rivières, dit vouloir concentrer ses énergies sur l'information de masse pour le moment. «C'est clair que nous sommes contre la hausse. Notre but ultime est de l'enrayer. Par contre, on y va

par étapes. En septembre, ce sera la période d'information pour les nouveaux, ensuite une consultation étudiante sera faite en octobre, puis nous participerons à la manifestation prévue à Montréal le 10 novembre si une majorité le veut», indique M. Charbonneau.

Selon lui, il importe d'entrevoir la lutte de la hausse des frais de scolarité en regard du salaire minimum. «Le salaire minimum stagne et la hausse augmente, ce n'est pas normal ni justifié pour les étudiants des milieux moyens et moins aisés», mentionne-t-il.

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue participe à l'élaboration d'un institut pour les Premières Nations - Mise à jour le lundi 22 août 2011 à 16 h 54 HAE



La première institution postsecondaire consacrée aux Premières nations, inaugurée ce week-end dans le Centre-du-Québec, a été mise en place par le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue et le collège Dawson.

Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue a acquis une expertise en développant depuis une quinzaine d'années des cours adaptés pour les Premières Nations.

La formation est adaptée et reconnue par le ministère de l'Éducation, qui a investi près de 4 millions de dollars dans l'Institut des Premières Nations d'Odanak.

Le directeur du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Daniel Marcotte, mentionne que les programmes respectent les exigences du niveau collégial. « Par contre, on a adapté nos cours en fonction des réalités des Premières Nations », dit-il.

Par exemple, les cours de philosophie enseignent la pensée des Premières Nations.

La directrice générale du Conseil en éducation des Premières Nations, Lise Bastien, croit que cette formation permet aux jeunes autochtones de poursuivre leurs études postsecondaires.

Une vingtaine d'étudiants autochtones pourront suivre une formation bilingue en sciences humaines, avec un profil Premières Nations.

Les enseignants de l'Abitibi-Témiscamingue viendront en aide au personnel de l'Institut des Premières Nations d'Odanak, qui provient majoritairement des communautés autochtones.

RADIO-CANADA / MAURICIE : Jour de rentrée dans les cégeps de la Mauricie et du Centre-du-Québec - Mise à jour le lundi 22 août 2011 à 12 h 06 HAE



Photo: IStock

Lundi, c'est jour de rentrée dans les cégeps de la Mauricie et du Centre-du-Québec sauf à Drummondville, où les élèves sont en classes depuis quelques jours déjà.

Cette année, près de 11 700 élèves sont inscrits dans les programmes réguliers des cégeps publics et privés de la Mauricie et du Centre-du-

Québec. La clientèle est en hausse partout, sauf au Cégep de Trois-Rivières où il y a une légère baisse et au Collège Shawinigan où la clientèle devrait être stable par rapport à l'an dernier.

Trois-Rivières compte 4700 cégépiens cette année. À Shawinigan, il y en a 1150, incluant les 70 du campus de La Tuque, ce qui représente une hausse de 240 élèves par rapport à ce que prévoyait le ministère de l'Éducation.

« Depuis trois ou quatre ans, l'ensemble du personnel est très présent dans les écoles secondaires. On fait beaucoup de démonstrations sur l'attrait du collège. Donc, on a vraiment renversé une vapeur qui faisait que les élèves passaient par-dessus Shawinigan pour aller dans d'autres régions », explique le directeur général du Collège de Shawinigan, André Gingras.

Le plus gros cégep du Centre-du-Québec, celui de Drummondville, accueille 2155 élèves,

soit 130 de plus que l'an dernier. À Victoriaville, il y en a 1630, une hausse de 170.

« Nous avons obtenu un nouveau programme d'études, la technique d'éducation spécialisée dans lequel il y a 66 élèves. L'augmentation réelle par rapport à l'an dernier aurait quand même été d'une centaine d'élèves », souligne le directeur des études du Cégep de Victoriaville, Daniel Mercier.

À Drummondville, le collège privé Ellis compte 600 élèves. L'autre cégep privé, le Collège Laflèche de Trois-Rivières, en a 1385.

Mentionnons, enfin, l'institution postsecondaire des Premières nations qui, à Odanak, reçoit une quarantaine d'étudiants pour sa toute première année.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : La Société des transports de Rimouski veut convaincre les étudiants - Mise à jour le lundi 22 août 2011 à 11 h 48 HAE

À quelques jours de la rentrée universitaire, la Société des transports de Rimouski multiplie les efforts en vue de convaincre un maximum d'étudiants d'adopter le transport en commun.

Les étudiants ont été les premiers à réclamer la mise en place d'un service de transport par autobus à Rimouski. Leur participation est maintenant jugée indispensable par le maire Éric Forest. « Je me souviens d'avoir embarqué dans l'autobus d'un jour et on me chantait : on ne veut pas un autobus un jour, mais on veut un autobus toujours! Moi je leur dis aujourd'hui : on ne veut pas que vous embarquiez dans l'autobus

un jour, mais que vous embarquiez aussi tous les jours. »

Selon André Arseault, de la Société de Transports, le souhait des élus commence à se réaliser. « Ça va bien. 30 % de nos usagers sont des étudiants. » Sur les 590 laissez-passer mensuels vendus, 170 ont été achetés à tarif réduit par des jeunes.

Les représentants de la Société étaient présents lors de la journée d'inscription au cégep. Ils le seront également à la rentrée universitaire, le 29 août.

Une rencontre doit avoir lieu cette semaine avec les étudiants universitaires étrangers. Bien que le président de l'Association étudiante de l'Université du Québec à Rimouski, Thomas-Briand Gionest, applaudisse à l'initiative, il aurait souhaité que son association soit partie prenante de la stratégie. « On nous a peu demandé jusqu'à maintenant de travailler en concertation avec la Ville. » Selon lui, les associations étudiantes sont prêtes à faire beaucoup plus pour promouvoir le service.

MÉTRO : Collégial : rentrée scolaire lundi – Lundi 22 août 2011

Charles Lecavalier
Alors que près de 172 000 collégiens vont retourner dans les salles de classe des cégeps de la province lundi, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a mis en place une stratégie pour donner un meilleur accès aux collèges de l'Île de Montréal et à ceux situés dans sa périphérie immédiate.

En réaction à la surpopulation de ces établissements scolaires, le ministère a choisi d'accorder des allocations particulières aux établissements pour leur permettre de louer des espaces additionnels et d'acquérir du mobilier et des équipements, par exemple.

Cette aide financière devrait permettre aux établissements de la métropole d'accepter un plus grand nombre d'étudiants.

Le MELS ne s'arrête pas là puisqu'il reconduit la suspension de son règlement de pénalité financière pour les cégeps qui accueillent plus d'étudiants que le seuil prévu pour l'année 2011-2012.

Le coût de cette mesure ne sera connu qu'au cours de l'automne.

Plus de long terme

L'initiative ne plait pourtant pas à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui représente près de 60 000 membres répartis sur le territoire provincial.

« Ce n'est pas une mauvaise décision à court terme, mais à long terme il faut se préoccuper de la dévitalisation des cégeps de région », déplore son président, Léo Bureau-Blouin.



Photo: archives 24H / Sébastien St-Jean

Le réseau collégial québécois compte 48 cégeps publics, dont 12 sur l'île de Montréal et de nombreux établissements privés.

« Alors que les cégeps de Montréal sont pleins, le cégep de Gaspé est passé de 1 200 étudiants

dans les années 1990 à 600 étudiants aujourd'hui. Et le MELS prévoit qu'il n'y aura plus que 300 inscriptions en 2020. On doit agir vite. On finance des places vides en région et on paie le gros prix pour des sièges additionnels à Mon-

tréal. Ce n'est pas une politique publique intelligente », ajoute ce dernier.

Le réseau collégial québécois compte 48 cégeps publics, dont 12 sur l'île de Montréal et de nombreux établissements privés.

LE SOLEIL : 1ère page : Une réforme sans éclat au cégep – Lundi 22 août 2011

Le quotidien de la capitale | Lundi 22 août 2011 | lesoleil.cyberpresse.ca | Québec, 117^e année, n° 232

leSoleil



Le Soleil, Pascal Rathé

Les cégépiens doivent reprendre le collier lundi.



Le Soleil, Jocelyn Bernier

Les responsables des quatre cégeps francophones de la région constatent le peu d'écart entre les résultats des étudiants issus de la réforme et ceux de leurs étudiants antérieurs. De gauche à droite : Claude Boutin, directrice des communications au Cégep de Sainte-Foy; Louis Grou, directeur du Cégep Limoilou; Guy Demers, directeur du Cégep de Lévis-Lauzon, et Denise Trudeau, directrice du Collège François-Xavier-Garneau.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) C'est la rentrée, ce matin, pour les quelque 22 600 étudiants des cégeps de Québec et de Lévis, qui verront cette année si la deuxième cohorte de la réforme passera moins inaperçue que la première.

Après un an de spéculations, les quatre cégeps francophones de la région métropolitaine de Québec constatent aujourd'hui que les résultats des étudiants issus du nouveau pédagogique ressemblent beaucoup à ceux de leurs étudiants antérieurs.

«Il n'y a pas eu de coupure, il n'y a pas eu de clivage», tranche Guy Demers, directeur général du Cégep de Lévis-Lauzon. «On en a fait un gros dossier, mais dans les faits, la transition se fait normalement.»

Au Cégep Limoilou, au Collège François-Xavier-Garneau et au Cégep de Sainte-Foy, les directeurs font le même constat.

«Rien ne nous indique qu'il y a eu un drame, les jeunes de la réforme se sont bien adaptés et les profs aussi», souligne Claude Boutin, la directrice des communications du Cégep de Sainte-Foy.

Dans ce cégep, par exemple, le taux de réussite est passé à 87 % en 2010, alors qu'il était de 88,8 % en 2009 et de 86 % en 2008, des écarts qui ne sont pas significatifs, indique Mme Boutin.

Branle-bas de combat

En 2008, la Fédération des cégeps avait tiré la sonnette d'alarme à l'arrivée des élèves du nouveau pédagogique dans les collèges, estimant que ceux-ci ne savaient pas à quoi s'attendre de ces nouveaux étudiants passés par la réforme.

Un an plus tard, un comité de travail avait été créé par le ministère de l'Éducation afin de mieux informer les cégeps et d'assurer une transition en douceur. Formation des professeurs, projets-pilotes pour diversifier les méthodes d'enseignement, fiches d'information sur la réforme,

échanges avec les commissions scolaires et les professeurs du secondaire : plusieurs initiatives avaient été prises dans les collèges, à la satisfaction de la Fédération des cégeps.

Cette transition a permis de mieux jauger les élèves de la réforme. Mais avec l'arrivée de la génération C, ces Québécois nés entre 1984 et 1996 qui ont grandi avec l'ordinateur, Internet et le téléphone cellulaire, les cégeps avaient déjà commencé à préparer le terrain pour ces étudiants qui ont peut-être été forgés bien plus par la technologie que par le nouveau pédagogique.

Depuis le milieu des années 90, souligne Guy Demers, le directeur du Cégep de Lévis-Lauzon, tous les programmes techniques ont été revus sous l'angle de la compétence. «Ça veut dire prendre des savoirs et leur donner un sens en les enseignant à travers une tâche», résume-t-il. «Le fait qu'on travaille par compétence et qu'au secondaire, ce soit la gestion par projets, ce n'est pas si loin que ça l'un de l'autre», fait aussi remarquer le directeur général du Cégep Limoilou, Louis Grou.

Les enseignants du cégep ont aussi dû s'adapter à cette génération qui n'a plus le même rapport à l'autorité, note Denise Trudeau, directrice générale du Collège François-Xavier-Garneau.

«Ils questionnent beaucoup plus, décrit-elle. Comme ils ont beaucoup d'information, ils sont beaucoup plus sceptiques.»

Un style qui a obligé les professeurs à faire participer davantage les étudiants en classe, au moyen d'expériences, de projets et d'outils technologiques interactifs, illustre Mme Trudeau. «L'étudiant n'est plus un spectateur, dit-elle, il est vraiment un acteur.»

Quant à l'effet de la réforme, il faudra peut-être attendre encore quelques années avant de pouvoir vraiment le distinguer, estime Anne Filion, directrice des études au Cégep Limoilou.

THE GAZETTE : An education in special needs : Cegeps are finding ways to accommodate an increasing number of students who have learning disabilities and mental health issues – Monday, August 22, 2011



Photograph by: John Kenney, The Gazette
First-year Dawson student Emilie Larose, 17, was diagnosed with dyslexia this year. "I just knew that I had to work harder and learn differently than others," she said.

By BRENDA BRANSWELL, The Gazette

Emilie Larose's first CEGEP class doesn't start until Wednesday, but she's already into the spirit of things with her new Dawson College hoodie, T-shirt and tote bag.

"I'm actually very excited," said Larose, 17, a bilingual francophone from Ste. Thérèse who will be studying general social sciences at Dawson. Her path to higher education hasn't been without obstacles.

Larose was diagnosed with dyslexia this year. She said she has always earned good grades - "because I was really hard on myself" - although her French marks lagged behind. They shot up and her other grades improved as well once she got extra help this year in Grade 11, Larose said. Her study tricks have included rewriting her notes or reading out loud and writing at the same time so it sinks in.

"I just knew that I had to work harder and learn differently than others," she said.

Larose is one of the growing number of students with special needs in Quebec's CEGEP system. There has been a striking increase in students with special needs - specifically those with learning disabilities, attention deficit and mental health problems, says the Fédération des cégeps, which represents Quebec's 48 public colleges.

The number of students with learning disabilities rose from 504 in 2007 to 2,563 in 2010, and those with mental health problems climbed from 73 to 384 during the same time period, according to the federation's figures. (It considers those numbers conservative.)

CEGEPs started counting those students in 2007 and providing more official services, said Carole Lavallée, who is responsible for CEGEP du Vieux Montréal's service for helping students' integration. The service is also a support and reference point on the topic for other French and English colleges in western Quebec.

There are several theories about the increase, Lavallée said. Young children are better diagnosed and offered services more quickly in elementary and high school. Many who didn't make it to Grade 11 before because there wasn't support are now doing so, she said.

Students with special needs are admitted on the basis of marks, through the same CEGEP admission process as others, Lavallée noted.

Students with special needs are being integrated earlier, given support and succeeding, said Alice Havel, a counsellor with Dawson College's Student AccessAbility Centre. "I think there is the expectation that these students can go on to college and university and be successful," Havel said.

Dawson probably has the largest number of students with special needs, Havel said. For this semester alone, its Student AccessAbility Centre has already registered more than 300 students. It offers services to help students with documented disabilities pursue their studies. Some students self-identify and seek out the help, others don't, Havel said.

The centre helps students with registration and making up their schedules. "We have students, for example, with attention deficit who take medication and who function best early in the day," Havel said. "So let's not start giving them 4 p.m. classes when their medication is worn."

Staff fill out forms spelling out a student's learning disability and what they will need. For instance, a student who has trouble following oral instructions may need to approach a teacher after class for clarification, Havel said. The centre asks students to bring the form to their teachers. "I think it's that whole thing that now they have to self-advocate, and we really have to work on that," she said.

Exam accommodation is another service. Students may have extra time to complete exams or they may need a quieter room to write in, Havel said. The exam room with computer terminals in the centre's office is used for that purpose. A student with dyslexia can have exam questions

read to him or her by the computer. The computer can also read back what the student has written. Text can also be enlarged or produced in Braille for visually impaired students, Havel said. Larose said extra time for exams is best for her. "I wouldn't get as good a grade as I could because reading took more time.

"Every small thing you can do, it makes a huge difference," Larose said. "It's like you're learning without your disability."

A lot of what students need is in the classroom, and on one level, that's not directly a monetary issue, Havel said. The concept of a universal design of instruction calls for designing a course to be accessible to the broadest number of students in the classroom, she said. "If we can get more teachers thinking about accessibility in their courses, then I think that's going to take away the need for as much accommodation."

A year ago, college teachers were worried about "reform" students - the first cohort of high school graduates who studied exclusively under Quebec's new curriculum, entering CEGEP last fall - said Jean Trudelle, head of the Fédération nationale des enseignant·es et des enseignant·es du Québec. It didn't turn out to be a big problem, he said, but the teachers' union heard many comments about students with special needs. "It's become the subject that worries teachers a lot now, because they've indeed noticed that there has been quite a big increase," Trudelle said.

"Right now the big fear is that there aren't enough resources to deal with this new situation," he said.

Colleges have long received funding for students with physical disabilities, said Caroline Tessier, a spokesperson for the Fédération des cégeps. It amounts to about \$6 million to \$7 million a year, she said. The federation also wants at least \$13 million allocated annually for colleges to help students with learning disabilities, attention deficit and mental health problems. CEGEPs received an extra \$3 million in recurring funds in the 2011-12 provincial budget for those students in addition to money that had been set aside for pilot projects, Tessier said.

"It's the first time there is an official recognition of (this) clientele," she said.

"It's the first step in the right direction."

RADIO-CANADA / Mauricie : Un cégep consacré à la culture autochtone à Odanak - Mise à jour le dimanche 21 août 2011 à 13 h 09 HAE



L'Institut des premières nations d'Odanak, dans le Centre-du-Québec, a officiellement ouvert ses portes. Des dignitaires et des membres des communautés autochtones de partout au Québec ont participé à l'événement.

La culture autochtone aura une place particulière dans le cursus de formation à l'institut Kiuna, qui veut dire « À nous » en langue abénaquise.

C'est vraiment une institution qui est là pour les Premières Nations, développée par les Premières Nations et réalisée par les Premières Nations.

— Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL)

Pour Ghislain Picard, ce sera une opportunité de faire valoir la réalité autochtone rarement mise en avant.

L'idée a séduit Annick Ottawa de Manuan, qui compte reprendre ses études collégiales. Elle y voit une manière de se faire une place qu'elle n'a pas su trouver dans d'autres collèges.

Les étudiants inscrits suivront un programme bilingue en sciences humaines, profil : Premières Nations. Le ministère de l'Éducation du Québec y investit près de 4 millions de dollars.

Sur le passé, on ne peut rien changer. Moi, je vise l'avenir, moi je pense que pour tous les jeunes au Québec, peu importe leurs origines, la formation, l'éducation c'est la clé du succès.

— Geoffrey Kelly, ministre responsable des Affaires autochtones

Lundi, 30 étudiants autochtones de partout au Québec entameront leurs études postsecondaires à Odanak, et si l'expérience est concluante, leur nombre pourrait doubler dès l'an prochain.

D'après le reportage d'Amélie Desmarais

LA TRIBUNE : Gros travaux au Cégep de Sherbrooke – Samedi 20 août 2011



Imacom, Maxime Picard
David Bombardier, La Tribune (SHERBROOKE) La rentrée sera perturbée au Cégep de Sherbrooke. Mais contrairement à l'Université de Sherbrooke, aucune menace de grève ne plane. C'est plutôt le vaste stationnement du parc Sylvie-Daigle qui sera toujours en chantier lors du retour en classe, ce lundi. La Ville de Sherbrooke prévoit terminer les travaux de réfection d'ici une dizaine de jours, si la météo est favorable.

Le vaste stationnement en terre battue sera asphalté et du lignage apparaîtra au sol, ce qui représente un investissement de 1,35 M \$. Ces améliorations avaient entraîné une importante augmentation du coût de la vignette de stationnement pour les cégépiens, il y a un an et demi. D'ici la fin des travaux, les cégépiens auront accès à des stationnements alternatifs au parc Victoria. Des signaleurs faciliteront la circulation et le stationnement des véhicules dans le secteur.

RADIO-CANADA : Saguenay-Lac-Saint-Jean : Cégeps : l'achalandage se maintient dans la région - Mise à jour le vendredi 19 août 2011 à 14 h 33 HAE

Malgré les prévisions pessimistes, le nombre d'étudiants se maintient dans trois des quatre cégeps du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le Cégep de Jonquière a atteint le même nombre d'admissions que l'année dernière. Quelques 3350 étudiants fréquenteront l'établissement au cours de la session d'automne. Les responsables des cégeps de Chicoutimi et de Saint-Félicien

croient aussi être en mesure de maintenir leur nombre d'inscriptions. Le cégep d'Alma enregistre pour sa part une baisse d'une cinquantaine d'étudiants. La porte-parole du Cégep de Jonquière, France Tremblay, affirme que les efforts de concertation entre les quatre établissements d'enseignement collégial de la région portent fruits.

« On est chanceux parce que les données du ministère nous prédisaient quelques 200 élèves de moins. Ce qui nous aide, ce sont les étudiants internationaux. On en accueille une centaine cette année à Jonquière », précise-t-elle. La rentrée aura lieu lundi dans les quatre cégeps du Saguenay-Lac Saint-Jean [audio-vidéo](#)
[Le reportage de Jocelyn Proulx](#)

LE SOLEIL : Rimouski, ville étudiante : Le comité mise sur le recrutement – Mercredi 17 août 2011



— PHOTO COLLABORATION SPÉCIALE CARL THÉRIAULT

Mélissa Vallée, élève en quatrième secondaire à l'École secondaire PaulHubert de Rimouski, concilie travail et études. Carl Thériault, Collaboration spéciale RIMOUSKI — Le comité Rimouski, ville étudiante mettra principalement l'accent au cours des prochaines années sur le recrutement des étudiants dans une ville qui compte déjà à la rentrée le tiers de sa population sur les bancs d'école, soit 15 000 étudiants sur une population de 46 000 habitants. Plus de 160 programmes d'études, du préscolaire au doctorat, sont accessibles à cette clientèle

dont la présence génère des retombées économiques estimées en 2008 à plus de 30 millions \$ et à 2700 emplois. «On va accentuer les activités de recrutement en concertation avec les établissements. Notre stratégie principale est d'être présents dans les salons de l'éducation à Montréal et à Québec en plus de ceux de chaque établissement. Nous avons commencé à cibler les médias sociaux pour avoir plus de pénétration auprès des jeunes, mais ce n'est pas encore en application. Est-ce qu'on a déployé toutes les stratégies? Évidemment non, mais nous restons proactifs», a déclaré JeanFrançois Parent, président de l'organisme Rimouski, ville étudiante, lors du lancement de la rentrée 2011.

naires de la réussite, qui fait en sorte qu'un étudiant devrait travailler entre 10 et 15 heures par semaine — tout au plus 20 heures selon l'emploi — sans nuire à ses études. «On m'a récemment demandé pourquoi j'ai voulu entrer sur le marché du travail à l'âge de 15 ans. J'ai immédiatement répondu que j'avais hâte! Et il n'y a pas seulement le travail et les études à concilier, il y a aussi les activités qui entourent la vie quotidienne», a dit Mélissa Vallée, élève en quatrième secondaire à l'École secondaire Paul-Hubert de Rimouski. L'engagement des entreprises prend la forme d'une adhésion formelle à favoriser la persévérance scolaire auprès de leur personnel étudiant et l'obtention d'un diplôme avant l'embauche d'un étudiant à temps plein. La région immédiate de Rimouski compte 11 écoles primaires, trois écoles secondaires, un centre de formation professionnelle, un cégep, l'Institut maritime de Rimouski et son école de plongée professionnelle, un conservatoire de musique et une université.

Si la clientèle étudiante est stable au Cégep de Rimouski, elle est en baisse à la commission scolaire des Phares, dont les effectifs (8300) sont en diminution de plus d'une centaine d'étudiants. L'Université du Québec à Rimouski affiche une hausse de 6 % de ses étudiants. L'institution accueille au total plus de 6300 étudiants à ses campus de Rimouski et de Lévis ainsi qu'à ses huit centres d'enseignement. L'organisme Rimouski, ville étudiante a, depuis sept ans, tissé des liens étroits avec 130 employeurs qui participent au programme Part-

RADIO-CANADA : Côte-Nord : multiples nouveautés au Cégep de Sept-Îles - Mise à jour le mardi 16 août 2011 à 13 h 30 HAE



Nouveau pavillon du cégep de Sept-Îles

La rentrée scolaire au Cégep de Sept-Îles se fera sous le signe de la nouveauté. Outre un tout nouveau pavillon, l'établissement inaugurera cet automne des résidences ainsi qu'un centre d'études. Le nouveau pavillon sera voué à la formation reliée à l'industrie minière. Selon le directeur général, Donald Bhérier, il s'agit d'une belle façon, pour le cégep, de profiter du boom minier. « Comme nos entreprises sont en développe-

ment, nous devons aussi nous développer pour être en phase avec ce développement-là. »



Le directeur général du Cégep de Sept-Îles, Donald Bhérier

La construction des nouvelles résidences débutera sous peu. Elles devraient accueillir des étudiants dès octobre.

Port-Cartier

Le Cégep de Sept-Îles s'apprête aussi à ouvrir un nouveau centre d'études à Port-Cartier. Un partenariat avec la minière ArcelorMittal permettra de réaménager l'église Saint-Alexandre pour

offrir une formation en transport ferroviaire. Il s'agira du seul établissement collégial à dispenser ce type de formation. « Je pense que le centre d'études de Port-Cartier va être un lieu très important, tant de formation que de recherche dans ce domaine-là, dans les prochaines années. » Dans quelques jours, les 750 étudiants inscrits à la session d'automne recevront leur horaire. En dépit d'une légère baisse du nombre des nouveaux étudiants, le directeur des études, Jacques Delagrave, estime que la clientèle se maintient. « Ce qui compense, c'est les deuxièmes années. On a un bien meilleur taux de rétention que par le passé, alors globalement, on a la même clientèle que l'an dernier. » Même son de cloche au Cégep de Baie-Comeau. Les étudiants seront de retour en classe dès lundi prochain dans les deux établissements collégiaux.



LE DEVOIR : Les cégeps en pleine adaptation - « Montréal déborde ! » : Des « exclusivités nationales » pour les régions – Samedi 13 et 14 août 2011



Photo : Source FCQ

Jean Beausnesne, président et directeur général de la Fédération des cégeps

Claude Lafleur

En 1970, Robert Bourassa cherchait à se faire élire comme premier ministre du Québec en faisant la promesse audacieuse de créer 100 000 emplois. Aujourd'hui, on prévoit que d'ici, cinq ans, 700 000 postes seront à pourvoir, notamment à la suite du départ à la retraite des baby-boomers. C'est dire que toutes les institutions qui forment la main-d'œuvre de demain s'activent à combler ce besoin pressant.

Les cégeps forment près de 80 000 jeunes aux techniques, en plus d'en préparer 85 000 autres à poursuivre leurs études à l'université.

Les cégeps sont toutefois confrontés à nombre d'embûches, parfois même paradoxales. Ainsi, alors que les collèges de la région de Montréal font face à un surcroît d'étudiants — ils rejettent de 700 à 900 candidatures chaque année —, ceux des régions éloignées souffrent de cruelles baisses de clientèle. En outre, les cégeps tentent de répondre aux besoins des entreprises et des adultes qui ont besoin de formation continue, mais se butent à un manque de souplesse et d'adaptabilité à cause du mode de fonctionnement qu'on leur impose.

Voilà ce que constate Jean Beausnesne, président et directeur général de la Fédération des cégeps, le rassemblement des 48 collèges publics du Québec. «Des 700 000 postes à pourvoir d'ici cinq ans, dit-il, on estime que de 100 000 à 125 000 techniciens seront requis, il y a donc pour nous une pression importante de ce côté-là.»

4000 adultes en attente

Les cégeps peuvent répondre aux besoins de main-d'oeuvre de deux façons, de poursuivre M. Beausnesne. Il y a d'une part les jeunes étudiants qui obtiennent un diplôme d'études collégiales (DEC) de trois ans en technique et, d'autre part, les adultes qui retournent sur les bancs d'école afin d'acquérir une attestation d'études collégiales (AEC) ou pour rehausser certaines de leurs compétences.

Or, la formation continue des adultes se bute à un sous-financement chronique et à un manque de souplesse, poursuit Jean Beausnesne. «La nécessité de rehausser la qualification des adultes en emploi est un enjeu majeur pour nous, insiste-t-il. Le gros problème, c'est le financement de la formation continue. Actuellement, les cégeps disposent d'enveloppes "fermées", des montants forfaitaires qui, une fois épuisés, laissent des adultes sur des listes d'attente. Ces enveloppes "fermées" ne fluctuent pas en fonction des clientèles qui s'inscrivent dans nos programmes», déplore-t-il.

Ainsi, chaque année, il y aurait près de 4000 adultes en attente de formation et ce, uniquement pour les douze cégeps de Montréal, rapporte M. Beausnesne. «Problème majeur!», lance-t-il navré.

Migration vers Montréal

Quant à la formation des jeunes étudiants, les cégeps se trouvent confrontés aux conséquences de la dénatalité. «Nous prévoyons des pertes de 25 000 à 30 000 étudiants d'ici sept ans, due à la dénatalité», rapporte le p.-d.g. de la Fédération des cégeps. Cette baisse de clientèle représente 15 % de la population étudiante.

«Évidemment, ces baisses affectent davantage les cégeps en région éloignée, dit-il, ce qui nous interpelle beaucoup. Comment ces cégeps pourront-ils continuer de proposer une offre de formation de qualité si les masses critiques [d'étudiants] ne sont plus là?»

Paradoxalement, les cégeps de la région de Montréal font face à une vague d'étudiants. «L'île de Montréal déborde!», résume M. Beausnesne. Ce paradoxe s'explique du fait que nombre de jeunes en région désirent venir vivre à Montréal. «C'est dire qu'à cause de cette migration, la baisse démographique affecte moins Montréal et ses zones limitrophes que les régions. Néanmoins, ce phénomène nous cause des soucis

puisqu'il nous faut accueillir ces populations qui nous arrivent.»

« Exclusivités nationales »

Pour contrer le dépeuplement des régions, les directions des cégeps préconisent la création de formations techniques réservées aux régions. «Nous appelons cela des "exclusivités nationales", explique Jean Beausnesne. Par exemple, on sait que l'éolien est très présent dans le Bas-Saint-Laurent alors qu'aux Îles-de-la-Madeleine, l'érosion des milieux fragiles offre la possibilité de formations techniques exclusives en ces domaines.»

Déjà, certains collèges offrent une douzaine d'«exclusivités nationales». Par exemple, le cégep de Saint-Félicien propose une technique de milieux naturels exclusive, alors que les techniques du journalisme ne sont enseignées qu'au cégep de Jonquière. «Si on prend le cas de jeunes qui veulent oeuvrer à la préservation de la nature, partir de Montréal pour eux afin d'aller étudier à Saint-Félicien n'est pas un enjeu!», relate Jean Beausnesne.

Il déplore cependant que certaines techniques très en demande sur le marché du travail soient pourtant ignorées par les jeunes. «Donnons l'exemple de la maintenance industrielle, dit-il. Nos jeunes imaginent qu'il s'agira pour eux de travailler dans des usines sales ou sur de vieilles machines... En réalité, il s'agit d'un domaine hautement technologique. C'est même un domaine drôlement intéressant puisque l'usine d'aujourd'hui doit être propre, bien organisée et technologiquement avancée. Hélas, à Rimouski, ce programme est en difficulté de recrutement alors que les entreprises s'arrachent les finissants!»

Belle jeunesse

Le p.-d.g. de la Fédération des cégeps se montre néanmoins optimiste quant aux 700 000 postes à pourvoir. «Nous avons affaire à une très belle jeunesse, dit-il, une jeunesse qui fait un tas de choses intéressantes... Les jeunes d'aujourd'hui sont très imaginatifs, très créatifs et autonomes en termes de nouvelles technologies... Tout cela nous place devant une variété de situations qui nous obligent à ajuster les services qu'on doit leur rendre. Mais le fait est que nos jeunes sont fort intéressés à se former comme citoyens et comme travailleurs de demain... ce qui met beaucoup de pression sur nous!»

LE SOLEIL : Sept cégeps avec leurs hauts et leurs bas d'achalandage – Samedi 13 août 2011



Collaboration spéciale, Carl Thériault

Selon un relevé effectué par Le Soleil dans les sept cégeps de l'Est-du-Québec et de la Côte-Nord, ceux de La Pocatière et de Matane connaissent une hausse de leur clientèle étudiante, ceux de Rimouski et de Rivière-du-Loup subissent une légère baisse, alors que ceux de la Gaspésie, de Sept-Îles et de Baie-Comeau ont une clientèle plutôt stable.

Carl Thériault et Steeve Paradis, collaboration spéciale

(Rimouski) L'évolution du nombre de admissions dans les sept cégeps de l'Est-du-Québec et de la Côte-Nord ressemble presque aux conditions météorologiques avec des hauts et des bas. Deux établissements connaissent une hausse (La Pocatière et Matane), deux une légère baisse (Rimouski et Rivière-du-Loup) et trois (Gaspésie, Sept-Îles et Baie-Comeau) enregistrent une clientèle plutôt stable, selon un relevé effectué par Le Soleil.

À Matane, le cégep prévoit accueillir 643 étudiants comparativement à 629 lors de la rentrée de 2010, soit une augmentation de 2,2 %. Rivière-du-Loup connaît une légère baisse d'environ 30 étudiants (1212), tout comme Rimouski (2525), qui compte 75 élèves de moins.

La situation est complètement différente au Cégep de La Pocatière. Une centaine d'élèves de plus que l'an dernier y sont inscrits. Près de 900 étudiants fréquentent ce collège.

Le Cégep de Sept-Îles prévoit une stabilité dans ses inscriptions avec environ 750 élèves. «On peut observer une légère baisse dans le programme de sciences humaines, mais tous nos

programmes techniques se portent très bien», a précisé Donald Bhérier, directeur général. «Notre formation est tournée vers l'industriel lourd, en plein essor dans la région, surtout pour ce qui est des mines.» Le nouveau programme de technologie minérale réalise un départ intéressant avec 30 inscriptions.

Du côté de Baie-Comeau, la stabilité est aussi de mise pour la session d'automne 2011, avec 725 inscriptions prévues au cégep. Certaines concentrations, comme technologie d'électronique industrielle (hausse de 35 % prévue) et techniques d'éducation spécialisée (49 %), tirent toutefois leur épingle du jeu avec des augmentations significatives.

Le programme de technologie forestière est sur la glace pour une troisième année.

Le Cégep de la Gaspésie et des Îles, confronté à moyen terme à une baisse de 30 % de sa clientèle d'ici 2016, enregistre des effectifs stables (1115). Les autres cégeps de la région sont aussi en baisse tendancielle d'étudiants, selon des données du ministère de l'Éducation.

Incitatifs à Gaspé



À Gaspé, les incitatifs de 5000 \$ pour les étudiants en provenance de l'extérieur du territoire (programmes spécifiques) et de 1500 \$ pour les étudiants du territoire donnent de premiers résultats positifs, même s'ils ont été annoncés au cours de la dernière année scolaire. Pas moins de 20 % des étudiants auraient considéré cet incitatif comme ayant eu un effet majeur dans leur décision d'étudier à Gaspé. En plus des incitatifs financiers, l'admission d'étudiants internationaux et des étudiants québécois qui ne trouvent pas de place dans les grands centres urbains constitue une mesure déjà évoquée pour au moins stabiliser le nombre des admissions dans les cégeps en région. Les sept cégeps de l'Est et de la Côte-Nord offrent des services de formation dans le territoire appelé le Québec maritime comprenant 400 000 personnes pour une clientèle de plus de 7800 étudiants.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Pour répondre à la demande, de nouvelles places seront offertes dans les cégeps à la rentrée - Mise à jour le mercredi 10 août 2011 à 16 h 08 HAE

Un texte de Louis-André Bertrand

Afin de pallier un manque de places dans les cégeps montréalais, certains établissements ont entrepris des démarches afin d'accueillir davantage d'étudiants, pour ne pas ralentir leur parcours scolaire. En juin dernier, Gaétan Faucher, directeur général du Service régional d'admission du Montréal métropolitain (SRAM), affirmait qu'une partie des 900 finissants du secondaire qui étaient admissibles au cégep en septembre prochain n'avait pas été acceptée en raison « des problèmes de places disponibles sur l'île ».

Ce manque de places est lié au fait que les collèges sont passablement tous bondés sur l'île de Montréal. Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a accordé à l'époque des allocations aux cégeps de Montréal afin de permettre la location d'espaces et des réaménagements internes. Québec a aussi annulé les pénalités imposées aux établissements qui comptent plus d'étudiants que ce qui leur est permis, ajoute Esther Chouinard, de la Direction des communications du ministère.

Ces mesures doivent permettre d'ajouter 500 places, mais on ne pourra connaître le chiffre exact avant le mois de septembre, date à laquelle le ministère reçoit les déclarations de fréquentation des cégeps. Dans l'attente, Québec espère aider le plus grand nombre possible de jeunes avec ces mesures, indique Mme Chouinard.

Location de salles et cours de soirs

Au collège John Abbott, la direction a signé une entente avec une école secondaire adjacente afin de louer trois locaux dans cette dernière. Cette mesure, qui a aussi été nécessaire l'an dernier, permet d'accueillir 200 étudiants supplémentaires. Selon Debbie Cribb, conseillère aux communications du collège, toutes les nouvelles places, offertes dès le premier des trois tours de demande d'admission, ont trouvé preneurs.

Le cégep de Saint-Laurent n'a pas été en mesure d'offrir de nouvelles places ordinaires cet automne. Huit cours de soir supplémentaires sont désormais offerts par l'entremise de la formation continue, une mesure qui touche 200 étudiants. Carole Poirier, conseillère en communication au cégep, explique que, bien que ces étudiants soient inscrits à temps partiel, ils pourront au moins s'avancer dans leur parcours collégial en suivant des cours de français, de philosophie et d'éducation physique, par exemple.

La situation est autre au Collège Édouard-Montpetit. Selon France Lalonde, conseillère en communication au cégep longueuillois, on n'a refusé aucun étudiant en raison du manque de places dans les programmes qui ne sont pas contingents. En fait, l'établissement accueille une soixantaine de collégiens supplémentaires cette année, par rapport à l'automne 2010. Comme quoi la solution aux problèmes montréalais pourrait se trouver en Montérégie.

Un taux d'admission très fort

Ne pas avoir trouvé une place après les trois tours de demande d'admission ne signifie pas qu'un jeune ne pourra pas étudier au cégep, affirme Geneviève Lapointe, directrice des communications du SRAM. Ceux dont le dossier n'a pas été sélectionné peuvent être finalement acceptés après avoir fait appel aux aides péda-

gogiques. « Les collèges essaient d'être facilitateurs. Ça dépend des directions », ajoute-t-elle. Le manque de places est une réalité vécue dans certains programmes dans certains collèges, dans d'autres, c'est l'ensemble de l'institution qui est touché. Mme Lapointe rappelle cependant que, pour l'automne 2010, ce sont 94 % des demandes complètes, c'est-à-dire des demandes qui ont été menées à terme, qui ont été acceptées, un taux que Mme Lapointe juge « très fort ».

Sur la totalité des demandes, ce sont 79 % des candidats qui ont été admis l'an dernier. De ceux-ci, 90 % ont été sélectionnés lors du premier tour. Mme Lapointe précise cependant qu'il arrive aussi qu'un dossier soit refusé parce que le demandeur ne remplit pas les conditions d'admission ou en raison du nombre de places restreint de quelques programmes.

Malgré tous les efforts du SRAM, certains jeunes ne trouveront pas de places au cégep. Mme Lapointe montre du doigt la concentration urbaine et le fait que certains programmes sont particulièrement en vogue, entre autres. « À l'échelle humaine, c'est dramatique de ne pas trouver une place pour ceux qui vivent ça », conclut-elle.

Pour ceux qui ont été admis dans un cégep, la rentrée est le 22 août prochain.

Les commentaires (10)

Envoyé par [Victor Nazaire](#) de Ottawa, 10 août 2011 à 23 h 22 HAE
@ Marie Allard

En effet, vous avez raison d'affirmer que tout se trouve au bout des doigts grâce à l'Internet quand on veut vraiment se renseigner ! En passant, félicitations à votre père ! Cependant, ce sur quoi je voulais attirer l'attention dans un système de compétition après pour occuper des sièges vacants pour garder un département académique vivace les cégeps en région doivent rechercher de manière proactive et non seulement attendre que l'étudiant fasse les démarches initiales. La concurrence dans la recherche d'étudiants sera de plus en plus aigre et les cégeps en région pour éviter la fermeture de départements académiques devront se dynamiser pour attirer (publicité dans les autobus de Montréal, dans les bibliothèques publiques, dans les stades et arenas, etc)

Solliciter activement ou périr à petit feu !
[En accord \(4\) » - En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [Marie Allard](#) de Montréal, 10 août 2011 à 22 h 29 HAE
@ Victor Nazaire : vous dites Les Cégeps doivent se grouiller un peu (Publicité à Montréal) " Les étudiant aussi. Incroyable...les étudiants ont toute l'information relative aux CEGEP qui offrent les programmes auxquels ils peuvent être intéressés. Cette information est disponible depuis bien longtemps. Des que j'ai commencé le secondaire, mon père m'a donné un cahier contenant toutes les infos sur les programmes offerts par les universités et les CEGEP ainsi que les taux de placement: cette information est aujourd'hui accessible du bout des doigts, depuis son salon. Il y a quinze ans je pouvais même savoir ce que

ca coûtait d'étudier au Royaume-Uni (Cambridge) ainsi que de connaître le coût des dépenses accessoires.

Un étudiant pas capable de se renseigner ne démontre pas grande motivation. Tout doit-il être fait pour les cancre? Me semble qu'à ce niveau un peu de débrouillardise n'est pas trop demander.

[En accord \(4\) » - En désaccord \(1\) »](#)
Envoyé par [Hai-Phong Nguyễn](#) de Saint-Damase, 10 août 2011 à 21 h 31 HAE
@ Roméo Guité

Très d'accord avec votre propos quant au "marketing" possiblement défaillant pour vendre les cégeps qui sont à l'extérieur de Mtl et de sa périphérie.

[En accord \(3\) » - En désaccord \(1\) »](#)
Envoyé par [Hai-Phong Nguyễn](#) de Saint-Damase, 10 août 2011 à 21 h 29 HAE

Peu importe comment on peut expliquer cette situation, tant mieux si les programmes de DEP et ceux des CÉGEP sont fréquentés par la relève. Nettement plus intéressant de lire ceci que de voir un titre comme, "Des Cégeps Vides".
[En accord \(9\) » - En désaccord \(0\) »](#)

Envoyé par [Victor Nazaire](#) de Ottawa, 10 août 2011 à 19 h 31 HAE

Que font les Cégeps en régions pour attirer ? Font-ils de la publicité sur les panneaux des autobus de la CTCM ? Disent-ils le coût mensuel d'une chambre d'étudiants en région ? Parlent-ils du coût d'une carte d'étudiants pour le transport local par autobus ? Les Cégeps doivent se grouiller un peu (Publicité à Montréal) pour attirer .
[En accord \(6\) » - En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [Peter Venkman](#) de Montreuil, 10 août 2011 à 17 h 58 HAE

Comment ça un afflux soudain et massif de candidats pour les cégeps? Les usines ont-elles cessé d'embaucher ou quoi???

[En accord \(7\) » - En désaccord \(15\) »](#)
Envoyé par [Christiane Gervais](#) de Montréal, 10 août 2011 à 17 h 40 HAE

Envoyé par Roméo Guité de Manche d'Épée, 10 août 2011 à 15 h 28 HAE

«(...) Nos CÉGEPs se meurent dans les régions, alors qu'il n'y a pas assez de places en ville... M'est avis que les programmes et la qualité de vie exceptionnels offerts hors des grands centres ne sont pas bien «vendus» aux étudiants.» Les régions ne sont pas bien «vendues» à tout le monde, monsieur Guité, si elles l'étaient, on s'y précipiterait plutôt que vouloir recréer un semblant de qualité de vie régionale en plein cœur des villes.

J'ose croire que les nouvelles technologies permettront, entre autres, aux sièges sociaux et aux entreprises de les découvrir et de s'y implanter et, aux citoyens, de découvrir les beautés des régions, les richesses qu'elles offrent et qu'ils auront ensuite envie d'y étudier, de s'y installer pour y bien vivre.

[En accord \(13\) » - En désaccord \(1\) »](#)
Envoyé par [Issac Newton](#) de Saint-Laurent, 10 août 2011 à 15 h 45 HAE

Il ne s'agit pas d'un manque de places mais plutôt d'une hausse inattendue de demandes d'admission, phénomène manifestement ponc-



tuel car sans précédent et toujours sans explication. Donc les candidats qui ont été refusés l'ont été non pas par "manque de places" mais plutôt à cause de la faiblesse extrême de leur dossier scolaire. (Les dossiers forts et moyens ne sont jamais refusés. Les dossiers faibles le sont souvent, ce qui n'est pas nouveau.) Néanmoins c'est une bonne nouvelle car cela montre une remontée (ponctuelle) de l'intérêt des études supérieures chez les finissants du secondaire. Quant à savoir s'il faut tout faire pour accepter les poches (pardon, les plus faibles), sachant qu'ils risquent fort de se casser la figure, c'est une autre question. ;-)

Serge Lapierre

[En accord \(47\) »](#) - [En désaccord \(12\) »](#)

Envoyé par [Alain Pinel](#) de Baie-Comeau, 10 août 2011 à 15 h 43 HAE

La solution est pourtant simple: les cégeps en région!

De nombreux cégeps situés en région sont en manque criant d'étudiants et seraient très heureux de les recevoir. En plus, ces jeunes pour-

raient découvrir un peu leur province et, qui sait, peut-être décider de s'établir dans leur région d'adoption après leurs études; ce qui ne ferait pas de tort au développement régional...

Chaque année, de nombreux jeunes quittent pour Montréal lorsque l'offre de formation (e.g. programme choisi) n'est pas disponible chez eux. Pourquoi le mouvement en sens inverse serait-il impossible? Il est préférable d'étudier en sciences de la nature, sciences humaines, soins infirmiers, génie civil, etc. en région que de poireauter un an en attente d'une place près du domicile familial!

En plus, ça corrigerait un non-sens ministériel consistant à subventionner les cégeps montréalais qui débordent, alors qu'on subventionne en même temps les petites cohortes des cégeps régionaux. Soyons donc un peu logiques et cohérents dans nos décisions!

[En accord \(64\) »](#) - [En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [Roméo Guité](#) de Manche d'Épée, 10 août 2011 à 15 h 28 HAE

Le CÉGEP de Gaspé donne le programme de soins infirmiers, de foresterie, d'éducation spécialisée et d'éducation à l'enfance, de travail social, de comptabilité et de gestion, les programmes de maintenance et d'électronique industrielle, de foresterie, ainsi que le programme de tourisme d'aventure en immersion anglaise et française...

En plus des cursus préuniversitaires réguliers, bien sûr.

Le centre ville de Gaspé est très vivant, la population est jeune.

L'environnement permet des tas d'activités de plein air incomparables, gratuites, partout.

Ah oui, et le coût de la vie moindre que dans le sud du Québec.

Nos CÉGEPs se meurent dans les régions, alors qu'il n'y a pas assez de places en ville... M'est avis que les programmes et la qualité de vie exceptionnels offerts hors des grands centres ne sont pas bien «vendus» aux étudiants.

[En accord \(95\) »](#) - [En désaccord \(6\) »](#)

RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC : Bas-Saint-Laurent : bientôt l'heure de la rentrée - Mise à jour le mardi 9 août 2011 à 17 h 12 HAE

Les cégépiens du Bas-Saint-Laurent se préparent à retourner sur les bancs d'école. Comme chaque année, les dirigeants des établissements scolaires doivent faire des pieds et des mains pour attirer des jeunes.

Au cours des deux dernières années, la clientèle du Cégep de Rivière-du-Loup était en hausse. Toutefois, on s'attend cette année à une diminution d'une trentaine d'étudiants. Encore une fois, certains programmes sauvent la mise selon le directeur général, Claude Roy. « Certains programmes attirent naturellement des gens de

l'extérieur, par exemple, technique d'intervention en loisir. Ce n'est pas un programme qui est donné partout, donc on attire des gens du centre du Québec, de Québec et même de Montréal. » La situation est similaire à Rimouski. Au cours de l'année scolaire 2011-2012, pas moins de 2525 étudiants devraient fréquenter l'établissement. Ce nombre représente toutefois une baisse de 75 élèves.

Le programme intégré de sciences, lettres et arts ne sera pas offert cette année, faute d'inscriptions. D'autres programmes en difficultés seront

tout de même offerts. « Même si on a 6-7-8-9 élèves, on les offre puisqu'on est capable de les financer à l'intérieur de la masse salariale qu'on a », précise Serge Desrosiers du Cégep de Rimouski.

La Pocatière : l'exception

La situation est bien différente au cégep de La Pocatière. Une centaine d'élèves de plus que l'an dernier y sont inscrits. « On fait beaucoup de promotions un peu partout et on fait du recrutement à l'étranger », se réjouit le directeur général, Claude Harvey.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Une gifle de 500\$: Le cégépien réclamait 7000 \$ pour une claque de son professeur Lundi 1er août 2011

ERIC THIBAUT

Un professeur de philosophie d'un collège anglophone de Québec vient d'être condamné à verser un dédommagement de 500 \$ à un étudiant turbulent qu'il a giflé en pleine classe.

Le juge Daniel Lavoie a conclu que William McNeil, qui enseigne au Collège St. Lawrence depuis 1985, avait commis un « geste inacceptable », et ce, « bien que (...) son étudiant l'avait dérangé tout au long de son cours » du 23 février 2009.

Piqué au vif

Excédé par les blagues et les mimiques de cet élève qui en était à sa dernière année de cégep, M. McNeil avait momentanément mis de côté les grands principes de sagesse des sophistes.

Il s'est d'abord approché du bureau de l'élève dissipé et l'a interpellé en faisant un jeu de mots sarcastique avec son nom de famille.

Puis, « il a poussé le pupitre tout en jetant le sac du demandeur qui se trouvait bien en vue sur le dessus. Réagissant à la situation, le demandeur l'a intimidé d'arrêter tout en l'affrontant verbalement, en lui disant qu'il risquait son emploi ».

Une bravade qui ne se faisait pas « dans le temps » de ceux et celles ayant connu l'époque des coups de règle sur les doigts, mais qui n'est pas rarissime aujourd'hui.

Le prof de philo a « aussitôt » répliqué par une gifle du côté gauche du visage de l'étudiant frondeur, devant sa vingtaine de camarades de classe médusés. Un geste d'une « spontanéité qui, heureusement, l'a surpris lui-même tout en l'alertant de son inconvenance », a relaté le juge. Surmenage

L'enseignant a été suspendu pendant quelques jours avant de passer le reste de l'année scolaire en congé de maladie. Au procès tenu devant la division des petites créances de la Cour du Qué-

bec, M. McNeil a admis les faits, les expliquant par son état de « sur menage ».

« L'enseignant doit faire preuve constamment de la maîtrise de ses émotions. Le comportement du demandeur ne peut être vu objectivement comme une provocation justifiant la bousculade et la gifle que le défendeur lui a assénée. Surtout que son physique est imposant : 250 livres et six pieds et deux pouces ! », a estimé le juge.

« Dérangeant »

Le directeur de ce collège public, Jean Robert, a témoigné que l'étudiant a vite acquis la réputation d'être « dérangeant » à son arrivée en 2006, au point où « certains professeurs refusaient de lui enseigner ».

Le jeune réclamait la somme maximale de dommages admissibles aux petites créances, soit 7 000 \$. La Cour a cependant conclu que sa gêne et son anxiété passagère ne méritaient que 500 \$.

LA TRIBUNE : Les cégépiens réclament une librairie coopérative - Mis à jour le mardi 19 juillet 2011 à 10h05

Isabelle Pion, La Tribune

(SHERBROOKE) La Librairie GGC se fait montrer la sortie par des étudiants du Cégep de Sherbrooke. Alors que le Cégep ira prochainement en appel d'offres pour les services de librairie, l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) a lancé une pétition afin de faire la promotion d'une gestion coopérative.

Le contrat de la Librairie GGC se termine en 2012, en pleine Année internationale des coopératives. «On veut pousser pour que ce soit une coopérative», explique Marie-Danielle Larocque, coordonnatrice de l'AÉCS.

Lancée au début du mois de mai, la pétition circulera jusqu'à l'automne, pour ensuite être

remise aux instances de l'établissement collégial. Jusqu'ici, environ 1200 noms ont été recueillis. Pourquoi miser sur l'implantation d'une coopérative?



Archives La Tribune

«Tous les bénéficiaires d'une coop ont des retombées dans la communauté. Il y aurait plus d'emplois étudiants, un peu comme avec la coopérative de services alimentaires, estime Marie-Danielle Larocque. Ce n'est pas une personne qui contrôle tout, ce sont vraiment des décisions collectives.»

En ce moment, la Coopérative de solidarité du Cégep de Sherbrooke assume notamment la gestion d'un café. «Il y a un gros taux de roulement d'emplois étudiants. Il y a plein de monde qui peut postuler.»

L'étudiante précise que l'AÉCS mise sur le mode de gestion coopératif, mais elle ne privilégie aucune candidature en particulier.

MÉTRO : Montréal : Manque de place dans les cégeps: les enseignants réclament des mesures d'urgence – Mardi 05 juillet 2011

Ils veulent que des classes temporaires soient ouvertes à court terme

Québec s'apprêterait à débloquer des fonds
MARIE-EVE SHAFFER

Environ 900 jeunes diplômés du secondaire n'ont pas été acceptés dans l'un des cégeps du Grand Montréal faute de place. Les enseignants de ces établissements demandent que de nouvelles places soient créées rapidement.

«Quand quelqu'un veut étudier au cégep, il doit au moins y avoir accès», a affirmé la vice-présidente de la Fédération des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN), Micheline Thibodeau. Cette organisation représente 85% du personnel enseignant des cégeps.

Mme Thibodeau réclame que des classes temporaires soient ouvertes à court terme et qu'au cours de la prochaine année, un plan d'urgence soit échauffé pour éviter que le nombre de candidats refusés n'augmente.

L'an passé, 850 élèves n'avaient pas été admis après le trois tour d'inscription du Service régional d'admission du Montréal métropolitain (SRAM). La ministre de l'Éducation de l'époque, Michelle Courchesne, avait débloqué 1 M\$ pour aménager des classes temporaires et embaucher du personnel dans les cégeps Vanier, André-Laurendeau, Dawson et Saint-Laurent. Environ 650 jeunes avaient ainsi réussi à s'inscrire, d'après le SRAM.

Le gouvernement s'apprêterait à desserrer à nouveau les cordons de la bourse pour ajouter 500 nouvelles places dans les établissements collégiaux de Montréal, selon les informations obtenues par le quotidien Le Devoir. Une annonce serait imminente.

La hausse de la clientèle cégépienne est attribuable à une augmentation du nombre d'élèves au secondaire dans la région de Montréal, selon Micheline Thibodeau, ainsi qu'au succès que remportent les projets de persévérance scolaire.

Elle a aussi souligné le fait que les critères d'admission sont moins exigeants. Le ministère a ainsi sous-estimé la demande et n'a pas prévu assez de places, selon elle.

La FNEEQ-CSN croit aussi qu'il faut mousser les programmes d'études collégiales offerts dans les régions pour encourager les jeunes à aller y étudier. Des logements à peu de frais et des allocations de transport pourraient leur être offerts, selon le syndicat. «Mais pas question d'obliger quelque étudiant que ce soit d'aller en région», a dit la vice-présidente de la FNEEQ-CSN.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) approuve cette solution. L'organisation, qui représente plus de 60 000 cégépiens, croit même qu'il ne faut pas ouvrir de nouveaux cégeps à Montréal, mais plutôt référer les candidats refusés aux établissements situés en région qui ferment de plus en plus de classes d'année en année.

24 HEURES : Engorgement des cégeps de Montréal : les enseignants voient les régions comme une solution ou Étudier en région pour désengorger les cégeps – Mardi 05 juillet 2011

Jean-François Villeneuve

Afin de désengorger le système collégial montréalais, les enseignants plaident pour l'instauration d'incitatifs pour encourager les étudiants à envisager des études en régions, plutôt que dans le Grand Montréal.

« Il manque énormément de places dans le milieu collégial », explique Micheline Thibodeau, vice-présidente de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN).

« Il ne s'agit pas d'envoyer systématiquement les étudiants à l'école loin de chez eux, mais de leur montrer ce qui existe comme programmes à l'extérieur, comme ceux de techniques minières, par exemple », explique Micheline Thibodeau. « Il n'y a pas assez de locaux à Montréal, ce qui

crée des contingentements importants dans certains programmes ».

Des restrictions qui ont d'ailleurs obligé les cégeps à refuser plus de 6 600 candidatures pour manque de places à l'automne 2010. Il s'agit de près de 10 % des demandes effectuées dans la seule région montréalaise, selon les données disponibles auprès du Service régional d'admission du Montréal métropolitain (SRAM).

En 2009, près de 5 400 demandes avaient refusées, soit 8,36 % du total des demandes faites à la trentaine des institutions collégiales du Montréal métropolitain.

Des solutions qui passent par les régions

Dans le but de régler le problème, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a annoncé un financement pour ajouter 500 nou-

velles places dans les cégeps montréalais pour la rentrée 2011.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), de son côté, souligne que cet effort de la part du ministère pour endiguer le problème n'est qu'un baume temporaire.

« Le ministère devrait inciter davantage les jeunes à aller étudier en région », souligne par voie de communiqué Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Il suggère entre autres d'offrir des prêts et bourses pour les étudiants qui choisissent des cégeps en région, ou encore de faire une meilleure promotion des programmes spécifiques à certains établissements. « On ferait d'une pierre, deux coups », poursuit M. Bureau-Blouin.

Le MELS n'a pu répondre aux questions de 24H, lundi.

LE DEVOIR : Les cégeps de Montréal débordent : 900 étudiants ont vu leur demande d'admission refusée – Lundi 04 juillet 2011



Photo : Jacques Grenier - Le Devoir
Québec devrait annoncer bientôt un budget spécial pour rajouter 500 places dans les cégeps de la grande région de Montréal.

Amélie Daoust-Boisvert

N'entre pas dans un cégep de Montréal qui veut. Comme par les années passées, plusieurs étudiants ont vu leur demande d'admission refusée, faute de place. Ils seraient environ 900 à chercher un plan B pour l'automne. Le ministère

devrait annoncer sous peu un budget exceptionnel pour ajouter 500 places.

«Même si on ajoute 500 places, il reste 400 [jeunes] sur le carreau!», dénonce la vice-présidente de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec Micheline Thibodeau. «Les plus forts trouvent une place en premier. Mais tous les étudiants qui répondent aux critères d'admission devraient pouvoir trouver une place», renchérit-elle.

La hausse des demandes d'admission s'observe depuis quelques années. Elle est tout de même plus modeste en 2011 avec 2 %, alors qu'en 2010 5 % plus de personnes souhaitaient entrer au cégep.

Même si certains essuient un refus à cause d'un dossier scolaire trop faible, «il y a aussi des problèmes de places disponibles sur l'île. Les collèges sont passablement tous à pleine capacité», a expliqué le directeur général du Service régional d'admission du Montréal métropolitain, Gaëtan Faucher à Radio-Canada.

Alors qu'un creux démographique fait craindre une baisse de la fréquentation des cégeps dans les prochaines années, les projets d'agrandissement permanents ne pleuvent pas. On parle davantage de juguler la crise par la location de

salles, des reamenagements et l'installation de roulottes temporaires.

Cette stratégie pourrait s'avérer erronée, croit Mme Thibodeau. «Les prédictions, on ne se fie pas tellement à ça, ce n'est pas fiable. Il n'y a pas que le nombre d'étudiants au secondaire qui joue sur la fréquentation des cégeps, mais aussi la proportion qui souhaite continuer, l'arrivée d'étudiants de pays étrangers, les retours aux études. Il ne faut pas oublier tous les efforts sur la persévérance scolaire au secondaire!»

Le chemin du savoir se trouve peut-être en banlieue et en région pour les laissés-pour-compte de l'île: «Il n'y a pas vraiment [d'agrandissements] dans les cégeps de Montréal, mais dans les couronnes, oui», explique Mme Thibodeau. «On pourrait faire la promotion de programmes en région [qui ont davantage de difficulté à recruter], comme les techniques minières», ajoute-t-elle, tout en favorisant l'ajout de places dans la métropole. En attendant, il est toujours possible de se renseigner auprès de chaque établissement des places restantes dans des programmes moins populaires pour le quatrième et dernier tour d'admission et ainsi se faufiler à la rentrée de septembre 2011.

UNIVERSITÉS



CYBERPRESSE-LENOUVELLISTE : Étape décisive vers le futur campus de l'UQTR - Mis à jour vendredi 09 décembre 2011, à 14h19



Photo: Marc Rochette

Une autre étape vient d'être franchie vers l'établissement d'un futur campus universitaire à Drummondville. On peut voir sur la photo, Francine Ruest Jutras, mairesse de Drummondville et André Paradis, recteur par intérim de l'UQTR. Marc Rochette, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) Même s'il manque toujours le précieux cadeau d'une approbation gouvernementale, la Ville de Drummondville et l'UQTR ont au moins un présent sous l'arbre de Noël: l'acceptation de l'offre d'achat du terrain qui devrait recevoir le futur campus universitaire d'ici trois ans. «Une étape décisive vient d'être franchie», a déclaré le recteur par intérim de l'UQTR, André Paradis. «L'annonce d'aujourd'hui constitue un

important jalon», renchérit la mairesse Francine Ruest Jutras. La superficie acquise au coût de trois millions de dollars est située sur le site des Pères Montfortains. Le campus aura l'avantage d'être facilement accessible via l'autoroute 20 ainsi que la route 122 en plus d'être près du centre-ville. Et à proximité, on y retrouve également le Complexe sportif Drummondville. Évalué entre 27 et 30 millions de dollars, le projet peut déjà compter sur une mise de fonds du milieu de l'ordre de 7,3 millions de dollars, à laquelle est venue s'ajouter, jeudi, une somme de 500 000 \$ consentie par la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec.

RADIO-CANADA / ESTRIE : Un grand pas franchi dans le dossier du campus de l'UQTR à Drummondville - Mise à jour Vendredi 09 décembre, 15h00



Le dossier d'un futur campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières à Drummondville a franchi une étape importante vendredi. La Ville de Drummondville s'engage à acheter un terrain où pourrait être construit le campus. C'est le terrain des Pères Montfortains qui sera acquis par la Ville de Drummondville au coût de 3 millions de dollars. Ce choix s'est fait en concertation avec l'UQTR. La direction de l'UQTR apprécie la proximité du Complexe sportif Drummondville situé juste à côté du futur campus ainsi que l'accessibilité de l'autoroute 20 ainsi que la route 122. Le projet de l'UQTR à Drummondville est évalué à 30 millions de dollars et sera entièrement financé par la Ville qui louera les installations à l'UQTR par la suite. Les plans d'affaires de l'UQTR et de la Ville de Drummondville doivent être approuvés avant de procéder à la première pelletée de terre. Si tout fonctionne, les premiers étudiants seront accueillis en 2014.

CYBERPRESSE-LATRIBUNE : UQTR: la Ville de Drummond et les Montfortains s'entendent - Mis à jour vendredi 0-9 décembre 2011, à 15h13



La Tribune, Jean-Pierre Boisvert

La mairesse Francine Ruest Jutras et André Paradis, recteur par intérim de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), ont annoncé un engagement de principe concernant l'achat du terrain où devrait être érigé le futur campus universitaire. Jean-Pierre Boisvert, La Tribune (DRUMMONDVILLE) Un engagement de principe est intervenu entre la Ville de Drummondville et les Pères Montfortains concernant l'achat du terrain où devrait être érigé le futur campus universitaire de l'UQTR, faisant franchir «un grand pas» au projet qui, toutefois, attend toujours le feu vert du ministère de l'Éducation. C'est ce qu'ont fait savoir vendredi matin la mairesse Francine Ruest Jutras et André Paradis,

recteur par intérim de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), lors d'une conférence de presse qui a rassemblé plusieurs intervenants du monde de l'éducation et des partenaires socio-économiques de la région de Drummondville. Le prix de 3 millions \$ (incluant la TPS et la TVQ), pour l'ensemble du domaine, d'une superficie d'environ 1,2 million de pieds carrés, sera payable en deux versements: un montant de 1 200 000 \$ versé lors de la signature de l'acte de vente et une somme restante de 1800000 \$ payable au plus tôt le premier janvier 2015 et au plus tard le premier janvier 2017.

THE GAZETTE : HEC students' blackface act 'based on ignorance' : 30 freshmen complete training in racial sensitivity - Wednesday, December 7, 2011

By RENÉ BRUEMMER, A group of about 30 HEC Montréal students who painted their faces black during a freshman event and paraded around the university pretending to be Jamaican sprinter Usain Bolt have completed courses in racial sensitivity training. The incident in early September was posted on YouTube, garnering international attention and prompting an official apology from the business school. Some students also chanted "Smoke some weed, mon," and at least one was seen clutching a stuffed monkey. The university created a customized racial awareness program, designed and presented in part by Vivian Barbot, a Haitian-born former member of Parliament who is the interim president of the Bloc Québécois and a specialist in intercultural education.

The students attended three sessions totalling 10 hours. The university will require student associations and groups that organize activities to take the sessions in the future. "Many people, and we agreed with this, said they didn't think this was a racist act based on racism - it was based on ignorance," said HEC secretary general Jacques Nantel. "I think (the students) realized very early that this hadn't been the best idea in town." In the first session, students discussed and examined why the incident created an uproar. In the second, the students were shown what an incident like that could mean for the community at large, and especially for the group targeted. The third session focused on what racial sensitivity means in daily life, particularly for future managers working in a multicultural environment.

"We try to get them to understand a racist act is not necessarily just a product of its intention, but much more in how it is perceived by others," Nantel said. Anthony Morgan, the McGill law student of Jamaican descent who videotaped the group in blackface, said he never thought the students were intentionally malicious, but that didn't mean their actions weren't offensive and hurtful. Morgan contemplated filing a complaint with the Quebec Human Rights Commission, but decided against it because he felt the university was taking the incident seriously. Morgan is calling on the school to increase diversity in terms of its students, professors and administrators to address what he described as an "institutional" problem with the way students are educated and socialized at HEC. The university has said it is making changes to its student

code of conduct on the topic of racism, and will be modifying its policy regarding harassment. On top of the racial sensitivity sessions, Morgan said he would like HEC to alter its curriculum to involve more awareness of foreign cultures "so this blackface thing wouldn't arrive in the first place because the sensitivity and understanding would already be there." The university already offers those types of course to second-and third-year students, Nantel said, especially since 40 per cent of its students go on to work abroad.

Nantel stressed that the incident occurred with students who had only been at the school for a week. (Morgan noted, however, that it is senior students who organize frosh events.) "We learned that behaviour that we took for granted wouldn't occur sometimes does ..." Nantel said. "I spoke with many people at many universities and one thing was clear - no one is sheltered from this type of incident. "An action that is considered innocuous can become stupid very quickly. The group effect can

multiply it - If there was a lesson, it is that you have to be vigilant - and you have to pass the message on a regular basis." The university will launch an awareness campaign next semester disseminated on video screens throughout the school on the issue of respect, with a focus on racism and sexism.

LE SOLEIL : La mise en marché collective des produits agricoles à l'université – Jeudi 24 novembre 2011



Le Soleil, Yan Doublet

Pour le président de l'UPA, Christian Lacasse, il n'y a pas de doute que la mise en marché collective des produits agricoles a fait toute la différence pour les producteurs québécois, qui sont les mieux rémunérés au Canada.

Claudette Samson, Le Soleil (Québec) Au moment où plusieurs craignent de voir le système canadien de gestion de l'offre se faire engloutir dans la négociation pour un accord de libre-échange avec la région Asie-

Pacifique, l'Université Laval crée la Chaire de leadership en enseignement de la mise en marché collective des produits agricoles.

Ce système unique, mis sur pied par les producteurs eux-mêmes il y a une quarantaine d'années, demeure méconnu, indiquait mardi la titulaire de la chaire, la professeure Annie Royer, de la faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation.

La mise en marché collective est, selon elle, un système économique efficace, qui permet de coordonner la production agricole tout en abaissant les coûts des transactions et en assurant une répartition équitable des revenus pour les agriculteurs.

La mise sur pied de cette chaire est rendue possible grâce à la contribution de 300 000 \$ en cinq ans de l'Union des producteurs agricoles (UPA).

Pour le président de l'UPA, Christian Lacasse, il n'y a pas de doute que ce système a fait toute la différence pour les producteurs québécois, qui sont les mieux rémunérés au Canada. Cela a permis d'assurer la stabilité dans les fermes,

disait-il en marge de l'annonce qui se déroulait à l'Université Laval.

Négociation de libre-échange

L'intention manifestée la semaine dernière par le premier ministre Stephen Harper de participer à la négociation d'une zone de libre-échange avec la région Asie-Pacifique a semé l'inquiétude parmi plusieurs groupes. Des spécialistes estiment que notre système protectionniste risque de ne pas survivre à de tels échanges, et ce, même si M. Harper a bien défendu le système à ce jour. Christian Lacasse, lui, dit faire confiance au premier ministre pour protéger la gestion de l'offre.

Il estime, par ailleurs, qu'il y a des mythes à défaire, notamment celui voulant que la mise en marché collective nuise à la diversification de la production. Il en prend pour exemple la production laitière. Depuis 15 ans, on a vu émerger une panoplie de fromages de spécialité, et c'est la mise en marché collective qui a favorisé cette diversification, dit-il.

LA PRESSE : Éducation : À peine installée, l'Université de Montréal fait parler d'elle – Mardi 22 novembre 2011

Gabrielle Duchaine, collaboration spéciale

À Laval depuis septembre, le nouveau campus de l'Université de Montréal est déjà une figure de prou dans des domaines de pointe.

Le boom démographique qui frappe Laval et ses environs a convaincu l'Université de Montréal d'y jeter l'ancre. Le nouveau campus vient à peine d'ouvrir ses portes que déjà, il attire l'attention avec des projets uniques et novateurs.

Moins de deux mois après son ouverture, en septembre, le campus Laval de l'Université de Montréal (UdeM) se prépare à accueillir un laboratoire d'ingénierie du mouvement unique au pays. L'installation, gérée par le département de kinésiologie, comprendra 700 000 \$ d'équipement à la fine pointe de la technologie.

« Ce sera le laboratoire le mieux équipé au pays pour la réadaptation et le suivi des athlètes de haut niveau », promet le directeur du département et coresponsable du projet, François Prince. Les locaux sont prêts à accueillir 24 caméras haute définition, des plates-formes de force et un dynamomètre isocinétique; un appareil qui mesure la puissance et la force des articulations. « Il servira à optimiser les gestes qu'effectuent les sportifs, comme le lancer du javelot, par

exemple, explique M Prince. Nous pourrions aussi suivre leur guérison après une blessure. »

Des étudiants de premier et de deuxième cycle, des professeurs, des athlètes et leurs entraîneurs et même des élèves en technique d'orthèses et de prothèse du cégep Montmorency auront accès au laboratoire dès janvier. Selon M. Prince, son unité attirera des étudiants de partout au pays.

Une bibliothèque laboratoire

Bien qu'elle frappe moins l'imaginaire d'un point de vue technologique, la bibliothèque du campus Laval fait aussi parler d'elle. Pour son concept, surtout. « On s'en est servi pour tester toutes sortes de nouveaux principes, explique la directrice des bibliothèques de l'université, Isabelle Séguin. À ce jour, ça fonctionne très bien. »

Par exemple, plutôt que de réserver les aires ouvertes au travail silencieux et de confiner les groupes à un espace fermé, comme font la plupart des bibliothèques scolaires, celle-ci fonctionne à l'envers. On a également misé sur un mobilier diversifié, pour que chacun s'y sente confortable. Oubliez les interminables allées de tables rectangulaires. Ici, il y a des tables bistro, des rondes, d'autres en zigzag ou munies de séparateurs. Pour s'asseoir, les étudiants ont le

choix entre plusieurs types de chaises et de fauteuils, et même des banquettes.

Mais surtout, chaque table est munie d'une prise de courant. « Ça peut paraître anodin, mais c'est rare parce que c'est extrêmement compliqué d'électrifier une vieille bibliothèque. Et aujourd'hui, avec les ordinateurs portables, ça fait une énorme différence », dit Mme Séguin. Toujours pour s'accommoder aux nouvelles technologies, on a installé des écrans de 42 pouces dans les endroits où travaillent les groupes. Ils peuvent y brancher un ordinateur et permettre à tous les membres de l'équipe de voir l'écran.

Une offre diversifiée

Depuis cette année, l'Université de Montréal offre à Laval une cinquantaine de programmes, dont la majorité dans les sciences de la santé. Elle souhaite accueillir 2 500 étudiants à temps plein d'ici trois ans. La tâche risque d'être assez facile. Selon l'UdeM, 35 % de sa clientèle vient de Laval ou d'ailleurs sur la Rive-Nord de Montréal. Le nouvel établissement de six étages est équipé du nec plus ultra. Il est notamment doté de salles et de laboratoires modernes. Un étage complet abrite une clinique en intervention psychosociale où les soins à la population sont prodigués par des étudiants supervisés.

24HMONTREAL.CANOE.CA : Université de Montréal : des télévisions qui coûtent cher, Jeudi 17 novembre, à 11h48





Photo : Joël Lemay

Alors que les universités québécoises réclament plus de financement, l'Université de Montréal était prête à dépenser près de 450 000 \$ dollars pour un réseau de télévision interne, selon un document obtenu par le 24h.

La première phase du projet de 24 écrans disséminés sur le campus a été inaugurée le 23 août. S'il admet que le budget initial du projet était d'un peu moins d'un demi-million de dollars, Raynald Petit, directeur de l'image de marque de

l'UdeM et responsable d'UdeMTélé, estime toutefois n'avoir dépensé que 265 000 \$ présentement, incluant l'embauche de deux employés à temps plein. « C'est un estimé, une mise à jour des chèques qu'on a signé »

Comme le projet n'est pas terminé, ce dernier n'est pas en mesure de fournir des documents finaux.

Le coût d'implantation du service est partagé par le Bureau des communications, la Direction générale des technologies de l'information et de la communication et la Direction des immeubles. L'objectif est de « mieux communiquer les différentes activités et services destinées à notre clientèle étudiante », peut-on lire dans le document.

« Les étudiants n'aiment pas se faire bombarder de courriels, c'est un moyen différent, explique M. Petit. Et il y a l'aspect sécurité. C'est un moyen de communication efficace s'il y a un incendie ou un tueur fou. »

Plus de télévision

Dans le document, on apprend aussi que l'Université a l'intention d'acheter et d'installer

12 écrans de télévisions supplémentaires dans une phase ultérieure, une information confirmée par M. Petit.

« On a déjà identifiés des endroits où les étudiants se retrouvent en grande densité et c'est pas mal certain qu'on va agrandir le réseau », dévoile ce dernier.

Les associations étudiantes furieuses

« C'est une surprise pour moi. Nous ne sommes pas au courant des dépenses du Bureau des communications mais c'est beaucoup d'argent qui pourrait être investi ailleurs », affirme Stéphanie Tougas, secrétaire générale de la fédération des associations étudiantes de l'UdeM. Elle déplore le fait que l'Assemblée universitaire n'est pas tenue informée de ces dépenses.

« Les universités crient toujours au sous-financement, mais encore une fois, ils démontrent qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens », ajoute Martine Desjardins, présidente de la Fédération des étudiants universitaires du Québec.

RADIO-CANADA / ESTRIE : L'Université de Sherbrooke possède l'ordinateur le plus puissant au Canada – Mise à jour le lundi 14 novembre 2011 à 11 h 37 HNE



Selon le classement international Top500 des supercalculateurs publié lundi, l'Université de Sherbrooke héberge le plus puissant outil de calcul scientifique au Canada, et le 41e plus puissant au monde.

Nommé « Mammouth » et possédant la mémoire et la vitesse combinées d'environ 20 000 ordinateurs personnels de dernière génération, ce superordinateur effectue des calculs d'une ampleur jusqu'ici inégalée au pays.

Grâce à Mammouth, des équipes provenant de plusieurs universités du Québec et du Canada

peuvent réaliser des simulations numériques essentielles à leurs recherches dans différents secteurs du génie, des sciences, de la médecine et même dans des secteurs traditionnellement moins associés au calcul scientifique, comme l'économie et la linguistique.

Mammouth consiste en 1630 serveurs comportant un total de 39 648 processeurs (coeurs) AMD, une mémoire vive totale de 57 600 gigaoctets et une capacité de stockage de données de 500 000 giga-octets. Il peut effectuer 240 000 milliards d'opérations arithmétiques par seconde.

« Dans la dernière année, une centaine d'équipes totalisant près de 300 chercheurs ont utilisé nos infrastructures de calcul scientifique. L'arrivée du nouveau Mammouth - dix fois plus rapide que le précédent - va encore augmenter ce nombre tout en rendant possible des recherches qui étaient auparavant irréalisables », explique le professeur David Sénéchal, directeur scientifique sortant de Mammouth et professeur au Département de physique

Quelques exemples

Les recherches effectuées grâce à Mammouth sont très variées. Par exemple, le professeur Armand Soldera simule le comportement de nouveaux cristaux liquides, ces matériaux qui se retrouvent presque partout dans les écrans de télévision ou d'ordinateur.

Le professeur Stéphane Moreau conçoit des avions moins bruyants en simulant les fluctuations de pression et les tourbillons au bord des ailes ou des pales de turbomachines.

Le professeur Alan Evans de l'Université McGill développe une plateforme pour analyser, stocker et échanger des images de la structure fine du cerveau de façon simple et transparente entre différentes équipes partout dans le monde.

Ce n'est pas la première fois que l'Université de Sherbrooke héberge l'ordinateur le plus puissant au Canada ; ce fut le cas en 1995, en 2000 ainsi que de 2005 à 2008.

La liste Top500 des supercalculateurs se trouve à l'adresse : www.top500.org

THE GAZETTE : Concordia adopts academic plan : Students vote against approval, saying they need more time to study it - Monday, November 14, 2011

By KAREN SEIDMAN, Gazette Universities Reporter

MONTREAL - Concordia University's long-awaited academic plan was adopted by the university's senate last week with great hopes for boosting the institution's potential - but with one big strike already against it because it doesn't have student support.

Now the university finds itself with an academic mission that students still have not really been sold on.

"It's pretty significant it passed without student support," said Chuck Wilson, a student senator. "It damages the credibility of the plan."

But Concordia provost David Graham said he is still hopeful students will get involved in the implementation of the plan, which defines Concordia's academic goals for the next five years and commits to spending \$25 million on those academic initiatives. The plan has five main objectives, which are intended to help it become a top-tier university.

"The students said they weren't opposed to the plan, but hadn't had sufficient time to digest it," Graham said last week. He said the senate ultimately decided the plan had been delayed long enough and couldn't put it on hold despite a letter from 12 undergraduate senate members who asked to delay the vote until the winter.

"Without the time and information needed for the full input of students, we cannot in good conscience stand by the document," the letter says, although it adds that a vote against its adoption was not meant to "disparage its contents as a whole."

Graham said he interpreted that to mean the problem was not with the plan itself, but with the timeline. He said there had already been an extensive consultation process and that the External Governance Review Committee report - with a mandate to study governance at the university after the abrupt departures of its last two presidents halfway through their first terms in office - had strongly suggested an academic plan be a top priority.

The report did conclude that an academic plan would "go some way toward creating the shared vision" but now that it's been adopted without student support, it seems a little less communal. And students had ample concerns with the plan other than the timeline.

Holly Nazar, a student member of senate and vicepresident external of the Graduate Students' Association, said the quest for top-tier graduate students has caused some concern, as Concordia has selected more diverse students in the past. However, Graham said the plan doesn't change the university's mission.

"We're not trying to become another McGill," he said. "We just want to be a better, higher quality version of what we are."

Nazar also said the plan is quite vague and students are skeptical the \$25 million will ever materialize.

"There is nothing in the plan to assure us that student issues will not become the lowest priority, as has been the pattern," she said.

LA VOIX DE L'EST : Une formation universitaire à Granby – Vendredi 11 novembre 2011



photo Janick Marois

Un certificat en gestion des organisations sera offert l'hiver prochain à Granby. Sur la photo, on aperçoit dans l'ordre habituel, Viki Viens, directrice opérations et transactions assistées chez Desjardins, Sylvain Lambert, directeur général du cégep de Granby Haute-Yamaska, Guy Mineau, directeur général de la formation continue à l'Université Laval, et Marie Panneton, commissaire aux entreprises du CLD de la Haute-Yamaska.

Chantal Vallée, La Voix de l'Est

(Granby) L'Université Laval offrira à compter de l'hiver 2012, à Granby, un certificat en gestion des organisations, une première dans la municipalité.

Le cours universitaire, qui se déroulera sur une période de trois ans, s'adressera à des personnes qui travaillent présentement dans le domaine de la gestion du personnel et qui souhaitent optimiser leurs compétences.

Ces gestionnaires devront passer un maximum de 12 jours par année dans une salle de cours, une formule qui veut favoriser la conciliation travail-famille-études. Une bonne partie des travaux pratiques demandés dans le cadre de cette formation consistera à mettre en pratique dans leur milieu de travail les outils qu'ils ont acquis.

Le cours s'adresse à des gestionnaires, propriétaires de PME, gens qui démarrent leur entreprise, reprennent une compagnie déjà existante, gèrent une entreprise d'économie sociale ou à des travailleurs autonomes. Il abordera différents

aspects du travail: la personne et le changement, la négociation, le travail d'équipe, l'appréciation du rendement, la mobilisation des employés, la gestion de la qualité, etc.

Présentement une quinzaine d'employés de Desjardins ont manifesté de l'intérêt envers cette formation universitaire. On espère démarrer le cours avec une cohorte de 24 à 36 étudiants, précise Guy Mineau, directeur général de la formation continue à l'Université Laval. Une session d'information au sujet du certificat aura lieu le 23 novembre prochain au Centre de services aux entreprises de Granby.

L'initiative a été mise sur pied par l'Université Laval en collaboration avec une foule d'acteurs économiques du milieu, dont les Centres locaux de développement, le cégep de Granby Haute-Yamaska, Desjardins et la Corporation du commissariat industriel de Granby et région, notamment.

RADIO-CANADA : Télébec renouvelle son partenariat avec l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue - Mise à jour le mercredi 09 novembre, à 10h45



Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue Télébec versera au moins 1,2 million de dollars sur trois ans à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) pour la recherche en communication souterraine.

L'entente va permettre aux chercheurs de poursuivre leurs travaux. Le professeur-chercheur à l'UQAT, Nadir Hakem, explique qu'ils travaillent notamment à établir des communications sans fil dans des milieux confinés, comme les galeries des mines.

« C'est sûr que si on améliore les moyens de communication pour cette industrie-là, ça permet d'améliorer la sécurité et la gestion. On pourrait par exemple envisager des systèmes qui permettraient de téléopérer des engins, sans qu'un mineur descende sous terre », souligne M. Hakem.

Depuis une dizaine d'années, l'équipe a aussi réalisé de nombreux travaux sur la localisation

des personnes, des véhicules et des objets dans les mines.

La rectrice de l'UQAT, Johanne Jean, indique que le laboratoire a acquis une renommée internationale.

« C'est plus d'une centaine d'étudiants gradués aux deuxième et troisième cycles qui ont évolué au fil des années au sein du laboratoire de recherche, affirme Mme Jean. Ces étudiants proviennent de partout dans le monde. »

La rectrice de l'UQAT ajoute que les chercheurs seront bientôt en mesure de commercialiser certains de leurs travaux de recherche.

LE SOLEIL : Des étudiants en croisade contre les bouteilles d'eau - Lundi 07 novembre 2011

Bien froides, sous une rangée de salades et de sandwiches ou dans un réfrigérateur illuminé, les bouteilles d'eau semblent souvent plus attrayantes que les fontaines d'eau métalliques, à l'Université Laval.



Le Soleil, Pascal Raththé

Emile Warren, Judith Filiatrault et Laurie Côté, en haut, Léa Cullen-Robitaille et Samuel Maltaise, en bas, ont remporté un prix au gala Forces AVENIR pour leurs efforts dans le domaine de l'environnement.

Marc Allard

Chaque semaine, il s'en consomme environ 3000 sur le campus, dont à peine la moitié sont recyclées.

Révoltés par ce qu'ils considèrent comme un gaspillage injustifié, des étudiants d'université Laval avec l'aide du groupe Développement et paix ont lancé la campagne À Laval, buvons local! pour convaincre la communauté universitaire de se contenter des fontaines qui servent gratuitement l'eau de la Ville de Québec.

Mais leur objectif est plus ambitieux : ils souhaitent que l'université Laval abolisse la vente de

bouteilles d'eau, comme l'ont déjà fait l'université Bishop's et l'université de Sherbrooke.

« Les gens s'entendent pour dire que les bouteilles d'eau, ce n'est pas bon pour l'environnement, mais tant qu'il va continuer à s'en vendre, les gens vont continuer à en acheter », dit Léa Cullen-robitaille, étudiante en administration et coordonnatrice de la campagne.

En mars dernier, Univert Laval a remis une pétition de 4000 noms au recteur de l'université Laval, Denis Brière. La pétition demandait à la direction de faire de l'université le premier campus francophone en Amérique du Nord à interdire la vente d'eau embouteillée (depuis, l'université de Sherbrooke les a bannies, en mai).

La direction de l'université Laval n'a pas l'intention d'interdire la vente d'eau embouteillée. Le vice-recteur, Éric Bauce, explique qu'en matière de développement durable, l'université préfère sensibiliser les membres de la communauté universitaire afin qu'ils prennent eux-mêmes la décision d'acheter ou non des bouteilles d'eau.

« Et ça, ce n'est pas par l'interdit qu'on va faire ça. Si les gens n'achètent pas de bouteilles d'eau en plastique ici [à l'université Laval] et qu'après ça, ils s'en vont chez eux le soir et qu'ils en achètent », l'université n'aura pas rempli son rôle, souligne M. Bauce.

L'université a tout de même accepté de collaborer avec les étudiants d'université Laval pour mettre en valeur les fontaines d'eau. Le Service des immeubles a installé une cinquantaine de dispositifs en forme de bec de cygne sur les fontaines, pour faciliter le remplissage des gourdes.

Les étudiants ont aussi fait la promotion de la Softbottle, une gourde pliable créée par Cascade Designs, qui a été vendue par plusieurs cafés étudiants. Avec le soutien de l'université, Univert Laval prévoit aussi lancer un projet de décoration des fontaines d'eau pour les rendre plus attrayantes.

Les efforts d'université Laval ne sont pas passés inaperçus dans le monde universitaire. Le 26 octobre, à Montréal, les étudiants derrière la campagne À Laval, buvons local! ont remporté le prix de 4000 \$ au gala Forces AVENIR dans la catégorie Environnement.

Avec ce coup de pouce financier, Univert Laval poursuit sa campagne et espère toujours convaincre l'université Laval d'imiter l'université Bishop's et l'université de Sherbrooke en abolissant la vente de bouteilles d'eau sur le campus (à Sherbrooke, seules les bouteilles d'eau en format individuel sont interdites).

Sinon, l'université Concordia offre un modèle alternatif. En avril, l'université montréalaise a annoncé son intention de bannir la vente de bouteilles d'eau dans les machines distributrices (mais pas dans les cafétérias). Elle se donne trois ans pour ajouter des dispositifs permettant de remplir une gourde plus facilement sur environ 60 % de ses fontaines d'eau et prévoit retirer les bouteilles d'eau des machines distributrices d'ici environ un an.

La porte-parole de l'université Concordia, Christine Mota, explique qu'au mois d'octobre, l'université a ajouté une clause dans son contrat avec Pepsi, son fournisseur de boissons.

« On a dit à Pepsi qu'on voulait s'assurer que si, à un moment donné, même pendant le contrat, on



veut arrêter la vente de bouteilles d'eau dans les machines, on ait le droit de le faire.» Cet hiver, l'université Laval prévoit à son tour lancer une campagne pour inciter la communau-

té universitaire à boire l'eau de la Ville et la décourager d'acheter des bouteilles d'eau. Mais pas d'interdiction en vue. Lea Cullen-robotaille

garde espoir. «Pour nous, ça reste la meilleure solution.»

RADIO-CANADA : Bas-Saint-Laurent : l'UQAR se distingue par sa recherche – Mise à jour le mardi 1^{er} novembre 2011 à 14 h 3 HAE



© Gracieuseté de l'UQAR
Guillaume Saint-Onge, titulaire de la nouvelle chaire de l'UQAR

Selon le classement effectué par la firme indépendante Research Infosource, l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) se classe au 1^{er} rang des universités généralistes canadiennes pour la recherche universitaire. L'université de Rimouski arrive aussi au second rang de sa catégorie, soit les universités qui offrent principalement des programmes de 1^{er} cycle, pour le nombre de ses publications scientifiques de 2004 à 2009.

Ces distinctions viennent souligner l'importance de la recherche qui se fait à l'UQAR, souligne le recteur de l'UQAR, Michel Ringuet. «

L'Université de recherche de l'année dans notre catégorie, c'est vraiment formidable! Bravo à tous les chercheurs, à tous les étudiants de cycles supérieurs, à tous les auxiliaires de recherche qui nous ont menés là! », commente le recteur. Michel Ringuet explique que ce n'est pas d'hier que l'université axe ses efforts sur la recherche : « Le même organisme avait démontré l'an dernier qu'on était l'université qui avait démontré la plus forte intensité de recherche au cours des dernières années. » L'université a en effet connu une croissance de 31 % des fonds consacrés à la recherche de 2009 à 2010.

Nouvelle chaire en géologie marine

L'institution a développé trois créneaux de recherches très liés à sa situation géographique régionale soit le développement régional, les sciences de la mer et la nordicité. Un montant de 17,4 millions de dollars sera consacré à la re-

cherche cette année à l'UQAR qui compte 16 chaires de recherche.

La plus récente a d'ailleurs été lancée en début de semaine. L'UQAR annonçait lundi que le professeur de l'Institut des sciences de la mer (ISMER), Guillaume Saint-Onge, devenait le titulaire de sa nouvelle chaire de recherche en géologie marine.

La chaire travaillera principalement à l'étude des fonds marins et de leurs sédiments. Les recherches aideront à comprendre les risques naturels, la variabilité naturelle du climat et l'histoire géologique dans le fjord du Saguenay, l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent de même qu'en Arctique.

Les travaux viendront aussi enrichir les connaissances et la réflexion sur les changements climatiques arctiques.

La chaire sera pourvue d'un budget de 500 000 \$ pour les cinq prochaines années. Ces fonds seront versés par l'UQAR et l'ISMER.

LE DEVOIR - LE SOLEIL.COM : Point de vue : L'université n'est pas une entreprise, par Eric Martin, doctorant en science politique, Université d'Ottawa et Maxime Ouellet, PhD, enseignant au Collège Lionel-Groulx, Auteurs de Université Inc. paru chez LUX éditeur – Mercredi 26 octobre 2011 – Dimanche 30 octobre 2011

Lors d'un «rendez-vous du savoir» tenu début octobre, le recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, appelait à intensifier la collaboration entre l'enseignement supérieur et les milieux d'affaires: «les cerveaux [doivent] correspondre aux besoins des entreprises», expliquait-il. Le nouveau scientifique en chef du Québec, Rémi Quirion, faisait sa première apparition publique devant la Chambre de commerce de Montréal pour parler de la «création de nouveaux partenariats [de recherche] entre les secteurs public et privé» qui auraient des «retombées économiques» positives.

Dans une telle perspective, l'enseignement et la recherche devraient répondre immédiatement aux besoins des marchés, tant en ce qui concerne la «formation de main-d'oeuvre» que la production de recherche commercialisable. Si ce projet sert les intérêts de l'entreprise, il signifie en revanche la remise en question de la nature et des finalités du système d'éducation québécois, c'est-à-dire la privatisation de l'institution, de son financement et de sa mission.

Marchandisation du savoir et financiarisation de l'économie

Les mêmes recteurs et gens d'affaires affirment qu'il faut augmenter les frais sous prétexte que l'université serait «sous-financée». Or, le calcul du prétendu «sous-financement» ne tient pas compte des budgets de recherche «externes», qui ont doublé dans les derniers 10 ans au Canada. L'université de l'enseignement crie famine; mais l'université de la recherche qui répond aux besoins «d'innovation» commercialisable des entreprises est de plus en plus financée. De fait, en 2000, les universités effectuaient 28% de la recherche et développement (R&D) au Canada.

En 2008, elles en réalisaient 38%, recevant pour cela des sommes dépassant 11 milliards de dollars. L'objectif est de recopier ce modèle au Québec, c'est-à-dire faire exécuter une part croissante de la R&D au sein des universités.

Ce phénomène s'explique par le fait que depuis les années 1990, les entreprises externalisent leur fonction de R&D vers les universités. Ce processus de sous-traitance s'inscrit dans le contexte de la mise en place d'une «économie du savoir» qui repose sur la logique spéculative du capitalisme financiarisé. Comme les entreprises doivent répondre aux critères du rendement à court terme imposé par la sphère boursière, elles sont incitées à réduire leurs investissements les plus risqués, notamment leurs dépenses en R&D. Les études effectuées tant aux États-Unis qu'au Canada, ont démontré que ces «partenariats» très profitables pour les entreprises s'avèrent très coûteux pour les fonds publics et pour les universités, en ce que ces dernières tirent très peu de revenus de ce type de recherche, et qu'elles doivent en plus assumer les nombreux coûts de gestion associés à ces activités commerciales (frais juridique, gestion de brevet, recherche de subventions, etc). Dans la mesure où moins de 1% du revenu des universités provient de la commercialisation de la recherche, autant dire qu'on socialise les pertes et qu'on privatise les profits.

La «financiarisation» de l'éducation ne se limite pas à la production de brevets, mais inclut également les étudiants qui devront subir une augmentation marquée des frais de scolarité. Les revenus que les universités tireront de cette hausse n'iront vraisemblablement pas à améliorer la qualité de l'enseignement, mais serviront

plutôt à financer la reconversion commerciale de l'institution. La hausse des frais de scolarité et l'augmentation de l'endettement qui lui est inhérent se légitiment à partir de l'idéologie voulant que l'éducation consiste en un «investissement en capital humain». Or cette conception marchande de l'éducation risque de mener, selon le magazine The Economist, à l'éclatement d'une nouvelle bulle spéculative, celle de l'éducation supérieure, en raison de l'augmentation massive d'étudiants qui ne sont pas en mesure de rembourser leurs dettes.

Détournement commercial de l'université

Le président de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) disait récemment que «La recherche universitaire couronnée de succès transforme le savoir en produits et services dont l'économie mondiale a besoin». Cette redéfinition du rôle de l'université la réduit en une usine à diplômés et à brevets. Or, comme le rappelle le philosophe français Plinio Prado, le «principe d'Université est le principe qui [la fonde] comme lieu de l'exercice inconditionnel, libre et public de la pensée». En cultivant l'autonomie à l'encontre des pouvoirs, l'université doit maintenir une distance critique avec le monde, celle-là même qui devrait lui permettre d'éduquer au jugement, de transmettre la culture et de réfléchir sur le sens de notre présence dans le monde. En des temps de crise économique, écologique, culturelle et sociale, nous aurions plus que jamais besoin d'un lieu dédié à une telle réflexion. Mais il faudra pour cela résister à la nouvelle «université inc.» promue par les milieux d'affaires et les recteurs.

LE DEVOIR : Libre opinion : Nouvelle recherche sur la probité intellectuelle - Peut-on éradiquer la tricherie chez les étudiants ?, par Catherine Bolton, Mebs Kanji et Soheyla Salari – Lundi 24 octobre 2011

Tricher... ou ne pas tricher? Voilà une question qui mobilise l'attention des chercheurs depuis plusieurs générations. Pour la majorité des étudiants, tricher est hors de question, car la réussite ne s'obtient à leurs yeux qu'au prix d'un

travail honnête et acharné. C'est ce qu'on appelle la probité intellectuelle.

Pourtant, il existe bel et bien une minorité d'étudiants qui enfreint les chartes universitaires et triche. C'est ce qu'on appelle une fraude.

Selon l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC), 1,2 million d'étudiants sont inscrits à temps plein ou à temps partiel dans 95 établissements d'enseignement supérieur au pays. Le nombre d'entre eux qui trichent pour décrocher leur diplôme n'est toutefois pas clair.

<p>Nous faisons néanmoins des progrès pour répondre à cette question essentielle. À la Faculté des arts et des sciences de l'Université Concordia, nous avons en effet commencé à examiner systématiquement les moyens de favoriser la probité intellectuelle et d'éradiquer la fraude.</p> <p>Nouvelle recherche</p> <p>Nous avons aussi entrepris une nouvelle étude sur le sujet et présenté nos résultats préliminaires lors de l'International Conference on Academic Integrity, qui a eu lieu à Toronto du 14 au 16 octobre 2011.</p> <p>Jusqu'à présent, les données que nous avons recueillies sont plutôt encourageantes. La vaste majorité des étudiants obtiennent leur diplôme sans jamais être accusés de tricher — la plupart ne trichent pas, car ils souhaitent apprendre, travailler fort et réussir. Nous avons aussi constaté que l'Université Concordia applique les normes les plus rigoureuses en matière de probité intellectuelle.</p> <p>Aussi préliminaires soient-elles, nos données révèlent cependant des tendances dont la constance justifie une attention particulière. Nous avons en effet constaté que la majorité des cas de fraude rapportés concernent des étudiants inscrits à des programmes de sciences sociales. Qui plus est, nos données laissent penser que ces fraudes surviennent habituellement dans le cadre de cours de première année.</p> <p>Les fraudes ne sont par ailleurs rapportées que par un contingent relativement restreint de professeurs rattachés à quelques départements</p>	<p>seulement. Se pourrait-il que les professeurs ne déclarent pas toutes les affaires de fraude? Le cas échéant, les universités vont devoir trouver un autre plan d'attaque. Nous devons mettre en place des mécanismes pour vérifier si des tricheurs parviennent bel et bien à passer entre les mailles du filet.</p> <p>Infractions évitables</p> <p>D'autres éléments donnent par ailleurs à penser que la majeure partie des cas de fraude n'est pas liée aux examens. Cela prouve que les universités se sont donné une culture d'examen solide que la majorité des étudiants prennent au sérieux.</p> <p>Mais alors, quelle forme la triche revêt-elle? Le plus souvent, la fraude correspond au plagiat et à l'exploitation du travail d'autrui sans mentionner la source. Le plagiat persiste malgré des mises en garde constantes — dans les plans de cours et les notes adressées aux nouveaux étudiants —, qui précisent en toutes lettres que l'appropriation du travail d'autrui ne sera pas tolérée.</p> <p>Même si les raisons invoquées par les étudiants accusés de plagiat sont variables, la plupart de ces infractions sont totalement évitables. Pour réduire sensiblement ce problème, les universités devraient proposer des formations en gestion du temps aux étudiants, définir clairement les règles bibliographiques à suivre pour mentionner la source des citations et fournir des instructions très précises sur ce qu'elles attendent des travaux des étudiants.</p>	<p>Sanctions disciplinaires</p> <p>Quels que soient les efforts déployés pour promouvoir la probité intellectuelle et le nombre de recherches menées sur le sujet, la tricherie ne sera jamais complètement éradiquée. Il importe donc que les universités mettent en place des mesures efficaces pour recenser et corriger les cas de fraude.</p> <p>D'après nos données, les sanctions disciplinaires peuvent avoir un effet réhabilitateur. Lorsqu'ils se font prendre, les tricheurs présumés sont habituellement accusés et sanctionnés. Aussi étonnant que cela puisse paraître, peu d'étudiants contestent les accusations portées contre eux. Et si on leur donne une seconde chance, la plupart choisissent de poursuivre leurs études et peu récidivent.</p> <p>Il est essentiel que les universités rappellent systématiquement aux étudiants que tricher est contraire à l'éthique, répréhensible et préjudiciable pour l'ensemble de la société. Après tout, en insistant sur l'importance de la probité intellectuelle dans l'enseignement supérieur, nous contribuons à former les penseurs d'aujourd'hui... et les leaders de demain.</p> <p>Catherine Bolton - Doyenne associée au soutien pédagogique aux étudiants à l'Université Concordia</p> <p>Mebs Kanji et Soheyra Salari - Respectivement professeure agrégée et attachée de recherche au Département de science politique de l'Université de Concordia</p>
--	---	--

LE DEVOIR : Une nouvelle allocation pour l'achat de matériel préoccupe les étudiants – Mardi 18 octobre 2011

<p>Lisa-Marie Gervais</p> <p>Des étudiants s'inquiètent des effets pervers que pourrait avoir sur l'endettement une nouvelle allocation qui remplace le prêt normalement consenti par le ministère de l'Éducation pour l'achat d'un micro-ordinateur.</p> <p>Selon l'ancien règlement de l'Aide financière aux études, un étudiant au collégial ou à l'université, s'il était obligé de se procurer un ordinateur portable pour s'inscrire dans un programme — comme le baccalauréat en administration, par exemple —, pouvait bénéficier d'une allocation allant de 2000 à 3000 \$. Ce prêt a été récemment remplacé par une allocation pour «l'achat de matériel d'appui à la formation» de 150 \$ par session, totalisant 900 \$ au bout de trois ans d'études. Ce montant permet à l'étudiant de se</p>	<p>procurer autre chose que du matériel informatique, comme un coffre à outils, des toiles et des logiciels spécialisés, a signifié le ministère de l'Éducation.</p> <p>Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, craint que cela aggrave l'endettement des étudiants. «Je ne sais pas si la ministre est allée dans un magasin d'informatique récemment, mais avec 150 \$, on ne peut pas s'acheter d'ordinateur, a-t-il lancé. On voit que de plus en plus de programmes recommandent que les étudiants aient un ordinateur portable ou même qu'ils les y obligent. Au XXI^e siècle, c'est de plus en plus une nécessité.»</p> <p>Selon lui, les étudiants n'auront alors d'autre choix que de se tourner vers les institutions</p>	<p>financières ou utiliser une carte de crédit pour s'en procurer un. La FECQ a calculé qu'un étudiant contractant un prêt de trois ans d'une institution financière devra rembourser entre 400 et 700 \$ de plus que le prix de l'ordinateur, selon que c'est un Mac (environ 1400 \$, taxes incluses) ou un PC (environ 800 \$, taxes incluses). S'il achète l'ordinateur portable avec sa carte de crédit, c'est 560 et 1000 \$ qu'il devra payer en sus du prix de l'appareil. «En plus d'augmenter les droits de scolarité, on coupe en douce dans les prêts et bourses, alors que la ministre avait promis de bonifier le programme d'aide financière aux études. Vraisemblablement, ce n'était que des paroles», a soutenu M. Bureau-Blouin.</p>
---	---	---

LE DEVOIR : En bref - Le nombre d'universitaires est en hausse – Jeudi 13 octobre 2011

<p>Le Devoir</p> <p>Pour une troisième année consécutive, les étudiants inscrits à l'université sont en hausse, selon les données préliminaires diffusées par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).</p> <p>Des 285 208 étudiants inscrits, 68 % le sont à temps plein et les femmes sont majoritaires</p>	<p>(57,7 %) au premier et au deuxième cycle. Toutefois, la hausse des inscriptions n'est que de 2,7 % par rapport à l'année précédente, contre 3,7 % en 2010 et 3,8 % en 2009. On explique l'augmentation des effectifs notamment par l'implantation de nouveaux programmes ainsi que par les efforts de recrutement, en particulier auprès des étudiants étrangers. Ceux-ci bat-</p>	<p>traient d'ailleurs des records d'assistance sur les bancs des universités: ils seraient plus de 28 000 dans les universités québécoises à l'automne 2011, soit un bond de 7,5 % comparativement à l'automne 2010.</p>
--	---	--

LE DEVOIR : Conseil canadien sur l'apprentissage - Le Canada fait figure de cancre en éducation – Mercredi 12 octobre 2011

<p>Lisa-Marie Gervais</p> <p>À retenir</p> <p>Consultez le rapport du CCA</p> <p>Piètre niveau de littératie, régression des résultats scolaires chez les jeunes, retard dans la recherche de pointe... En matière d'éducation, le Canada fait figure de cancre, n'hésite pas à souligner le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA) dans son dernier rapport-bilan rendu public aujourd'hui. Déplorant cette situation «inacceptable et profondément troublante», le président-directeur général du CCA, Paul Cappon, s'inquiète particulièrement du fait que les gouvernements des provinces semblent même ignorer le problème.</p>	<p>«Le Canada ne crée pas de conditions de réussite. Il est tenté de regarder le passé et de se dire qu'il a bien fait, notamment aux tests internationaux comme le PISA. Mais on est très complaisant et on ne se rend pas compte qu'on se fait dépasser», a souligné Paul Cappon, sur le ton de l'urgence. L'organisme qu'il dirige, dont la mission est de donner le pouls des systèmes d'éducation des dix provinces canadiennes, fermera ses portes en 2012, faute de financement du gouvernement fédéral. «[Le rendement] du Canada baisse non seulement en termes absolus mais également relativement à celui atteint dans d'autres économies», révèle le rapport-testament du CCA.</p>	<p>Par exemple, bien que les Canadiens reconnaissent l'importance de l'apprentissage au cours de la petite enfance, 25 % des enfants entrent à l'école dépourvus des bases nécessaires pour apprendre à lire, à écrire et à compter. Au primaire et au secondaire, l'ensemble des taux de décrochage sont à la baisse, mais on dénote un recul dans les résultats aux examens internationaux.</p> <p>Selon le rapport, plus de la moitié (55 %) des Canadiens de 16 à 65 ans ont un niveau de littératie insuffisant pour comprendre l'étiquetage nutritionnel des aliments, respecter une posologie et suivre des directives de sécurité. Et les taux de littératie chez les adultes stagneront</p>
---	--	--



pour les 20 prochaines années. Montréal est la métropole canadienne qui tire le mieux son épingle du jeu, mais le nombre d'adultes possédant un faible taux de littératie passera néanmoins de 1,5 million en 2001 à plus de 1,8 million d'ici 2031.

En outre, le Canada accuse une perte de terrain en innovation et en recherche et développement, notamment parce que les compétences des immigrants ne correspondent pas aux besoins du marché du travail. Toutefois, sur une note plus positive, M. Cappon reconnaît que le pays est exemplaire pour le caractère égalitaire de ses

systemes. «Les immigrants réussissent beaucoup mieux ici et on constate que la classe sociale influe beaucoup moins. Les Européens nous admirent pour ça», a-t-il dit.

Dernières recommandations du CCA

En plus d'exiger un organisme pour lui succéder, le CCA a livré une série de recommandations, notamment la création d'un Conseil des ministres responsables de l'apprentissage, qui serait chargé de coordonner l'apprentissage tout au long de la vie à l'échelle du pays. L'accent a également été mis sur la nécessité d'avoir des données comparables et mesurables pour toutes les

provinces et de doter celles-ci d'objectifs pancanadiens. Pour

M. Cappon, même le Québec y gagnerait au change. «Il n'existe pas de cadre pancanadien avec lequel le Québec pourrait vraiment se comparer, ce qui le laisse encore plus isolé. Mais si on trouvait une façon d'harmoniser les données et de favoriser la mobilité étudiante, ce serait plus facile pour le Québec d'être novateur et de réussir.... même si plusieurs Québécois pensent le contraire», a-t-il conclu.

MÉTRO : Les inscriptions dans les universités en hausse – Mercredi 12 octobre 2011



Cette année, 285 208 étudiants se sont inscrits dans les universités de la province. Il s'agit d'une hausse de 2,7 % par rapport à l'année dernière.

Les universités québécoises ont connu une hausse de leurs inscriptions pour une troisième année consécutive

La hausse du nombre d'étudiants étrangers aurait contribué à ces résultats

En chiffre : 57,7 %
Les femmes représentent 57,7% des effectifs totaux des universités québécoises. Elles sont majoritaires au premier et deuxième cycle.

Les établissements universitaires québécois ont connu, pour une troisième année consécutive, une hausse de leurs inscriptions pour la session d'automne.

Cette année, 285 208 étudiants se sont inscrits dans les universités de la province. Il s'agit d'une hausse de 2,7% par rapport à l'année dernière. L'année 2010 avait d'ailleurs été une très bonne année pour les universités qui avaient enregistré une hausse de 3,7% de leurs inscriptions. En 2009, la hausse s'était établie à 3,8%.

«La hausse des inscriptions dans les universités québécoises constitue une excellente nouvelle pour le Québec qui accuse toujours un retard par rapport à l'Ontario à l'égard du taux de scolarisation universitaire de sa population», a soutenu le président de la [Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec](#) (CREPUQ), Denis Brière.

L'implantation de nouveaux programmes et les efforts de recrutement, particulièrement auprès des étudiants étrangers, expliqueraient le succès des universités.

Le nombre d'étudiants étrangers a d'ailleurs bondi de 7,5% à l'automne 2011, par rapport à la même période en 2010. Il atteint désormais 28 011 étudiants. Cette augmentation a contribué pour 26,1% de la hausse du nombre total des inscriptions à l'automne 2011.

LE DEVOIR : Appel à l'union des milieux universitaire et d'affaires – Vendredi 07 octobre 2011

Lisa-Marie Gervais

Le rapprochement entre universités et entreprises est non plus seulement souhaitable mais nécessaire. C'est ce qu'ont plaidé à une même table les recteurs des universités de Montréal et Laval ainsi que des présidents de grandes entreprises, lors d'un débat-conférence mercredi soir dans le cadre des Rendez-vous du savoir 2011, organisés par le Conseil des relations internationales de Montréal.

À la question «Comment les entreprises et les universités peuvent mieux coopérer pour attirer les meilleurs talents?», les cinq panélistes y sont tour à tour allés de leurs propres solutions pour construire des ponts entre ces deux mondes «qui ne parlent pas la même langue». «L'université est une grande structure complexe, on a de la misère à entrer là», a souligné Paul Lévesque, président de Pfizer Canada.

Tandis que le recteur de l'Université Laval, Denis Brière, militait pour plus de flexibilité des universités, le recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, ne s'est pas gêné pour faire tomber un tabou et dire que «les cerveaux [doivent] correspondre aux besoins des entreprises». «Je suis convaincu que [les universités] peuvent mieux faciliter le travail des entreprises», a-t-il soutenu.

Ayant plus d'une solution dans son sac, M. Breton a lancé un appel à l'union des forces des deux milieux, dans le but de mener une offensive à l'international. «Pourquoi on ne fait pas un branding international fort? Pourquoi on n'a pas un portail, un genre de Facebook pour nous promouvoir?», a-t-il dit. On pourrait même penser à une sorte de foursome qui comprendrait l'entreprise et l'université locale et la maison mère à

l'étranger ainsi que l'université avec qui elle fait affaire.»

M. Breton a également proposé que des gens de l'industrie viennent en résidence dans les universités pour voir comment celle-ci fonctionne de l'intérieur. Selon lui, il faut que les deux milieux cessent de fonctionner de façon atomisée.

Les panélistes ont également convenu que des efforts devaient être faits pour attirer davantage d'étudiants étrangers et les inciter à rester. Profitant de la période de questions, un étudiant de Concordia a justement demandé comment il était possible d'attirer des gens d'ailleurs avec une hausse des droits de scolarité. «Le nombre d'étudiants étrangers continue d'augmenter. Alors est-ce que la hausse des droits est vraiment une barrière?», a répondu M. Brière.

24HMONTREAL.CANOE.COM : Times Higher Education : Palmarès des universités: McGill à la 28e place – Jeudi 06 octobre 2011, 14h43

MONTREAL – L'Université McGill pointe au 28e rang du prestigieux palmarès des universités du magazine *Times Higher Education*, publié jeudi. L'Université de Montréal gagne pour sa part 34 places et se classe au 104e rang.

«Les classements internationaux confirment l'un après l'autre que l'Université de Montréal se maintient dans le groupe des meilleures universités de la planète, a souligné jeudi matin le recteur Guy Breton, par voie de communiqué. La dernière édition du classement du *Times Higher Education* montre de plus combien l'UdeM s'est internationalisée ces dernières années. Je me réjouis de constater que la qualité exceptionnelle de notre établissement transcende les frontières et que nous soyons toujours considérés parmi les meilleurs à travers le monde.»

Le *Times Higher Education*, l'un des classements les plus réputés et des plus consultés, recense et classe 400 universités du monde entier, en tenant compte de l'enseignement, de la recherche, des citations de chercheurs, de

l'innovation et du caractère international des établissements.

Selon le communiqué émis par l'UdeM, la progression de l'université francophone montréalaise s'explique en partie par «quelques changements à la méthodologie utilisée par le *Times Higher Education* cette année», comme par exemple la prise en compte de la proportion de publications scientifiques ayant un co-auteur étranger.

La California Institute of Technology occupe le premier rang, suivie par les universités américaines Harvard et Stanford et l'université britannique Oxford.

L'Université de Toronto, l'Université de la Colombie-Britannique, l'Université McMaster, et l'Université de l'Alberta (100), sont toutes dans le top 100, respectivement 19e, 22e, 65e et 100e.

L'Université d'Ottawa ne figure qu'au 185e rang. Seules les 200 premières universités sont classées, tandis que les 200 suivantes figurent dans «les meilleures des autres» universités, sans classement particulier.

Le classement des écoles canadiennes selon le palmarès du Times Higher Education

- 19 - Université de Toronto
- 22 - Université de la Colombie-Britannique (Vancouver)
- 28 - Université McGill (Montréal)
- 65 - Université McMaster (Hamilton)
- 100 - Université de l'Alberta (Edmonton)
- 104 - Université de Montréal
- 173 - Université Queen's (Kingston)
- 177 - Université de Victoria
- 185 - Université d'Ottawa
- 201 à 225 (ex æquo) - Université de Waterloo et Université Western Ontario (London)
- 226 à 250 (ex æquo) - Université de Calgary, Université Carleton, Université Dalhousie (Halifax), l'Université Simon Fraser
- 276 à 300 (ex æquo) - Université de Guelph, Université York (Toronto)
- 301-350 - Université du Manitoba (Winnipeg)



LE NOUVELLISTE : La Ville de Trois-Rivières offre 1,5 million \$ à la Fondation de l'UQTR – Mercredi 05 octobre 2011



Photo: Stéphane Lessard

De gauche à droite: Jacques Bégin, directeur général de la fondation, Annie Pellerin, vice-présidente ressources humaines et communications chez Marmen, Yves Lévesque, maire de Trois-Rivières, André Paradis, recteur par intérim, et Jacques Chauvette, président de la campagne majeure de financement.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) La Ville de Trois-Rivières contribuera pour 1,5 million \$ à la campagne majeure de financement de la Fondation de l'Université du Québec à Trois-Rivières dont l'objectif, d'ici 2014, est d'amasser 20 millions \$.

De son côté, l'entreprise trifluvienne Marmen a annoncé hier, une contribution de 100 000 \$ qui sera distribuée aux étudiants sous forme de bourses.

Ce n'est pas la première fois que la Ville contribue aux campagnes de financement de la fondation. En 1990, elle versait 100 000 \$, puis 1,5

million \$ en 2002, rappelle le maire Yves Lévesque.

«C'est beaucoup d'argent», reconnaît le maire tout en ajoutant qu'habituellement, les taxes municipales «ne servent pas à ça.»

Toutefois, explique-t-il, «on a fait de la création de la richesse notre principal objectif en 2002. C'est bien beau donner des services, mais si l'on n'a pas d'entreprise, si l'on n'a pas de relève, si l'on n'a pas d'innovation, on va mourir à petit feu. Et l'université est un outil de développement économique fort important pour nous», fait-il valoir.

Pour le maire Lévesque, le domaine de l'avenir, c'est l'innovation, dit-il, donc l'économie du savoir.

De plus, environ 50 % des étudiants de l'UQTR proviennent de l'extérieur, signale le maire. «Ça nous donne un pouvoir d'attraction et de rétention», plaide-t-il.

En 2002, la Ville avait investi dans la création du bateau-laboratoire de l'UQTR, le Lampsilis, ainsi que dans les programmes de podiatrie et d'hydrogène.

Cette fois-ci, le support financier de la Ville sera investi dans l'hydrogène, les bioprocédés, afin de faire des liens avec le Technocentre, ainsi qu'au niveau de l'aide aux étudiants afin de les inciter à faire carrière dans la région.

Du côté de Marmen, «on veut donner la chance à des étudiants qui ont énormément de potentiel de poursuivre leurs études et récompenser leurs efforts de performance», a fait savoir hier Annie

Pellerin, vice-présidente ressources humaines et communications chez Marmen.

Mme Pellerin de même que ses frères et soeurs, sont des diplômés de l'UQTR de même que «plusieurs de nos employés ingénieurs et en administration qui viennent de l'université», dit-elle.

«Une des raisons pourquoi l'on donne, c'est qu'on pense que l'éducation donne une longueur d'avance et pour une compagnie comme Marmen, une longueur d'avance c'est parfait», dit-elle.

Selon une étude sur les universités au Canada, «quand un diplômé reçoit son diplôme d'une université, deux fois sur trois il travaille à moins de 100 kilomètres de cette université. Donc de là l'importance pour la Ville de Trois-Rivières, pour la région de la Mauricie d'avoir une université en santé», a fait valoir le directeur de la Fondation, Jacques Bégin. «Je pense que la Ville de Trois-Rivières a très, très bien compris ce point-là», dit-il.

Beaucoup de villes où l'on trouve des universités soutiennent leur institution, signale le maire Lévesque.

«On est une des villes qui donne le moins, peut-être», dit-il. «Les municipalités ont un rôle de plus en plus important au niveau du développement économique», renchérit-il.

La Fondation de l'UQTR a annoncé, hier, qu'elle a recueilli jusqu'à présent 17 des 20 millions \$ qu'elle souhaite obtenir de la part de la communauté. Le président de la campagne, Jacques A. Chauvette, a invité la communauté régionale à se mobiliser afin de dépasser cet objectif.

THE GAZETTE : Concordia Student Union rejects Faubourg project – Thursday, September 29, 2011



Photograph by:

Marie-France Coallier, The Gazette

A proposal to buy the Faubourg development at Ste. Catherine and Guy Sts. was unanimously rejected by the Concordia Student Union at a meeting Tuesday night. But Concordia will now pursue purchasing the building for its own academic need, a spokesperson says.

By Karen Seidman

MONTREAL - It's back to the drawing board for a project to provide a building dedicated to student activities at Concordia University.

After years of work and planning, it's not even clear if the students really want a student union building after the project suffered a major setback this week.

A proposal to buy the Faubourg development at Ste. Catherine and Guy Sts. was unanimously rejected by the Concordia Student Union at a meeting Tuesday night.

The proposed \$54-million project was considered too full of holes to get a resounding recommendation from students, said Lex Gill, president of the CSU.

But Concordia will now pursue purchasing the building for its own academic needs, said Roger Côté, vice-president of services for the university.

"I encouraged the students to embrace this initiative," Côté said. "I felt it was a unique opportunity."

But because there is an opportunity to buy the building with a deadline of next April, the university will have to move quickly now to try to secure the building – located in the geographic centre of the campus, Côté noted – for itself.

"We definitely have interests in pursuing that avenue," Côté said. "We would use it for academic purposes. We are always responding to and addressing the needs of the community."

Students were far less excited about the project, although it was proposed by a committee made up of students and administrators who had been working since 2003 to try to secure a dedicated space for student activities.

"The students had never been consulted in a meaningful way about the project," Gill said. "There were just too many unresolved issues."

The student union has been collecting money toward a union building fund since about 2003. A \$1-fee-per-course credit was imposed, which

was raised to \$2 in 2005. To date, about \$8 million has been collected.

It was expected to cost about \$32 million to purchase the Faubourg building, and another \$20 million to refurbish it.

The CSU would have been responsible for \$27.5 million, and the university for the remaining \$26.5 million. The two would share costs and operation of the joint venture.

But the CSU had concerns with some of the university's policies that would apply to the student centre. For example, security guards would be allowed to ask someone to leave the premises for not having Concordia identification. In addition, the CSU says revenue from certain retail space in the basement would go entirely to the university.

Centralizing student space sounds good in principle, Gill said, but at the Faubourg, students would gain only a few thousand square metres because they would lose existing spaces.

"And the spaces we'd be losing have social and historical significance to students," she said.

When push came to shove, as it did Tuesday night, the students "just didn't feel it was responsible to walk into a 25-year mortgage with the university on a project we're not confident students support."

RADIO-CANADA : Mauricie : Les étudiants travailleurs de l'UQTR se syndiquent - Mise à jour le mercredi 28 septembre 2011 à 14 h 27 HAE

Les travailleurs étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières ont tenu mercredi l'assemblée générale de fondation de leur syndicat.

Les 500 travailleurs étudiants qui contribuent à des travaux de recherche seront représentés par

l'Association syndicale des travailleurs étudiants et travailleuses étudiantes de l'UQTR.

Les nouveaux syndiqués doivent élire leurs représentants et élaborer une première proposition de convention collective avant de commencer les négociations avec l'université.

« On sait que les étudiants travailleurs de l'UQTR sont payés de 4 à 6 \$ de moins de l'heure que les étudiants travailleurs des autres universités. Il y a aussi des problématiques au niveau des contrats. Certains étudiants recevaient leur contrat à la fin de leurs prestations de travail et ça amenait certains problèmes. Les payes pou-



vaient rentrer très tardivement. Nous avons aussi des problématiques aussi au niveau de la propriété intellectuelle. Donc on veut régler ça entre autres par convention collective », explique L'oranger.

LE DEVOIR : Parisella dirigera la campagne de financement de l'UdeM – Mercredi 28 septembre 2011

Lisa-Marie Gervais
John Parisella prendra la tête de l'ambitieuse campagne de financement que mèneront ensemble HEC Montréal, l'École polytechnique et l'Université de Montréal. Il quittera ainsi son poste de délégué général du Québec à New York, qu'il occupait depuis 2009, pour s'atteler à la tâche dès janvier 2012. Le montant de la campagne n'est pas confirmé, mais le chiffre évoqué à l'interne est de l'ordre de 500 millions. «On est en train de finaliser les derniers calculs. Ça va être la campagne la plus ambitieuse de toute son histoire», a dit le secrétaire général de HEC Montréal, Jacques Nantel. «Je ne peux confirmer le montant mais, pour vous donner

une idée, la dernière campagne des trois institutions était de 230 millions», a-t-il poursuivi. Tous les détails devraient être rendus publics au début de 2012.
M. Nantel ne tarit pas d'éloges à l'égard de M. Parisella et s'est réjoui qu'il ait accepté de diriger la campagne. «On est très enthousiastes. John Parisella a démontré qu'il était non seulement un grand Montréalais, mais un grand citoyen de notre communauté», a-t-il déclaré. Pour lui, l'ancien diplômé de McGill et de Concordia est tout désigné pour occuper ce poste. «Il a une notoriété auprès de la communauté d'affaires, mais également dans toutes les sphères de la communauté. C'est le mieux qu'on pourrait

souhaiter dans le cas de la gestion d'une campagne comme la nôtre, a ajouté M. Nantel. Comme la majeure partie du thème de notre campagne porte sur l'international, M. Parisella est extrêmement bénéfique pour nos institutions.»
M. Parisella a été notamment président des firmes de communication BCP et BCP consultants, directeur de cabinet des premiers ministres Robert Bourassa et Daniel Johnson. Il détient également un certificat en administration publique de la John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard.

LE DEVOIR : La poursuite contre l'Université de Moncton a été abandonnée – Mercredi 28 septembre 2011

Lisa-Marie Gervais
La poursuite en justice contre l'Université de Moncton, accusée de ne pas avoir respecté les procédures dans l'octroi du poste de vice-recteur aux affaires étudiantes et internationales, est abandonnée. Yves Dandurand et Serge Rousselle, les deux candidats défaits, avaient relevé plusieurs anomalies dans le processus qui a finalement mené à l'embauche de Marie-Linda Lord, la sœur de l'ancien premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord. Voilà que la croisade, qui avait des allures d'un combat à la David contre Goliath, a pris fin lundi. «Je ne suis pas amer. Je suis content d'avoir mené la bataille. Je suis quelqu'un qui aime les défis et j'étais prêt à le relever. Mais j'en aurai d'autres, que ce soit ici ou ailleurs», a dit le juriste Serge Rousselle, professeur de droit à l'Université de Moncton, qui avait ne pas avoir la détermination d'un Claude Robinson. «Je dis

souvent à mes étudiants que l'accès à la justice est illusoire. Maintenant, j'aurai une bonne idée de ce que c'est en pratique.»
Dans une lettre publiée hier dans L'Acadie nouvelle, M. Rousselle explique les raisons du retrait de la poursuite. «Dans l'espoir d'obtenir des réponses dès maintenant et au lieu d'être embourbé dans cette saga au point d'y sacrifier tout mon temps pendant d'innombrables mois, voire des années, j'ai décidé, d'un commun accord avec Yvon Dandurand, de lâcher prise, et ce, sans avoir à y laisser ma santé physique et financière, d'autant que ni l'un ni l'autre nous ne voulons désormais de ce poste dans les circonstances», a-t-il écrit en faisant allusion au fait que la partie défenderesse avait manifesté son intention de contester la validité des preuves.
Des preuves crédibles
Le recteur de l'Université de Moncton, Yvon Fontaine, ne s'étonne pas du retrait de la pour-

suite. «Nous avions une autre version des faits, a-t-il indiqué au Devoir. Nos éléments de preuves étaient très crédibles et c'est la raison de l'abandon de la poursuite.»
M. Fontaine, sur qui reposaient des allégations d'apparence de conflit d'intérêts, estime que le processus a été fait dans les règles de l'art. Selon lui, ni le comité de sélection (qui aurait recommandé la candidature de M. Dandurand) ni le comité d'équité (qui aurait privilégié celle de Mme Lord) ne possèdent de pouvoir décisionnel. «C'est le Conseil des gouverneurs qui a pris la décision et je pense qu'il l'a fait sans parti pris au départ», a-t-il assuré.
M. Fontaine se défend des allégations de népotisme. «Mme Lord est une professeure d'université agréée et l'était bien avant que son frère soit en politique. Elle n'est pas à la remorque de son jeune frère. C'est abominable qu'on présume de telles choses», a-t-il soutenu.

LE SOLEIL : Pas de déficit pour l'université Laval – Mercredi 28 septembre 2011

Marc Allard
L'Université Laval n'enregistrera pas de déficit cette année grâce à une augmentation du nombre d'étudiants qui se sont inscrits cet automne, prévoit le recteur, Denis Brière.
Par rapport à l'automne dernier, les inscriptions ont connu une légère hausse de 1,5 % cette année. Mais «nous pouvons déjà anticiper que celle-ci nous permettra d'atteindre l'équilibre budgétaire à nouveau cette année», a déclaré hier M. Brière, lors du Conseil universitaire.
Le ministère de l'Éducation finance les universités selon leur nombre d'étudiants. L'an dernier, l'Université Laval avait enregistré une augmentation de 6,3 % des inscriptions à l'automne, la plus forte augmentation parmi les grandes universités du Québec.

Elle avait également présenté un budget équilibré, grâce aussi à des compressions de 1,3 % dans les facultés et une augmentation de 25 \$ des frais institutionnels obligatoires (FIO) — anciennement appelés «frais afférents» — imposés aux étudiants.
« Malgré une gestion rigoureuse et un contrôle serré de nos dépenses, la situation demeure toutefois précaire, principalement en raison des enjeux que représentent les déficits de nos régimes de retraite », a indiqué hier M. Brière.
Le président de la CADEUL, l'association qui représente les étudiants de premier cycle de l'Université Laval, soutient que l'équilibre budgétaire ne signifie pas que l'université est en bonne santé financière.
«PAS LE KLONDIKE»

«En bout de ligne, les coupures sont dans les facultés et dans l'enseignement, dit Sébastien Harvey. Même si l'équilibre budgétaire est là, ce n'est pas le Klondike. [...] C'est un choix qu'ils font. Ce n'est pas parce qu'ils ne manquent pas d'argent.»
La CADEUL estime que les universités québécoises sont sous-financées. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut augmenter les droits de scolarité, précise M. Harvey.
« Les étudiants ont amplement fait leur juste part depuis les dernières années, dit-il. Maintenant, c'est les entreprises qui devraient contribuer.»
Comme la CADEUL, le recteur, Denis Brière, appuie toujours l'idée d'une contribution obligatoire des entreprises au financement des universités.

RADIO-CANADA / Atlantique : Réjouissance et amertume à l'Université de Moncton - Mise à jour le mardi 27 septembre 2011 à 8 h 31 HAE



Le pavillon Léopold-Taillon abrite les bureaux de la direction de l'Université de Moncton (archives). L'Université de Moncton crie victoire après l'abandon de la contestation judiciaire dont elle

faisait l'objet, tandis que l'un des auteurs de la contestation reste amer.
Les contestataires, Serge Rousselle et Yvon Dandurand, ont **renoncé** à ce qui s'annonçait comme une longue et coûteuse bataille devant les tribunaux. Ils **contestaient** le processus ayant mené à la nomination de Marie-Linda Lord comme vice-rectrice aux affaires étudiantes et internationales.
Le recteur de l'Université de Moncton, Yvon Fontaine, ne ressent aucun doute sur les raisons pour lesquelles ils ont abandonné la poursuite.

Je pense que ceux qui ont déposé la requête ont bien vu que leur dossier n'était pas suffisamment solide.
— Yvon Fontaine

recteur de l'Université de Moncton
Serge Rousselle maintient toutefois que la procédure d'embauche dans le cas de Mme Lord n'a pas été suivie par le recteur Fontaine. Il avait espéré que l'Université admette qu'elle avait fait fausse route. Au lieu de cela, il aurait dû livrer ce qu'il appelle une bataille de David contre Goliath. Le recteur ne juge pas que la réaction légale de l'établissement était exagérée. « À quoi doit-on s'attendre? Je veux dire, il y a une poursuite contre l'Université, que l'Université va regarder ça de façon frivole? Au contraire. Je crois que l'Université doit prendre ses responsabilités », affirme M. Fontaine.
Déception chez les étudiants et les professeurs

La Fédération des étudiants et étudiantes du Centre universitaire de Moncton (FÉÉCUM), qui était la première à dénoncer le processus d'embauche dans ce cas, se dit déçue par la tournure des événements.

Ça fait en sorte qu'on ne va jamais être capable de prouver que l'institution n'a pas suivi ses propres procédures.

— Ghislain LeBlanc, président de la Fédération des étudiants et étudiantes du Centre universitaire de Moncton

La FÉÉCUM espère que l'Université ne répètera pas la même expérience lors du choix du prochain recteur, qui s'amorce.

Le président de l'Association des bibliothécaires et des professeurs de l'Université de Moncton, Michel Cardin, déplore aussi l'abandon de la poursuite. Il estime qu'il sera impossible dans ce contexte de faire la lumière sur la sélection du

vice-recteur aux affaires étudiantes et internationales.

Michel Cardin reproche au recteur d'avoir, dans un communiqué, accusé les plaignants de tenter de nuire à la réputation de l'Université.

« Il nous accuse en bloc d'être des gens malhonnêtes qui voulaient nuire à l'Université. Écoutez, ça fait 31 ans que je suis là. J'étais peut-être là avant lui. Ça me tient à coeur, l'Université de Moncton. Je n'en reviens pas qu'on dise une chose comme ça. Lui m'a dit que ça ne nous concerne pas, c'était juste destiné aux poursuivants alors qu'on sait très bien que le public nous met tous ensemble parce que nous avons appuyé les poursuivants. Ça, ça n'aide pas », affirme Michel Cardin.

Quant à Serge Rousselle, il songe à quitter l'Université, et même l'Acadie, tellement l'épreuve a été difficile pour lui professionnellement.

Les commentaires (1)
Envoyé par Nat Tan de Inkerman - 27 septembre 2011 à 08 h 53 HAE

Je le trouve bien arrogant le recteur Fontaine; et il a sauté vite en titi sur le micro pour crier victoire. Il me semble qu'il n'a pas gagné sa cause en cour.

Moi, je reste avec un sentiment qu'il y a quelque chose de pas correct qui s'est passé là.

Messieurs Rousselle et Dandurand ont été sages de considérer leurs pertes potentielles avant de se lancer dans cette bataille juridique. Car malgré une victoire possible de leur part, les vrais coûts (santé, famille, argent) auraient été vécus par eux et leurs proches. Ce fut, selon moi, une décision mature, digne de leurs calibres.

Le doute reste.

RADIO-CANADA : Atlantique : Une poursuite contre l'Université de Moncton est abandonnée - Mise à jour le lundi 26 septembre 2011 à 14 h 49 HAE



Serge Rousselle et Yvon Dandurand renoncent à leur [contestation](#) devant les tribunaux du processus ayant mené à l'embauche de Marie-Linda Lord comme vice-rectrice aux affaires étudiantes et internationales de l'Université de Moncton.

Les deux hommes, qui étaient candidats pour ce poste, estimaient que le recteur Yvon Fontaine n'avait pas suivi les règles du jeu.

Dans un communiqué publié lundi, Serge Rousselle explique que la réplique légale de l'Université est plus vive que celle à laquelle il s'attendait.

En raison de cette réplique légale, M. Rousselle entrevoyait des mois, voire des années, de procédures interminables avant même que la question de fond soit débattue.

Il souhaite que son geste entraîne quand même des modifications de certaines façons de faire à l'Université de Moncton.

LE DEVOIR : Université de Moncton: le recteur est dans l'embarras - Vendredi 23 septembre 2011

Lisa-Marie Gervais

Le recteur de l'Université de Moncton et président de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), Yvon Fontaine, est dans l'embarras. L'administration de son université est accusée de ne pas avoir respecté les procédures dans l'octroi du poste de vice-recteur aux affaires étudiantes et internationales, qui est finalement allé à Marie-Linda Lord, la sœur de l'ancien premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord. La poursuite, menée par Serge Rousselle et Yvon Dandurand, les deux autres candidats finalistes pour le poste, a été déposée vendredi dernier.

En Acadie, l'histoire est «the talk of the town». Elle fait les manchettes notamment des journaux locaux, L'Étoile et L'Acadie nouvelle. En mars dernier, lors d'un premier tour de vote, le comité de sélection, composé de sept membres, dont le recteur, aurait choisi M. Dandurand, vice-recteur associé à la recherche et aux études supérieures de l'Université Simon Fraser par cinq voix sur sept. Un second tour aurait consacré M. Rousselle, professeur de droit à l'Université de Moncton, avec six votes, et Marie-Linda Lord, profes-

seure au programme d'information-communication, serait arrivée bonne dernière avec une seule voix, celle du recteur, révèlent des témoignages sous serment, dont celui d'un étudiant qui siégeait au comité de sélection.

Comme à l'habitude pour un poste ciblé, le choix du comité de sélection a été soumis au comité d'équité de l'Université, chargé de s'assurer que les nominations sont conformes et non discriminatoires. À la mi-avril, contrairement à ce qu'avait recommandé le comité de sélection, la nomination de Mme Lord est annoncée. C'est à ce moment que M. Rousselle soupçonne le processus de sélection d'avoir été vicié. Des coups de fil secrets, messages anonymes de personnes «qui lui veulent du bien» et des rumeurs persistantes convainquent le candidat défait de mener sa propre enquête. Et d'aller jusqu'à poursuivre l'Université de Moncton en cour.

Des vices de procédures?

Serge Rousselle a remarqué plusieurs vices de procédures. Selon lui, le comité d'équité n'a pas effectué sa recommandation en toute connaissance de cause, puisque les documents qui lui ont été transmis ne contiennent que la version

courte de quelques pages du CV de M. Dandurand, tandis que celui de Mme Lord aurait été complet. Et celui de M. Rousselle? Inexistant. «On aurait dit que je m'étais désisté. C'est faux!», a raconté M. Rousselle, en admettant que ce fût la goutte qui fit déborder le vase.

Le comité d'équité peut-il avoir le dernier mot sur une décision du comité de sélection? «Les mandats du comité sont flous», a indiqué le juriste et professeur à l'UQAM Patrick Forget, qui connaît bien l'Université de Moncton pour y avoir travaillé.

Il constate une autre irrégularité dans le processus: le fait que ce soit le recteur lui-même qui ait présenté au Conseil des gouverneurs les recommandations des deux comités alors qu'il faisait partie de l'un d'eux. «Même si le recteur est de bonne foi, il y a un problème. Les pouvoirs qu'il a ne permettent pas d'écarter toute apparence de partialité. Et le but, c'est justement d'éviter ça», a soutenu M. Forget. Le recteur de l'Université de Moncton est aujourd'hui à Montréal dans le cadre des célébrations des 50 ans de l'AUF. Depuis que l'affaire est devant les tribunaux, il s'abstient de tout commentaire.

LE NOUVELLISTE : Des étudiants de l'UQTR se syndiquent - Mercredi 21 septembre 2011

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

Quelque 500 étudiants employés de l'Université du Québec à Trois-Rivières tiendront la toute première assemblée générale de leur nouveau syndicat, le 27 septembre.

Seuls employés de l'Université à ne pas être encore syndiqués, ces étudiants-travailleurs exécutent des tâches d'auxiliaires, d'assistants, font de la correction, de la surveillance de cours et du travail de recherche.

Certains oeuvrent dans les services auxiliaires de l'Université, notamment au Centre d'activité physique et sportive, à l'École internationale de français et au support pédagogique informatique. L'UQTR était une des seules universités à ne pas négocier les conditions de travail de ses employés-étudiants avec un syndicat.

Cinq cents étudiants ont voté en faveur de la syndicalisation, au printemps dernier, ce qui représente un taux d'appui de 80 %, d'où la création de l'Association syndicale des travailleurs étudiants et travailleuses étudiantes de l'UQTR - AFPC (ASTRE UQTR).

À l'occasion de sa première assemblée générale, le 27 septembre, 11 h 45, au 1806, pavillon de la Santé, il y aura élection d'un conseil exécutif et d'un comité de négociation.

Il sera aussi question de la création de l'association syndicale, de la présentation et de l'adoption des statuts et règlements, de la détermination des cotisations et de l'adoption d'un mandat de négociation de la toute première convention collective.

L'ASTRE UQTR prévoit déjà apporter quelques points de mécontentement à la table de négocia-

tion en même temps qu'un projet de convention collective. Ces éléments ont été recueillis au cours de la campagne de syndicalisation.

«Des étudiants ont été embauchés et n'avaient pas de contrat. Ils signaient leur contrat à la fin quand ils avaient terminé leurs études», illustre Hugo Loranger, membre fondateur de l'ASTRE UQTR.

D'autres situations de mécontentement ont trait à des salaires versés irrégulièrement, à la propriété intellectuelle ainsi qu'au montant du salaire.

«On est entre 4 \$ et 6 \$ de moins de l'heure que les autres universités», signale Hugo Loranger. Les listes de rappel aussi feront l'objet de discussions.

L'ASTRE UQTR est affiliée à l'Alliance de la fonction publique du Canada qui représente 30 000

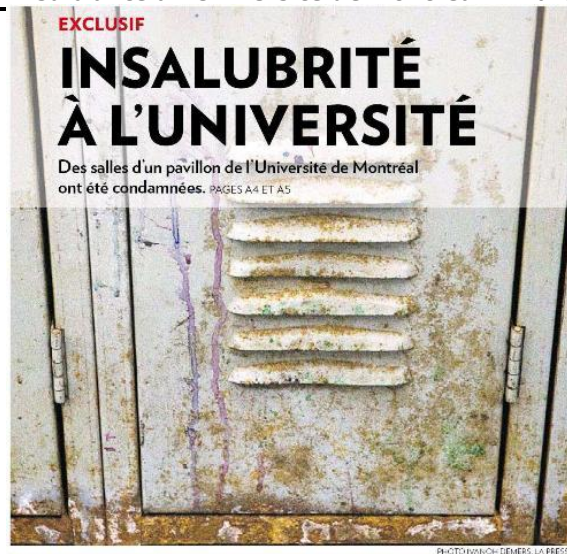


personnes oeuvrant dans neuf universités au Québec. Notons qu'une partie des travailleurs étudiants ne font pas partie de la nouvelle accréditation puisqu'ils sont déjà membres d'une autre accré-

ditation, par exemple les étudiants à la maîtrise ou au doctorat qui ont une charge de cours et font partie du Syndicat des chargés de cours, illustre Hugo Loranger.

«L'accréditation syndicale a été faite en fonction de ne pas empiéter sur les autres syndicats de l'UQTR », dit-il.

LA PRESSE : 1^{ère} page : Exclusif : Insalubrité à l'Université de Montréal – Mardi 20 septembre 2011



LA PRESSE : Vétusté des établissements scolaires : Insalubrité à l'Université de Montréal – Mardi 20 septembre 2011

Pascale Breton, La Presse

Le pavillon Strathcona, qui héberge le département de géographie de l'Université de Montréal, est en si piètre état que des classes ont été condamnées il y a quelques jours pour insalubrité.

À la suite de nombreuses infiltrations d'eau, les moisissures ont fini par faire leur nid. La situation a atteint un degré tel qu'il était impossible d'y donner des cours.

Deux salles de classe ont donc été fermées, le temps de permettre à une société spécialisée de les nettoyer de fond en comble et de faire disparaître toute trace de moisissures, du moins temporairement.

Car c'est l'édifice en entier qui est vétuste. Dans un rapport remis à la direction de l'Université de Montréal, que *La Presse* a obtenu, le corps professoral dénonce la situation.

«La qualité de l'air est souvent insalubre, peut-on lire dans le document. Les mesures les plus récentes (avril 2011) dans nos salles de classe du rez-de-chaussée indiquent des concentrations de spores d'*Aspergillus* (2020/m³ d'air) qui correspondent au double du seuil pouvant amener des problèmes de santé respiratoire.»

Ce n'est pas la première fois que la situation est décriée. En 2002, des travaux d'urgence ont été réalisés dans des cages d'escalier de l'édifice en raison de la présence de cette même bactérie.

Le pavillon Strathcona a été construit au tournant des années 1900. Il s'agit en fait d'une vieille école primaire qui est louée par l'Université de Montréal à la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys.

Le département de géographie a été aménagé dans ce pavillon du chemin de la Côte-Sainte-Catherine, loin du campus, de façon temporaire dans les années 80.

Il devrait éventuellement être déménagé dans le nouveau pavillon des sciences, mais il faudra

encore plusieurs années avant qu'il ne voie le jour.

Ras-le-bol

En attendant, le personnel et les enseignants en ont ras le bol. «L'état actuel du bâtiment est délabré, malpropre et inacceptable comme milieu de travail», dénonce le rapport remis à la direction de l'université.

De fait, une visite des lieux permet de constater la vétusté des lieux. Tant les salles de classe que les escaliers et les couloirs sont en mauvais état.

La peinture se détache par gros morceaux au plafond. «Toute la vieille peinture a été grattée et le plafond a été repeint il y a seulement trois ans, mais ça tombe encore par gros morceaux. Probablement que le local est trop humide», indique Richard Fiorini, qui s'occupe de l'entretien du pavillon.

La direction de l'Université de Montréal est au courant de la situation. Des représentants sont même venus constater l'ampleur des dégâts au cours de l'été, ajoute-t-il.

Le rez-de-chaussée est l'étage le plus délabré. Des tuiles de céramique sont arrachées. Des coulisses noires courent le long des murs. Dans les toilettes, une odeur nauséabonde et perpétuelle monte des tuyaux couverts de corrosion. Jadis blanc, le fond des lavabos et des cuvettes a pris une couleur jaune foncé.

Les casiers sont rouillés. Les néons diffusent une lumière verdâtre. Les planchers sont si usés qu'il est impossible d'en laver les taches.

Lors de notre passage, deux étudiants travaillaient dans le laboratoire de granulométrie, un local sans fenêtre, sale et poussiéreux. On distingue clairement des trous et des boursoufflures dans les murs.

«Ce n'est vraiment pas agréable comme milieu de vie. On paie néanmoins les mêmes droits de scolarité que tout le monde», reconnaît une étudiante, Sophie-Eve Despaties.

Surpeuplé et surchauffé

Lorsque deux salles de classe ont été condamnées pour insalubrité, professeurs et étudiants ont dû se serrer encore davantage. «On s'est retrouvés environ 45 dans un local qui pouvait contenir 30 personnes. On a dû scinder le groupe en deux», ajoute l'étudiante de deuxième année.

Le système de chauffage est lui aussi désuet. L'hiver, les étudiants s'assoient le long des fenêtres pour profiter des courants d'air parce que la température grimpe trop.

«Il fait trop chaud, ce n'est pas propice à la réflexion», explique Simon Jalbert, également étudiant de deuxième année.

Aux étages supérieurs, du matériel est entreposé dans les couloirs. De gros bureaux et des lampes bloquent l'accès aux casiers, faute de place ailleurs.

Fatigués de leurs conditions, le personnel, les professeurs et les étudiants se sont d'ailleurs réunis hier pour discuter des moyens à mettre en place pour corriger la situation.

«Dès que la Direction des immeubles a été avisée des problèmes, le printemps dernier, nous avons demandé des correctifs au propriétaire de l'édifice. Certains ont été apportés. D'autres sont à venir. Une étude commandée à un expert externe a toutefois déterminé qu'aucun risque pour la santé n'est présent dans l'air actuellement», a pour sa part indiqué la direction de l'Université de Montréal, hier.

Du côté de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, propriétaire de l'édifice, on prend aussi la situation au sérieux. «On nous a signalé une infiltration d'eau au niveau du stationnement et que des locaux pouvaient être insalubres en raison de cette infiltration», explique le porte-parole de la commission scolaire, Jean-Michel Nahas. Des travaux de réfection seront entrepris au cours des prochains jours pour y remédier.



Photo: Ivanoh Demers, La Presse

Deux salles de classe ont été condamnées pendant quelques jours en raison de moisissures. Les locaux ont été nettoyés de fond en comble et la direction de l'Université affirme qu'il n'y a pas de danger pour la santé



Photo: Ivanoh Demers, La Presse

LA PRESSE : Des hausses d'un océan à l'autre – Samedi 17 septembre 2011

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — La hausse des droits de scolarité pour les étudiants universitaires canadiens de premier cycle cette année est nettement plus élevée que celle du taux d'inflation.

Les données de Statistique Canada indiquent qu'en moyenne, les étudiants canadiens inscrits à temps plein à l'université cet automne ont déboursé 4,3% de plus pour les droits de scolarité que l'an dernier. Ces droits avaient alors crû de 4%.

Le taux d'inflation, lui, s'est élevé à 2,7% entre juillet 2010 et juillet 2011.

Les étudiants du premier cycle du Québec et de Terre-Neuve-et-Labrador bénéficient toujours des droits de scolarité les plus bas au Canada, à 2519 \$ et 2649 \$ respectivement.

Statistique Canada indique que les étudiants du premier cycle paient en moyenne 5366\$ en droits de scolarité pour l'année scolaire en cours, une somme qui se chiffrait à 5146\$ l'an dernier. Les droits de scolarité des universités ont augmenté partout au pays, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, où ils ont été gelés en 2003. Les hausses observées vont de 1,4% au Manitoba à 5,1% en Ontario.

Les universités du Nouveau-Brunswick ont mis fin à trois ans de gel des droits de scolarité, avec une hausse de 3,6% cette année. Du côté de la Nouvelle-Écosse, les droits de scolarité ont augmenté de 4,3%, après trois ans de baisses.

En moyenne, ce sont les étudiants de premier cycle de l'Ontario qui paient les droits les plus élevés au Canada, avec 6640 \$. Ceux du Nouveau-Brunswick les suivent avec 5853\$.

Les étudiants de deuxième cycle paient quant à eux, en moyenne, 5599\$ en droits de scolarité pour l'année scolaire 2011-12, ce qui représente une hausse de 3,7%.

THE GAZETTE : Concordia lends out people for a day : University's first Human Library will be in full force Saturday – Saturday, September 17, 2011

By KAREN SEIDMAN

In an era of e-book readers, Concordia University is offering a revolutionary new kind of book that transcends even technology.

It's called humanity. The university's first Human Library will be in full force on Saturday and, yes, people will be invited to "borrow" a person rather than a book.

And no overdue fees, please - 30 minutes is the time limit.

"This is more about learning about other people's life experiences," said Katharine Hall, a reference and instruction librarian at Concordia and one of the coordinators of the Human Library. "It's a chance to explore an experience that can be drastically different from your own."

"And it gives you a chance to sit down with this person and talk to them."

Most important, said the other coordinator of the project and fellow reference and instruction librarian Pamela Carson, the Human Library is a way of raising awareness.

"This is a way to encourage understanding and provide a different kind of learning experience," Carson said.

The Human Library may not be the place to come if you want to research the life of Shakespeare, but if you want to explore religion, sexual

ity, disability, abuse or mental illness - just to name some of the topics to be covered - it can offer a personal perspective that even the most in-depth book could never match.

After all, a paperback can't respond to your questions.

The Human Library originated in Denmark in 2000, and others have been organized in more than 25 countries.

Surprisingly, the Human Library at Concordia had no difficulty acquiring human books for its one-day event. After a small announcement on its website, said Carson, people with interesting backgrounds began offering their services.

"These are people who get questions in their everyday life so it gives them a safe place to answer questions they are already getting," explained Carson.

The "books" all have stories to tell - like the young student mother, the lesbian mother, the girl growing up gay in a small town, the rape-survivor, the person coping with epilepsy and cerebral palsy, the mom who home-schooled her children and, of course, the librarian.

There are people who are gay, Protestant, vegetarian, Muslim, Catholic and transgender - 25 in all who believe they have faced prejudice or stereotyping.

Rose Wangechi, for example, is an alumni officer at Concordia who wants to tell people about growing up in Kenya.

"People think everyone in Africa is impoverished," Wangechi said. "There is poverty but there is also a lot of love and contentment that comes from being raised by a whole community."

And Eduardo Alves Dos Anjos, a business administration student at Concordia, wants people to know why he converted from Christianity to Islam.

"I was a bigot, an Islamophobe myself," he said. "But I met Muslims I thought were good people and I found the religion spoke to me, to my intellect."

Last year, McGill University held its first Living Library, and it was a resounding success. Another is to be held in January.

"What we found is that once you get to know someone one-on-one, it's very hard to hold on to a stereotype," said Trudy Blumstein, one of the coordinators.

Concordia's event, like McGill's, is open to all. And, by the way, this is one library where you don't have to whisper.

The Human Library at Concordia takes place Saturday at the Vanier Library, Loyola Campus, 7141 Sherbrooke St. W., from 11 a.m. to 6 p.m.

THE GAZETTE : Students, profs rally behind strikers : Wage parity; Send message to McGill as school's services suffer – Saturday, September 17, 2011

By KAREN SEIDMAN

Students and professors gathered for a rally outside McGill's Roddick Gates on Friday to show solidarity with striking support staff, saying the university is struggling to provide adequate services without its backbone.

They say the strike is making academic endeavours more challenging, and even some

services at McGill's hospitals have been affected.

A medical secretary at the Royal Victoria Hospital said the pathology lab is struggling without its eight McGill workers.

"There are MUHC (McGill University Health Centre) people working there, but they can't keep up," said the woman, who did not want to be named.

The MUHC on Friday asked for a hearing with the Commission des Relations du Travail on Friday, which ruled those in the pathology lab can be considered MUHC employees and can return to work on Monday.



Photograph by: JOHN MAHONEY
THE GAZETTE

Striking members of McGill University Non-Academic Certified Association are joined by students and professors at a rally on McGill College Ave., across from the campus, Friday.

"We are thrilled because people have been working overtime to make sure there's no patient impact," said Dr. Ewa Sidorowicz, director of professional services for the MUHC. Sidorowicz said teaching hospitals have "many interfaces" with university staff, but the clinical impact of the strike was mainly in the pathology lab. The university's student-health service has also been hit: With nurses, clerical staff and lab staff on strike, there has been a drop in the number of students seen. Four doctors chose not to cross the picket line during the first week of the strike but returned to work this week, said Michael Di Grappa, vice-principal of administration and finance for McGill. Meanwhile, health-care students who must have their immune status verified to do clinical rotations have had to go to CLSCs for vaccines. The centre has also had to refer some students to clinics in the vicinity. At the rally, two things seemed clear: Supporters are hoping McGill is getting their message, and there is serious concern that the backlog in services will only worsen as the strike continues. Waving placards, beating drums and blowing whistles, the noisy crowd cheered supporters who spoke to the crowd. The 1,700 members of the McGill University Non-Academic Certified Association have been on

strike for about two weeks. They are asking for wage parity with other universities. The union includes lab technicians, IT technicians, library assistants and clerical staff. Di Grappa said the labour conflict won't be solved by rallies. "It will be solved at the negotiating table and we're putting all efforts into that," he said. Daily meetings are held to make necessary adjustments in terms of services being affected, he said. "There may be slowdowns and disruptions, but classes are going on." Sandra Hyde, an associate professor in anthropology, said all kinds of services have been affected. "We feel MUNACA is fighting a battle for all of us," she said. "I needed AV (audio-visual) help and it never showed up. It's difficult for students to change courses. "We hope this rally sends a message to McGill." Xiaoyong Liu, a PhD student in biology, said supplies such as petri dishes haven't been ordered. Elizabeth Walsh, a master's student in earth and planetary sciences, said she can't get an electron microprobe. Niko Block, a history student and coordinator for the Student Society of McGill University, said: "The system can't survive much longer like this."

RADIO-CANADA : Atlantique : Contestation judiciaire à l'Université de Moncton - Mise à jour le vendredi 16 septembre 2011 à 7 h 59 HAE

Deux candidats à un poste de vice-recteur à l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick, demandent une révision judiciaire du processus d'embauche de Marie-Linda Lord, qu'ils estiment empreint d'irrégularités. Au départ, c'est l'un des deux autres candidats à ce poste, Serge Rousselle, qui devait mener seul cette contestation, mais le candidat numéro un, Yvon Dandurand, s'est joint à lui. Plusieurs témoins ont signé des affidavits en appui à la contestation. Selon Marie Brunelle, première coordonnatrice d'équité en matière d'emploi à l'Université, le comité d'équité doit recevoir et examiner toutes les candidatures retenues par le comité de sélection. Or, la candidature de Serge Rousselle, deuxième choix du comité de sélection, à six contre un pour Marie-Linda Lord, n'a jamais été présentée au comité d'équité.

De plus, le comité d'équité n'avait qu'une copie abrégée du curriculum vitae d'Yvon Dandurand, le choix numéro un à cinq contre deux, sur laquelle se fonder pour juger que la candidature de M. Dandurand n'était pas nettement supérieure à celle de Marie-Linda Lord. Marie Brunelle relate un autre cas, survenu en 2004. La candidate féminine au poste de vice-recteur avait été jugée fortement supérieure au candidat masculin, mais le recteur Yvon Fontaine n'avait pas cru bon de la soumettre au conseil des gouverneurs pour la décision finale. Dans ce cas-ci, non seulement le recteur Fontaine a soumis la candidature de Marie-Linda Lord, mais il l'a fortement appuyée. Dans leurs affidavits, le président du syndicat des professeurs, Michel Cardin, et le président de la fédération des étudiants, Ghislain LeBlanc, racontent que l'âge des candidats a été soulevé

par le recteur et d'autres membres du conseil. Le recteur Yvon Fontaine aurait souligné qu'Yvon Dandurand était assez âgé et que Marie-Linda Lord était plutôt jeune et qu'il fallait en tenir compte. La première audience du tribunal sur la contestation judiciaire doit avoir lieu en octobre. **Les commentaires (1)** Envoyé par [D Dodier](#) de Paris, 23 septembre 2011 à 16 h 19 HAE Malgré tout se qui se passe, le processus de nomination du prochain recteur ne sera pas modifié. Pourquoi pas? Il y a-t-il des surprises à l'horizon...ou prépare-t-on le terrain pour continuer dans cette même direction?

LA TRIBUNE : UQTR à Drummondville: les élus apportent leur appui - Vendredi 16 septembre 2011

Jean-Pierre Boisvert, La Tribune (DRUMMONDVILLE) Une résolution d'appui au projet du campus universitaire de l'UQTR à Drummondville, adoptée récemment lors de l'assemblée du conseil d'administration de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec (CRÉ-CQ), confirme que le dossier est prêt à être déposé officiellement sur le bureau de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, à Québec. C'est ce qu'a fait valoir, en entretien téléphonique, Maurice Richard, le président de la CRÉ-CQ, qui tient à préciser que cette démarche n'est pas en retard sur l'échéancier prévu et établi en collaboration avec les instances administratives de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

«La même journée que nous adoptons cette résolution, le recteur de l'UQTR, André Paradis (qui succède de façon intérimaire à Ghislain Bourque), a envoyé une lettre au ministre de l'Éducation demandant une rencontre officielle avec la ministre Beauchamp, rencontre qui devrait avoir lieu dans les prochaines semaines. Autrement dit, notre résolution confirme que le temps est venu de demander au gouvernement du Québec l'autorisation d'aller de l'avant avec ce projet piloté par l'UQTR. Mme Beauchamp ne sera pas surprise par cette demande, elle est parfaitement au courant du dossier. Laurent Lessard, le ministre responsable du Centre-du-Québec, est également bien informé de la démarche», a résumé M. Richard.

«Notre démarche ne connaît pas de rates et n'est pas en retard. Nous ne voulions pas une résolution d'encouragement. Nous tenions à adopter une résolution d'appui au projet et, pour ce faire, il fallait avoir en mains toutes les données montrant que le dossier est bel et bien ficelé. C'est le cas maintenant. Il y a une somme de 8 millions \$ qui a été récoltée par le biais d'une campagne de financement dans le milieu des affaires. C'est un succès. Commencera bientôt une campagne semblable au sein de la population. De plus, on sait que la Ville de Drummondville a déjà indiqué que le campus sera érigé sur le domaine des Pères Montfortains (dans le secteur Saint-Charles). Notre résolution d'appui ne pouvait être adoptée avant», a-t-il soutenu.

THE GAZETTE: Concordia board's 'tweaks' irk senate : Defeats teamwork; Governing bodies lack 'spirit of bicameralism' - Friday, September 16, 2011

By KAREN SEIDMAN
The Gazette
Just a few months after a wide-reaching and scathing report suggested that the poisoned climate at Concordia University could only be fixed with a real spirit of co-operation between

the board of governors and the senate, the two governing bodies seem to be at odds again. Although the executive committee of the board and the steering committee of the senate are slated to meet Monday to discuss the implementation of the recommendations made in the

External Governance Review Committee's report in June, there is already tension between the two groups. The board says it has merely tweaked the recommendations that are exclusively in its jurisdiction; the senate says the whole idea behind



the recommendations is to have the two bodies working together.

A letter from one senate member that went out to board members said: "If implemented, these proposed changes would significantly increase the power of the board in every sphere of Concordia University."

"I guess there are different definitions of implementation," said board member Lawrence Kryzanowski, a professor in the John Molson School of Business.

"It's a delicate situation because the senate is supposed to oversee academic matters, but some academic things can have financial implications."

While both bodies have accepted the report, the devil is in the details. The challenge is in implementing the 38 recommendations, which include reducing the board of governors from 42 members to 25 (15 external and 10 internal), strengthening

the status of the senate and revising the university's charter.

The trouble has stemmed from the board's Ad Hoc Governance Review Committee's recent endorsement of the recommendations with what Bram Freedman, vice-president of institutional relations and secretary-general of Concordia, called a few "tweaks to reflect our reality."

The "tweaks" didn't go over very well with the senate, which met last week.

"The board is moving faster and not in concert with us," said David Douglas, a senate member and cinema professor at Concordia.

For example, he said, the board's proposal regarding the passage of motions to a 60-per-cent majority vote alters the two-thirds majority called for in the report.

"Since 15 board members are external and represent 60 per cent, that means something could pass without anyone internally agreeing with it," said Douglas. "This does not seem to go

with the spirit of bicameralism called for in the report."

It will send "a really negative signal" if the board proceeds with that 60-per-cent majority rule, said another senate member who didn't want to be named.

"The fact is the board could vote on these changes without consulting the senate, which would really fly in the face of the spirit of the EGRC report, which says changes to the bylaws should be a collective enterprise."

Chris Mota, director of media relations for Concordia, said there is no real tension but a feeling the ad hoc committee of the board was moving too quickly, which is why the senate asked the board not to vote on the ad hoc committee's recommendations yet and to strike a joint committee to review the recommendations.

"I just know we can't afford too much more heavy confrontation," said Kryzanowski. "But I'm optimistic we can work things out."

THE GAZETTE : Université de Montréal frosh week's use of blackface 'deeply disturbing' : U de M event; McGill student considers filing complaint with Quebec Human Rights Commission – Friday, September 16, 2011



Photograph by: Photo courtesy of Anthony Morgan, Gazette
Allegedly racist activities during frosh week at the Université de Montréal.

By CHRISTOPHER CURTIS

MONTREAL - Anthony Morgan was walking through the Université de Montréal campus on Wednesday when he saw something that stopped him in his tracks: a group of white students, their faces painted black, waving a Jamaican flag as they chanted "Smoke some weed! Yeah mon! Yeah mon!"

"It was never something I expected to see in Montreal, much less on a university campus," Morgan told The Gazette. "Being black and of Jamaican descent myself, it was just completely jarring. It was humiliating, as though your race is somehow a costume for buffoonery, as though somehow I was invisible or less than a person. It was really tough to have to walk by that."

The students were participating in a freshman week activity to raise awareness of sports and physical activity at Hautes études commerciales, the business school affiliated with Université de Montréal.

HEC spokesperson Michael Lartigau said the students were paying tribute to Usain Bolt, the world's fastest runner, who is Jamaican. "They certainly didn't want to offend anyone, it was really in the spirit of the Olympics."

But Morgan, a McGill University law student, said their use of blackface was both ignorant and racially insensitive.

"It's a very painful reminder of a time when we weren't considered people," Morgan said. "I don't think that was anyone's intention but it was still deeply disturbing."

After his initial shock wore off, Morgan began recording the incident on his camera phone.

"If I couldn't believe it then I doubt anyone else would have believed this sort of thing was possible in 2011," he said. "I also felt it was important to make this public so that people could realize how harmful these stereotypes can be."

When one of the group members noticed Morgan, he yelled: "Look guys, we've got a real black!" He then turned to the crowd and continued chanting "Smoke some weed! Yeah mon! Yeah mon!"

HEC's administration will speak to the students involved in Wednesday's incident, Lartigau said, but it remains unclear if any disciplinary sanctions will be handed down.

Fo Niemi, the executive director of the Centre for Research Action on Race Relations, said he will contact the university and demand that action be taken. Morgan may file a complaint with the Quebec Human Rights Com.

mission.

"What kind of a message does it send to your black students when you don't stand up for them?" Niemi told The Gazette. "What kind of message does it send to the community at large? It may be a simple case of ignorance but ignorance doesn't excuse this type of behaviour."

Niemi compared the use of blackface to the infamous photo of Prince Harry wearing a Nazi costume at a Halloween party. He will be seeking the support of black student groups around the city to join him in meeting with the university's administration.

"We have to look at this as a learning opportunity," he said. "As a chance for the school to reform its code of conduct and for them to address the issue of race on campus."

For Morgan, the incident highlights a need for education on race relations.

"What's alarming is that this isn't someone who accidentally let the N-word slip mid-conversation," he said.

"That's obviously bad but this was an event that was planned for weeks. It's a problem that in the hours of planning this took no one stopped to say maybe this is wrong."

Click [here](#) to view a video of the students in blackface.

RADIO-CANADA / Abitibi-Témiscamingue : Une dizaine d'étudiants en art-thérapie à l'UQAT - Mise à jour le mercredi 14 septembre 2011 à 11 h 16 HAE

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) accueille ses premiers étudiants à la nouvelle maîtrise en art-thérapie, le premier programme de deuxième cycle offert en français dans cette discipline au Québec.

Une dizaine d'étudiantes provenant de partout au Québec sont inscrites à ce programme de maîtrise entièrement développé par une équipe régionale.

L'UQAT offrait déjà un programme court en art-thérapie depuis 1997.

Johanne Tessier travaille comme psychothérapeute à Amos, auprès d'une clientèle adulte. Elle fait partie de la première cohorte. « Après plus de 30 ans d'intervention, j'avais l'impression qu'il me manquait quelque chose pour aller plus loin, explique-t-elle. L'art-thérapie répondait pour moi à un besoin. »

À sa première année, le programme suscite déjà beaucoup d'intérêt dans toute la province. L'une des responsables de la formation à l'UQAT, Lise Pelletier, affirme recevoir au moins cinq de-

mandes par semaine de personnes qui souhaitent s'inscrire à la maîtrise.

« Il y a beaucoup de demandes par courriel, par téléphone, des gens qui veulent avoir de l'information, précise Mme Pelletier. C'est une maîtrise dont les préalables sont exigeants. Ça prend un minimum de formation en art et en psychologie. »

La maîtrise est la seule attestation reconnue par l'Association des arts-thérapeutes du Québec.

LA PRESSE : Un exploit, par DANIEL JUTRAS L'auteur est doyen de la faculté de droit de l'université McGill. Il réagit à l'éditorial de François Cardinal, intitulé « J'ours les concours », publié le 8 septembre 2011 - Mardi 13 septembre 2011

L'université McGill joue dans la ligue des Cambridge, Harvard et Oxford.

Dans votre éditorial, vous banalisez le fait que l'Université McGill soit reconnue - pour la huitième année consécutive - comme l'une des 25 meilleures universités au monde par la firme Quacquarelli Symonds (QS) de Londres.

Comme vous le soulignez avec justesse, le QS est l'un des trois grands classements reconnus à l'échelle internationale. Pour le meilleur et pour le pire, ceux-ci font désormais partie du paysage de l'enseignement supérieur et nous aurions tort de ne pas tenir compte de leur impact. Notre constance dans ces classements et la réputation enviable qui en découle sont indiscutablement des éléments d'intérêt auprès des étudiants, des professeurs et des scientifiques d'ici et d'ailleurs.

Plutôt que le résultat de l'un ou l'autre classement, c'est la tendance générale qui se dégage de l'ensemble de ces palmarès qu'il faut noter. Les dirigeants universitaires sont conscients des limites de tels classements. Chaque palmarès mesure différents éléments, possède sa propre méthodologie et ne présente donc qu'une partie de la réalité. Ce qui ne change pas, toutefois, c'est la belle performance de McGill qui, au 17e rang mondial et au premier rang au Canada dans le palmarès QS, se classe encore une fois parmi les meilleurs.

Dans ce même palmarès, la faculté de droit de McGill, qui compte un tiers d'étudiants et de professeurs francophones, s'est classée 12e au monde et première au Canada. Il s'agit de la seule faculté de droit au pays qui permette à ses

étudiants de recevoir une formation en français et en anglais et d'obtenir un diplôme en common law et en droit civil.

L'Université McGill et sa faculté de droit appartiennent à la société québécoise. Elles ont des racines profondes dans la communauté montréalaise. L'une et l'autre représentent fièrement le Québec sur la scène internationale. Une université publique du Québec - une société de huit millions d'habitants, qui avait tant à construire en matière d'éducation il y a à peine 50 ans - joue dans la ligue des Cambridge, Harvard et Oxford. C'est un exploit dont tous les Québécois peuvent à juste titre s'enorgueillir.

RADIO-CANADA / Saguenay-Lac-Saint-Jean : Plus d'étudiants étrangers à l'UQAC - Mise à jour le lundi 12 septembre 2011 à 14 h 17 HAE

L'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) accueille 600 étudiants étrangers cette année, ce qui représente un bond de 10 % par rapport à 2010.

Les chaires de recherche réussissent à attirer des étudiants d'une soixantaine de pays, dont le Maroc, l'Iran, la Thaïlande, le Pérou et l'Italie. Les étudiants français représentent 40 % de la clientèle étrangère, les étudiants chinois, 20 %.

Le responsable des communications de l'UQAC, Jean Wauthier, explique que la Chaire de re-

cherche en ingénierie des givrages des réseaux électriques est l'une de celles qui attirent un grand nombre d'étudiants de l'extérieur.

« Il y a au-delà de 24 nationalités différentes quand on regarde les étudiants internationaux inscrits dans des programmes de cycles supérieurs reliés à ce secteur de recherche », précise M. Wauthier.

La présidente de l'association des étudiants étrangers, Claire Gressier, ajoute que les étudiants d'ailleurs représentent un atout pour la

région parce que certains restent pour travailler après leurs études. « Et ceux qui rentrent dans leur pays, ce sont les ambassadeurs de notre région à l'étranger », croit-elle.

Des inscriptions tardives à la maîtrise et au doctorat pourraient encore faire gonfler les chiffres au cours des prochains jours.

[audio-vidéo](#)
[Les explications de Sabrina Myre](#)

LA PRESSE : Éditorial : J'ours les concours, FRANÇOIS CARDINAL - Jeudi 08 septembre 2011



L'université McGill mérite peut-être les éloges, mais pas les palmarès qui la classent première.

Année après année, à coup d'entrevues et de communiqués, l'Université McGill s'enorgueillit de ses succès internationaux. Encore cette semaine, elle s'est vantée de sa 17e place au classement QS, devant les autres établissements canadiens. McGill mérite peut-être de tels éloges, mais on ne peut en dire autant des palmarès sur laquelle elle s'appuie pour s'autocongratuler, des palmarès pernicieux et potentiellement délétères. Les premiers « rankings » appliqués à l'enseignement supérieur ont vu le jour aux États-Unis il y a 25 ans. Puis ils ont pris une ampleur internationale au gré de la popularité des études postsecondaires, de la mondialisation et de la concurrence entre universités qui s'en est suivie. Il existe aujourd'hui trois grands classements « reconnus » à l'international: le QS Top Universities, le Times Higher Education et le Jia Tong de Shanghai. Chacun a sa méthodologie, ses critères, sa pondération, mais tous visent une même chimère: comparer des centaines d'universités - et donc des milliers de pro-

grammes hétéroclites -, puis les classer à l'aide d'une unique cote, dans un unique classement. Outre la simplification à outrance, le problème se trouve dans l'utilisation hasardeuse qui est faite de ces palmarès, tant par les étudiants, qui choisissent ainsi leur alma mater, que par les universités, qui les brandissent tels des diplômes garants de leur qualité! Or il n'y a rien de moins scientifique que ces palmarès, en particulier celui qu'élabore QS à partir d'un sondage sur la réputation des établissements (celui-là même que McGill qualifie sans rire de « prestigieux »!). D'abord, ils ont un problème de constance. Constance des classements, chacun proposant un top 100 qui n'a rien à voir avec le suivant, ce qui prouve la présence d'un jugement normatif à la base. Et constance des résultats, très fluctuants d'une année à l'autre, ce qui démontre leur manque de fiabilité. Comme le souligne le professeur de l'UQAM Yves Gingras, « les grandes institutions sont des paquebots qui ne changent pas de cap rapidement », ce qui fait réfléchir quand on voit McGill dégringoler de 18 places puis en reprendre 6 par la suite!

Il y a ensuite des biais intrinsèques à chacun des palmarès. Tous privilégient les établissements anglo-saxons, mais le classement de Shanghai favorise un peu les universités américaines, tandis que le Times et le QS avantagent les établissements britanniques. Enfin, il y a les critères douteux de ces classements. L'un, par exemple, s'appuie sur le nombre d'articles publiés, ce qui favorise les universités dotées d'une faculté de médecine. L'autre se fonde sur le nombre de prix Nobel qu'ont remportés les anciens étudiants de l'université, ce qui en dit plus sur les succès passés d'un établissement que sur sa valeur actuelle. Cela dit, l'idée n'est pas de clouer ces classements au pilori. Mais plutôt de s'interroger sur la pertinence de les populariser, comme le font les universités, et sur les risques que de tels outils marketing font courir à ceux qui y sont trop attentifs. Des établissements à vocation scientifique n'ont pas à se gausser de classements qui le sont si peu.

RADIO-CANADA / Mauricie : L'Université de Sherbrooke s'implante à Victoriaville - Mise à jour le mercredi 7 septembre 2011 à 11 h 32 HAE

La Ville de Victoriaville et l'Université de Sherbrooke ont signé une entente pour développer des services à Victoriaville. L'Université de Sherbrooke n'a pas l'intention d'ouvrir un campus à Victoriaville, mais veut accroître sa présence de différentes façons, comme en offrant des stages.

L'entente prévoit le développement dans les secteurs de l'éducation, de l'environnement, du génie, du travail social et de l'administration. Les partenaires souhaitent notamment faciliter l'accueil de stagiaires dans les entreprises et les institutions régionales et déployer une antenne locale de l'Université du troisième âge.

Le maire de Victoriaville, Alain Rayes et la rectrice Luce Samoisette ont signé l'entente en présence de la ministre de l'Éducation, des Loisirs et du Sport, Line Beauchamp et du député d'Arthabaska, Claude Bachand.

LE DEVOIR : Les médecins inquiets de la popularité des stimulants chez les étudiants universitaires - Mercredi 07 septembre 2011



Photo : Agence Reuters Marcelo del Pozo
L'utilisation de stimulants comme le Ritalin «peut causer la mort, l'hypertension et les arythmies, les surdoses graves, la dépendance et la dépression», a écrit hier le Dr Paul Hébert dans le Journal de l'Association médicale canadienne.
Lisa-Marie Gervais

Estimant que de 5 % à 35 % des étudiants universitaires en consommaient, l'équipe du Journal de l'Association médicale canadienne (JAMC) a signé un éditorial appelant à mieux encadrer la prescription de stimulants comme le Ritalin. L'idée que certaines de ces substances puissent aider les étudiants à améliorer leur rendement scolaire est un mythe, rappelle le rédacteur en chef du JAMC, le Dr Paul Hébert, dans un texte qu'il cosigne avec quelques collègues. «[L'utilisation de ces substances] peut causer la mort, l'hypertension et les arythmies,

les surdoses graves, la dépendance et la dépression», peut-on lire dans l'éditorial. Les effets d'une surdose s'apparentent même à ceux qu'éprouvent les consommateurs de cocaïne et d'amphétamines. Éric Racine, directeur de l'Unité de recherche en neuroéthique à l'Institut de recherches cliniques de Montréal, croit toutefois qu'il existe très peu de données probantes qui permettraient de conclure à une augmentation de la consommation de ces stimulants chez les universitaires ou dans la population en général au Canada. «La Commission de l'éthique, de la science et de la technologie du Québec faisait en 2009 la recommandation de mieux cerner la prévalence et les motivations de ce phénomène. Mais, à ma connaissance, cette recommandation n'a malheureusement pas été mise en oeuvre», a-t-il signalé au Devoir. Selon lui, la situation n'en demeure pas moins préoccupante. «Et même si une pratique comme celle-ci reste marginale, elle soulèverait tout de même des interrogations fondamentales sur le plan de l'éthique et du rôle de la médecine dans notre société. Elle peut constituer un signal précurseur d'autres tendances qui remettent en question nos valeurs et le rôle que nous donnons à un système de santé publique comme le nôtre», a noté M. Racine, qui est aussi chercheur associé à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal.

Sensibiliser les étudiants

Ses propos font écho à ceux qui sont véhiculés dans l'éditorial du JAMC et qui invitent les collèges et les universités à mettre sur pied des campagnes de sensibilisation aux risques de l'utilisation de cette médication de stimulants, comme celles sur les risques du tabac. «Les universités devraient également essayer d'identifier et de s'attaquer aux causes de l'abus de stimulants», note-t-on dans l'éditorial. L'infirmière Melanie Drew, qui dirige le Centre de santé à l'Université Concordia, affirme que son équipe est très vigilante concernant la prescription de Ritalin. «On a pris des mesures. Si on a un étudiant qui nous demande une prescription et qu'on ne le connaît pas, on ne va pas la lui faire sur-le-champ, a-t-elle expliqué. Et si l'étudiant n'a pas de dossier et qu'il a un réel besoin, on va lui faire consulter un psychiatre pour être certain qu'il a un trouble de l'attention et qu'il en a besoin.» Selon Mme Drew, certains étudiants chercheraient à se procurer du Ritalin pour le revendre. Sans confirmer que le nombre de prescriptions est en augmentation, elle ne s'étonnerait pas que ce soit le cas, étant donné que le Ritalin a été largement prescrit à des jeunes du primaire il y a quelques années et que ceux-ci sont maintenant d'âge universitaire. «Et d'autres étudiants, qui n'en ont jamais eu, ont maintenant besoin d'un diagnostic», a-t-elle avancé.

LA PRESSE : Les universités doivent être plus sévères, croient des chercheurs : Consommation de Ritalin et d'autres stimulants chez les étudiants - Mercredi 07 septembre 2011

« Pour les tâches simples et répétitives, les stimulants peuvent aider à court terme. Mais pour des tâches plus complexes, ils n'aident pas du tout. On devrait en informer les jeunes. »
Le Dr Paul Hébert

ARIANE LACOURSIERE
De 5 à 35% des étudiants canadiens consommeraient du Ritalin ou d'autres substances stimulantes dans le but d'améliorer leurs performances scolaires. Or, ce faisant, ils mettent leur vie en danger, estiment des chercheurs. Dans un édito-

rial publié aujourd'hui dans le Journal de l'Association médicale canadienne, ces chercheurs pressent les universités d'adopter des méthodes d'intervention beaucoup plus sévères. « Les universités et les collèges doivent faire plus pour protéger nos jeunes adultes des dangers de



la consommation de stimulants illicites et pour les éduquer à ce sujet [...]. Si on n'intervient pas, certains de nos jeunes les plus brillants sont à risque », écrit l'équipe éditoriale.

Un nombre croissant d'étudiants utilisent des stimulants comme le Ritalin et l'Adderall, normalement destinés à atténuer les problèmes de déficit d'attention et d'hyperactivité.

« Il n'y a pas encore beaucoup de documentation sur le sujet. Mais il y a un problème sur nos campus », note le chercheur Paul Hébert, l'un des auteurs de l'éditorial.

Fait intéressant, une étude a démontré que les stimulants ne permettent pas réellement d'améliorer la concentration et la performance scolaire. « Pour les tâches simples et répétitives, les stimulants peuvent aider à court terme. Mais pour des tâches plus complexes, ils n'aident pas du tout. On devrait en informer les jeunes », résume le Dr Hébert.

Conséquences graves

La consommation de stimulants peut avoir de sérieuses conséquences – hypertension grave, arythmie, dépendance, dépression, voire la mort. Et si ces produits sont absorbés par inhalation ou injection, les effets indésirables surviennent à une plus grande fréquence.

Selon les chercheurs, les universités et les collèges sont au « degré zéro » en ce qui concerne la prévention de la consommation de ces produits. « Il y a des programmes de prévention pour l'alcool et la drogue, mais rien pour les stimulants », note le Dr Hébert.

Un peu comme les campagnes antitabac l'ont fait, les chercheurs croient que les universités devraient lancer des campagnes d'information sur les dangers des stimulants. « Mais surtout, si les universités ne tentent pas de savoir s'il y a réellement un problème de consommation dans leur campus, elles ne pourront jamais agir. Il faut aller voir », croit le Dr Hébert.

Les universités devraient aussi tenter de trouver les causes de la consommation croissante de ces

produits : « Il est possible que la compétition malsaine joue un rôle », écrivent les auteurs.

Selon les chercheurs, il est urgent d'agir, car un jour, une université pourrait bien être tenue responsable des conséquences de la consommation de stimulants entre ses murs. Les professionnels de la santé devraient aussi participer à une campagne de sensibilisation massive. Notamment, les médecins qui prescrivent du Ritalin devraient avertir leurs jeunes patients de ne pas vendre ou donner leur médicament.

À la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), on dit que l'enjeu de la consommation de stimulants par les étudiants n'a pas encore été discuté et qu'aucun commentaire ne sera émis. Le ministère de l'Éducation « ne dispose pas de données sur ce phénomène et chaque établissement universitaire est autonome dans le soutien qu'il offre à ses étudiants », affirme le responsable des communications, Pierre Noël.

LA TRIBUNE : L'Université de Sherbrooke et Victoriaville s'associent – Mercredi 07 septembre 2011



La Tribune, Yanick Poisson

Le maire de Victoriaville, Alain Kayes, et la rectrice de l'Université de Sherbrooke, Luce Samoisette, ont parafé une entente de partenariat visant à bonifier l'offre universitaire dans les Bois-Francs.

Yanick Poisson, La Tribune (VICTORIANVILLE) L'Université de Sherbrooke et la Ville de Victoriaville en sont venues à une entente de principe, hier après-midi, relativement à la bonification de l'offre de formation universitaire sur le territoire des Bois-Francs. Ce partenariat exprime avant tout la volonté commune de ces deux entités de collaborer et de coordonner leurs actions et ressources afin de

mieux répondre aux besoins spécifiques de formation de la région.

Pour l'instant, il n'en résulte aucune annonce concrète, mais on s'attend à ce que certaines choses changent rapidement sur le terrain.

Il est notamment prévu d'augmenter de façon importante le nombre de stages en entreprises disponibles dans les Bois-Francs. À ce sujet, la directrice générale de la Chambre de commerce et d'industries des Bois-Francs et de l'Érable, Marie-France Béliveau, a été invitée à se rendre à Sherbrooke pour en apprendre davantage sur les rouages des stages coopératifs.

LE NOUVELLISTE : Toujours plus d'étudiants à l'UQTR - Mis à jour le mercredi 07 septembre 2011 à 05h00



Photo: Olivier Croteau
À l'UQTR, 12 500 étudiants ont repris le chemin des études.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) Les chants et les slogans d'étudiants en fête ont remplacé le bruit de la machinerie lourde sur le campus, hier, alors que c'était jour de rentrée pour plus de 12 500 étudiants à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Ceux qui n'avaient pas fréquenté l'endroit durant la période estivale ont eu la surprise de voir que des travaux majeurs de réaménagement des entrées et des stationnements ont été complétés au cours des derniers mois. C'est une rentrée sans recteur qui s'est déroulée, hier, alors que le suspense plane toujours sur l'identité du remplaçant de Ghislain Bourque qui a quitté ses fonctions cet été.

Le recteur par intérim, André Paradis, a accueilli les étudiants en leur disant: «Vous avez fait le bon choix en optant pour l'UQTR qui se classe, à plusieurs égards, parmi les meilleures universités au pays.»

«Une vaste enquête réalisée en 2008 auprès des étudiants de premier cycle d'environ 800 universités américaines et canadiennes révèle que l'UQTR figure dans le peloton de tête au Canada en ce qui a trait à la valeur de l'enseignement, l'apprentissage participatif et communautaire, la qualité du milieu de vie et enfin, la satisfaction globale des étudiants», a rappelé M. Paradis aux étudiants qui ont eu droit, hier, à un dîner offert gracieusement par l'institution.

Cette satisfaction se traduit, encore une fois cette session, par des hausses de fréquentation dans presque tous les secteurs d'activités. Cette année, on compte 2700 nouveaux étudiants qui en sont à leur toute première admission, soit 1,5 % d'augmentation.

L'UQTR connaît aussi sa dixième hausse consécutive d'étudiants cette année. Depuis l'automne 2002, la population étudiante a en effet augmenté de 35 %. On note aussi un accroissement de 2 % du nombre d'étudiants inscrits par rapport à l'automne 2010.

Les hausses sont plus marquées du côté du deuxième cycle, soit 19,8 %.

Il est intéressant de noter que les départements les plus touchés par la hausse des étudiants sont chiropratique au deuxième cycle, ergothérapie au

deuxième cycle également, Loisir, culture et tourisme, Génie chimique, Génie industriel, Langues modernes et traduction (une formation qui se donne aussi en ligne depuis peu), Sciences de l'éducation et Sciences comptables.

On compte actuellement 7250 étudiants à plein temps et 4550 à temps partiel. De ce nombre, ils sont 960 de l'étranger, principalement de France (285), d'Afrique du Nord (236) et d'Afrique de l'Ouest (208). «Des étudiants de 60 pays fréquentent le campus», précise M. Paradis.

Les nouvelles admissions sont au nombre de 3900, soit 4 %. Ces étudiants se sont dirigés principalement vers le deuxième cycle.

«Le mot est passé. Le fait que la population étudiante s'est accrue du tiers depuis une courte décennie signale très clairement le pouvoir d'attraction grandissant de notre institution», a fait valoir M. Paradis aux nouveaux venus.

L'Association générale des étudiants joue un rôle de premier plan pour accueillir les nouveaux venus. Le président de l'AGÉ était présent au CAPS, hier, pour saluer les nouveaux venus.

Aujourd'hui et demain, 7 et 8 septembre, une foire aux associations sera présentée sur le campus afin que les étudiants puissent se familiariser avec les activités des associations non départementales. Le 15 septembre, l'AGÉ tiendra son traditionnel party de la rentrée avec le groupe Radio Radio et Élage Diouf (ancienne des Colocs), raconte Ann-Julie Durocher, vice-présidente aux Affaires culturelles.

LA PRESSE : Les universités québécoises accueillent davantage d'étudiants étrangers – Mardi 06 septembre 2011

« Pour nous, c'est un axe prioritaire que d'aller chercher des étudiants internationaux. »

Michèle Glemaud,

Directrice du recrutement et de l'admission à l'université de Montréal
PASCALE BRETON

La proportion d'étudiants étrangers a bondi de 40% dans les universités québécoises au cours des dernières années.

Au moment où les cours débutent officiellement dans plusieurs universités au-



aujourd'hui, on se rend compte que le visage des campus change considérablement. La présence d'étudiants chinois, entre autres, s'est accrue de 161% entre 2001 et 2009, révèlent des données compilées par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Les étudiants français, suivis de ceux des États-Unis, arrivent toutefois loin en tête. Une entente entre la France et le Québec, conclue il y a une quinzaine d'années, permet en effet aux étudiants français d'acquiescer les mêmes droits de scolarité que les Québécois, au lieu des quelque 15 000\$ par session généralement exigés aux étrangers.

« Pour nous, c'est un axe prioritaire que d'aller chercher des étudiants internationaux », explique Michèle Glemaud, directrice du recrutement et de l'admission à l'Université de Montréal. Une entente particulière existe même entre l'Université de Montréal, Polytechnique et la Chine afin d'accueillir davantage d'étudiants au doctorat, particulièrement dans le secteur des sciences.

La majorité des étudiants étrangers sont inscrits dans des programmes de premiers cycles. Un nombre croissant s'inscrit toutefois aux pro-

grammes de cycles supérieurs, particulièrement à l'Université de Montréal.

Les universités n'ont pas le choix de faire davantage de recrutement et d'élargir leurs horizons. Les cégeps s'attendent à connaître une baisse de leur clientèle au cours des prochaines années. Une situation qui se répercutera ensuite dans les universités.

« C'est aussi dans une logique de saine gestion que nous faisons du recrutement international », reconnaît d'ailleurs Mme Glemaud.

Lindsay Wilmot, chef de liaison outremer et Québec à l'Université McGill approuve. « C'est certain que nous voulons remplir nos groupes », dit-elle.

Au-delà d'un souci économique, c'est aussi un atout pour les étudiants québécois que de fréquenter une université ouverte sur le monde. « C'est une expérience enrichissante pour eux que de côtoyer des étudiants étrangers », précise Mme Wilmot en rappelant que l'Université McGill a développé une stratégie en ce sens il y a plusieurs années déjà. Près de 20% de sa clientèle provient d'ailleurs de l'extérieur du Canada.

Au cours des dernières années, c'est toutefois l'Université Concordia qui a enregistré la plus forte hausse. Elle est passée de 1923 étudiants

étrangers à l'automne 2001 à 3721 à la rentrée 2009, soit un bond de 93%, indiquent les données de la CREPUQ.

L'université s'est même mise au goût du jour pour répondre aux nombreuses demandes d'informations provenant d'outre-mer. « Nous utilisons de plus en plus les réseaux sociaux et Twitter, déclare la registraire, Laura Stanbra. Nous avons commencé l'an dernier et ça fonctionne très bien. Nous avons deux personnes qui ne font que cela. »

Plusieurs marchés sont en émergence. Les universités anglophones s'intéressent beaucoup à l'Inde et au Liban. Les universités francophones se tournent vers plusieurs pays francophones de l'Afrique et du Maghreb.

Pour l'ensemble des universités québécoises, le Brésil et le Mexique s'avèrent également des avenues parmi les plus prometteuses.

Le recrutement est un travail de longue haleine. « Le recrutement ne devient efficace qu'au bout de quelques années. Ça prend au moins trois ans pour créer une masse critique et obtenir des résultats », mentionne Françoise Braun, directrice par intérim du bureau du recrutement à l'UQAM.

LE DEVOIR : Palmarès Quacquarelli Symonds - McGill se classe au 17e rang mondial - Mardi 06 septembre 2011



Photo : Jacques Grenier - Le Devoir

Frédérique Doyon

Quatorze institutions canadiennes se trouvent parmi les 300 classées au palmarès Quacquarelli Symonds, McGill étant la mieux cotée des universités du pays.

L'Université McGill maintient sa place parmi les vingt meilleures universités du monde, selon le prestigieux palmarès de la firme britannique Quacquarelli Symonds, toujours dominé par les universités américaines et britanniques.

L'institution anglo-montréalaise a remporté la 17e position du classement mondial, soit deux rangs plus haut que l'an dernier. Mais c'est en 2007 qu'elle obtenait sa meilleure place en étant 12e. Elle figure tout de même parmi les vingt meneurs depuis cinq ans.

Quatorze institutions canadiennes se trouvent parmi les 300 classées. L'Université de Toronto talonne McGill d'assez près avec une 23e place, au point qu'elle l'emporte sur sa rivale montréalaise pour la plupart de ses facultés. L'Université de Montréal, en 137e position, est la seule institution franco-québécoise à se classer cette année, l'Université Laval ayant reculé du 271e au 316e rang.

L'Université Cambridge trône en première place du fameux palmarès, suivie de Harvard, du Massachusetts Institute of Technology, de Yale et d'Oxford.

Le palmarès Quacquarelli Symonds, qui existe depuis 2005, repose à 50 % sur la réputation des institutions, mesurée par sondage d'abord auprès des enseignants-chercheurs (40 %) et des employeurs (10 %). L'autre grand classement, celui de l'Université Jiao Tong de Shanghai se fonde plutôt sur le nombre de professeurs nobélisés ou primés, sur les chercheurs les plus cités et sélectionnés par des instituts prestigieux, sur le nombre d'articles publiés ou indexés et sur la performance des institutions au regard de leur taille. Ce dernier classement, paru en juin, plaçait McGill au 64e rang.

Vos réactions

• Jean Lapointe, Abonné
mardi 6 septembre 2011 07h22

Nous devons évaluer nous-mêmes les universités

Si nous procédions à l'évaluation des universités du Québec avec nos critères à nous, pensez-vous que nous arriverions au même classement? Sûrement pas.

C'est que nécessairement et avec raison, nos critères ne seraient pas les mêmes et les aspects ou domaines évalués non plus. Et je doute fort que McGill obtiendrait alors un aussi bon résultat.

Cela révèle donc qu'une évaluation des universités dans un pays doit tenir compte de l'histoire de ce pays, des besoins de ce pays et des buts poursuivis par les habitants de ce pays et elle doit tenir compte de l'histoire de l'éducation de ce pays.

Les universités ne vivent pas dans un monde à part ou plutôt, elles ne devraient pas vivre dans un monde à part, elles ne devraient pas vivre dans une tour d'ivoire, comme semblent le souhaiter les évaluateurs britanniques de qui nous viennent les évaluations rapportées plus haut.

En fait, ce que font ces gens c'est d'essayer de nous faire croire que leurs critères seraient les seuls valables et qu'ils vaudraient pour tous les

pays de la terre et pour toutes les universités du monde.

Le but qu'ils visent c'est de continuer à tenter d'imposer leurs valeurs et leurs préférences à tout le monde. C'est l'impérialisme britannique qui tente de se poursuivre.

Je ne vois pas par exemple comment on peut prétendre être objectif en évaluant une université française en utilisant des critères élaborés par des gens, qui dès le départ avaient un préjugé très très favorable en faveur des universités de type anglo-saxon.

Comme on le sait, les Français n'ont pas dutout la même conception de l'enseignement supérieur que les Britanniques et les États-Uniens. Pourquoi leur imposer des critères britanniques alors?

Nous devons nous-mêmes évaluer nos universités et avec nos critères à nous. Les évaluations venues de l'étranger ne nous conviennent pas dutout. De quoi se mêlent-ils donc ces gens-là ?

Et pourquoi nous imposer

• France Marcotte, Abonnée
mardi 6 septembre 2011 20h03

Cela devrait-il me toucher?

"Le palmarès Quacquarelli Symonds[...] repose à 50 % sur la réputation des institutions, mesurée par sondage d'abord auprès des enseignants-chercheurs (40 %) et des employeurs (10 %)."

Et l'autre 50%?

La réputation mesurée par sondage...

Avec les critères de Shanghai, McGill se classe 64e.

C'est bien relatif tout ça.

Il aurait été intéressant de mentionner ici combien d'étudiants québécois francophones McGill reçoit, car cette nouvelle rend plutôt triste si cette université est une enclave de prestige en territoire pratiquement étranger et en partie subventionnée par une population qui n'y a pas accès.

LA PRESSE : McGill encore parmi les meilleures - Mardi 06 septembre 2011

« Les classements ne sont pas le début et la fin du monde, mais ils sont importants si nous voulons attirer des étudiants et des professeurs d'autres parties du monde. »

Heather Munroe-Blum
Principale de McGill





PHOTOALAIN ROBERGE, LA PRESSE
L'Université McGill a terminé 17e au palmarès QS, le plus important du genre, une progression de deux échelons par rapport à l'an dernier.

VINCENT LAROUCHE
L'Université McGill s'illustre encore cette année comme l'une des meilleures au monde dans le prestigieux palmarès de la firme britannique QS, où les établissements anglophones poursuivent leur écrasante domination malgré une montée remarquable des Asiatiques.

Le palmarès QS, le plus important du genre, est établi à partir d'un sondage de 32 000 universitaires et 16 000 employeurs du monde entier. McGill a terminé 17e au classement dévoilé dimanche, une progression de deux échelons par rapport à l'an dernier.

« Les classements ne sont pas le début et la fin du monde, mais ils sont importants si nous voulons attirer des étudiants et des professeurs d'autres parties du monde », a déclaré la principale de McGill Heather Munroe-Blum, visiblement très fière.

Mme Munroe-Blum souligne que le Québec fait des efforts louables pour régler le problème du sous-financement des universités, ce qui aide McGill : « Nous faisons des progrès en ce qui a trait aux ressources. Le gouvernement a continué d'investir dans l'enseignement postsecondaire, ce qui est une des choses les plus importantes pour la qualité de notre société. »

L'attrait de Montréal est aussi un atout pour ses universités, croit la principale. « Montréal est une source de succès incroyable, avec sa population diversifiée, sa vie culturelle et la qualité de vie qu'elle offre. Si l'on doit choisir où étudier en Amérique du Nord, quelle ville choisir plutôt que Montréal ? »

L'Université Laval déclassée

Cette année, 14 universités canadiennes se classent parmi les 300 meilleures du palmarès. C'est une de moins que l'an dernier, en raison du déclassement de l'Université Laval, qui passe du 271e au 316e rang.

La seule autre université québécoise à figurer au classement est l'Université de Montréal, au 137e rang.

Comme d'habitude, les établissements anglophones dominent largement le palmarès : les 16 meilleurs sont tous aux États-Unis et au Royaume-Uni. Il faut descendre au 18e rang pour trouver une université non anglophone, ETH Zurich, où les baccalauréats sont principalement suivis en allemand. La plupart des maîtrises et des doctorats s'y font toutefois dans la langue de Shakespeare.

L'établissement francophone qui se classe le mieux est l'École normale supérieure de Paris, en 33e place, suivie de près par l'École polytechnique fédérale de Lausanne (Suisse), en 35e place, et par l'École polytechnique de France, en 36e place.

« Jusqu'à un certain point, les États-Unis et le Royaume-Uni ont établi le modèle de ce qu'est l'université du XXIe siècle, donc ces pays ont un avantage et une longueur d'avance sur les autres. La taille et l'âge de plusieurs de leurs universités peuvent aussi être un facteur », observe Ben Sowter, chef de la recherche à QS.

« Le fait de se trouver dans un pays de langue anglaise facilite peut-être aussi l'attraction d'étudiants étrangers, ce qui est un facteur », ajoute-t-il.

L'Asie gagne du terrain

M. Sowter souligne toutefois que les universités asiatiques s'améliorent chaque année : « Les meilleures en Asie continuent de gagner du terrain, particulièrement en recherche. »

Actuellement, trois établissements chinois figurent dans les 100 meilleurs aux côtés d'universités de Hong Kong, de Corée du Sud, de Singapour et du Japon, qui se classent toutes avantageusement.

CLASSEMENTS DES UNIVERSITÉS

Universités canadiennes dans le palmarès des 300 meilleures

- > 17e : McGill
- > 23e : University of Toronto
- > 51e : University of British Columbia
- > 100e : University of Alberta
- > 137e : Université de Montréal
- > 144e : Queen's University
- > 157e : University of Western Ontario
- > 159e : McMaster University
- > 160e : University of Waterloo
- > 218e : University of Calgary
- > 234e : Dalhousie University
- > 256e : University of Ottawa
- > 260e : Simon Fraser University
- > 292e : University of Victoria

Les 10 meilleures universités au monde selon QS

- > 1-University of Cambridge (Royaume-Uni)
- > 2-Harvard University (États-Unis)
- > 3-Massachusetts Institute of Technology (États-Unis)
- > 4-Yale University (États-Unis)
- > 5-University of Oxford (Royaume-Uni)
- > 6-Imperial College London (Royaume-Uni)
- > 7-University College London (Royaume-Uni)
- > 8-University of Chicago (États-Unis)
- > 9-University of Pennsylvania (États-Unis)
- > 10-Columbia University (États-Unis)

LE SOLEIL : L'université Laval exclue – Mardi 06 septembre 2011



Luc Fournier

L'Université Laval n'apparaît plus dans le palmarès des 300 meilleures universités qu'élabore chaque année la firme britannique QS (Quacquarelli Symonds). La plus vieille université francophone d'Amérique passe du 271e au 316e rang de ce classement dont font notamment partie l'Université McGill (17e) et l'Université de Montréal (137e).

L'Université Laval a voulu relativiser ce résultat. « Entre le 250e et le 300e, il y a deux points sur 100 de différence. Donc, si on a baissé de deux ou trois points, ça expliquerait la baisse de position, mais deux ou trois points sur 100, on s'entend que ce n'est pas quelque chose de vraiment représentatif d'une baisse de qualité quelconque », d'indiquer Michel Jacques, adjoint au vice-recteur exécutif à l'Université Laval.

Le détail des résultats permettant d'analyser le sondage n'est disponible sur le site Web de la firme que pour les universités faisant partie du top 300. Afin de connaître le ou les volets ayant fait perdre des plumes à l'Université, celle-ci a

demandé à la firme le détail des résultats du sondage auquel ont participé 32 000 étudiants et 16 000 employeurs.

EN DÉSACCORD

L'Université Laval considère par ailleurs que ces classements « ont de très gros défauts méthodologiques et ils ne signifient pas grand-chose ». Michel Jacques estime que le palmarès n'aura pas d'effet réel sur les inscriptions.

Comme l'Université est en « désaccord méthodologique » avec la firme QS, « nous ne leur fournissons aucune donnée ». L'Université Laval ne participe d'ailleurs activement à aucun palmarès.

« Quand on utilise des indicateurs de ce type-là [sondages], on a un problème de comparabilité. » Si une poignée d'employeurs seulement répondent au sondage en ce qui concerne l'Université Laval et que des milliers y répondent pour une université plus connue, il est alors difficile de faire une évaluation crédible et juste de ces données, estime M. Jacques.

L'Université sonde déjà ses étudiants tous les trois ans. Au printemps dernier, on n'aurait perçu aucune baisse dans la satisfaction des étudiants inscrits aux cycles supérieurs.

En ce qui concerne les étudiants de premier cycle, le sondage interne sera fait au printemps prochain. Pour Michel Jacques, c'est essentiellement le financement qui explique la performance des meilleures universités de ce palmarès.

CLASSEMENTS DES UNIVERSITÉS

Universités canadiennes dans le palmarès des 300 meilleures

- > 17e : McGill
- > 23e : University of Toronto
- > 51e : University of British Columbia
- > 100e : University of Alberta
- > 137e : Université de Montréal
- > 144e : Queen's University
- > 157e : University of Western Ontario
- > 159e : McMaster University
- > 160e : University of Waterloo
- > 218e : University of Calgary
- > 234e : Dalhousie University
- > 256e : University of Ottawa
- > 260e : Simon Fraser University
- > 292e : University of Victoria

Les 10 meilleures universités au monde selon QS

- > 1-University of Cambridge (Royaume-Uni)
- > 2-Harvard University (États-Unis)
- > 3-Massachusetts Institute of Technology (États-Unis)
- > 4-Yale University (États-Unis)
- > 5-University of Oxford (Royaume-Uni)
- > 6-Imperial College London (Royaume-Uni)
- > 7-University College London (Royaume-Uni)
- > 8-University of Chicago (États-Unis)
- > 9-University of Pennsylvania (États-Unis)
- > 10-Columbia University (États-Unis)

LE NOUVELLISTE : UQTR: les étudiants veulent gérer le secteur alimentaire - Mis à jour le mardi 06 septembre 2011 à 07h37





Photo: François Gervais

L'Association générale des étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières veut gérer le secteur alimentaire du campus.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) L'Association générale des étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières envisage très sérieusement l'idée de prendre la direction du secteur alimentaire du campus en gérant un casse-croûte dans son café-bistro (la Chasse-Galerie) et en prenant éventuellement le contrôle de la cafétéria du campus située au deuxième étage du pavillon Albert-Tessier. Actuellement, c'est l'entreprise Sodexo qui assure la gestion de la cafétéria. À la Chasse-Galerie, les quelques aliments qui sont servis sont préparés par le traiteur Olive et Papaye. Mais tout cela pourrait bientôt changer.

Les étudiants ont l'intention de commencer par la Chasse-Galerie pour démontrer leur capacité à gérer un service alimentaire.

Le président de l'AGÉUQTR, Hugo Mailhot-Couture, explique qu'avant d'agir, on attend la décision finale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport au sujet de la construction du pavillon de vie étudiante.

Si la construction de ce pavillon, qui sera annexé au pavillon Nérée-Beauchemin où se situe la Chasse-Galerie, est accordée prochainement par le ministère, l'AGÉUQTR en profitera alors pour rénover la Chasse-Galerie en y ajoutant les équipements de cuisine nécessaires pour en faire un vrai petit restaurant.

Lorsque l'AGÉUQTR a manifesté à la direction de l'Université son intérêt pour gérer aussi la cafétéria, l'UQTR a alors proposé aux étudiants de prendre d'abord de l'expérience en faisant un projet à la Chasse-Galerie, explique Hugo Mailhot-Couture.

Or, l'AGÉ a bien l'intention de relever le défi.

Sodexo, le fournisseur actuel de la cafétéria, a en effet perdu l'exclusivité de la distribution alimentaire sur le campus lors du renouvellement de son contrat pour trois ans, l'hiver dernier, raconte le président de l'AGÉ.

Prendre de l'expérience

L'AGÉ entend donc profiter de ces trois ans pour «prendre de l'expérience dans la fabrication et la distribution de nourriture» afin que sa candidature puisse être considérée.

L'idée, pour l'AGÉ, de s'aventurer dans le monde de la restauration, c'est que les étudiants aient leur mot à dire tant sur ce qu'ils mangent que sur l'ambiance qu'ils souhaitent voir régner à la cafétéria.

«C'est déjà fait à l'Université du Québec à Chicoutimi. C'est l'association étudiante qui fait fonctionner la cafétéria et tout ce qui se fait là va au profit des étudiants», signale Hugo Mailhot-Couture.

Ce dernier explique que ce projet permettrait aux étudiants d'avoir la meilleure qualité alimentaire pour le meilleur prix puisqu'il ne sera pas nécessaire de générer des surplus financiers comme dans une entreprise privée.

L'AGÉ embaucherait du personnel compétent à plein temps pour diriger les opérations du service alimentaire, mais déciderait des orientations, par exemple du type de nourriture à servir.

L'AGÉ attend très prochainement la décision du MELS au sujet du pavillon de vie étudiante et espère réaliser les travaux de rénovation et d'aménagement à la Chasse-Galerie dès l'été prochain.

Les finances de l'organisme sont en très bon état, précise le président. L'AGÉ participera en effet financièrement à la construction du pavillon de la vie étudiante. Pas moins de 85 % des étudiants participent à la collecte de fonds pour ce projet par le biais d'une contribution volontaire de 10 \$ par session.

RADIO-CANADA / Montréal : McGill classée dans les 20 meilleures universités au monde - Mise à jour le lundi 5 septembre 2011 à 22 h 50 HAE

Pour la cinquième année consécutive, l'université montréalaise McGill occupe l'une des 20 premières positions du palmarès des meilleures universités au monde établi par QS World University Rankings, dévoilé dimanche.

L'institution, qui était 19e l'an dernier, se classe maintenant 17e, devant une dizaine de ses homologues canadiennes qui ont réussi à s'inscrire au classement.

Les prestigieuses universités britanniques et américaines dominent largement ce palmarès international des 300 meilleures universités.

Les dix premières positions

1. Université de Cambridge (Royaume-Uni)
2. Université Harvard (États-Unis)
3. Massachusetts Institute of Technology (États-Unis)
4. Université Yale (États-Unis)
5. Université d'Oxford (Royaume-Uni)
6. Imperial College London (Royaume-Uni)

7. University College London (Royaume-Uni)
8. Université de Chicago (États-Unis)
9. Université de Pennsylvanie (États-Unis)
10. Université de Columbia (États-Unis)

Pour établir son palmarès, la firme britannique Quacquarelli Symonds (QS) évalue plus de 700 universités selon six critères: réputation au sein du milieu universitaire (40 %), réputation auprès des employeurs (10 %), proportion des étudiants par faculté (20 %), professeurs cités dans des recherches (20 %), proportion des enseignants étrangers (5 %) et proportion des étudiants étrangers (5 %).

Une dizaine d'universités canadiennes

En tout, 14 universités canadiennes, dont six en Ontario, ont pu se tailler une place au classement. Héritant du 137e rang, l'Université de Montréal perd une position par rapport à l'an dernier. Elle occupait la 107e place l'année précédente.

Quant à l'Université Laval, 271e l'an passé, elle est éjectée de la liste.

- 17) Université McGill (Québec)
 - 23) Université de Toronto (Ontario)
 - 51) Université de Colombie-Britannique
 - 100) Université d'Alberta
 - 137) Université de Montréal (Québec)
 - 144) Université Queen's (Ontario)
 - 157) University of Western Ontario
 - 159) Université McMaster (Ontario)
 - 160) Université de Waterloo (Ontario)
 - 218) Université de Calgary (Alberta)
 - 234) Université de Dalhousie (Nouvelle-Écosse)
 - 256) Université d'Ottawa (Ontario)
 - 260) Université Simon Fraser (Colombie-Britannique)
 - 292) Université de Victoria (Colombie-Britannique)
- [audio-vidéo](#)
[Le reportage de Pasquale Harrison-Julien](#)
[Hyperlien externe](#)
[QS World University Rankings 2011/12](#)
 Site de QS

LE SOLEIL : Étudiants atypiques : L'université Laval veut diversifier le profil de ses futurs médecins - Samedi 03 septembre 2011



Martin Pelletier a 40 ans, deux enfants et il a survécu à ses deux premières années de médecine à l'université Laval.

Marc Allard

Mardi matin, après un été de rattrapage familial, il entamera une troisième année de surmenage intellectuel avec un cours de psychiatrie, entouré d'une majorité de jeunes gens qui ont à peu près la moitié de son âge et lui semblent parfois beaucoup plus intelligents que lui.

«Il y a deux ou trois marches générationnelles entre eux et moi, dit-il. Quand il y a un prof qui lâche une joke des Satellipopettes en avant et que je suis tout seul à rire dans une classe de 220, je me rends compte qu'il y a vraiment un décalage.»

Mais plus que son âge et ses références aux Satellipopettes — un jeu-questionnaire jeunesse des années 80 réputé pour attribuer des « morceaux de robot » —, Martin se distingue des étudiants assis à côté de lui par son expérience professionnelle.

Depuis deux ans, l'Université Laval (UL) réserve huit offres d'admission en médecine à des diplômés universitaires qui sont allés sur le marché du travail durant plus de deux ans, un moyen de diversifier le profil des futurs médecins.

En médecine, les recrues ont souvent le même profil : des premiers de classe issus de familles

aisées et éduquées, qui ont 19 ou 20 ans et viennent de finir leur cégep en sciences de la nature avec une cote R gênante pour les autres (cette année, il fallait au moins 33,555 de cote R pour avoir droit à une entrevue en médecine à l'UL; la moyenne au cégep est de 28).

L'Université Laval réussit toutefois à bigarrer les profils en admettant une importante proportion (45 %) d'étudiants universitaires — qui ont en moyenne 25 ans et ont étudié dans une vingtaine de domaines —, ainsi qu'en recrutant en région.

Au programme de médecine de l'UL, beaucoup d'étudiants sont issus de «milieux socioéconomiques plus élevés» et ont des parents d'un haut niveau de scolarité, indique Guy Labrecque, coordonnateur de l'admission en médecine à l'Université Laval. «Mais on a aussi le petit gars

qui vient de la Côte-Nord dont le père travaille dans une mine à Fermont», dit-il.

EXPÉRIENCE

Cette année, sur les 231 nouveaux étudiants en médecine à l'UL, 18 ont 30 ans et plus. Martin, lui, avait 38 ans lorsqu'il a été admis il y a deux ans. Mis à part le professeur, il est tout le temps le doyen de sa classe.

Pendant 15 ans, le quadragénaire a travaillé comme ergothérapeute, dont 11 ans à l'Institut de réadaptation en déficience physique de Québec, où il prenait soin des enfants avec des problèmes de développement. Après une crise de la quarantaine précoce, il s'est demandé s'il ne serait pas plus épanoui avec un diplôme de médecine.

Sa copine, qui l'aime beaucoup, a accepté que les mystères du corps humain séquestrent le cerveau de son chum durant les quatre ans du doctorat en médecine. Martin a décidé de plonger, en promettant à la mère de son garçon d'un an et de sa fille de cinq ans que ces derniers n'en souffriraient pas.

Quand Martin a postulé en médecine pour l'automne 2009, l'Université Laval réservait quatre places aux «universitaires sur le marché du travail», comme elle faisait depuis au moins 25 ans.

Ce nombre a doublé l'année suivante, le programme de médecine souhaitant s'ouvrir davantage à ces candidats qui n'avaient pas nécessairement un dossier scolaire aussi bétonné que les collégiens, mais avaient acquis une expérience

professionnelle et du «vétu», explique le responsable des admissions, Guy Labrecque. L'an dernier, la prestigieuse Université McGill, à Montréal, a décidé d'ouvrir ses portes à trois candidats « au profil non traditionnel ». Le vice-doyen adjoint aux admissions, le Dr Saleem Razack, aimerait augmenter ce nombre dans les prochaines années.

TRAVAIL COLOSSAL

Selon le Dr Razack, de nombreuses études démontrent que plus le profil des médecins est diversifié, mieux se porte la profession. Si l'âge, le sexe, la classe sociale et l'origine ethnique varient beaucoup dans une cohorte, explique le Dr Razack, il y a plus de chances que les futurs médecins ne soient pas tous attirés par la médecine spécialisée, mais par des secteurs où les besoins sont criants au Québec, comme la médecine familiale.

Martin a grandi à Val-Bélair dans une famille de la classe moyenne, avec des parents qui l'ont très bien encadré, dit-il. Sa mère est préposée aux bénéficiaires, son père a travaillé dans le secteur alimentaire et est maintenant chauffeur de taxi.

Comme son mentor, le Dr Gilles Julien, Martin voudrait pratiquer la pédiatrie sociale. À force de travailler avec les enfants, il a eu envie de les aider davantage, en dehors du cadre de l'ergothérapie.

Même s'il est retourné à l'Université à 38 ans, il ne regrette pas d'avoir passé 15 ans à travailler dans le monde de la santé. Peut-être plus que la plupart des étudiants en médecine, il peut com-

prendre la dimension «humaine» du rôle de médecin, ce surcroît d'intelligence émotionnelle qu'on n'acquiert pas sur les bancs d'école.

Avant d'être admis, Martin se doutait que la charge de travail allait être colossale, mais croyait qu'il y avait tout de même une part de «folklore» qui teintait son anticipation.

«Mais franchement, c'est pire encore que ce que je pensais, ditil. C'est vraiment chargé.» Après deux ans d'absorption d'un déluge de «connaissances brutes», il comprend que le programme de médecine accorde moins de temps à des cours qui portent sur la relation d'aide, les enjeux éthiques ou l'histoire de la médecine, par exemple.

«Ça va tellement vite, dit Martin. T'arrives là à 19 ans, et souvent, ces jeunes-là, pour s'être hissés au sommet, pour avoir des notes comme ils ont eues, pour rentrer direct en arrivant du cégep, il a fallu qu'ils travaillent comme des dingues pendant toute leur jeunesse. Et là, ils arrivent là, ils continuent à travailler comme des dingues, ils sortent de là et bang! OK, t'es médecin!

«C'est là que je trouve que j'ai un avantage, poursuit-il. J'ai déjà un bagage de vie, j'ai déjà une réflexion sur le système de santé. J'ai vu du monde mourir, j'ai accompagné des parents vers la mort [de leur enfant], des proches dans la maladie, des familles dans la souffrance d'avoir un enfant handicapé. Je ne suis pas meilleur qu'un autre. Je ne suis pas plus humain que n'importe qui dans ma classe. Mais j'ai passé à travers ça. Et, quelque part, ça m'a façonné.»

LE SOLEIL : New Carlisle: nouveau baccalauréat en sciences infirmières – Jeudi 1er septembre 2011



Collaboration spéciale Gilles Gagné, Louis Morin, Mario Dubé et Sonia Leblanc insistent sur l'importance du partenariat entre plusieurs institutions pour faire aboutir le programme de baccalauréat, grâce auquel un premier groupe de 30 étudiantes seront formées de façon conventionnelle, plutôt que par visioconférence.

Gilles Gagné, collaboration spéciale, Le Soleil (New Carlisle) L'Université du Québec à Rimouski et les principaux acteurs en santé du sud de la Gaspésie viennent de démarrer un programme de baccalauréat en sciences infirmières regroupant 30 étudiantes, à New Carlisle, dans la baie des Chaleurs.

L'initiative vise à augmenter la proportion d'infirmières bachelères en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine afin de la rapprocher de la moyenne provinciale, qui était à 29 % en 2009. La proportion de bachelères s'établit présentement à 18 % dans la région.

Il s'agit du premier groupe gaspésien de futures bachelères en sciences infirmières à recevoir la formation de façon conventionnelle. Une première cohorte de 25 étudiantes lancée il y a un an à Gaspé et à Sainte-Anne-des-Monts est principalement formée par visioconférence.

L'enseignante du groupe de New Carlisle, Sonia Leblanc, précise que cette accessibilité à la formation favorise la rétention et l'attraction des candidates et candidats au baccalauréat.

«Nous avons cinq étudiantes du Cégep de Gaspé au bac. Il y a aussi des étudiantes qui terminaient leurs techniques ailleurs, comme à Rimouski, qui reviennent ici», dit-elle.

Loin de dénigrer les infirmières diplômées au collégial, Sonia Leblanc assure que l'ajout d'un baccalauréat «rehausse la qualité de soins. Elles peuvent intervenir en soins critiques et en santé communautaire, à l'urgence, aux soins intensifs. Elles peuvent faire de la prévention des infections, de l'enseignement collégial. Elles peuvent agir comme infirmières de liaison. Elles peuvent occuper des postes de supervision, de mentorat».

Des infirmières avec une expérience de travail font partie de la cohorte formée à New Carlisle.

Programme adapté

Mario Dubé, directeur du module des services de la santé à l'UQAR, précise que l'université, l'Agence régionale de santé et les centres de santé de la Baie-des-Chaleurs et du Rocher-

Perce ont adapté la formation aux contraintes des institutions et des individus en cause.

«Afin d'éviter de trop longs déplacements, les cours sont concentrés sur deux jours par semaine [...]. Le baccalauréat prend deux ans et demi au lieu de deux ans. Les étudiants travaillent à temps partiel, une façon d'éviter une rupture de services dans les hôpitaux», note M. Dubé.

Louis Bujold, directeur des études au Collège de la Gaspésie et des Îles, précise de son côté que sous peu, l'enseignement collégial en techniques infirmières sera disponible en six endroits au lieu de quatre, sur le territoire. «Ça fait des finissants intéressés au bac.»

Jean-François Cassivi-Bouchard, de l'Agence régionale de santé Gaspésie-les-Îles, souligne que de 15 à 20 postes d'infirmières bachelères à temps complet sont disponibles chaque année sur le territoire, sans compter les postes à pourvoir pour assurer le rattrapage avec la moyenne provinciale.

Michel Bond, directeur des ressources humaines au Centre de santé de la Baie-des-Chaleurs, indique que les frais d'inscription des infirmières choisissant d'étudier au baccalauréat sont assumés par l'institution. «Il y a un gain important en salaire et pour la qualité de soins de l'établissement.»

L'UQAR investit environ 500 000 \$ dans l'initiative basée à New Carlisle.

RADIO-CANADA / Abitibi-Témiscamingue : UQAT : Les 20 ans du projet Eurostage - Mise à jour le mercredi 31 août 2011 à 15 h 50 HAE

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) souligne les 20 ans du projet Eurostage pour les étudiants en enseignement.

Il s'agit du plus ancien programme d'échange universitaire au Québec. Il donne la possibilité aux étudiants de la région d'aller enseigner en France grâce à un partenariat avec l'Institut

universitaire de formation des maîtres (IUFM) de Champagne-Ardenne.

Plus de 400 étudiants en enseignement de l'UQAT ont ainsi participé au projet Eurostage depuis le début des années 90. Ils ont pu perfectionner leurs stratégies d'enseignement et échanger sur les milieux scolaires québécois et français.

L'enseignant à l'UQAT Stéphane Lacroix est responsable du programme cette année. « L'IUFM et l'UQAT, on trouve qu'il y a tellement de retombées à long terme qu'on ne pourra jamais entrevoir la possibilité de laisser tomber un tel cours », souligne-t-il.

Une des participantes à l'Eurostage, Sarah Mikolajczak de Malartic, a constaté une importante différence dans la relation entre les enseignants

et les élèves en France. « Par exemple, ici on a une relation plus proche avec les élèves, plus chaleureuse. Là-bas, je trouve qu'ils étaient plus distants et autoritaires », dit-elle.

Des retrouvailles entre les anciens participants au programme Eurostage auront lieu à la fin du mois.

[audio-vidéo](#)

[Le reportage de Karine Aubin](#)

LE SOLEIL : Forte hausse des étudiants étrangers inscrits à L'UQAR – Mardi 30 août 2011



— PHOTO COLLABORATION SPÉCIALE
CARL THÉRIAULT

L'accueil d'autant d'étudiants provenant de l'étranger permet à l'UQAR de garder ouverts certains programmes, comme la chimie et l'informatique.

Carl Thériault Collaboration spéciale RIMOUSKI — L'Université du Québec à Rimouski (UQAR) accueille cette année 360 étudiants étrangers, soit environ 10 % de sa clientèle à temps complet. Les prévisions établies par le ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports (MELS) étaient pourtant de l'ordre de 200.

L'UQAR met les bouchées doubles depuis plusieurs années pour recruter de nouveaux étudiants, alors qu'une baisse des effectifs est

anticipée dans tout le réseau universitaire québécois dans deux ans, surtout à partir de 2014-2015.

«Le recrutement est un combat que nous avons entrepris depuis plusieurs années. Si nous comptons seulement sur les étudiants qui proviennent des cégeps, on serait en baisse d'effectifs. Il y a des bourses disponibles pour les étudiants québécois qui vont en plus grand nombre à l'université qu'avant.

Nous sommes en train de négocier avec des instances gouvernementales des autres pays pour la mise sur pied d'incitatifs à la mobilité vers l'UQAR. Et nous recevons 30 courriels par jour de la part d'étudiants étrangers alors que nous ne serons en période d'inscription qu'au 1er mars.»

EN MAJORITÉ DE LA FRANCE

Quatre personnes travaillent au recrutement des effectifs étudiants. «Notre recrutement à l'international nous permet de garder des programmes ouverts comme en informatique et en chimie. Nous exposons aussi du même coup nos étudiants québécois à des cultures nationales.» Cette année, la moitié des étudiants étrangers proviennent de la France.

Selon les projections du ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports, le nombre d'étudiants fréquentant l'UQAR à temps complet commencera à diminuer réellement en 2014-2015 (3397), puis passera sous la barre des 3000 en 2021-2022 et à 2862 en 2024-2025.

En 2011-2012, l'UQAR devrait compter un total de 6237 étudiants, dont 2976 au campus de Lévis et 2233 au campus de Rimouski, soit une hausse des inscriptions de 6 % par rapport à la dernière année universitaire, notamment dans les programmes en adaptation scolaire, en sciences infirmières et en travail social.

Le nouveau Centre d'appui à l'innovation pour la recherche, composé de 15 laboratoires à la fine pointe de la technologie, sera inauguré cet automne. L'UQAR offre au campus de Rimouski le programme de maîtrise en administration des affaires et une nouvelle concentration en santé mentale et soins psychiatriques pour les étudiants en maîtrise en sciences infirmières. L'UQAR souhaite instaurer un baccalauréat en travail social au campus de Lévis l'automne prochain.

THE GAZETTE : McGill first-year students unite at single event – Tuesday, August 30, 2011



Photograph by: Allen McInnis, THE GAZETTE
About 5,000 first-year students broke the ice during the Discover McGill function Monday by talking about music and food.

By Karen Seidman

MONTREAL - Harder. Better. Stronger. Frosher. That was the battle cry as Frosh Week at McGill University began in earnest on Monday, when thousands of first-year students gathered in Molson Stadium to begin their discovery of the campus and each other.

(The discovery of booze occurs later in the week, when the university-sanctioned events wrap up.) This was the first time the university had invited all first-years to an event at the same time, said Jana Luker, executive director of services for students. About 5,000 students were expected at the launch of Discover McGill.

"We've never had that many together before, so it should be very exciting," she said before the event.

Then, under a bright blue sky Monday morning, she welcomed the students "to the best and most exciting years of your life."

That elicited a lot of cheering, but not quite as much as the news that 1,000 pizzas were being delivered for lunch.

McGill Principal Heather Munroe-Blum congratulated the students for being "chosen from among the best students in the world" and talked about the university's commitment to making their university experience a wonderful one.

Although academic excellence was mentioned, it clearly isn't the main goal of a week known for its street festival, its beach day and parties, parties, parties.

As McGill's humour magazine, The Red Herring, explains Frosh: "When James McGill founded McGill University he had one thing on his mind: How can I make youthful strangers shed their shy exteriors and drink until they sleep with and/or throw up on each other?"

First-year students seemed to agree that their main goal for Frosh Week is to meet as many people as possible.

"I just want to meet as many people as I can," said Mina Turel, 18, a biology student from Turkey.

Mike Samra and Zack Weber, both science students from Montreal, said they want to get a feel for the campus and student life.

Olivia Kurth is a music student from Vancouver who was finding it overwhelming at Molson Stadium. "It's a bit disorienting having everyone here at once. But it is a good idea to meet everyone when they're sober and it's 9 a.m."

The first order of the day was Playfair – ice-breaking games designed to help students meet other students. As they ran around sharing their favourite music groups and junk food, and meeting people with the same birth date, it was clear Playfair was succeeding.

Jonnathan Koonings was one of hundreds helping the students get acclimatized.

"We're just trying to get everyone pumped up about McGill," said Koonings, a third-year industrial relations and finance student. "We're volunteers who love the school and want to share that with others."

Tim Lo, 17, an education major from Ottawa, wanted to meet other students, but had one other primary goal for his Frosh Week experience: "I just want to try to remember something."

THE GAZETTE : McGill workers threaten strike action – Tuesday, August 30, 2011

By Karen Seidman

MONTREAL - About 1,700 non-academic workers at McGill University are threatening to go on strike just as students head back to class on Thursday.

The McGill University Non-Academic Certified Association says if negotiations don't go well on Tuesday, members will walk off the job Thursday.

"We want them to understand the work we do is worth more than 1.2 per cent," said MUNACA president Kevin Whittaker. Included in the union

are lab technicians, IT technicians, clerical workers and library assistants.

The union says it is unhappy with the wage scale, benefits plan and premiums for evenings and weekend work. So although negotiations are to take place Tuesday, the workers have served notice that they will strike beginning Thursday morning if no progress is made.

That would be unfortunate, said Michael Di Grappa, vice-principal of administration and finance for McGill.

"That probably will lead to some disruption and slowdowns," he said, although the university does have a contingency plan, he added.

Whittaker said the university drastically cut its contribution to retirees' medical and dental plans, and at a time when it is spending more than \$2 million to renovate the administration building.

"It's obscene," he said. "Now retired members have to pick up the slack."

Di Grappa said the renovation includes the removal of asbestos and is creating a series of conference rooms that are badly needed.

RADIO-CANADA/Abitibi-Témiscamingue : Rentrée à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue - Mise à jour le lundi 29 août 2011 à 16 h 01 HAE

<p>Près de 4000 étudiants font leur rentrée à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) cette semaine. Les travaux d'agrandissement au campus de Rouyn-Noranda risquent de perturber les activités et d'imposer certaines contraintes aux étudiants et au personnel. Les élèves ont notamment été accueillis à l'extérieur, sous un immense chapiteau érigé dans le stationnement du campus, au lieu de l'atrium habituel. Les travaux d'agrandissement ont une superficie de 3500 mètres carrés. Les nouveaux espaces seront dédiés à la recherche, ainsi qu'à des salles</p>	<p>d'enseignement et des bureaux pour les professeurs. La construction devrait être terminée au cours de la session d'hiver 2012. La clientèle en hausse La rectrice de l'UQAT, Johanne Jean, prévoit une légère hausse de la clientèle étudiante cet automne, malgré une baisse démographique chez les jeunes. L'arrivée de nouveaux programmes, comme les maîtrises en sciences infirmières et en ingénierie, donne aussi des ailes à l'établissement. L'UQAT peut aussi compter sur la présence de nombreux étudiants étrangers, provenant de 28 pays différents.</p>	<p>Les commentaires (2) Envoyé par Jean Prévost de Abitibi 30 août 2011 à 14 h 48 HAE J'essaie de comprendre pourquoi les associations étudiantes préparent un automne houleux avec l'augmentation des frais de scolarité en clamant sur tout les toits tout en déchirant leurs chemises que cela va restreindre l'accès aux études supérieures alors que c'est l'inverse qui se produit, on assiste à une augmentation du nombre d'étudiants... Envoyé par Jonathan Bigras Pilon de Montpellier 30 août 2011 à 11 h 40 HAE bonne chance ake l'hiver que vous avez en haut la bas!! :)</p>
---	---	---

LE DEVOIR : En bref - Études universitaires: l'écart diminue - Jeudi 25 août 2011

<p>La Presse canadienne Toronto — Les Canadiens dont les parents ne détiennent pas de diplôme universitaire ont beaucoup plus de chances d'atteindre ce niveau d'instruction aujourd'hui qu'il y a deux décennies. L'étude de Statistique Canada permet</p>	<p>d'apprendre qu'en 2009, 23 % des Canadiens dont les parents n'étaient pas diplômés d'une université possédaient eux-mêmes un tel degré d'instruction. C'est presque deux fois plus que les 12 % de la population qui se trouvaient dans cette situation</p>	<p>en 1986. L'étude attribue aux femmes la décroissance de cette disparité. En 1986, seulement 10 % des femmes dont les parents n'étaient pas diplômés de l'université l'étaient elles-mêmes. Aujourd'hui, cette proportion a presque triplé, pour se fixer à 28 %.</p>
---	--	---

STATISTIQUES CANADA : LE QUOTIDIEN : Étude : Achèvement d'études universitaires selon le niveau de scolarité des parents - Mercredi 24 août 2011

<p>Les personnes dont les parents ont un grade universitaire demeurent plus susceptibles de faire des études universitaires que ceux dont les parents n'en ont pas, bien que l'écart entre les deux groupes se soit resserré au fil du temps. En 1986, 12 % des personnes de 25 à 39 ans nées au Canada dont les parents n'avaient pas terminé d'études universitaires avaient un diplôme universitaire. En 2009, cette proportion avait presque doublé pour s'établir à 23 %. En comparaison, en 1986, 45 % des personnes dont au moins un des parents avait un diplôme universitaire étaient elles aussi titulaires d'un grade. En 2009, cette proportion avait également augmenté, mais à un rythme plus lent, pour atteindre 56 %. L'augmentation du pourcentage de diplômés universitaires chez les personnes dont les parents ne sont pas titulaires d'un grade est en grande partie attribuable aux femmes. En 1986, parmi les femmes dont les parents n'avaient pas de diplôme universitaire, 10 % d'entre elles en avaient un. En 2009, ce pourcentage avait presque triplé pour atteindre 28 %. Chez les hommes, la progression a été plus modeste, la proportion correspondante étant passée de 14 % en 1986 à 18 % en 2009.</p>	<p>Chez les immigrants de deuxième génération (ceux dont au moins un des parents est né à l'extérieur du Canada), l'incidence de l'origine sociale sur la probabilité de terminer des études universitaires était moins grande que chez les personnes dont les deux parents sont nés au Canada. Par exemple, en 2009, parmi les personnes dont un des parents était né à l'étranger, 30 % de ceux dont les deux parents n'avaient pas de diplôme universitaire étaient titulaires d'un grade. Cette proportion s'élevait à 62 % chez ceux dont au moins un des parents était diplômé. En d'autres termes, la proportion était deux fois plus élevée chez les personnes issues de familles dont au moins un parent avait terminé des études universitaires. Cependant, pour les personnes dont les deux parents étaient nés au Canada, l'écart relatif entre ces deux groupes était 2,5 fois plus grand : la proportion de diplômés universitaires était d'environ 21 % chez ceux dont les parents n'avaient pas terminé d'études universitaires, comparativement à 53 % chez ceux dont au moins un des parents était titulaire d'un grade. Nota : L'objet de la présente étude est de déterminer si la mobilité intergénérationnelle du</p>	<p>point de vue de l'achèvement d'études universitaires a progressé au cours des dernières années. Pour traiter cette question, les données de 12 cycles de l'Enquête sociale générale, portant sur la période allant de 1986 à 2009, ont été utilisées. L'analyse porte sur les personnes de 25 à 39 ans nées au Canada. Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3894, 4500, 4501, 4503, 4504, 4505 et 5024. L'article «Mobilité intergénérationnelle en éducation : l'achèvement d'études universitaires selon le niveau de scolarité des parents» peut maintenant être consulté dans le numéro en ligne d'août 2011 de Tendances sociales canadiennes, n° 92 (11-008-X, gratuit), accessible à partir du module Publications de notre site Web, sous l'onglet Ressource clé. Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-5979 (sasdssea@statcan.gc.ca), Division de la statistique sociale et autochtone.</p>
---	--	--

LE DEVOIR : Éditorial : MBA à McGill - Guili-guili!, par Marie-Andrée Chouinard - Lundi 22 août 2011

<p>C'est maintenant officiel: McGill offre un MBA privatisé alors qu'elle est université publique. Après des mois de valse-hésitation, de discours officiels et officiels, l'opération est — voilà le comble! — réalisée sous les yeux conciliants du ministère de l'Éducation, qui a remis la hache de guerre. L'indignation ministérielle n'était-elle que mascarade? La punition de deux millions de dollars imposée par Québec à l'Université McGill pour avoir privatisé un MBA sans la bénédiction gouvernementale a finalement eu l'effet d'une chatouille, d'un charmant guili-guili. Officiellement, l'autorité ministérielle a fait les gros yeux pendant qu'elle tapotait gentiment l'université insoumise. Deux millions d'amende tombée au printemps pour sanctionner un MBA de 30 000 \$, inventé en violation des règles budgétaires officielles, ont été quasi sans effet. Jusqu'à preuve du contraire, le nouveau MBA de McGill n'a pas subi de métamorphose. Des changements cosmétiques pour obtenir l'aval ministériel? On n'en sait trop rien.</p>	<p>Ministère et université affirment qu'une nouvelle maîtrise en administration des affaires avec vocation internationale a été concoctée en réponse aux réprimandes gouvernementales. McGill, on s'en souviendra, avait joué l'irrévérencieuse et bafoué les règles ministérielles pour offrir un MBA de prestige, en accord parfait avec la réputation des grandes du monde universitaire. L'université a tenu bon. Mais pour avoir aussi tenu tête, elle a subi les remontrances publiques des ministres de l'Éducation, puis cette amende destinée à l'ébranler dans son entêtement. Québec soutient que cette sanction (une première dans les annales) a produit son effet; le changement de programme est présenté par le cabinet de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp comme l'effet d'une punition efficace. Seul problème: il faut faire acte de foi pour le croire. Vendredi dernier, ni McGill ni le ministère de l'Éducation n'étaient en mesure de préciser la</p>	<p>nature exacte des changements qui ont pourtant donné lieu à l'approbation de la ministre. Comme seul bien mince appât, on se contente de dire que les étudiants du profil actuel ne pourraient pas être admis sur la base du nouveau programme, à forte touche internationale. Le nouveau MBA comprendra un voyage à l'étranger et l'embauche d'une majorité de professeurs provenant d'ailleurs sur le globe que du Canada; mais dans le dépliant vantant les mérites du premier programme, on parle aussi d'une partie des études à l'étranger et même du personnel enseignant provenant aux deux tiers de l'international! Où est donc la nouveauté? Avec cette attitude méfiante et incrédule, on nous reprochera bien sûr de jouer les rabat-joie, de chercher noise, de s'embarber dans la logique du «tout le monde pareil», de faire valoir les grands principes en omettant les lois du marché et la concurrence qui se joue dans la formation des esprits. Oui, il y a dans cette obstination qui est nôtre une manière de croire</p>
---	--	--

encore aux grands principes qui ont soutenu la création d'un réseau d'éducation québécois, l'accessibilité et l'égalité des chances en ayant

été les phares. Depuis les débuts de cette affaire, McGill aura eu le mérite d'avoir été conséquente. Québec, lui, se réfugie derrière une pénalité de

deux millions pour faire la preuve de son autorité; mais, en réalité, il vient peut-être d'autoriser un inquiétant précédent. À suivre.

LE DEVOIR : Droits de scolarité - McGill pourra continuer à exiger 29 500\$ pour un MBA – Samedi 20 août 2011



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
L'Université McGill, sur les flancs du mont Royal.
Lisa-Marie Gervais

Après s'être fait rabrouer par Québec en raison de son programme de MBA à 29 500 \$, McGill rentre dans le rang. Moyennant des changements conférant au diplôme un caractère international, l'université pourra continuer d'exiger des droits de scolarité neuf fois plus élevés que la limite permise par le gouvernement.

Pour la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ces changements — notamment un corps professoral composé d'étrangers aux deux tiers et l'exigence d'acquiescer une expérience à l'international — sont satisfaisants et «pas du tout mineurs». «Ce sont des changements profonds qu'apporte McGill à son MBA. Un étudiant accepté l'an dernier ne pourrait pas nécessairement être accepté dorénavant. Le contenu des cours et les profils d'admission ne sont pas les mêmes», a-t-elle expliqué au Devoir.

Par ces changements, McGill n'offre plus un MBA dit «régulier» et n'a plus à se conformer aux règles budgétaires édictées par le ministère de l'Éducation au même titre que les autres programmes réguliers. L'université doit toutefois autofinancer son MBA, sans l'aide de Québec. Ce programme de deuxième cycle devient par exemple équivalent au EMBA (executive MBA), qui s'adresse à des gestionnaires expérimentés, que McGill offre déjà conjointement avec HEC. «On a manifesté à [l'université] McGill que ce n'était pas acceptable, un MBA à 30 000 \$. Elle a compris qu'elle devait se mettre à la tâche», a dit Line Beauchamp. L'établissement anglophone

de Montréal avait écopé d'une amende de 2 millions de dollars imposée par Québec.

La ministre reconnaît que par la nouvelle spécialisation de son MBA, il n'en existe plus sous la forme régulière, accessible aux étudiants réguliers qui viendraient de terminer un diplôme de premier cycle, par exemple. «L'offre au MBA n'est pas une offre contingentée. Le fait que McGill n'offre plus de MBA au régulier n'empêche pas les étudiants de faire un tel programme, a-t-elle indiqué, en rappelant qu'il existe plusieurs autres universités au Québec. Les universités sont autonomes et peuvent décider d'ouvrir des classes. Elles vont répondre au principe de l'offre et la demande.»

Avisant qu'elle n'accorderait pas d'entrevues, l'université a fait savoir par voie de communiqué qu'elle était heureuse que le ministère reconnaisse son nouveau programme de MBA profil affaires internationales. Elle soutient que l'adoption d'un tel modèle autofinancé, qui ne possède pas de plafond de droits de scolarité, était devenue nécessaire «pour soutenir les améliorations majeures qui lui avaient été apportées au cours des dernières années». L'établissement rappelle par ailleurs qu'il a réinvesti dans les bourses d'études pour maintenir l'accessibilité à son programme pour tout candidat

Vos réactions

• Poprivet, Inscrit, vendredi 19 août 2011 23h55
Mensonge nauséabond!!!

L'éducation au Québec est une Grosse "Business"... McGill a beau chanter qu'elle est excellente, qu'elle est ceci ou cela... Son programme de MBA est incomparable à celui des HEC, qui est reconnu comme un des 10 meilleurs MBA hors États-Unis depuis bien des années! Les HEC ont des agréments internationaux depuis aussi fort longtemps, ce dont McGill ne peut se vanter (<http://www.hec.ca/experience/agrements/index.html>)

• En conclusion, McGill peut chanter tant qu'il veut depuis sa branche, comme le corbeau... mais à la fin de l'histoire, quand on regarde les faits, ce sont les HEC qui obtiennent tou-

jours le Gros Fromage. On ne compte plus le nombre de fois que ses étudiants ont gagné des compétitions internationales de cas.

Et vous savez combien j'ai payé de frais de scolarité en 2005 pour mon année de MBA intensive aux HEC?... Et bien seulement 4 500\$. Vivement que cela se sache!!!

PS @Turcot : Je suis tout à fait d'accord avec vous! aux dernières nouvelles, il y a toujours 3à4 fois plus d'étudiants hors Québec et de l'international qui profitent à peu de frais de NOTRE système et retournent chez eux ensuite. Pour ceux du ROC c'est pire, ils retournent ailleurs au Canada et continuent souvent ensuite de nous dénigrer...

Alen, Inscrit, samedi 20 août 2011 08h20
???

Qui au fait rentre dans le rang?

• Francois, Inscrit, samedi 20 août 2011 08h25
Que des hausses de ton de nos gouvernements

Le gouvernement criait au scandale et maintenant hein! Juste pour faire semblant que le gouvernement s'occupe des intérêts du public et les protège.

• André Michaud, Inscrit, samedi 20 août 2011 11h11
la vraie question

Avec un tel diplôme aurais-je un emploi et combien je gagnerais comme salaire annuel ?

Un cours en philo, comme bien d'autres en sciences-humaine, coûte moins cher mais débouche sur aucun emploi , seulement des DETTES donc est pure escroquerie ! Les frais devraient être proportionnels aux possibilités d'emplois et au salaire.

L'Éducation est un investissement sérieux, et coûte CHER, à chacun de voir à ses affaires avant d'investir dans n'importe quoi!

• Michel Leclair, Abonné, samedi 20 août 2011 12h30

Mentez, mentez,

Tout ce que nous disent les possédants et leurs laquais (les politiciens) ne sont que mensonges et propagande.

LA PRESSE : Le MBA à 30 000\$ de McGill reçoit l'aval du Ministère – Samedi 20 août 2011

Pascal Breton, La Presse

L'Université McGill pourra offrir une maîtrise en administration des affaires (MBA) à 30000\$, en toute légalité cette fois. Le ministère de l'Éducation vient en effet d'approuver un nouveau MBA spécialisé qui sera en vigueur à compter de l'automne 2012.

Au printemps, l'Université McGill avait écopé d'une pénalité de 2 millions, imposée par le ministère de l'Éducation, pour son programme de maîtrise qui ne correspondait pas aux règles budgétaires fixées par Québec.

À l'automne 2010, l'institution avait en effet commencé à imposer des droits de scolarité de près de 30000\$ pour un nouveau programme de MBA sans avoir obtenu l'aval du Ministère. Or, Québec considérait qu'il s'agissait d'une maîtrise «régulière» et par conséquent, l'université n'avait pas le droit d'autofinancer le programme. Depuis, l'Université McGill a accepté d'apporter les modifications nécessaires pour en faire un programme spécialisé.

«On reconnaît, par les critères d'admission qui seront imposés, par le type de pédagogie donnée et par les exigences, que ce MBA correspond à

un programme spécialisé au niveau international», a expliqué le ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, en entrevue à La Presse.

À compter de 2012, c'est un MBA davantage orienté vers les affaires internationales qui sera offert. Le contenu des cours sera modifié et la clientèle à qui s'adresse le programme ne sera plus la même. Des séjours à l'étranger seront obligatoires et le corps professoral proviendra en majeure partie de l'étranger.

«Je pense sincèrement que le fait qu'on ait imposé une pénalité de 2 millions à l'Université McGill a aidé à ce qu'elle accepte de changer le programme de MBA pour correspondre aux règles budgétaires du ministère de l'Éducation», a souligné Mme Beauchamp.

Un système à deux vitesses

Impossible pour le moment de savoir si les droits de scolarité seront revus à la hausse puisque le programme sera modifié. À l'automne 2010, la première cohorte d'étudiants a déboursé 29500\$ pour ce MBA tandis que les étudiants inscrits cet automne payeront 32500\$.

D'autres universités offrent également des programmes spécialisés. Les droits de scolarité

factures pour le E-MBA de l'Université Concordia sont de 32000\$, ceux de l'E-MBA commun aux HEC et à l'Université McGill se chiffrent à 70000\$, tandis que le MBA destiné aux cadres, à l'Université de Sherbrooke, coûte 52500\$, selon le ministère de l'Éducation.

Vendredi, personne n'était disponible pour commenter la nouvelle à l'Université McGill. Seul un communiqué a été diffusé dans lequel l'Université se réjouit de voir le caractère spécial de son programme reconnu.

«Nous avons encadré notre MBA de façon à mettre en valeur son caractère unique et pleinement compatible avec la faculté Desautels [des sciences de la gestion] et l'Université McGill et atteindre les plus hauts standards internationaux de formation dans le monde des affaires et de la gestion» a déclaré le doyen de la faculté, Peter Todd, dans ce communiqué.

La Fédération étudiante universitaire du Québec et l'Association des étudiants des deuxième et troisième cycles de l'Université McGill ne partagent pas cette opinion. Pour eux, cet aval donné par le gouvernement ouvre la porte à un système d'éducation à deux vitesses.

En autorisant un programme spécialisé et coûteux, le gouvernement du Québec réduit l'accessibilité universitaire, ont fait valoir les deux associations, indiquant que l'Université McGill n'a pas indiqué son intention de maintenir un MBA dit «régulier» qui soit accessible à tous.

THE GAZETTE : McGill fixes MBA after being fined \$2M 1 : General program can't be privatized - Saturday, August 20, 2011

<p>McGill University has altered its new privately funded Master of Business Administration program after the provincial government fined the university \$2 million for breaking budgetary rules.</p> <p>McGill implemented a new MBA model in 2011 that dispensed with provincial funding, relying on a tuition hike to \$29,500, about nine times the former fee.</p> <p>But a "general" MBA program - with no specialized focus - cannot be privately funded, said Dave Leclerc, a spokesperson with the Ministry of Education.</p> <p>Leclerc said the ministry told McGill they could not charge students the increased tuition price,</p>	<p>but the school refused to change its stance, prompting a \$2-million fine.</p> <p>"Following this, McGill decided to present a project to the education minister to modify the MBA program, to specialize it," Leclerc said.</p> <p>The program will become internationally focused and include a mandatory study trip abroad, according to a McGill statement.</p> <p>Leclerc said a majority of the academic staff will also come from abroad. The program could be ready to begin by fall 2012, Leclerc said.</p> <p>No one at McGill was available for comment Friday, but the university's statement defends the private funding model.</p>	<p>"The shift to a self-funded tuition model is necessary to sustain and build on the major improvements we have made to the MBA program in recent years.</p> <p>"At the same time, our substantial investment in scholarships will help ensure the program is accessible to all qualified students," the statement says.</p> <p>Printed and distributed by NewspaperDirect www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 Copyright and protected by applicable law.</p>
--	---	---

LE DEVOIR : McGill trouve une façon de continuer à exiger des frais de 29 500 \$ pour un MBA – Vendredi 19 août 2011



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp

La Presse canadienne

En mettant davantage l'accent sur les affaires internationales, l'Université McGill pourra continuer à exiger des frais de scolarité de 29 500 \$ pour sa maîtrise en administration des affaires («MBA»), des frais neuf fois plus élevés que la limite permise par le gouvernement du Québec.

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, a annoncé aujourd'hui que

l'université montréalaise proposera à l'automne 2012 un programme modifié «afin de se conformer aux Règles budgétaires et calcul des subventions de fonctionnement aux universités du Québec».

En accentuant son orientation en affaires internationales _ notamment avec un corps professoral provenant en majeure partie de l'étranger _, l'Université McGill donnera un «caractère spécialisé» à son programme, ce qui lui permettra de satisfaire aux critères établis par le gouvernement, a indiqué Mme Beauchamp.

La ministre a précisé qu'il ne s'agit pas d'une exception pour McGill, car d'autres institutions québécoises, a-t-elle dit, offrent déjà des programmes au statut similaire.

L'institution anglophone montréalaise soutenait qu'elle devait exiger de tels frais de scolarité pour proposer et maintenir un programme de calibre mondial. McGill plaidait aussi que les étudiants au MBA pouvaient facilement se per-

mettre d'acquitter des frais de scolarité plus élevés, puisque plusieurs d'entre eux sont déjà des professionnels dont le retour aux études est défrayé par l'employeur.

Le gouvernement du Québec, lui, estimait que McGill, à titre d'institution subventionnée, violait l'esprit et la lettre de la loi, et qu'elle ne pouvait fixer à sa guise les frais de scolarité. L'université a finalement écopé plus tôt cette année d'une amende de 2 millions \$.

«En faisant reconnaître le caractère spécialisé de son programme et de ses étudiants, j'estime que le travail réalisé par l'Université McGill a tenu compte des exigences que je lui ai fait connaître le printemps dernier, a estimé la ministre Beauchamp par voie de communiqué. Ces modifications confirment le statut particulier du programme au regard des exigences du ministère.»